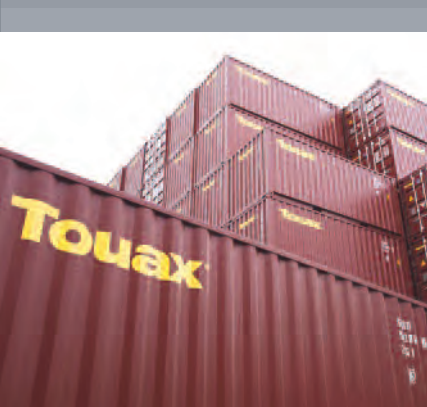


**Touax**<sup>®</sup>  
RAPPORT ANNUEL 2012

# L'EXPÉRIENCE DE LA LOCATION OPÉRATIONNELLE



# L'EXPÉRIENCE DE LA LOCATION OPÉRATIONNELLE

## CONTENEURS MARITIMES **N°1** en Europe

- 565 000 conteneurs
- 3,6 % de PDM mondiale\*
- 49 % du CA

## CONSTRUCTIONS MODULAIRES **N°2** en Europe continentale\*\*

- 51 000 constructions modulaires
- 7,5 % de PDM en Europe
- 32 % du CA

## SOMMAIRE

- 1 | Profil de TOUAX : l'expérience de la location opérationnelle
- 2-3 | Message des gérants
- 4-5 | Conteneurs maritimes
- 6-7 | Constructions modulaires
- 8-9 | Wagons de fret
- 10-11 | Barges fluviales
- 12-13 | Historique et présence mondiale du Groupe TOUAX
- 14-15 | Stratégie de création de valeur et chiffres clés
- 16 | TOUAX et la bourse



TOUAX est un **GROUPE MONDIAL DE SERVICES AUX ENTREPRISES**, spécialisé dans la location et la vente de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de wagons de fret et de barges fluviales.

Nous répondons aux besoins de nos clients, à travers le monde, en leur offrant des solutions adaptées de location, location-vente, sale and lease back ou de vente.

Fort de notre savoir-faire et de notre expertise, nous accompagnons nos clients en leur offrant des services associés, tels que la gestion d'actifs, la maintenance, le conseil et l'expertise technique et le trading.

## WAGONS DE FRET **N°2** en Europe\*\*

sur les wagons intermodaux

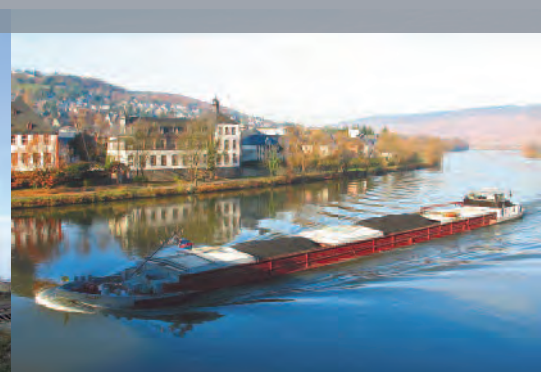
- 9 100 wagons
- 6,5 % de PDM en Europe
- 12 % du CA

## BARGES FLUVIALES **N°1** en Europe et en Amérique du Sud\*\*

- 160 barges
- 25 % de PDM en Europe
- 7 % du CA

\* source Drewry Maritime Research

\*\* source Touax



Implanté sur les cinq continents, TOUAX réalise 358 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2012 dont 85 % en dehors de la France.

Au 31 décembre 2012, le Groupe gère près de 1,6 milliard d'euros de matériels pour son propre compte et pour celui d'investisseurs institutionnels ou privés.

# LE MESSAGE DES GÉRANTS

## UN GROUPE DE SERVICES SPÉCIALISÉS PROCHE DE SES CLIENTS

L'année 2012 a été marquée par une hausse de 7 % du chiffre d'affaires du Groupe à 358 millions d'euros, avec 85 % réalisé à l'international. L'EBITDA, après distribution aux investisseurs a également progressé de 7 % pour s'établir à 61,8 millions d'euros. Les actifs sous gestion ont connu une progression de 9 %, pour un total de 1,6 milliard d'euros.

En revanche, le résultat net du Groupe est en baisse à 9 millions d'euros contre 13 millions en 2011.

Plusieurs facteurs expliquent ces résultats :

- Une bonne année pour l'activité Conteneurs Maritimes, avec un taux d'utilisation moyen en 2012 de 96 %, une croissance de son parc en gestion de 14 % pour atteindre 565 000 TEU et des résultats élevés. L'activité a bénéficié de ses positions en Asie et dans les pays émergents,
- Une année difficile en Europe pour les activités de location de Constructions Modulaires et Wagons de Fret avec une diminution de la rentabilité notamment durant le 2<sup>ème</sup> semestre 2012,
- Une bonne année pour l'activité Barges Fluviales, résultant notamment de nouveaux investissements dans les pays émergents.

TOUAX a profité de l'année 2012 pour s'implanter sur de nouvelles zones. Ces investissements profiteront au Groupe dans les prochaines années.

- L'acquisition de SACMI, leader de la location et de la vente au Maroc, permet de prendre pied en Afrique dans la Construction Modulaire. Le potentiel en Afrique est important vers les bases vie pour industries pétrolières et minières, les logements à bas coûts, les hôpitaux et les écoles et les bureaux pour les entreprises et gouvernements.
- Le Groupe a créé également une entité dans la location de wagons de fret en Asie où il anticipe une forte demande dans les années à venir.
- En Amérique du Sud, les activités dans la location de Barges Fluviales sur le réseau Idrovia (Paraná-Paraguay) ont progressé. Avec plus de 50 barges, le Groupe est leader sur ce marché et anticipe une forte croissance de son parc pour répondre à l'augmentation des transports de soja, pétrole, minerai de fer, etc.

En 2013, la conjoncture devrait rester difficile en Europe. TOUAX a mis en place un plan d'actions dans ses activités Constructions Modulaires et Wagons de Fret de sorte à



**Fabrice Walewski**  
Gérant

**Raphaël Walewski**  
Gérant

réduire les coûts et optimiser son offre. Dans l'activité Constructions Modulaires, les implantations en Allemagne, Pologne et République tchèque devraient continuer de performer de manière satisfaisante. Dans l'activité Wagons de Fret, le sous-investissement de nos clients européens depuis 2009 devrait créer des opportunités structurelles de remplacement de flottes à court et moyen terme.

Le Groupe reste aussi confiant pour 2014 compte tenu de l'ensemble des actions mises en œuvre dans les zones de croissance, notamment en Asie, Afrique et Amérique du Sud.

Nous remercions à la fois l'ensemble de nos collaborateurs qui ont effectué un excellent travail tout au long de l'exercice 2012 mais aussi nos actionnaires, partenaires, clients et fournisseurs pour leur confiance, engagement et leur fidélité.

## Quelques chiffres

---

CA multiplié par **2,1** en **10 ans**

---

**760** collaborateurs

---

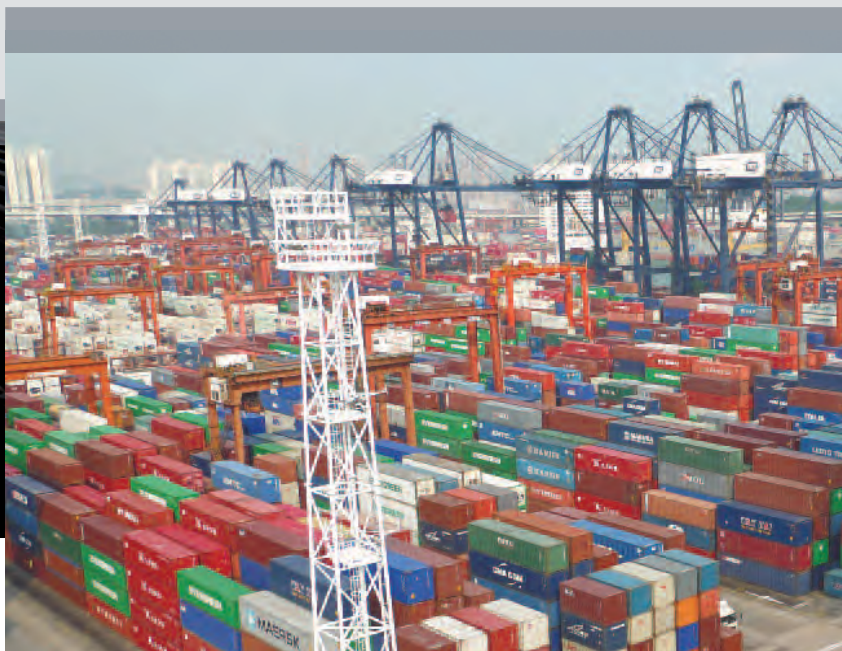
Résultat net multiplié  
par **3,6** en **10 ans**



# CONTENEURS MARITIMES

## LOCATION ET VENTE DE CONTENEURS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

« 9<sup>ème</sup> loueur mondial et leader en Europe avec 3,6 % de part de marché »



Sur un marché en croissance structurelle ancré dans la mondialisation, Touax Global Container Solutions est un acteur majeur des solutions de location et de vente de conteneurs. Les équipes de Touax Global Container Solutions apportent à leurs clients de la valeur ajoutée à chaque étape du cycle de vie des conteneurs, grâce à des actifs de qualité supérieure et des produits et services performants.

### Un marché en croissance structurelle

Les conteneurs maritimes restent l'un des maillons clés du commerce international (+3,7 % de croissance des échanges conteneurisés en 2012 – source : Clarkson, janvier 2013). En 2012, la demande globale en conteneurs maritimes a régulièrement progressé, avec une production estimée de 2,5 millions TEU.

L'activité location de conteneurs a confirmé son potentiel stratégique de croissance dans le secteur du transport. En effet, les compagnies maritimes tendent à protéger leurs réserves de liquidités pour consacrer leurs dépenses en capital à de nouveaux navires. Ainsi, plus de 60 % des conteneurs fabriqués en 2012 ont été commandés par des loueurs et 40 % par des compagnies maritimes (source : Fabricants – Touax).

Les contrats de location à long terme, le faible risque de surcapacité dû à des cycles commande-livraison courts et la liquidité des actifs due à l'accès à de nombreux marchés non maritimes limitent l'exposition du Groupe à la cyclicité du secteur du transport.

Toujours en 2012, TOUAX a développé ses ventes d'unités neuves, mais aussi d'occasion, sur des marchés secondaires dynamiques : transport domestique, stockage et reconversion des conteneurs. La valeur résiduelle des équipements d'occasion s'est d'ailleurs maintenue à des niveaux record.

### Le savoir-faire reconnu d'un acteur de référence

TOUAX, présent dans le monde entier, dispose d'équipes commerciales réparties dans 13 pays, gérées par 4 plates-formes régionales tandis que sa structure opérationnelle s'appuie sur un réseau de 200 dépôts logistiques. La société possède et gère une flotte de conteneurs, essentiellement des conteneurs secs (20 pieds, 40 pieds, et 40 pieds Haute Capacité), dont la qualité de fabrication est reconnue par le marché.

En tant que prestataire de services complet présent à chaque stade du cycle de vie des conteneurs, TOUAX Global Container Solutions propose des formules de :

- location opérationnelle (contrats court terme et long terme) ;



- location financière (financement et purchase and lease back) ;
- ventes (conteneurs neufs et d'occasion).

TOUAX a noué des relations commerciales étroites avec les principales compagnies maritimes de transport conteneurisé, telles que Maersk Lines, Mediterranean Shipping Company, CMA-CGM, Hapag Lloyd, APL-NOL, Evergreen ou China Shipping, et travaille avec plus de 120 compagnies maritimes, dont les 25 premières mondiales, et plus de 400 clients du secteur de la distribution/revente de conteneurs.

En 2012, avec un taux d'utilisation resté à 96 % en moyenne et une flotte en progression de 14 % à 565 000 conteneurs (TEU), TOUAX a démontré sa capacité à optimiser la performance de sa flotte et confirmé ses compétences en matière de gestion.

### Un plan de croissance ambitieux

Avec plus de 25 ans d'expérience, TOUAX s'inscrit dans l'industrie du conteneur avec une perspective de long terme et s'est fixé l'objectif d'une flotte de 800 000 conteneurs (TEU) à moyen terme.

TOUAX améliore constamment son site Internet ([www.touax-container.com](http://www.touax-container.com)), qui fournit des informations en temps réel, sur la disponibilité et les caractéristiques des conteneurs à louer tout

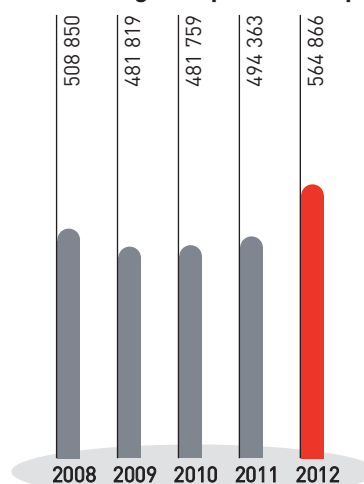
en facilitant le processus d'enlèvement et de restitution.

En 2013, TOUAX est bien placé pour poursuivre son développement sur les segments de la location et de la vente.

## Quelques chiffres

**565 000** conteneurs  
**200** dépôts

### Flotte gérée par le Groupe





# CONSTRUCTIONS MODULAIRES

**UN SERVICE PERFORMANT ET DES SOLUTIONS DE CONSTRUCTIONS  
TRÈS MODULAIRES**

« Nos solutions sont flexibles et évolutives  
et répondent aux enjeux de tous nos clients ! »



Depuis près de 40 ans nous accompagnons nos clients en Europe et aux États-Unis et maintenant en Afrique. Avec le développement de notre capacité industrielle, nous servons aujourd'hui nos clients dans le monde entier. Nos équipes de R&D développent les solutions qui répondent aux attentes de nos clients sur leurs problématiques locales. Être fabricant et loueur de constructions modulaires, c'est avoir une solution sur mesure pour chaque projet.

## **Une offre de produits complète**

Fabricant, distributeur et loueur, TOUAX réalise des constructions modulaires et des bâtiments préfabriqués qui respectent les normes les plus qualitatives (comme notamment la norme RT2012) et sont adaptés à tous nos territoires (Europe, Amérique, Afrique et Moyen Orient). Nos solutions couvrent des usages tels que les bases-vie, bureaux, salles de classes, logement social ou d'urgence, dispensaires, agences commerciales, cantonnements, vestiaires sportifs...

## **Une diversification internationale réussie**

Déjà présent dans 9 pays, TOUAX a continué son expansion sur de nouveaux marchés en faisant l'acquisition de SACMI, 1<sup>er</sup> opérateur de solutions modulaires et de bâtiments préfabriqués au Maroc. Nous sommes désormais en mesure d'accompagner nos clients en Afrique et d'ouvrir les marchés prometteurs du résidentiel et du non-résidentiel. Touax réalise près de 60 % de son chiffre d'affaires en dehors de France.

## **Des réalisations parmi les plus importantes du marché**

Nos équipes ont réalisé parmi les plus grosses bases-vie en Afrique et en Europe : site de Tekfen (30 000 m<sup>2</sup>), site d'Eemshaven (55 000 m<sup>2</sup>).

Le parc locatif a augmenté de 8 % par an en moyenne ces dernières années passant à plus de 51 000 modules. Par ailleurs, l'activité vente, toujours en progression en 2012, démontre le





savoir-faire du Groupe pour des réalisations sur-mesure pour chaque projet. A moyen terme, le Groupe a pour objectif d'augmenter sa part de marché en Europe sur la location et d'accroître ses ventes pour atteindre 150 millions d'euros, notamment grâce au développement dans les pays émergents.

#### Des engagements tenus

À la location comme à la vente, les motivations de nos clients TOUAX sont :

- Une couverture mondiale ;
- Des délais de réalisations très courts (8 à 10 semaines pour livrer plusieurs milliers de m<sup>2</sup>) ;
- Des prix très attractifs qui sont 10 à 50 % inférieurs à la construction classique ;
- Une performance mesurable de la qualité des bâtiments livrés (BBC, THPE, RT2012, etc.) ;
- Une offre sur mesure partout dans le monde et respectueuse de l'environnement (norme HQE) ;
- Une solution 100 % flexible, 100 % modulaire et 100 % adaptable aux besoins de nos clients.

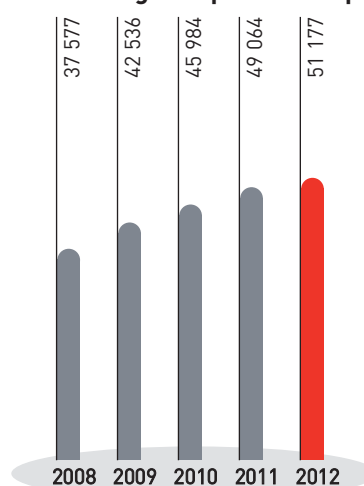
## Quelques chiffres

5 000 clients

51 000 modules

10 pays

#### Flotte gérée par le Groupe



# WAGONS DE FRET

**NOUS OFFRONS À NOS CLIENTS UN SERVICE DE MAINTENANCE FERROVIAIRE EN COMPLÉMENT DE NOTRE OFFRE LOCATIVE**

« Depuis décembre 2011, TOUAX RAIL est certifiée ECM (Entité en Charge de la Maintenance) selon la nouvelle législation Européenne »



Être Entité en Charge de la Maintenance (ECM) représente pour TOUAX une étape importante dans le développement de son activité et assoit son expertise et sa compétence vis-à-vis de ses clients. TOUAX figure parmi les premiers acteurs européens à avoir obtenu cette certification.

---

## **Un service complet de location, de vente et de maintenance de wagons de fret**

TOUAX RAIL propose des contrats de location incluant le service de maintenance. La maîtrise de la maintenance et de la sécurité ferroviaire est un atout mis en avant par TOUAX RAIL au service de ses clients. Depuis fin 2011, TOUAX RAIL est certifié Entité en Charge de la Maintenance (ECM).

TOUAX RAIL offre ses services de location en Europe, aux États-Unis et en Asie : en Europe au travers d'un réseau de bureaux situés en Irlande (zone Europe Occidentale), en Roumanie (zone Europe Centrale), complété par un réseau d'agences couvrant toute l'Europe ; aux États-Unis

en partenariat avec Chicago Freight Car Leasing et en Asie en partenariat avec un acteur local.

À fin 2012, TOUAX RAIL gère une gamme diversifiée de plus de 9 100 wagons de fret : wagons intermodaux (transport de conteneurs et de caisses mobiles), wagons porte-autos, wagons porte-coils (transport de bobines d'acier), wagons porte-palettes (transport de produits palettisés), wagons trémies et pulvérisateurs pour le transport de produits pondéreux (ciments, céréales...).



## Quelques chiffres

2<sup>ème</sup> loueur européen de wagons intermodaux

9 100 wagons de fret

Une présence en Europe, aux USA et en Asie

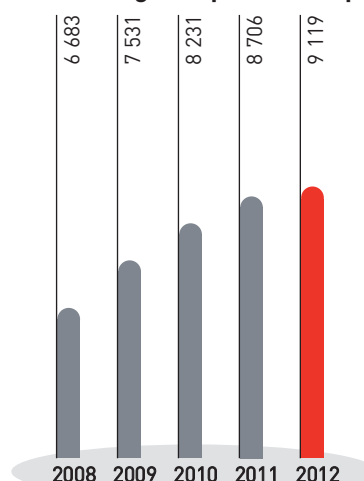
### Des grands groupes comme clients

TOUAX RAIL propose ses services à une clientèle diversifiée se composant de grands groupes ferroviaires publics comme la SNCF (Société Nationale de Chemin de Fer Français), la SNCB (Société Nationale de Chemin de Fer Belges), RCA (Rail Cargo Austria), DB Schenker Rail (Deutsche Bahn), SBB/CFF (Chemins de Fer Suisses), ainsi que d'autres opérateurs ferroviaires privés et de grands groupes industriels comme Cargill ou Veolia.

### Une stratégie de développement pour la division

Compte tenu des besoins de renouvellement du parc de wagons en Europe, et de la reprise aux États-Unis, TOUAX RAIL maintient son objectif d'atteindre les 15 000 unités à moyen terme. TOUAX RAIL est également bien placé pour poursuivre son développement international.

### Flotte gérée par le Groupe





# BARGES FLUVIALES

**UNE OFFRE DE SERVICES À FORTE VALEUR AJOUTÉE,  
DE LOCATION ET TRADING DE MATÉRIELS FLUVIAUX**

« Nous apportons de la valeur ajoutée au transport fluvial  
en proposant une offre de services sur mesure »



A l'appui de 150 ans d'expérience dans le transport fluvial, TOUAX River Barges a développé pour les industriels et opérateurs logistiques fluviaux une offre innovante et exclusive de location longue durée et trading d'actifs fluviaux sur les principaux bassins dans le monde.

---

**TOUAX apporte une gamme innovante  
de services sur le marché de la barge fluviale  
grâce à sa maîtrise de tous les éléments  
de la chaîne fluviale**

TOUAX River Barges propose à ses clients une expertise complète dans le domaine fluvial :

- location opérationnelle et financière de barges,
- trading de barges et pousseurs,
- construction,
- fleet management,
- sale and lease back de flottes fluviales,
- transport des barges entre différents bassins fluviaux,
- assurance,
- conseil, assistance et expertise technique fluviale,
- gestion des certificats et documents administratifs fluviaux.

Au 31 décembre 2012, le Groupe TOUAX gère une flotte d'environ 160 barges se situant à la 1<sup>ère</sup> place en Europe et en Amérique du Sud pour la location de barges vrac.

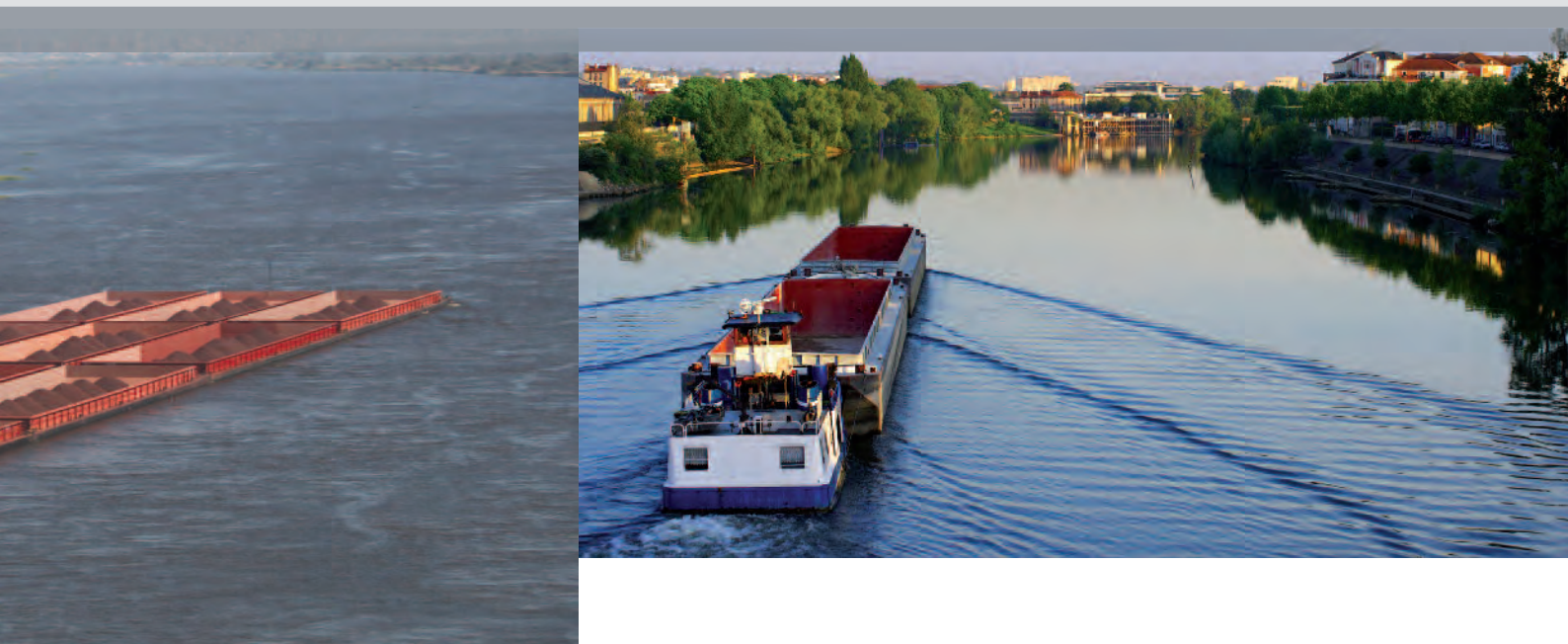
---

## **Une présence internationale unique**

TOUAX River Barges bénéficie d'une large présence géographique sur les principaux bassins fluviaux mondiaux :

- En Europe : le Groupe est très présent sur la Seine et le Rhône en France, sur le Rhin, la Meuse, la Moselle et le Main en Europe du Nord et sur le Danube en Europe Centrale. TOUAX est l'un des principaux opérateurs à être implanté sur le réseau Rhin – Main – Danube (2 500 km traversant 10 pays).





- En Amérique du Nord : TOUAX loue 50 barges sur le Mississippi à différents opérateurs logistiques.
- En Amérique du Sud : TOUAX loue 50 barges en longue durée sur le fleuve Paraná Paraguay et développe activement une offre de trading et de location sur les principaux fleuves.

Le Groupe compte se développer sur d'autres bassins situés dans les pays émergents afin d'étendre sa présence mondiale.

#### De prestigieuses références

- opérateurs logistiques fluviaux : Navrom-TTS, Miller, Ceres, American Electric Power (AEP), P&O Maritime Services...
- entreprises industrielles : Cemex, Lafarge, Arcelor, Yara, Bunge, ADM-Toeffer, Total...

#### Un marché en devenir

Le transport fluvial reste le mode de transport intérieur le plus compétitif (7 fois moins cher que

le transport routier), le moins coûteux pour la collectivité (3,7 fois moins de consommation de pétrole que le transport routier), le plus écologique (avec 4 fois moins de CO2 que le transport routier) et contribue à désencombrer les réseaux routiers (1 convoi poussé aux USA de 30 barges évite 3 000 camions sur la route).

A moyen terme, TOUAX a pour objectif de doubler sa flotte, notamment grâce aux implantations en Amérique du Sud et tripler son chiffre d'affaires de prestations annexes.

## Quelques chiffres

**160** barges

**1<sup>er</sup>** loueur en Europe et en Amérique du Sud (barges vrac)

# UNE PRÉSENCE MONDIALE

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE AVEC NOS IMPLANTATIONS  
DANS LES PAYS ÉMERGENTS



## HISTORIQUE

### Historiquement, une activité de transport fluvial

**1853**

Début de l'activité  
de transport fluvial  
sur la Seine

**1898**

Création de TOUAX,  
société née de la  
fusion avec un autre  
acteur majeur

**1906**

Cotation à la Bourse  
de Paris

### Une diversification réussie dans 3 secteurs d'activité

**1955**

Premiers  
investissements  
dans l'activité  
Wagons de Fret

**1973**

Lancement de  
l'activité  
Constructions  
Modulaires

**1985**

Acquisition de la société  
**Gold Container Corporation**,  
conteneurs maritimes

## Conteneurs maritimes

### Zone Europe/Afrique

(bureau administratif à Paris)

### Zone Asie du Nord

(Hong Kong)

### Zone Asie du Sud

(Singapour)

### Zone Amériques

(bureau à Miami, États-Unis)

### Agents :

Afrique du Sud (Durban),  
 Australie (Melbourne),  
 Belgique (Anvers),  
 Corée du Sud (Séoul),  
 Inde (Chennai),  
 Italie (Gènes),  
 Japon (Tokyo),  
 Taiwan (Taipei)

## Constructions modulaires

### France

(8 agences, 1 usine et les bureaux administratifs)

### Allemagne

(5 agences)

### Espagne

(1 agence)

### États-Unis (Floride et Géorgie)

(5 agences)

### Pays-Bas et Belgique

(2 agences)

### Pologne

(5 agences)

### République tchèque

(2 agences, 1 usine)

### Slovaquie

(1 agence)

### Maroc

(1 usine)

## Wagons de fret

### France

(bureau technique)

### Zone Europe Occidentale

(Irlande)

### Zone Europe Centrale

(Roumanie)

### Zone Amérique du Nord

(États-Unis)

### Agents :

Allemagne, Hongrie,  
 Italie, République tchèque,  
 Slovaquie, Autriche, Slovaquie,  
 Pologne

## Barges fluviales

### Fleuves Seine et Rhône

(France)

### Fleuve Rhin, rivières Main, Meuse et Moselle

(Europe du Nord)

### Fleuve Danube

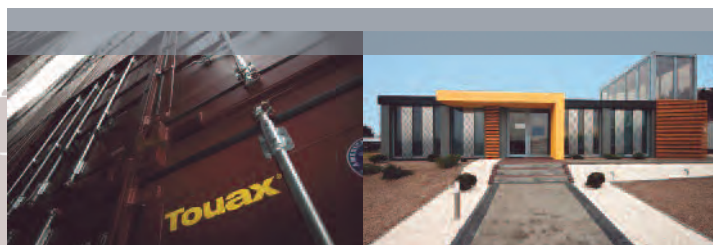
(Europe Centrale)

### Fleuve Mississippi

(États-Unis)

### Fleuve Paraná-Paraguay

(Amérique du Sud)



Pendant plus d'un siècle jusqu'au début des années soixante-dix, la société a été un acteur majeur dans le transport fluvial français. Ce mode de transport étant remplacé progressivement par d'autres moyens, le Groupe a décidé de diversifier ses activités dans la location de wagons de fret. Ensuite, le Groupe a eu l'opportunité de se lancer dans la location de constructions modulaires puis a racheté une société de location de conteneurs maritimes. Cette diversification dans 4 grands types de matériels a été réalisée en recherchant une cohérence dans les caractéristiques de matériels qui sont mobiles et standards et afin de ne plus être dépendant d'un seul cycle économique lié à une activité.

**TOUT AU LONG DE CES 20 DERNIÈRES ANNÉES, LE GROUPE TOUT EN CONFORTANT SES POSITIONS EN FRANCE A MIS L'ACCENT SUR LA CROISSANCE INTERNATIONALE** afin de s'implanter dans des marchés étrangers porteurs. De même, le Groupe a adapté constamment ses produits, ses services et son savoir-faire en fonction de l'évolution du marché et des demandes des clients. Aujourd'hui, TOUAX est reconnu comme un acteur majeur et complet dans chacune de ses activités et se positionne comme le leader européen en conteneurs maritimes et barges fluviales, et comme le numéro 2 européen en constructions modulaires et wagons de fret intermodaux.

## Accélération du développement des services depuis 15 ans

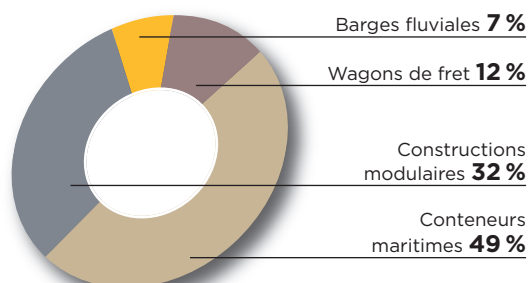
<b>1995</b> Démarrage de la gestion de matériels pour le compte d'investisseurs	<b>1998</b> Gestion conjointe du Groupe par Fabrice & Raphaël Walewski	<b>2005</b> Chiffre d'affaires supérieur à 200 millions d'euros	<b>2006</b> Centenaire de cotation boursière avec une distribution de dividende sans discontinuité	<b>2007</b> TOUAX devient fabricant de constructions modulaires au travers de deux usines	<b>2008</b> Franchissement du seuil de 1 milliard d'actifs gérés par le Groupe Intégration de l'indice SBF 250	<b>2010</b> Chiffre d'affaires supérieur à 300 millions d'euros	<b>2012</b> Développement du Groupe au Maroc
--	---	--	---	--	--	--	---

# CHIFFRES CLÉS

## UNE STRATÉGIE DE CRÉATION DE VALEUR COMMUNE AUX QUATRE DIVISIONS

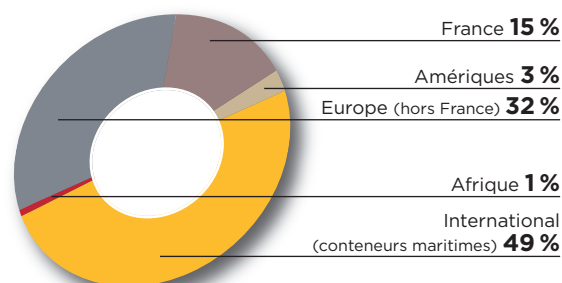
### Répartition du chiffre d'affaires par activité

au 31 décembre 2012



### Répartition géographique du chiffre d'affaires

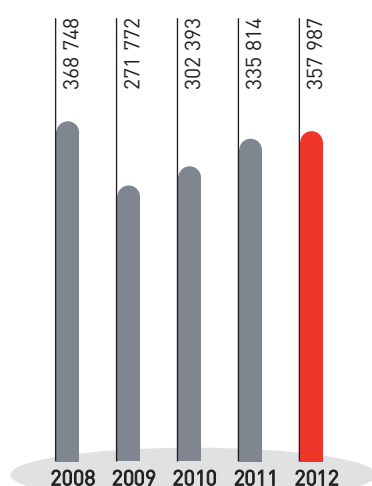
au 31 décembre 2012



Les secteurs géographiques correspondent à l'implantation des sociétés du Groupe à l'exception de l'activité conteneurs maritimes qui reflète la localisation des actifs par nature internationale.

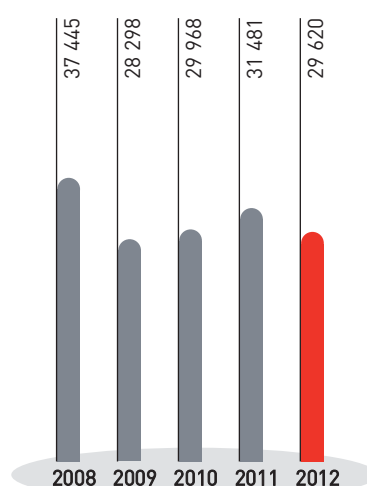
### Chiffre d'affaires consolidé

(milliers d'euros)



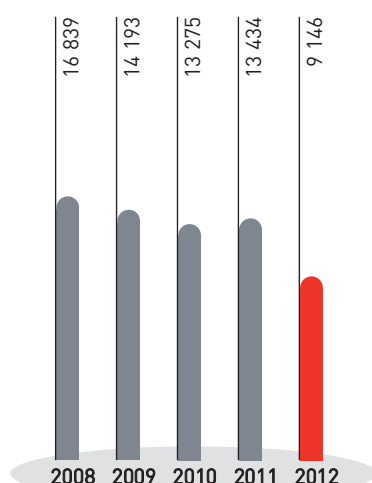
### Résultat opérationnel courant consolidé

(milliers d'euros)



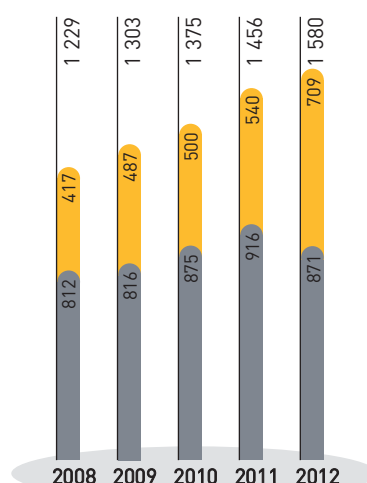
### Résultat net consolidé part du Groupe

(milliers d'euros)



### Répartition des actifs gérés

(millions d'euros)



Près de la moitié des actifs gérés est valorisée en dollar américain. La dépréciation du dollar a pour conséquence une diminution de la valeur en euros du parc géré.

■ Propriété des investisseurs  
■ Propriété du Groupe



### 1. La diversification de ses activités

TOUAX est spécialisé dans la location et la vente de conteneurs maritimes, constructions modulaires, wagons de fret et barges fluviales. Ces matériels présentent des qualités similaires et complémentaires :

- **la mobilité** permettant d'optimiser les taux d'utilisation,
- **la stabilité des revenus** générés par des contrats de durée assurant une bonne visibilité,
- **la standardisation et la longue durée de vie des actifs** (15 à 50 ans) permettant d'optimiser les prix de cession des matériels.

Ces activités sont positionnées sur des marchés dont la demande est structurellement porteuse : croissance des échanges mondiaux favorable à la location de conteneurs maritimes ; besoin de flexibilité, de rapidité et de coûts attractifs favorisant les constructions modulaires par rapport aux constructions traditionnelles ; prise de conscience environnementale, hausse des trafics de matières premières et agricoles et libéralisation du fret ferroviaire dans de nombreux pays favorables à la location de barges fluviales et de wagons de fret au niveau international.

### 2. La pondération de ses investissements en propre

La propriété des matériels génère des revenus locatifs récurrents et permet de valoriser le Groupe en créant des opportunités de plus-values de cession.

TOUAX pondère ses investissements en propre entre les équipements à durée de vie plus courte (les constructions modulaires et conteneurs maritimes) et les équipements patrimoniaux à très longue durée de vie (wagons de fret et barges fluviales).

## 4 leviers de rentabilité durable

### 3. L'optimisation de ses ressources financières grâce à la gestion pour compte de tiers

TOUAX gère des matériels pour le compte d'investisseurs tiers et est rémunéré par des commissions de gestion qui s'ajoutent aux revenus des actifs en propre. Ces investissements externalisés permettent de générer des revenus supplémentaires et d'améliorer la rentabilité des fonds propres sans immobiliser de capitaux.

Ces contrats de gestion sont de longues durées (en moyenne sur 10 ans) et garantissent la récurrence des cash flows.

### 4. La capacité de développement et d'adaptation du Groupe à son environnement

Dans chacune de ses activités, TOUAX est à l'écoute de ses marchés et de ses clients, lui permettant de développer et d'améliorer constamment ses services et ses produits. Chacune des divisions du Groupe a renforcé depuis les 5 dernières années ses compétences, ses activités et ses services pour être reconnu comme un acteur incontournable dans son domaine.

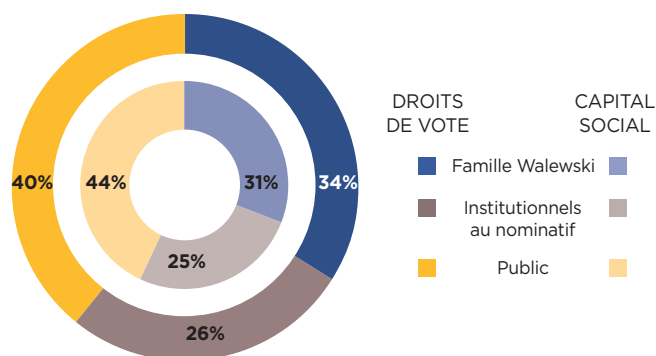
Le Groupe poursuit également sa stratégie de croissance internationale notamment dans les pays émergents pour diversifier les risques, continuer à prendre des parts de marché et réaliser des économies d'échelle.

# TOUAX ET LA BOURSE

## RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31 DÉCEMBRE 2012

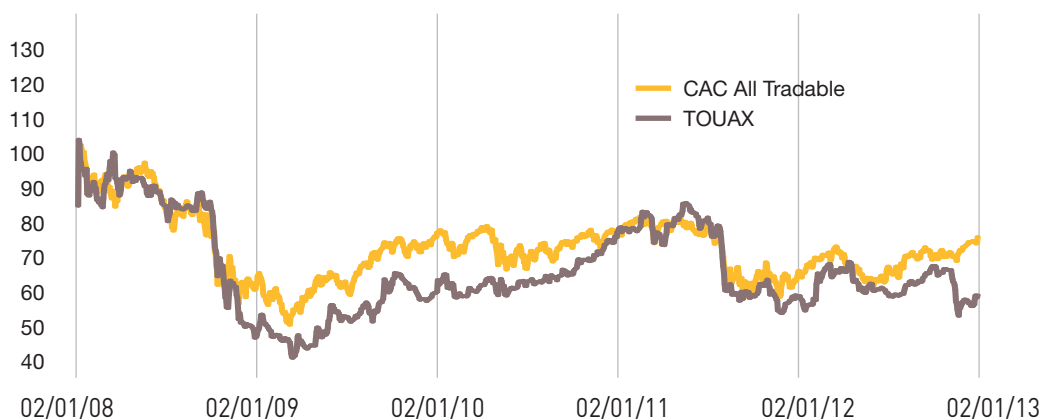
### FICHE SIGNALÉTIQUE TOUAX

Code ISIN : FR0000033003  
Code mnémonique : TOUPFP  
Marché de cotation : NYSE Euronext (Paris)  
Indices : CAC® Small et CAC® Mid & Small  
SRD Long-seulement



### ÉVOLUTION DU TITRE SUR 5 ANS

(cours base 100 au 2 janvier 2008)



### DONNÉES BOURSIÈRES

	2012	2011	2010
Cours de l'action le plus haut (€)	26,15	32,99	29,49
Cours de l'action le plus bas (€)	19,19	19,60	17,13
Dernier cours de l'année (€)	21,71	21,80	29,49
Evolution du cours sur l'année	-0,40 %	-26 %	32 %
Evolution du CAC 40 sur l'année	15 %	-17 %	-3 %
Nombre d'actions au 31 décembre	5 740 267	5 720 749	5 695 651
Capitalisation boursière au 31 décembre <sup>(1)</sup>	124,62	124,71	167,82
Nombre de titres échangés	941 405	1 053 734	1 057 599
Capitaux échangés <sup>(1)</sup>	21,59	29,35	25,47

(1) en millions d'euros

### DONNÉES PAR ACTION

	2012	2011	2010
Résultat net par action	1,6	2,35	2,33
PER	13,63	9,28	12,64
Dividende net par action*	1	1	1
Rendement net	4,6 %	4,60 %	3,40 %

\* un dividende de 0,5 € par action est proposé au vote de l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 2013, ainsi que la distribution d'actions gratuites.

## AGENDA DE L'ACTIONNAIRE

**15 mai 2013**  
Annonce du CA  
1<sup>er</sup> trimestre 2013

**11 juin 2013**  
Assemblée Générale  
des actionnaires

**29 août 2013**  
• Annonce CA  
2<sup>e</sup> trimestre 2013  
• Annonce des résultats  
1<sup>er</sup> semestre 2013

**14 novembre 2013**  
Annonce du CA  
3<sup>e</sup> trimestre 2013

**14 février 2014**  
Annonce du CA  
4<sup>e</sup> trimestre 2013

**semaine du 25 mars 2014**  
Annonce et  
Présentation  
des résultats 2013

# SOMMAIRE GÉNÉRAL

1.	Personnes responsables.....	18
2.	Contrôleurs légaux des comptes.....	19
3.	Informations financières sélectionnées.....	20
4.	Facteurs de risque.....	21
5.	Informations concernant l'émetteur.....	27
6.	Aperçu des activités.....	31
7.	Organigramme.....	34
8.	Propriétés immobilières, usines et équipements.....	38
9.	Examen de la situation financière et du résultat.....	38
10.	Trésorerie et capitaux.....	38
11.	Recherche et développement, brevets et licences.....	39
12.	Informations sur les tendances.....	40
13.	Prévisions ou estimations du bénéfice.....	40
14.	Organes d'administration, de direction, de Surveillance et de direction générale.....	41
15.	Rémunérations et avantages.....	41
16.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction.....	43
17.	Salariés.....	43
18.	Principaux actionnaires.....	44
19.	Opérations avec des apparentés.....	47
20.	Informations financières concernant le patrimoine la situation financière et les résultats de l'émetteur.....	48
21.	Informations complémentaires.....	113
22.	Contrats importants.....	117
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts.....	118
24.	Documents accessibles au public.....	118
25.	Informations sur les participations.....	118
26.	Rapports des Gérants.....	118
27.	Rapport du Conseil de Surveillance et du Président du Conseil de Surveillance.....	141
28.	Informations communiquées récemment.....	153
29.	Projet des résolutions.....	157
30.	Inclusion par référence.....	164
31.	Glossaire.....	164

# 1. PERSONNES RESPONSABLES

## 1.1. PERSONNES RESPONSABLES DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Fabrice et Raphaël WALEWSKI, Gérants

## 1.2. ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE CONTENANT UN RAPPORT FINANCIER ANNUEL

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion figurant paragraphe 26.1 page 118 du présent document présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières consolidées historiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant pages 110 à 111 du présent document, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2011 et 2010. Au titre de l'exercice 2011, les contrôleurs légaux ont précisé dans leur rapport sur les comptes consolidés qui figure en page 116 du document de référence 2011 déposé auprès de l'AMF le 5 avril 2012 une observation d'ordre comptable. »

Le 9 avril 2013

Fabrice et Raphaël WALEWSKI

Gérants



## 2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

### 2.1. COORDONNÉES DES CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

	Date de première nomination	Échéance du mandat
<b>Titulaires</b>		
DELOITTE & Associés Représenté par M. Alain Penanguer 185, Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine	6 juin 2000, renouvelé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2011.	À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en 2017 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2016.
LEGUIDE NAIM & Associés Représenté par M. Charles Leguide 21, rue Clément Marot 75008 Paris	29 juillet 1986, renouvelé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2010.	À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en 2016 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2015.
<b>Suppléants</b>		
B.E.A.S. 7-9 Villa Houssay 92200 Neuilly sur Seine	6 juin 2000, renouvelé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2011.	À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en 2017 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2016.
Thierry Saint-Bonnet 145, rue Raymond Losserand 75014 Paris	Nommé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2010.	À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie en 2016 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

### 2.2. CHANGEMENT DES CONTRÔLEURS LÉGAUX

Non applicable

## 3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

### 3.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES SÉLECTIONNÉES

#### Chiffres clés du compte de résultat consolidé

<i>[en milliers d'euros]</i>	2012	2011	2010
Chiffre d'affaires locatif	219 034	221 419	207 785
Ventes de matériels	138 952	114 395	94 608
Chiffre d'affaires	357 986	335 814	302 393
EBITDA avant distribution aux investisseurs (1)	118 266	118 862	111 365
EBITDA après distribution aux investisseurs (1)	61 777	57 748	53 757
Résultat opérationnel courant	29 042	31 481	29 968
Résultat net consolidé part du Groupe	9 146	13 434	13 275
Résultat net consolidé par action (euro)	1,60	2,35	2,33

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

#### Chiffres clés du bilan consolidé

<i>[en milliers d'euros]</i>	2012	2011	2010
Total de l'actif	776 135	606 601	568 374
Immobilisations corporelles brutes (1)	649 708	474 490	425 921
ROI (2)	9,51 %	12,17 %	12,62 %
Total de l'actif non courant	563 769	410 612	378 358
Capitaux propres - part du Groupe	148 978	146 883	140 204
Capitaux propres - part de l'ensemble	173 013	146 316	140 119
Intérêts des minoritaires	24 035	(567)	(85)
Endettement brut	491 783	364 050	331 746
Endettement net (3)	432 639	319 791	292 646
Dividende par action payée (euro)	1	1	1

(1) Les immobilisations corporelles brutes excluent la valeur des plus values de cession interne.

(2) Return on Investment : correspond à l'EBITDA après distribution aux investisseurs divisé par les immobilisations corporelles brutes.

(3) L'endettement net correspond à l'endettement brut diminué des disponibilités.

Il est à noter qu'aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice.

Les informations financières historiques sélectionnées sont complétées par le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 118.

### 3.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES DES PÉRIODES INTERMÉDIAIRES

Non applicable

## 4. FACTEURS DE RISQUE

TOUAX a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs, à sa connaissance, hormis ceux présentés. Toutefois, ces risques, ou l'un de ces risques ou d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par TOUAX, pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière, les résultats et les perspectives de TOUAX, ou le cours de ses actions.

### 4.1. LES RISQUES JURIDIQUES

#### 4.1.1. Les enjeux et contraintes liés à la législation et la réglementation

Certains matériels loués ou vendus par TOUAX peuvent faire l'objet de nouvelles réglementations techniques ou relatives à la sécurité qui nécessiteraient une mise aux normes des matériels ou rendraient obsolètes certaines unités. Ces changements impliqueraient des coûts de mise en conformité auxquels le Groupe devrait faire face, cependant cette mise en conformité impacterait l'ensemble des acteurs du secteur et permettrait probablement de réviser en partie les tarifs locatifs.

Le Groupe dispose d'équipes techniques chargées de surveiller l'évolution des normes. TOUAX se conforme avec les normes les plus avancées en vigueur, en fonction de la réglementation applicable et des pays concernés, afin de limiter son exposition aux risques réglementaires.

#### Constructions modulaires

Les constructions modulaires sont soumises à des normes réglementaires de constructions et de sécurité. Un changement de normes impliquerait une mise en conformité qui serait applicable à l'ensemble des acteurs de la construction modulaire. En France, la norme énergétique RT 2012 s'est imposée pour l'ensemble des constructions modulaires données en location pour plus de 24 mois. En Allemagne il s'agit de la norme EnEV. Les matériels existants sont toujours utilisables pour des durées inférieures à 24 mois. Certains sont mis en conformité pour des durées plus longues. La mise en conformité permet d'améliorer les matériels et est prise en compte dans la facturation des clients.

#### Barges fluviales

Chaque barge fluviale obtient un certificat de navigabilité, document qui permet de vérifier que le navire a passé toutes les visites réglementaires. Ce certificat est renouvelable régulièrement. La réglementation évolue périodiquement notamment en matière de sécurité, en imposant de nouvelles caractéristiques techniques aux bateaux. Ces évolutions entraînent des frais de mise à niveau. Les évolutions ne présentent pas un risque d'obsolescence des unités existantes, le Groupe n'exploitant pas de barges de transport de matières dangereuses.

#### Wagons de Fret

L'Union Européenne a adopté un certain nombre de textes relatifs au transport ferroviaire, et plus particulièrement à la sécurité ferroviaire et la maintenance des matériels. Ces textes créent des droits, des obligations et des responsabilités aux acteurs, notamment en matière de maintenance. Ces normes s'appliquent à l'ensemble des acteurs et dans certains cas, s'appliquent à l'ensemble des wagons en circulation. Pour s'assurer de la conformité de son organisation, TOUAX a obtenu la norme ISO 9001 ainsi que la certification en tant qu'Entité en Charge de la Maintenance (ECM). Le Groupe fait partie de groupes de travail européens créés afin de développer les réglementations applicables au secteur.

#### 4.1.2. Les risques avérés et consécutifs au non-respect d'engagement contractuel - litiges

Lorsque la société fait face à un litige, une provision comptable est constituée lorsqu'une charge est probable conformément à l'article L.123-20 alinéa 3 du Code de commerce. Il est à noter par ailleurs qu'aucun litige ou arbitrage non mentionné n'est susceptible d'avoir à ce jour, et n'a pas eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière du Groupe, son activité, son résultat ou sur le Groupe lui-même.

Il n'existe pas d'autres litiges et arbitrages significatifs que ceux mentionnés dans les paragraphes suivants ainsi qu'au paragraphe 20.8 page 113.

#### Conteneurs Maritimes

Il n'existe aucun litige significatif connu à ce jour, à l'exception d'une procédure à l'encontre d'une compagnie d'assurance concernant la prise en charge de la défaillance de deux clients. Les matériels appartenant en majorité à des investisseurs, l'impact dans les comptes du Groupe est faible et entièrement provisionné. Le jugement de première instance devrait être rendu d'ici la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

#### Constructions Modulaires

Aucun litige significatif n'est connu à ce jour pour l'activité Constructions Modulaires, à l'exception d'un litige avec un sous-traitant tchèque portant sur le respect de dispositions contractuelles. Aucun montant ne peut être indiqué par souci de confidentialité. Ce litige est en première instance, aucune date de plaidoirie n'est encore fixée.

#### Barges Fluviales

TOUAX est en litige avec la société qui a réparé des barges endommagées lors du transport de la Chine vers l'Europe. Aucun montant ne peut être évoqué par souci de confidentialité. La décision arbitrale devrait être rendue dans les prochains mois.

Du fait de l'embargo faisant suite à la guerre du Kosovo et des bombardements des ponts sur le Danube, le Groupe a subi un préjudice important en Roumanie. Le Groupe mène actuellement une action en remboursement des préjudices subis. Les montants demandés ne peuvent être évoqués pour des raisons de confidentialité. La Cour d'appel de Bruxelles devrait se prononcer sur ce litige courant 2013.

## Wagons de Fret

Aucun litige significatif non provisionné n'est connu à ce jour pour l'activité Wagons de Fret.

## 4.2. LES RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT ET AU MARCHÉ

### 4.2.1. Risque économique

#### Conteneurs Maritimes

La demande de conteneurs maritimes est liée à l'évolution du trafic conteneurisé et des volumes de transport. Cette évolution dépend du niveau de la croissance économique mondiale et du commerce international. Le risque économique correspond au risque de récession cyclique et ces dernières années ont été caractérisées par une faible croissance des économies développées et par un risque financier pouvant affecter la capacité de crédit des clients. Ce risque est limité par le nombre significatif de contrats de location à long terme et par la qualité des prestations et des matériels que le Groupe fournit reflétant la qualité de sa clientèle. Près de 80 % de la flotte de conteneurs maritimes est louée sous des contrats non résiliables portant sur des durées moyennes de trois à cinq ans avec des taux locatifs non révisables. Les 25 premiers armateurs mondiaux travaillent avec le Groupe.

#### Constructions Modulaires

La demande de constructions modulaires dépend de trois marchés distincts : bâtiment – travaux publics, collectivités locales et industrie.

Le marché du bâtiment et des travaux publics (BTP) possède des règles rigides fixées par les grandes entreprises du BTP. Ces entreprises imposent leurs conditions et leurs prix locatifs (contrats cadres). Elles appliquent des pénalités lors de l'absence de respect de ces règles. La demande en constructions modulaires est étroitement liée au marché de la construction classique. L'évolution du marché du BTP dépend localement du risque de récession cyclique ainsi que des politiques gouvernementales de soutien ou relance au secteur afin de maintenir la demande. Pour limiter ces risques, le Groupe d'une part s'est diversifié auprès des industries et des collectivités territoriales, d'autre part applique les mêmes règles à ses propres fournisseurs, leur transférant ainsi une partie des risques.

Le marché des collectivités locales est réglementé (appel d'offres, procédures strictes, etc.). Ce marché dépend étroitement des politiques gouvernementales et locales d'investissements et des budgets alloués. La demande des collectivités locales pour des locations ou achats de constructions modulaires porte principalement sur la réalisation de salles de classe, de crèches et l'extension de centres hospitaliers. Le risque de contraction du marché est limité par la durée des contrats de location excédant généralement une année.

Le marché des industries dépend étroitement des investissements industriels. La demande de constructions modulaires est corrélée à la disponibilité et au coût des surfaces de bureaux, à la situation de l'emploi et au besoin de flexibilité des entreprises. Le faible coût de la construction

modulaire comparé au coût de la construction classique et sa flexibilité permettent au Groupe de développer ses ventes.

L'activité de location de constructions modulaires est principalement implantée en Europe et fait face depuis plusieurs années au ralentissement des économies européennes. Pour limiter son exposition au risque de récession sur le marché européen, le Groupe s'est implanté en Afrique du Nord afin de chercher de nouveaux relais de croissance.

#### Barges Fluviales

La demande de barges fluviales est liée à l'évolution du transport fluvial. Cette évolution dépend du niveau de la croissance économique des différents pays traversés par les fleuves ainsi que des politiques d'importation et d'exportation de matières premières. La demande est également dépendante du commerce international pour le transport de conteneurs par voie fluviale. Le risque économique correspond au risque de récession cyclique mondial ou d'une zone en particulier. Ce risque n'impacte pas les contrats de location à long terme et est limité par la diversification géographique du Groupe sur plusieurs bassins, notamment en Amérique du Sud.

#### Wagons de Fret

La demande de wagons de fret est liée à l'évolution du transport ferroviaire. Le transport ferroviaire dépend de l'évolution du commerce mondial et des échanges intra-européens.

En Europe, le marché dépend en partie des politiques européennes et gouvernementales notamment en matière de développement et de rénovation des infrastructures. La part des transports ferroviaires a significativement diminué durant les dernières décennies en l'absence d'investissements. Le Groupe estime que la libéralisation des transports ferroviaires, les politiques actuelles d'investissements structurels ainsi que les avantages de ce mode de transport réputé plus écologique devraient contribuer, à moyen terme, à la hausse des transports effectués par voie ferroviaire.

Le risque économique correspond au risque de récession cyclique. Ce risque n'impacte pas les contrats de location long terme et est limité en fonction des zones où est implanté le Groupe. L'activité de location de wagons de fret est principalement implantée en Europe et subit depuis plusieurs années le ralentissement des économies européennes. Pour limiter son exposition en Europe, l'activité cherche des relais de croissance en Asie.

### 4.2.2. Risque géopolitique

À l'exception de l'activité Constructions Modulaires, la demande de conteneurs maritimes, de wagons de fret et de barges fluviales dépend du commerce international. Le risque géopolitique correspond au risque de protectionnisme des pays (augmentation des tarifs douaniers, restrictions des importations, mesures de régulations gouvernementales, etc.). Le Groupe limite son exposition à ce risque en signant des contrats de location à long terme. La gestion du risque est réalisée à partir de l'analyse de la répartition des contrats de location de longue durée et de courte durée, par clients et par zones géographiques.



### 4.2.3. Exposition à une concurrence soutenue

Les activités du Groupe sont confrontées à une concurrence soutenue.

#### Conteneurs Maritimes, Wagons de Fret

Les activités Conteneurs Maritimes et Wagons de Fret sont des activités concurrentielles avec de nombreuses compagnies de location, des usines de fabrication ou des organismes de financement. La pression de la concurrence sur les prix peut contraindre le Groupe à réduire ses prix et ses marges en conséquence. Par ailleurs, les compagnies maritimes et les entreprises ferroviaires sont également propriétaires de matériels, ce qui vient limiter la demande de location. Les alternatives de transport routier ou fluvial sont également indirectement concurrentes au transport ferroviaire.

Pour atténuer ce risque, le Groupe applique une politique de croissance et de différenciation afin de proposer des services permettant de garder des avantages concurrentiels.

#### Constructions Modulaires

Le secteur de la construction modulaire est un marché fragmenté avec quelques grands leaders comme Williams-Algeco. Selon la demande, le Groupe est en concurrence avec ces grandes compagnies ou avec des petits acteurs locaux et applique selon les cas une stratégie de différenciation par le prix, la disponibilité du service, la qualité, les délais de livraison ou les équipements fournis.

Le Groupe se différencie, par ailleurs, avec des produits innovants et cherche des relais de croissance dans des pays émergents où la concurrence est plus faible.

#### Barges Fluviales

Il n'existe pas de loueur opérationnel de barges fluviales concurrent mais seulement des organismes de financement qui font indirectement concurrence à l'activité. Par ailleurs, les alternatives de transport routier et ferroviaire sont indirectement concurrentes.

## 4.4. LES RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ

### 4.3.1. Risque commercial

Le risque commercial est apprécié au travers du taux d'utilisation des matériels. Pour éviter que les matériels ne soient pas loués, le Groupe privilégie les contrats de location de longue durée non résiliable et optimise le taux d'utilisation et les tarifs locatifs avec des contrats de plus courte durée. Les résiliations anticipées de contrat donnent lieu à des pénalités significatives.

Dans un environnement de marché défavorable, la baisse des taux d'utilisation et des tarifs locatifs impacte les résultats des activités de location.

#### Conteneurs Maritimes

La croissance économique mondiale et plus particulièrement celle des échanges internationaux influent fortement la demande de conteneurs maritimes. La croissance du secteur s'est confirmée en 2012 générant une demande de conteneurs

maritimes. Par ailleurs, de grands navires commandés par les compagnies maritimes sont arrivés sur le marché, créant aussi des besoins en conteneurs. Ainsi, le taux d'utilisation moyen de conteneurs maritimes est resté élevé en 2012 à 96 %. Pour limiter l'impact des cycles, le Groupe se protège en concluant des contrats de longue durée où les tarifs sont fixes et a développé la vente de conteneurs d'occasion.

#### Constructions Modulaires

L'activité modulaire est essentiellement située en Europe. L'économie européenne en 2012 a connu un ralentissement et certains des pays dans lesquels le Groupe est implanté sont entrés en récession. Tous les secteurs auxquels TOUAX s'adresse ont pu connaître des difficultés et ont restreint leurs budgets ou repoussé leurs investissements. Ces conditions ont entraîné un recul des tarifs locatifs et des taux d'utilisation. Pour se protéger contre une baisse des prix et une baisse de son taux d'utilisation, TOUAX se diversifie sur des segments et des régions où les prix restent suffisamment élevés et développe ses activités de vente de matériels. En Europe et aux États-Unis, une absence de reprise de marché empêcherait l'augmentation des prix et des taux d'utilisation et pourrait affecter plus significativement les marges d'exploitation.

#### Barges Fluviales

L'activité de location de barges fluviales dépend de la demande de transport fluvial de marchandises. La faiblesse de l'économie européenne ne permet pas d'avoir des rentabilités importantes sur l'activité de location de barges fluviales en Europe.

#### Wagons de Fret

Les volumes des marchandises transportées n'ayant pas augmenté en 2012, les locataires ont continué d'optimiser la gestion de leur flotte en restituant les matériels dont ils n'avaient pas besoin et en s'abstenant de louer de nouveaux matériels. Ces conditions ont pesé sur le taux d'utilisation en 2012 bien que les prix se soient maintenus. Il est à noter cependant que la demande des clients est contrastée en fonction des types de matériels, certains types présentant des surcapacités sur le marché alors que d'autres sont en sous capacités. En Europe, l'absence de reprise de marché ne permettra pas d'augmenter les taux d'utilisation et les marges d'exploitation.

### 4.3.2. Risque de contrepartie des clients

Les provisions pour dépréciation de créances clients du Groupe sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés note 18.1.1 page 79.

#### Conteneurs Maritimes

Le risque de défaillance des clients est supporté in fine par les propriétaires des matériels. Le Groupe ayant principalement pour activité la gestion pour compte de tiers dans l'activité de location de conteneurs maritimes, le risque de contrepartie des clients du Groupe, est faible et ne concerne que les matériels dont il a la pleine propriété. Par ailleurs la qualité de la clientèle de TOUAX, notamment les 25 plus grandes compagnies maritimes, limite les risques d'insolvabilité. Le Groupe se fonde sur un contact quotidien avec sa clientèle et un système de

revue hebdomadaire et d'analyse de son portefeuille clients afin de mettre en place les actions préventives ou correctrices nécessaires.

### Constructions Modulaires

L'activité de location de Constructions Modulaires est diversifiée sur plusieurs segments de marché (BTP, industrie et collectivités locales) et plusieurs zones géographiques (10 pays). Le nombre de clients est par ailleurs important. Le risque de défaillance des clients est très diversifié à l'échelle de la division mais peut être significatif à l'échelle d'un pays. Tout nouveau client fait l'objet d'une analyse des risques. Le Groupe a renforcé en 2012 ses procédures de suivi client. La mesure du risque est analysée par pays sur la base d'une revue périodique du portefeuille client.

### Barges Fluviales

Le portefeuille clients fait l'objet d'un suivi périodique pour gérer le risque de défaillance. Pour atténuer ce risque, des dépôts de garantie sont demandés selon la qualité des clients.

### Wagons de Fret

Le risque de défaillance des clients est supporté in fine par les propriétaires des matériels. Le Groupe ne supporte les risques que pour les matériels dont il est pleinement propriétaire. Le Groupe ne supporte pas le risque de défaillance des clients dans le cadre de son activité de gestion pour compte de tiers. Certains clients ont rencontré des difficultés financières par le passé faisant suite à la crise connue depuis 2008, entraînant la constitution de provisions. Le Groupe a renforcé en 2012 ses procédures de suivi client et le risque de défaillance fait l'objet d'une surveillance accrue et d'une revue périodique du portefeuille clients.

#### 4.3.3. Risque de dépendance

##### Brevets, licences

Le Groupe n'est pas dans une situation de dépendance significative à l'égard d'un titulaire de brevets ou de licences, de contrats d'approvisionnement, industriels, commerciaux ou financiers, de procédés nouveaux de fabrication et de fournisseurs ou d'autorités publiques.

##### Clients, fournisseurs

La location est une activité récurrente et stable. Elle présente en conséquence un chiffre d'affaires locatif peu volatil. Les secteurs d'activité étant distincts, les clients et les fournisseurs de chaque activité sont différents. Les activités utilisent des matériels à faible technologie qui peuvent être facilement construits et reloués. Le Groupe possède, dans chacune de ses activités, une clientèle et des fournisseurs diversifiés et n'est pas dans une situation significative de dépendance à l'égard d'un de ses clients ou d'un de ses fournisseurs dans l'activité de location. Néanmoins, les cinq premiers clients des activités de location de barges fluviales, de wagons de fret et de conteneurs maritimes représentent entre 40 et 50 % du chiffre d'affaires locatif. Les usines de fabrication ne sont pas nombreuses et le Groupe travaille plus particulièrement avec certaines (cf. risque d'approvisionnement).

La gestion pour compte de tiers est également une activité récurrente. Cependant la conclusion de nouveaux programmes de gestion et donc la vente de matériels ou la cession d'actifs peuvent subir des variations importantes d'un trimestre à un autre ou d'une année à une autre. Le Groupe vend des matériels à un nombre limité d'investisseurs : 50 % du chiffre d'affaires de ventes de matériels en 2012 a été réalisé auprès d'un seul investisseur. La dépendance vis-à-vis de cet investisseur s'est renforcée en 2012. Pour minimiser le risque de dépendance vis-à-vis des investisseurs, le Groupe cherche à diversifier le nombre d'investisseurs avec lesquels il travaille, cependant les critères d'investissement de certains investisseurs peuvent ne pas correspondre aux conditions de marché dans lesquelles le Groupe loue ses matériels.

La part du premier client est estimée à 20 % du chiffre d'affaires, celle des 5 premiers clients à 30 % et celle des dix premiers clients à 37 %. Le premier client correspond à l'investisseur en matériel mentionné précédemment.

#### 4.3.4. Risque d'approvisionnement

Le Groupe achète certains des matériels qu'il met en location. Le Groupe porte une attention particulière à la qualité des matériels achetés. Le Groupe peut se trouver dans la situation de ne pas pouvoir acheter rapidement de nouveaux matériels lorsque les usines de production n'ont plus d'espaces de commandes disponibles. Il est à noter que l'incertitude économique actuelle a limité les capacités de production de certains fournisseurs sur certaines zones. Le risque d'approvisionnement est limité dans le temps et n'impacte que la croissance du Groupe.

### Constructions Modulaires

En tant que fabricant, la production de constructions modulaires peut être freinée en cas de défaillance financière ou technique d'un fournisseur de produits intermédiaires ou de pièces détachées. Pour pallier toute rupture d'approvisionnement, le Groupe a développé un réseau diversifié de fournisseurs primaires et secondaires et des synergies entre les différents sites d'assemblage. Ce risque est restreint aux matériels neufs produits par le Groupe.

#### 4.3.5. Risque de positionnement et de perte des conteneurs maritimes

Les conteneurs sont parfois restitués par les locataires dans des zones pour lesquelles la demande de conteneurs est faible. Pour se couvrir contre ce risque le Groupe d'une part, encadre contractuellement les zones de restitution et d'autre part, applique des « pénalités » (drop off charge) lors de la restitution des conteneurs dans des zones à faible demande. Le Groupe a également développé un département de vente de conteneurs d'occasion afin de diminuer les stocks sur les zones à faible demande. Par ailleurs, les conteneurs peuvent aussi être perdus ou détériorés. Le Groupe facture alors à ses clients des valeurs de remplacement qui sont préalablement acceptées dans chaque contrat de location.

#### 4.3.6. Risque technique et qualitatif des constructions modulaires

Les constructions modulaires peuvent être soumises à des obsolescences techniques résultant d'une évolution qualitative

des matériels concurrents ou à une demande évolutive de la part des clients (esthétique). La recherche de matériaux qualitatifs génère des coûts supplémentaires. Le Groupe investit dans des matériels de haute qualité en avance sur les normes existantes et les produits concurrents lui permettant de minimiser les coûts supplémentaires des nouveaux matériaux.

#### 4.3.7. Risque de sous-traitance

##### Constructions Modulaires

Compte tenu de la variété des sites d'installation et de montage de constructions modulaires, le Groupe fait appel à un nombre important de sous-traitants. Le Groupe a mis en place des procédures de contrôle régulier des conditions dans lesquelles les sous-traitants travaillent. Par ailleurs, les assurances couvrent les risques pouvant survenir sur les chantiers.

##### Wagons de Fret

En tant qu'Entité en Charge de la Maintenance, le Groupe assure la maintenance de ses propres matériels ferroviaires ainsi que ceux de sociétés n'ayant pas la possibilité ou la volonté de le faire. Le Groupe ne possède pas ses propres ateliers et a conclu avec des ateliers des contrats selon lesquels ceux-ci effectuent la maintenance pour TOUAX. Pour limiter le risque qualité, le Groupe a choisi de ne travailler qu'avec des ateliers possédant une certification et a mis en place des procédures de contrôle technique. TOUAX s'appuie aussi sur une relation quotidienne avec ces ateliers.

#### 4.3.8. Risque environnemental

Les risques environnementaux susceptibles d'avoir un impact sur le patrimoine ou sur les résultats de la société ne sont pas significatifs, le Groupe exerçant principalement une activité de service.

##### Conteneurs Maritimes

Dans certains pays, aux États-Unis notamment, le propriétaire de conteneurs maritimes peut être responsable des dommages environnementaux causés lors du déchargement des marchandises. Le Groupe a contracté et oblige ses clients à contracter des assurances pour se couvrir contre ce risque. Aucun litige significatif passé ou en cours n'existe sur le risque environnemental, le Groupe n'exploitant notamment pas de conteneurs citernes.

##### Constructions Modulaires

Les impacts environnementaux de production de Constructions Modulaires sont limités par la faible utilisation de peintures et de solvants. Le Groupe limite ces risques en respectant les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur.

#### 4.3.9. Saisonnalité

##### Constructions Modulaires

L'activité de la construction (BTP) connaît une saisonnalité liée aux conditions climatiques qui peut ralentir l'activité de la division durant certaines périodes de l'année. Pour se prémunir de ce risque, TOUAX travaille à équilibrer son portefeuille d'activités et de clients sur des segments moins saisonniers.

#### 4.3.10. Risque de gestion

Une part significative des flottes de conteneurs et de wagons de fret (72 %) gérées par le Groupe appartient à des investisseurs tiers ou des sociétés d'investissement détenues par des investisseurs institutionnels. Des contrats de gestion régissent les relations entre chaque investisseur et le Groupe. Aucun revenu minimum n'est garanti par le Groupe et, sous certaines conditions, les investisseurs peuvent mettre fin à un contrat de gestion et demander le transfert des actifs à un autre gestionnaire. L'activité de gestion de compte de tiers est exclusivement une activité de prestations de services qui ne peut en aucun cas s'assimiler à une association entre le Groupe et les investisseurs.

TOUAX a limité le risque de rupture des contrats de gestion en diversifiant le nombre d'investisseurs. Un état synthétique du parc en gestion est réalisé mensuellement. À ce jour, aucun investisseur n'a retiré au Groupe la gestion de ces matériels et ce, sur les vingt dernières années.

Les clauses de résiliation des contrats de gestion varient en fonction des programmes.

Les principales clauses de résiliation sont liées :

- à l'inexécution grave d'une obligation du gestionnaire (par exemple la preuve d'une gestion discriminatoire),
- à la faillite de TOUAX en tant que gestionnaire ou sa dissolution,
- au non-versement par TOUAX des revenus collectés et dus à ses différents investisseurs,
- au changement de l'actionnaire majoritaire.

Dans seulement certains cas particuliers, une résiliation peut être causée par une mauvaise performance d'un investissement dont la gestion aurait été confiée à TOUAX.

### 4.4. RISQUES FINANCIERS

#### 4.4.1. Les risques de liquidité

Le risque de liquidité du Groupe TOUAX est géré avec pour objectif prioritaire d'assurer la continuité de ses financements, de faire face à ses engagements à leurs échéances et d'optimiser le coût financier de la dette. Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et il considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

La gestion du risque de liquidité s'évalue au travers des besoins du Groupe et est exposée dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 87.

La liste des principaux emprunts contenant des clauses et engagements spécifiques est mentionnée dans la note 18.2.3 page 81 et la note 26 page 87 de l'annexe des comptes consolidés.

#### 4.4.2. Les risques de taux

Pour les besoins de son développement et de sa politique d'investissement, le Groupe TOUAX a recours à des emprunts. Une partie importante de ses emprunts peut être conclue à taux variable. L'essentiel du risque de taux du Groupe est lié à ses emprunts à taux variable.

La gestion des risques de taux est développée dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 87.

#### 4.4.3. Le risque de change

Les informations relatives aux risques de change et à sa gestion sont présentées dans la note 26 de l'annexe des comptes consolidés page 87.

De par sa présence internationale, le Groupe TOUAX est naturellement exposé aux variations des devises. Les fluctuations peuvent influencer les résultats du Groupe lors de la conversion en euros des comptes des filiales hors euros, et de ce fait rendre difficile la comparaison des performances entre deux exercices. L'exposition du Groupe au risque de change est principalement liée à la variation du dollar, de la couronne tchèque et du zloty polonais contre l'euro.

Le Groupe s'estime assez peu soumis au risque de change opérationnel car la plupart des charges est générée dans la même devise que les revenus. Le Groupe estime qu'une variation de 10 % à la baisse du cours de change du dollar contre l'euro aurait un impact de même sens de l'ordre de 6,1 % sur le résultat opérationnel courant. De même, une variation de 10 % à la baisse de la couronne tchèque et du zloty polonais ferait baisser le résultat opérationnel courant, respectivement de 1,4 % et de 0,5 %.

#### 4.4.4. Le risque sur actions et autres instruments financiers

Le Groupe a pour stratégie d'investir sa trésorerie excédentaire dans des OPCVM (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) monétaires pour une courte durée. Le Groupe n'effectue pas d'opérations sur les marchés financiers d'actions.

Les risques sur actions sont développés dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 87.

##### Le risque de dilution des actionnaires

La stratégie du Groupe est une stratégie basée sur la croissance et le développement des différents parcs de matériels. Cette stratégie nécessite des fonds importants. L'appel de fonds auprès du marché est un des moyens utilisés par le Groupe.

L'actionnaire ne souscrivant pas à un appel de fonds s'expose à un risque de dilution de sa participation dans le capital de TOUAX. Pour mémoire, l'historique des appels de fonds des dernières années est le suivant :

Année (en millions d'euros)	Appel de fonds en capital social	Appel de fonds en prime d'émission	Objectif
2008	6,2	17,1	croissance
2009	7,6	10,5	croissance
2010			
2011			
2012			

#### 4.4.5. Risque de contrepartie bancaire et financière

Le risque de contrepartie provenant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés contractés avec des établissements bancaires et/ou des institutions financières est géré d'une manière centralisée par la Direction Trésorerie et Financements du Groupe.

Ce risque est exposé dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 87.

#### 4.4.6. Risque de volatilité des prix des matières premières

Le prix d'achat des matériels varie en fonction de la volatilité du prix des matières premières et notamment celui de l'acier qui représente le principal composant des conteneurs maritimes, wagons de fret et barges fluviales. Cette volatilité s'explique non seulement par le mécanisme économique de l'offre et de la demande mais également par la sensibilité des variations des taux de change lorsque le cours des matières premières est libellé en dollar américain (cf. risque taux de change note 26 page 87).

La hausse des prix des matières premières se répercute directement sur les prix finaux des matériels, et parallèlement l'inflation a un impact positif sur le prix de vente des matériels et les valeurs résiduelles. Les tarifs locatifs sont majoritairement corrélés aux prix des matériels. Cependant, dans un environnement de pression sur les prix de location ou en cas de difficulté de mise en location de matériels, le Groupe peut constater une baisse ponctuelle des rentabilités. Ce risque est limité grâce à la durée des contrats et la durée de vie des matériels. À ce jour, le Groupe n'a pas constaté de baisse importante des prix du fait de la contraction significative des capacités de production.

La volatilité des prix des matières premières peut également impacter les prix des matériels en commande pour des contrats d'achat fermes étalés dans le temps. Le Groupe réduit ce risque en limitant ses engagements fermes, et en négociant des mécanismes d'indexation sur les cours des matières premières en particulier de l'acier. Pour les wagons de fret, les commandes de nouveaux wagons sont passées dès lors que le Groupe a conclu un contrat de location afférent à ces mêmes matériels. Il peut cependant arriver que l'augmentation du prix de l'acier ne puisse pas être répercutée en totalité sur le locataire, entraînant une baisse de la rentabilité.

### 4.5. ASSURANCE – COUVERTURE DES RISQUES

Les risques portant sur la responsabilité civile du loueur sur les matériels en exploitation sont toujours couverts. Seuls les risques portant sur les pertes d'exploitation ne sont pas toujours couverts. L'appréciation du risque de perte d'exploitation et de sa couverture est réalisée par les Gérants et les directeurs d'activités en fonction des conditions de marché.

Le Groupe poursuit une politique systématique de couverture de ses actifs corporels et de ses risques généraux. Le Groupe possède trois types de polices d'assurance : l'assurance du matériel, la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile des mandataires sociaux. Le Groupe ne possède pas de société d'assurance captive.

Le risque de perte ou de détérioration des actifs corporels des activités Constructions Modulaires, Barges Fluviales et Wagons de Fret est couvert par l'assurance du matériel (multirisques biens). L'assurance des actifs corporels de l'activité Conteneurs Maritimes est déléguée aux clients et fournisseurs (dépôts) du Groupe conformément aux pratiques courantes du métier. Les pertes d'exploitation survenues à la suite de pertes ou de détériorations d'actifs corporels sont couvertes par l'assurance corporelle.

L'assurance responsabilité civile de la société mère TOUAX SCA couvre les dommages corporels relevant de son exploitation. Les filiales du Groupe possèdent individuellement une assurance responsabilité civile.

L'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux couvre les dirigeants de droit et de fait du Groupe qui verraient leurs responsabilités engagées pour une faute professionnelle commise dans le cadre d'une activité de direction, de gestion ou de supervision exercée avec ou sans mandat ou délégation de pouvoir.

L'activité Conteneurs Maritimes possède une assurance responsabilité civile. Le matériel est assuré directement par les clients et les dépôts conformément aux normes de la profession.

L'assurance Constructions Modulaires garantit la valeur des matériels de façon générale et particulièrement lorsque ceux-ci sont sur des dépôts ou loués et lorsque le client a omis de contracter une assurance pendant la durée de location. Cette assurance couvre notamment les risques d'explosion, incendie, ouragan, tempête, collision, dégâts des eaux, catastrophes naturelles, vol, etc.

L'assurance tous risques dans l'activité Barges Fluviales garantit entre autres les dommages, pertes et vol total, recours de tiers et les dépenses résultant de tout accident de navigation, d'explosion, d'incendie ou de tout événement de force majeure et plus précisément les avaries consécutives au dysfonctionnement des organes de propulsion et de direction, les bris de

machine, les dommages électriques, les voies d'eau, les dommages survenus par mauvais arrimage ou mauvais chargements, les risques de stationnement, les dommages aux tiers et notamment aux ouvrages d'art, les risques de pollution, les frais de retraitement, ainsi que les frais d'enquête, d'expertise, de procédures et d'avocats. Sont couverts également les dommages résultant d'acte de vandalisme et ou de malveillance. Enfin, l'assurance comprend une couverture de la responsabilité délictuelle du transporteur telle que définie par les lois et réglementations. D'une manière générale, les couvertures et le montant des garanties sont fonction des unités et des bassins d'exploitation.

L'activité Wagons de Fret possède une assurance responsabilité civile et une assurance dommages matériels qui garantit la réparation pécuniaire des pertes et dommages résultant de catastrophes naturelles, d'incendie, d'explosion, de vol ou de disparition, de tout événement caractérisé provenant d'une cause extérieure. L'assurance couvre également la perte de loyers lorsque le wagon endommagé est immobilisé pour réparations.

Le Groupe estime que ses risques, notamment portant sur les matériels, sont correctement couverts.

## 5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

### 5.1. HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

#### 5.1.1. Raison sociale et nom commercial

TOUAX SCA

SGTR – CITE – CMTE – TAF – SLM – TOUAGE INVESTISSEMENT réunies

#### 5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement

##### Siège social et administratif

Tour Franklin – 23<sup>ème</sup> étage – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 La Défense cedex – FRANCE

Téléphone : +33 1 46 96 18 00

##### Identification

Registre du commerce et des sociétés :

Nanterre B 305 729 352

Numéro Siret : 305 729 352 00099

APE : 7010Z

Côté à Paris sur NYSE Euronext – compartiment C

Code ISIN : FR0000033003 – Reuters TETR. PA – Bloomberg TOUPFP equity

#### 5.1.3. Date de constitution et durée de vie

La société a été constituée en 1898 et prendra fin le 31 décembre 2104.

#### 5.1.4. Forme juridique et législation

##### Forme juridique de la société

Société en commandite par actions

##### Exercice social

L'exercice social de TOUAX SCA commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

##### Capital social

Le 31 décembre 2012, le capital de la société était constitué de 5 740 267 actions d'une valeur nominale de 8 €.

Le capital est entièrement libéré.

##### Législation de la société

La société en commandite par actions est régie par le Code de commerce.

##### Lieux où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à la société

Les documents relatifs à TOUAX SCA peuvent être consultés au siège social de la société.

##### Politique d'information

Outre le rapport annuel et les publications dans le bulletin d'annonces légales obligatoires (BALO), la société diffuse une lettre semestrielle d'activité contenant une analyse sectorielle du chiffre d'affaires et les faits marquants du semestre.

Une convention de communication financière a été signée avec la société ACTIFIN – 76-78, rue Saint Lazare – 75009 – Paris – FRANCE.

Les rapports annuels, les communiqués de presse et les lettres semestrielles sont disponibles en français et en anglais sur le site internet du Groupe ([www.touax.com](http://www.touax.com)).

Les nouvelles d'importance significative susceptibles d'avoir un impact sur le cours font l'objet d'une diffusion systématique par la presse.



## Responsables de l'information financière

Raphaël et Fabrice WALEWSKI

Gérants de TOUAX SCA

Tour Franklin – 23<sup>ème</sup> étage – 100-101 Terrasse Boieldieu -  
92042 La Défense CEDEX – FRANCE

Tél. : + 33 1 46 96 18 00

Fax : + 33 1 46 96 18 18

e-mail : touax@touax.com

### 5.1.5. Rappel historique

Cf. paragraphe rappel historique pages 12 et 13 du présent document.

## 5.2. INVESTISSEMENTS

### 5.2.1. Principaux investissements

Le Groupe a pour activité la location de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de barges fluviales et de wagons de fret. Le Groupe possède par ailleurs l'activité transversale de gestion pour compte de tiers. Ainsi, à fin 2012, 55 % des actifs gérés par le Groupe sont financés par des investisseurs et donnés en gestion au Groupe dans le cadre de contrats de gestion. La politique de croissance du Groupe s'articule à travers la signature de nouveaux contrats de location de matériels auprès de ses clients nécessitant des investissements nouveaux qui sont financés soit par des investisseurs tiers au sein des programmes de gestion, soit par le Groupe au travers de ses propres moyens de financement. En 2012, la part en propriété du Groupe s'est considérablement accrue dans l'activité Wagons de Fret, du fait de la consolidation d'une société auparavant considérée comme un investisseur. Suite à cette prise de contrôle, les matériels gérés pour cette société sont désormais comptabilisés en matériels détenus en propriété.

Le Groupe a pour ambition de poursuivre sa croissance sur ses quatre activités en augmentant le parc de matériel neuf mis en location sur des contrats de longue durée. Les objectifs sont de poursuivre les investissements, de prendre des parts de marché et de renforcer les économies d'échelle, avec une rentabilité de 15 % des fonds propres grâce à l'optimisation de la capacité d'endettement du Groupe. La rentabilité des fonds propres correspond au ratio résultat net / capitaux propres. Elle correspond à la notion de Return on Equity ou rentabilité des capitaux propres généralement calculée par les analystes. Ces investissements s'entendent pour compte propre et pour compte de tiers. Pour atteindre ces objectifs, le Groupe équilibre la répartition des actifs gérés et des investissements en propre avec une règle de répartition variable selon les activités, entre matériels en propriété et en gestion. Aujourd'hui, la répartition des actifs gérés est de 45 % de matériels en propriété et de 55 % de matériels appartenant à des tiers. Les actifs détenus par des filiales intégrées globalement sont comptés dans la propriété Groupe en totalité même si le Groupe a investi en partenariat avec des minoritaires.

Par ailleurs, la stratégie du Groupe est d'investir principalement sur de nouveaux contrats long terme. Cette stratégie permet de limiter les risques de relocation et la sensibilité de valeur résiduelle des équipements. Cette stratégie permet également au Groupe de trouver des investisseurs tiers et de se financer en

propre pour continuer son développement.

La politique d'investissement du Groupe est de financer les actifs en propriété dans le respect du ratio d'endettement financier net avec recours sur fonds propres de 1,9 pour 1. Afin d'optimiser son résultat, le Groupe utilise ainsi de la dette « sans recours » dont le remboursement n'est garanti qu'avec les revenus locatifs, ou les produits de cession de l'actif financé. Ce type de financement permet d'accompagner la croissance du Groupe en limitant le risque pour l'actionnaire. La politique du Groupe est de respecter un ratio d'endettement financier net (incluant la dette sans recours) sur fonds propres de 2,8 pour 1. Cette limite est interne. Par cette politique, le Groupe préfinance des actifs destinés à être cédés à des investisseurs. La cession d'actif à des investisseurs fait partie de la stratégie du Groupe et permet de financer la croissance avec un recours limité à l'endettement. La croissance du Groupe permet de réaliser des économies d'échelle et ainsi d'augmenter la marge.

Le Groupe n'a pas recours à des outils de financement de son actif circulant tel que la cession Dailly, l'affacturage, la titrisation ou la cession de créances, mais pourrait y avoir éventuellement recours selon les opportunités. Le Groupe a recours à tous types de financement, crédit court, moyen et long terme, crédit sans recours, location opérationnelle, location sous forme de crédit-bail.

Les contrats de location sont classifiés en contrat de location financement dès lors que le Groupe bénéficie des avantages et des risques inhérents à la propriété. Par exemple, l'existence d'une clause de transfert automatique de propriété, l'existence d'une option d'achat d'une valeur très inférieure à une valeur de marché estimée, l'équivalence de durée entre le bail et la vie du bien ou entre la valeur actualisée des paiements futurs au titre du bail et la valeur du bien sont des éléments qui conduisent généralement à considérer les contrats de location comme des contrats de financement.

Après un bon début, les conditions économiques européennes se sont particulièrement détériorées au 2<sup>nd</sup> semestre 2012, ce qui a entraîné une certaine pression sur les tarifs locatifs et les taux d'utilisation. La diversification du Groupe lui permet de limiter les effets du ralentissement économique européen. Par ailleurs, le Groupe continue sa stratégie de privilégier les contrats de location longue durée.

En 2012, les investisseurs ont continué à manifester leur intérêt dans les actifs gérés par le Groupe, ce qui a permis de conclure de nouveaux programmes de gestion. Par ailleurs, le Groupe cherche toujours des opportunités d'acquisition de parcs de matériels existants.

Durant l'année 2012 le Groupe a réalisé les investissements suivants pour son propre compte et pour le compte d'investisseurs tiers :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Divers	TOTAL
Investissements bruts immobilisés	9 658	30 062	16 152	101 650	179	157 701
Variation de stocks de matériels	31 457			9 689		41 147
Cession matériels immobilisés (valeur brute historique)	(6 747)	(7 947)	(10 643)	(503)	(37)	(25 877)
<b>Investissements nets immobilisés &amp; stockés</b>	<b>34 368</b>	<b>22 115</b>	<b>5 509</b>	<b>110 836</b>	<b>142</b>	<b>172 971</b>
Matériels cédés aux investisseurs (contrat de location vente)						
Investissements bruts sous gestion	74 505					74 505
Matériels immobilisés cédés aux investisseurs						
Cession matériels sous gestion (valeur brute historique)	(26 570)			(90 843)		(117 413)
<b>Investissements nets sous gestion</b>	<b>47 935</b>			<b>(90 843)</b>		<b>(42 908)</b>
<b>INVESTISSEMENTS NETS</b>	<b>82 303</b>	<b>22 115</b>	<b>5 509</b>	<b>19 994</b>	<b>142</b>	<b>130 062</b>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le Groupe a acquis 26 % des parts de la société SRF Railcar Leasing Ltd pour atteindre 51 % de son capital. Le Groupe a alors pris le contrôle sur cette filiale précédemment consolidée par mise en équivalence. Désormais consolidée en intégration globale, les actifs détenus par cette filiale ont été transférés de la catégorie « matériels sous gestion » à « investissements nets immobilisés et stockés » pour 84 millions d'euros.

En 2011, les investissements du Groupe pour son propre compte et pour le compte de tiers se présentaient de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Divers	TOTAL
Investissements bruts immobilisés	1 030	40 277	5 818	19 550	1795	68 470
Variation de stocks de matériels	3 330			(12 514)		(9 184)
Cession matériels immobilisés (valeur brute historique)	(2258)	(7 913)	(3 198)	(2 005)	(547)	(15 921)
<b>Investissements nets immobilisés &amp; stockés</b>	<b>2 102</b>	<b>32 364</b>	<b>2 620</b>	<b>5 031</b>	<b>1 248</b>	<b>43 365</b>
Matériels cédés aux investisseurs (contrat de location vente)						
Investissements bruts sous gestion	38 915			39 269		78 184
Matériels immobilisés cédés aux investisseurs						
Cession matériels sous gestion (valeur brute historique)	(11 098)	(18 180)	(11)	(19 759)		(49 048)
<b>INVESTISSEMENTS NETS SOUS GESTION</b>	<b>21 817</b>	<b>(18 180)</b>	<b>(11)</b>	<b>19 510</b>		<b>29 136</b>
<b>INVESTISSEMENTS NETS</b>	<b>29 919</b>	<b>14 184</b>	<b>2 609</b>	<b>24 541</b>	<b>1 248</b>	<b>75 501</b>

En 2010, les investissements du Groupe pour son propre compte et pour le compte de tiers se présentaient de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Divers	TOTAL
Investissements bruts immobilisés	5 194	31 517	929	5 960	124	43 725
Variation de stocks de matériels	40			(20 818)		(20 778)
Cession matériels immobilisés (valeur brute historique)	(9 290)	(2 568)	(1 944)	(2 849)	(56)	(16 706)
<b>Investissements nets immobilisés &amp; stockés</b>	<b>(4 055)</b>	<b>28 950</b>	<b>(1 015)</b>	<b>(17 706)</b>	<b>69</b>	<b>6 242</b>
Matériels cédés aux investisseurs (contrat de location vente)						
Investissements bruts sous gestion	30 662			54 958		85 620
Matériels immobilisés cédés aux investisseurs	2 021			2 161		4 182
Cession matériels sous gestion (valeur brute historique)	(18 041)	(1 732)				(19 773)
<b>Investissements nets sous gestion</b>	<b>14 642</b>	<b>(1 732)</b>		<b>57 119</b>		<b>70 029</b>
<b>INVESTISSEMENTS NETS</b>	<b>10 587</b>	<b>27 217</b>	<b>(1 015)</b>	<b>39 413</b>	<b>69</b>	<b>76 271</b>

Au 31 décembre 2012, les principaux investissements nets immobilisés détaillés dans les comptes consolidés sont les suivants :

### Investissements nets immobilisés au cours des exercices (actifs immobilisés du groupe)

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Investissements incorporels nets	885	169	367
Investissements corporels nets	132 748	53 037	25 459
Investissements financiers nets	(1 809)	(658)	1 194
<b>TOTAL Investissements nets</b>	<b>131 824</b>	<b>52 548</b>	<b>27 020</b>

### Répartition par activité des investissements nets (actifs immobilisés du groupe)

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Conteneurs Maritimes	2 911	(1 228)	(4 095)
Constructions Modulaires	22 115	32 364	28 950
Barges Fluviales	5 508	2 620	(1 015)
Wagons de Fret	101 147	17 544	3 111
Divers	143	1 248	69
<b>TOTAL</b>	<b>131 824</b>	<b>52 548</b>	<b>27 020</b>

### Modalités de financement des investissements nets en propre

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Trésorerie / emprunts	131 824	52 548	31 202
Contrat de gestion avec des investisseurs tiers			(4 182)
<b>TOTAL</b>	<b>131 824</b>	<b>52 548</b>	<b>27 020</b>

Les investissements conservés sur le bilan du Groupe ont été financés par les lignes de crédit disponibles.

#### 5.2.2. Principaux investissements en cours

Les commandes et investissements payés ou livrés depuis le début de l'année 2013 s'élèvent, au 31 janvier 2013, à environ 9,45 millions d'euros dont 3,95 millions d'euros de conteneurs maritimes, 0,2 million d'euros de constructions modulaires, 3,3 millions d'euros de barges fluviales et 2 millions de wagons de fret.

Les commandes et les investissements ont été financés par la trésorerie et les lignes de crédits disponibles.

#### 5.2.3. Engagements fermes d'investissements

Les commandes et investissements fermes au 31 décembre 2012 s'élèvent à 26,7 millions d'euros dont 13,53 millions d'euros de conteneurs maritimes, 2,8 millions d'euros de constructions modulaires, 2 millions d'euros de wagons et 8,37 millions d'euros de barges fluviales. Les engagements

La répartition des actifs gérés par le Groupe est la suivante :

(en milliers d'euros)	2012		2011		2010	
	propriété Groupe*	investisseurs hors Groupe	propriété Groupe*	investisseurs hors Groupe	propriété Groupe*	investisseurs hors Groupe
Conteneurs Maritimes	76 301	642 497	46 833	601 767	43 233	559 866
Constructions Modulaires	318 485	32 181	293 684	32 181	264 249	50 508
Wagons de Fret	233 675	171 932	122 327	262 775	119 263	242 878
Barges Fluviales	81 034	24 215	77 359	19 215	73 527	21 715
<b>TOTAL</b>	<b>709 495</b>	<b>870 825</b>	<b>540 203</b>	<b>915 938</b>	<b>500 272</b>	<b>874 967</b>

\* Les actifs, propriété du Groupe, incluent les immobilisations et les actifs en stocks.

Il n'y a plus d'actifs gérés dans le cadre de titrisation au 31 décembre 2012, mais ils représentaient respectivement 1 % et 3 % des actifs gérés pour compte de tiers au 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010.

fermes d'investissements seront préfinancés par les lignes de crédit disponibles. Ces investissements seront revendus, pour la plupart, à des investisseurs tiers.

En effet, la grande majorité des commandes de conteneurs maritimes et de wagons de fret est destinée à être cédée à ces investisseurs tiers. Les commandes de constructions modulaires et de barges fluviales sont principalement destinées au Groupe.

#### 5.2.4. Répartition des actifs gérés

La valeur des actifs gérés présentée ci-dessous correspond aux prix d'achat des matériels. Les actifs en dollars américains sont valorisés au taux de change du 31 décembre 2012. La fluctuation du dollar américain génère une fluctuation de la valeur des matériels d'une année sur l'autre.

Les matériels pris par le Groupe en location opérationnelle sont comptés dans les actifs en gestion. Ceux pris par le Groupe en location financière sont comptés dans les actifs en propriété. Le détail des locations sans recours est indiqué note 27.2 page 91 de l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1.

## 6. APERÇU DES ACTIVITES

### 6.1. PRINCIPALES ACTIVITÉS

#### 6.1.1. Nature des opérations et principales activités

Le Groupe TOUAX est un loueur de matériels de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de wagons de fret et de barges fluviales. Le Groupe gère ses propres matériels et gère des matériels pour le compte d'investisseurs tiers. La répartition des actifs gérés est détaillée au paragraphe 5.2.4 page 30.

Les activités et les marchés de chacune de ces activités sont détaillés aux pages 4 à 15 du présent document et complétés par le rapport de gestion présenté page 118.

Lorsque le Groupe gère ses propres matériels, celui-ci achète ou fabrique les matériels (selon les activités), puis les loue et les gère (en ce compris, la maintenance et la remise en état) et ensuite les cède ou les détruit en fin de vie.

Le Groupe possède également l'activité de gestion pour compte de tiers. Cette activité de gestion commence par l'achat ou la fabrication de matériels par le Groupe, puis la constitution d'un portefeuille de matériels en location, ensuite la cession de ces matériels à des investisseurs (syndication) et enfin la gestion de ce portefeuille pour le compte des investisseurs. Ces investisseurs sont des family offices, des compagnies financières ou des sociétés d'investissements cherchant à diversifier leurs investissements avec des rendements récurrents sur des actifs sous-jacents réels et tangibles avec des durées de vie longue.

À chacune des étapes de ces cycles, le Groupe réalise une marge : une marge de location (matériels en propre), de syndication (achat puis vente de matériels à des investisseurs), de gestion (matériels en gestion) et de négoce (achat puis vente de matériels à des clients finaux).

Le traitement comptable de ces marges est le suivant :

- La marge de location se retrouve dans le chiffre d'affaires locatif, lequel porte sur l'ensemble des matériels gérés par le Groupe, matériels en propre ou matériels en gestion. Le Groupe agit en tant que principal et non en tant qu'agent. De la même façon les charges opérationnelles comptabilisées concernent l'ensemble des matériels gérés.
- La marge de gestion pour compte de tiers se retrouve dans le chiffre d'affaires locatif des matériels en gestion diminué des charges opérationnelles de ces matériels et diminué de la distribution aux investisseurs de leurs revenus. Cette marge de gestion pour compte de tiers est équivalente à la commission de gestion du Groupe.
- La marge de syndication est enregistrée en marge sur ventes (ventes diminuées des coûts d'achat des ventes). La constitution et la syndication de portefeuille se font auprès d'investisseurs tiers dans les activités Conteneurs Maritimes,

Wagons de Fret et Constructions Modulaires.

- Les marges de négoce (vente hors syndication) sont aussi enregistrées en ventes / coût d'achat des ventes. Dans la Construction Modulaire, le Groupe produit et vend des constructions modulaires à ses clients et enregistre donc des marges de négoce. De même, les activités Wagons de Fret et Conteneurs Maritimes enregistrent des marges de négoce.
- Les plus-values réalisées sur les valeurs résiduelles des actifs du Groupe sont enregistrées en marge sur ventes.

La répartition des revenus par type d'activité et par zone géographique est détaillée dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 page 48. Une présentation des perspectives exposées lors de la réunion SFAF du 2 avril 2013 est détaillée paragraphe 28.3 page 156.

#### Dans l'activité Conteneurs Maritimes,

le Groupe a une activité de location et location-vente, une activité de gestion pour compte de tiers et une activité de vente de conteneurs neufs et d'occasion.

Le Groupe gère une flotte d'environ 565 000 conteneurs (TEU) à fin décembre 2012 et ces matériels sont majoritairement gérés pour le compte de tiers. Près de 89 % de la flotte de conteneurs maritimes appartient à des tiers et le solde au Groupe, sachant que près de 17,6 % des matériels détenus par le Groupe sont destinés à être cédés à des tiers sous un horizon court (inférieur à un an).

TOUAX loue à de nombreuses compagnies maritimes, dont les 25 premières compagnies mondiales. En moyenne sur 2012, le taux d'utilisation a été de 96 %. TOUAX syndique également des matériels auprès d'investisseurs. Le cycle de syndication est relativement court et peut varier entre 6 mois et un an. Il se résume à l'achat de matériels, la mise en location de ces matériels et la vente à des investisseurs.

L'activité Conteneurs Maritimes est par essence une activité internationale, le Groupe travaillant dans le monde entier. Afin de limiter les risques et d'améliorer sa visibilité, le Groupe privilégie la signature de contrats de location longue durée, lesquels varient entre 3 et 5 ans et peuvent atteindre 7 ans. En moyenne, les contrats ont une durée de 6,1 ans, ceux-ci se poursuivant souvent après leur terme initial.

Le marché de la location de conteneurs maritimes est un marché relativement concentré avec une dizaine d'acteurs importants, dont 4 acteurs de taille significative et des organismes de financement qui peuvent également proposer la location. TOUAX est un acteur important avec 3,6 % de part de marché mondial classé au 9<sup>ème</sup> rang mondial (source Drewry Container Leasing Industry 2012/13).

Le marché du conteneur maritime présente une croissance structurelle pour faire face à la mondialisation des échanges. Le parc mondial de conteneurs est passé de 23,3 millions à 31,3 millions d'unités (TEU) en 5 ans. Les prévisions de croissance du trafic de conteneurs sont de 6 % en 2013 et 7 % en 2014 :

Taux de croissance annuelle	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	2014*
Trafic conteneurisé	13 %	10 %	11 %	12 %	4 %	-9 %	13 %	7 %	4 %	6 %	7 %
Navires porte-conteneurs	8 %	11 %	14 %	12 %	11 %	5 %	8 %	7 %	5 %	7 %	5 %
Flotte conteneurs	10 %	7 %	9 %	13 %	7 %	-4 %	7 %	9 %	7 %	7 %	7 %

Source : Clarkson Research Services Ltd – janv. 2013 & Drewry Container Leasing Industry 2012/13

\* Prévisions

La croissance moyenne annuelle de la flotte de TOUAX âgée en moyenne de 6,6 années est de 12,2 % sur 10 ans alors que la croissance moyenne annuelle du marché est de 7,3 %.

L'institut Clarkson prévoit une croissance encore soutenue du marché en volume pour 2013 et les perspectives de croissance du commerce mondial sont positives à 3,5 %, et plus spécifiquement à 5,5 % pour les pays émergents et en développement (FMI), notamment tirée par les économies émergentes. À moyen terme, le Groupe a pour ambition de gérer pour son propre compte ou pour le compte de tiers une flotte supérieure à 800 000 TEU (7 % de part de marché mondial) et donc de saisir toute opportunité d'accroître ses investissements et son parc sous gestion.

### Dans l'activité Constructions Modulaires,

le Groupe fabrique ses constructions modulaires, les loue ou les vend et assure auprès des clients un certain nombre de services, notamment l'assemblage et le facility management.

Le Groupe gère un parc d'environ 51 000 modules à fin décembre 2012 et gère principalement des matériels pour compte propre. Près de 91 % de la flotte gérée appartient au Groupe. TOUAX loue à de très nombreux clients, notamment les grandes entreprises de bâtiments et travaux publics, les collectivités locales et les industries. En moyenne sur 2012, le taux d'utilisation s'élevait à 74 % et l'âge du parc à 6,4 ans.

Les constructions modulaires sont aujourd'hui fabriquées par le Groupe dans ses usines d'assemblage en France, en République tchèque et au Maroc. Cette fabrication permet au Groupe de se diversifier dans les activités de vente, nécessitant une fabrication souvent plus personnalisée.

L'activité Constructions Modulaires est située sur 3 zones, sachant que 59 % du chiffre d'affaires est réalisé hors de France :

- en Europe grâce à la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, chaque pays adressant son marché ;
- aux États-Unis avec une entité basée en Floride afin de pouvoir démarcher les états de Floride et de Géorgie ainsi que les pays situés en Amérique du Sud ;
- en Afrique avec l'acquisition du leader marocain en 2012 afin de pouvoir démarcher le continent africain.

Le marché de la construction modulaire est un marché fragmenté. TOUAX peut se retrouver en concurrence avec des acteurs de taille significative, notamment en France ou aux États-Unis, ou avec une multitude de petits ou moyens acteurs ayant une renommée locale. TOUAX est 2<sup>ème</sup> loueur européen avec 7,5 % de part de marché en Europe continentale (source TOUAX).

Afin de limiter les risques et d'améliorer sa visibilité, le Groupe privilégie la signature de contrats de longue durée, lesquels varient entre 18/24 mois et 5 ans. La durée moyenne de location des constructions modulaires est de 22 mois.

Le parc européen de constructions modulaires en location est passé de 250 000 à 500 000 unités en 15 ans (source TOUAX). La croissance moyenne annuelle du parc de TOUAX est de 10,4 % sur 10 ans alors que la croissance moyenne annuelle estimée du marché est de 4,7 %.

À moyen terme, le Groupe a pour objectif d'atteindre 15 % de part de marché en Europe sur la location avec un renforcement en Europe de l'Est et de développer considérablement ses ventes en atteignant 150 millions d'euros de chiffre d'affaires. En Europe, le Groupe n'attend pas de reprise en 2013. Afin de faire face à la conjoncture économique, TOUAX a pris des mesures afin de diminuer ses coûts et renforcer son développement, telles que le développement d'offres autour des matériels d'occasion, le regroupement du réseau d'agences, la baisse du point mort des centres d'assemblage ou le lancement de nouveaux produits dans de nouveaux pays.

TOUAX poursuit également son développement international et la récente acquisition du leader marocain de la construction modulaire ouvre la voie à un fort potentiel de croissance en Afrique, qui contribuera à hauteur de plus de 10 % du chiffre d'affaires de la division en 2013. TOUAX constate une forte demande sur le continent africain notamment pour des bases vie, des logements à bas coûts ou des bâtiments modulaires pour les entreprises et les collectivités locales.

### Dans l'activité Barges Fluviales,

le Groupe a une activité de location et location-vente et une activité de vente de barges neuves et d'occasion. Le Groupe gère une flotte d'environ 160 barges, principalement des matériels pour son compte propre. Près de 77 % de la flotte gérée appartient au Groupe. Les barges fluviales sont majoritairement mises en location auprès de groupes de logistique sur tous les bassins où le Groupe est présent.

TOUAX loue ses barges principalement à des opérateurs de logistique et de transport, principalement des grands groupes. En moyenne sur 2012, le taux d'utilisation a été de 82 % et l'âge de la flotte de 12 ans.

L'activité Barges Fluviales est située sur 3 grandes zones :

- Les bassins européens de la Seine, du Rhin et du Danube notamment,
- Le bassin américain du Mississippi,
- Le bassin sud-américain du Paraná Paraguay.

Afin de limiter les risques et d'améliorer sa visibilité, le Groupe privilégie la signature de contrats de longue durée, lesquels peuvent aller jusqu'à 10 ans. La durée moyenne de location est de 5 ans.

Le marché de la location de barges fluviales est un marché sur lequel il n'existe que quelques acteurs, à l'exception des Pays-Bas, traditionnellement un pays où il y a beaucoup de loueurs. Le Groupe bénéficie sur les autres bassins d'une forte position et développe sa notoriété. TOUAX est le 1<sup>er</sup> loueur en Europe et en Amérique du Sud de barges pour vrac sec.

Le transport par voie fluviale est un mode de transport écologique et il reçoit d'une manière générale le soutien des pouvoirs publics qui sont très favorables à des transports alternatifs à la route. Par ailleurs, les opérateurs fluviaux auront des besoins soit de matériels à louer immédiatement pour faire face à des demandes de transport notamment en Amérique du Sud où les besoins en transport en matières premières et agricoles sont importants, soit de nouveaux matériels du fait du vieillissement du parc notamment en Europe et TOUAX entend profiter de ces opportunités.



En 2012, le Groupe a repositionné son activité sur la location de barges fluviales, plus résistante aux aléas de la crise grâce aux contrats de longue durée. Les opérateurs de transport sont demandeurs de barges fluviales, ce qui est favorable au Groupe.

À moyen terme, les ambitions du Groupe sont de doubler la flotte, notamment grâce aux implantations en Amérique du Sud et de tripler le chiffre d'affaires des prestations annexes à la location. Son positionnement sur des contrats de location de longue durée et le développement des ventes et du trading d'actifs fluviaux devraient contribuer à la réalisation de ces objectifs.

### Dans l'activité Wagons de Fret,

le Groupe a une activité de location et location-vente, une activité de gestion pour compte de tiers et une activité de vente de wagons neufs et d'occasion.

TOUAX gère une flotte d'environ 9 100 wagons à fin décembre 2012 dont 42 % appartiennent à des investisseurs tiers. 58 % des matériels gérés appartiennent au Groupe, sachant que 10 % de ces matériels sont destinés à être cédés à des tiers sous un horizon court (environ 1 an).

TOUAX loue à de nombreux opérateurs ferroviaires. En moyenne sur 2012, le taux d'utilisation s'élevait à 82 %. TOUAX syndique également des matériels auprès d'investisseurs, c'est-à-dire que le Groupe achète des matériels, les met en location et les vend à des investisseurs. Le cycle de syndication est court mais reste néanmoins plus long que celui de l'activité Conteneurs Maritimes. Ceci tient au fait que le cycle d'investissement est plus long puisqu'il faut compter parfois jusqu'à un an entre la commande et la livraison de wagons alors que ce délai peut être de quelques semaines pour les conteneurs. De même, la constitution d'un portefeuille est plus longue.

Le Groupe exploite son activité principalement en Europe mais également aux États-Unis grâce à la société commune créée en partenariat avec la compagnie Chicago Freight Car Leasing. TOUAX propose ainsi à des investisseurs des investissements portant sur des wagons exploités en Amérique du Nord.

Afin de limiter les risques et d'améliorer sa visibilité, le Groupe privilégie la signature de contrats de longue durée, lesquels varient entre 3 ans et 10 ans. La durée moyenne de location est de 3,4 ans.

Le marché de la location de wagons de fret est un marché relativement concentré, avec quelques acteurs de taille significative, une dizaine d'acteurs de taille moyenne et des organismes de financement qui peuvent également proposer la location. TOUAX est le 2<sup>ème</sup> loueur européen de wagons en Europe avec 6,5 % de parts de marché, et 20 % de parts de marché sur les wagons intermodaux.

La croissance moyenne annuelle du parc de TOUAX est de 23,9 % sur 10 ans alors que la croissance moyenne annuelle estimée du marché est de 2 %.

Le transport de marchandises par rail bénéficie du développement des modes de transports alternatifs à la route, celui-ci émettant de faibles émissions de CO<sub>2</sub>. Par ailleurs, la libéralisation du fret ferroviaire européen et l'harmonisation des règles au sein de l'Europe devraient également permettre le développement des trafics de longues distances plus compétitifs par rapport au transport routier.

Compte tenu du contexte économique en Europe, le Groupe n'anticipe pas d'amélioration du transport ferroviaire de marchandises cette année mais compte sur un rattrapage dès 2014. Par ailleurs, le manque d'investissement en wagons neufs sur cette zone depuis 2009 devrait créer un besoin croissant dès 2014 qui sera profitable aux loueurs européens. Aux États-Unis, le Groupe a constaté un redémarrage du marché en 2012 lié au secteur de l'énergie et des produits agricoles, ce qui a permis une légère remontée des taux d'utilisation et des tarifs locatifs.

L'offre de location de TOUAX séduit les opérateurs ferroviaires. Le Groupe a pour objectif en 2013 de réaliser des investissements très sélectifs en Europe afin de prévoir le rebond attendu en 2014 ainsi qu'aux États-Unis et en Asie.

À moyen terme, le Groupe a pour ambition de gérer une flotte de 15 000 wagons dont 10 000 en Europe et 5 000 en Asie et aux États-Unis. TOUAX poursuit sa diversification géographique en s'implantant sur le continent asiatique dont les perspectives restent prometteuses. L'année 2013 devrait être marquée par les premiers investissements sur cette zone.

### 6.1.2. Nouveau produit ou service

Non applicable

## 6.2. PRINCIPAUX MARCHÉS

Cf. pages 12 et 13.

## 6.3. ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS

Non applicable

## 6.4. DÉPENDANCE BREVETS, LICENCES OU CONTRATS

Non applicable

## 6.5. POSITION CONCURRENTIELLE

Cf. pages 4 à 11.

## 7. ORGANIGRAMME

### 7.1. ORGANIGRAMME DU GROUPE

L'organigramme ne mentionne que les sociétés ayant une activité opérationnelle. Les pourcentages indiqués sont arrondis et correspondent au pourcentage de contrôle, direct ou indirect, de ces entités par TOUAX SCA. TOUAX a retenu une présentation par activité.

TOUAX SCA		Pays	Pourcentage de contrôle de la société	Objet de la société
TOUAX Corporate SAS		France	100 %	Société de services
TOUAX Capital SA		Suisse	100 %	Société de services
TOUAX Container Services SAS		France	100 %	Société de services
└ Gold Container Leasing Pte Ltd		Singapour	100 %	Location de conteneurs maritimes
└ Gold Container Investment Ltd		Hong Kong	100 %	Vente de conteneurs maritimes
└ TOUAX Corp.		USA	100 %	Location et vente de conteneurs maritimes
└└ Gold Container Finance Corp.		USA	100 %	Société de financement de conteneurs maritimes
└└ Gold Container Corp.		USA	100 %	Location et vente de conteneurs maritimes
TOUAX Solutions Modulaires SAS		France	100 %	Location et vente de constructions
└ TOUAX Construction modulaire SAS		France	100 %	Société d'assemblage de constructions
└ TOUAX Espana SA		Espagne	100 %	Location et vente de constructions modulaires
└ TOUAX SRO		Rép. Tchèque	100 %	Société d'assemblage de constructions
└└ TOUAX SK Sro		Slovaquie	100 %	Location et vente de constructions modulaires
└ TOUAX BV		Pays Bas	100 %	Location et vente de constructions modulaires
└└ TOUAX NV		Belgique	100 %	Location et vente de constructions modulaires
└ SIKO Containerhandel GmbH		Allemagne	100 %	Location et vente de constructions modulaires
└└ TOUAX Sp.zo.o		Pologne	100 %	Location et vente de constructions modulaires
└ TOUAX Modular Building USA, Llc		USA	100 %	Location et ventes de constructions modulaires
└ SACMI		Maroc	45,9 %	Vente de constructions modulaires
└ RAMCO		Maroc	51 %	Location de constructions modulaires
TOUAX Rail Ltd		Irlande	100 %	Location et vente de wagons de fret
└ TOUAX Rail Finance Ltd		Irlande	100 %	Société d'investissement de wagons
└ TOUAX Rail Finance 2 Ltd		Irlande	100 %	Société de financement de wagons
└ SRFRL		Irlande	51 %	Société d'investissement de wagons
└ TOUAX Rail Romania SA		Roumanie	57,5 %	Location et vente de wagons
└ CFCL TOUAX Llc		USA	51 %	Location et vente de wagons
TOUAX River Barges SAS		France	100 %	Location et vente de barges fluviales
└ TOUAX Leasing Corp.		USA	100 %	Location et vente de barges fluviales
└ TOUAX Hydrovia Corp.		Panama	100 %	Location et vente de barges fluviales
└ TOUAX Rom SA		Roumanie	100 %	Location et vente de barges fluviales
└ Eurobulk Transport Maatschappij BV		Pays Bas	100 %	Location / affrètement de barges fluviales
└└ CS de Jonge BV		Pays Bas	100 %	Location / affrètement de barges fluviales

## 7.2. RELATIONS MÈRE FILLES

La société TOUAX SCA est une société holding mixte. À ce titre, la société TOUAX SCA enregistre les participations dans ses filiales françaises et étrangères. TOUAX SCA a comme activité opérationnelle une activité immobilière sur le territoire français et une activité de conseil auprès de ses filiales.

Il n'existe pas de dépendance fonctionnelle entre les divisions du Groupe. Il existe certaines dépendances fonctionnelles entre les sociétés d'une même division avec notamment des sociétés de financement d'actifs, des sociétés de production d'actifs et des sociétés de distribution.

Majoritairement, chaque filiale détient ses propres actifs destinés à la location et la vente.

La liste de toutes les filiales du Groupe est présentée dans la note 2.2 page 64 de l'annexe des comptes consolidés.

Les fonctions des dirigeants de la société TOUAX SCA dans les filiales du Groupe sont mentionnées dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 142. La présentation économique du Groupe est faite page 2 « profil ».

Aucun risque significatif provenant de l'existence d'influences notables d'actionnaires minoritaires sur des filiales du Groupe n'est à relever pour la structure financière du Groupe, notamment relatif à la localisation et l'adossement des actifs, de la trésorerie et des dettes financières du fait de l'existence d'accords organisant un contrôle conjoint.

À notre connaissance, il n'existe ni restriction aux remontées de trésorerie des filiales vers la société mère ni restriction à l'utilisation de la trésorerie à l'exception des filiales en contrôle conjoint.

La description chiffrée des relations mère filiales (autres que les conventions réglementées) est pour l'exercice 2012 la suivante :

### Prestations données

<i>(en milliers d'euros)</i>	Informatique et frais de gestion	Intérêts reçus sur prêt
TOUAX Corp.		155
TOUAX Rail Ltd	195	910
TOUAX Solutions Modulaires SAS	371	2 077
TOUAX Container Services SAS	139	3
TOUAX River Barges SAS	232	341

### Prestations reçues

<i>(en milliers d'euros)</i>	Charges d'intérêts sur avance financière
TOUAX Corporate SAS	90
TOUAX Container Services SAS	780
TOUAX River Barges SAS	90

Les cautions et autres engagements donnés par TOUAX SCA sont les suivants au 31 décembre 2012 :

<i>(en milliers d'euros)</i> Filiales concernées	Année de mise en place des garanties	Montant d'origine des garanties accordées	Garanties arrivant à échéance dans moins d'un an	Garanties arrivant à échéance entre 1 à 5 ans	Garanties arrivant à échéance dans plus 5 ans	Capital restant dû au 31/12/2012
	2008	43 145	5 098	38 047		15 037
	2009	14 335		11 024	3 311	7 397
	2010	5 061			5 061	3 758
	2011	9 286		6 911	2 375	6 290
	2012	3 778	2 404		1 374	2 271
<b>TOUAX Solutions Modulaires SAS</b>		<b>75 604</b>	<b>7 502</b>	<b>55 982</b>	<b>12 121</b>	<b>34 753</b>
<b>TOUAX Rail Ltd</b>	2000	3 326		3 326		1 203
		<b>3 326</b>		<b>3 326</b>		<b>1 203</b>
	2006	3 503		3 503		939
	2008	15 174		15 174		7 431
	2009	18 502		18 502		11 354
	2010	18 509		3 000	15 509	13 479
	2011	12 250			12 250	10 876
	2012	8 914	500	1 000	7 414	7 276
<b>SIKO Containerhandel GmbH</b>		<b>76 852</b>	<b>500</b>	<b>41 180</b>	<b>35 173</b>	<b>51 355</b>
	2009	20 833			20 833	9 080
	2011	6 470			6 470	5 952
	2012	5 574		5574,2		5 490
<b>TOUAX River Barges SAS</b>		<b>32 877</b>		<b>5 574</b>	<b>27 303</b>	<b>20 522</b>
	2006	4 894		4 894		1 187
	2007	3 734		3 734		1 271
	2008	6 657		6 657		3 037
	2009	5 868		3 364	2 504	3 862
	2011	4 897			4 897	4 169
<b>TOUAX Sp.zo.o</b>		<b>26 050</b>		<b>18 649</b>	<b>7 401</b>	<b>13 527</b>
	2008	297		297		256
	2011	3 881		3 881		2 745
	2012	2 592			2 592	2 343
<b>TOUAX Leasing Corp</b>		<b>6 770</b>		<b>4 177</b>	<b>2 592</b>	<b>5 344</b>
	2006	2 287		2 287		854
	2007	2 700		2 700		1 246
<b>TOUAX Modular Building USA, LLC</b>		<b>4 988</b>		<b>4 988</b>		<b>2 099</b>
	2010	7 579		7 579		1 895
<b>TOUAX Corp.</b>		<b>7 579</b>		<b>7 579</b>		<b>1 895</b>
	2003	4 433	4 433			152
	2008	333	333			11
<b>EUROBULK Transport Maatschappij BV</b>		<b>4 766</b>	<b>4 766</b>			<b>163</b>
	2008	3 790		3 790		1 993
	2012	4 018			4 018	3 683
<b>GOLD Container Corp</b>		<b>7 807</b>		<b>3 790</b>	<b>4 018</b>	<b>5 676</b>
	2008	796	796			141
	2012	1 500	1 500			1 478
<b>TOUAX Construction Modulaire SAS</b>		<b>2 296</b>	<b>2 296</b>			<b>1 619</b>
	2011	2 982		2 982		2 087
	2012	2 187	2 187			1 789
<b>Touax Sro</b>		<b>5 169</b>	<b>2 187</b>	<b>2 982</b>		<b>3 877</b>
	2011	10 000	10 000			5 000
<b>TOUAX Container Services SAS</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>			<b>5 000</b>
	2008	275	275			
<b>TOUAX Corporate SAS</b>		<b>275</b>	<b>275</b>			
	2012	8 458			8 458	8 417
<b>TOUAX Hydrovia Corp.</b>		<b>8 458</b>			<b>8 458</b>	<b>8 417</b>
<b>TOTAL GENERAL DES GARANTIES ACCORDEES</b>		<b>272 817</b>	<b>27 526</b>	<b>148 226</b>	<b>97 066</b>	<b>155 447</b>

Les filiales de TOUAX SCA sont détaillées dans le tableau des filiales et participations dans la note 25.6 de l'annexe des comptes sociaux.

Les filiales significatives du Groupe sont la société GOLD Container Leasing Pte Ltd, société de droit singapourien et la société GOLD Container Investment Ltd, société de droit hongkongais.

Les chiffres clés de la société GOLD Container Leasing Pte Ltd sont présentés dans le tableau suivant avant élimination des opérations intragroupes :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2012</b>	2011	2010
Actif non courant immobilisé net	86	106	25
Capitaux propres	7 047	4 225	2 593
Dettes financières			
Chiffre d'affaires	105 648	97 740	109 251
Résultat d'exploitation avant distribution aux investisseurs	80 397	77 215	71 264
Résultat opérationnel courant	2 857	1 623	1 907
Résultat net	2 822	1 632	1 902

La hausse du chiffre d'affaires résulte d'un maintien à un niveau élevé des taux d'utilisation et de l'augmentation de la flotte en gestion, même si les tarifs locatifs se sont un peu érodés. Les distributions aux investisseurs sont également plus importantes qu'en 2011 du fait de l'augmentation de la flotte en gestion.

Les chiffres clés de la société GOLD Container Investment Ltd sont présentés dans le tableau suivant avant élimination des opérations intragroupes :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2012</b>	2011	2010
Actif non courant immobilisé net	1 887	3 452	4 501
Capitaux propres	20 041	12 902	5 601
Dettes financières			
Chiffre d'affaires	181 440	86 324	49 538
Résultat d'exploitation avant distribution aux investisseurs	7 242	7 465	4 497
Résultat opérationnel courant	7 242	7 465	4 493
Résultat net	7 139	7 301	4 374

La forte augmentation du chiffre d'affaires provient principalement d'une forte croissance des ventes de matériels à des investisseurs. Le résultat est stable par rapport à 2011.



## 8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS

### 8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Le Groupe est un loueur opérationnel de matériels mobiles standardisés. Il possède à ce jour peu de goodwill (34,1 millions d'euros) ou d'immobilisations incorporelles (1,4 million d'euros) comparé aux immobilisations corporelles (518,3 millions d'euros), aux créances de location financière (7,1 millions d'euros) et aux stocks (70,9 millions d'euros). Les immobilisations corporelles, les créances de location financière et les stocks représentent les matériels appartenant au Groupe qui sont mis en location (conteneurs maritimes, constructions modulaires, wagons de fret et barges fluviales).

En plus des matériels mis en location, le Groupe exploite trois sites d'assemblage de constructions modulaires situés en France, en République tchèque et au Maroc. Ces sites sont principalement constitués des matériels et outillages d'assemblage dont la valeur n'est pas significative en comparaison avec les matériels mis en location. Il est à noter que les terrains et bâti-

ments du site français sont en location et ceux du site tchèque et marocain sont la propriété du Groupe. Aucune charge majeure (remise en état, sécurité, sûreté, etc.) ne pèse ni sur ces installations, ni sur les matériels mis en location. Les centres d'assemblage sont utilisés à des taux proches de 85 % grâce à leur flexibilité. Les taux d'utilisation des matériels au 31 décembre 2012 sont proches de 95 % pour les conteneurs maritimes, de 90 % pour les barges fluviales, de 82 % pour les wagons de fret et de 72 % pour les constructions modulaires.

Le détail des immobilisations corporelles et incorporelles est mentionné dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 page 48 aux note 16 et note 17 pages 76 et suivants.

### 8.2. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

La politique environnementale du Groupe est explicitée dans le rapport de gestion au paragraphe 26.1 et plus spécifiquement dans la partie responsabilité sociale, environnementale et sociétale paragraphe 3.2 page 131.

## 9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

### 9.1. SITUATION FINANCIÈRE

L'examen de la situation financière est présenté dans le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 118.

### 9.2. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

L'examen du résultat d'exploitation est présenté dans le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 118.

#### 9.2.1. Facteurs inhabituels

Non applicable

#### 9.2.2. Changements importants

Non applicable

#### 9.2.3. Facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique

Non applicable

## 10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX

### 10.1. CAPITAUX DU GROUPE

Les ressources financières et la trésorerie du Groupe sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 page 48 et dans la note 18 page 77 avec des précisions sur les risques de liquidité et les risques de taux.

### 10.2. FLUX DE TRÉSORERIE

Les flux de trésorerie du Groupe sont détaillés et expliqués dans le tableau de flux de trésorerie dans les comptes consolidés paragraphe 20.1 page 48 et suivantes.

### 10.3. CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Les conditions d'emprunts et la structure de financement sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 notamment note 18.2.1 page 80 avec des précisions sur les risques de liquidité et les risques de taux paragraphe 20.1 note 26 page 87.

Le Groupe utilise pour se financer une large palette d'instruments de financement :

- les lignes spot (364 jours) et de découvert sont utilisées pour le financement ponctuel du besoin en fonds de roulement et le préfinancement d'actifs (ces lignes permettent de constituer des portefeuilles d'actifs de montants significatifs avant le financement à long terme ou la cession à des investisseurs tiers) ;
- les lignes revolving tirables par billet sont utilisées pour le préfinancement des actifs ;
- des emprunts obligataires sont utilisés pour le financement d'actifs ;
- les crédits moyen long terme et les lignes de financement d'actifs avec recours (crédit-bail, location financière, leasing,...) sont utilisés pour le financement d'actifs gardés par le Groupe ;
- les lignes de financement d'actifs sans recours contre le Groupe sont utilisées à la fois pour le préfinancement d'actifs (conteneurs maritimes et wagons) et pour le financement long terme des actifs que le Groupe souhaite conserver sur son bilan.

### 10.4. RESTRICTION À L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUÉ SENSIBLEMENT OU POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIÈRE DIRECTE OU INDIRECTE, SUR LES OPÉRATIONS DE L'ÉMETTEUR

À notre connaissance, il n'existe ni restrictions aux remontées de trésorerie des filiales détenues à 100 % par le Groupe vers la société mère ni restrictions à l'utilisation de la trésorerie du Groupe, sous réserve des clauses de défaut des emprunts bancaires présentées dans la note 18.2.3 de l'annexe des comptes consolidés page 81.

Les soldes de trésorerie présents sur le bilan du Groupe au 31 décembre 2012 comprennent 12 millions d'euros de trésorerie qui ne sont pas disponibles pour la gestion de trésorerie quotidienne du Groupe. Ce solde correspond pour 6,7 millions d'euros à des restrictions contractuelles de transfert de liquidité liées aux covenants bancaires et pour 5,3 millions d'euros à l'absence de disposition d'actionnaires permettant de disposer de la trésorerie de sociétés non détenues à 100 %.

### 10.5. SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES QUI SERONT NÉCESSAIRES POUR HONORER LES ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENTS

Les sources de financement sont détaillées dans les engagements fermes d'investissement paragraphe 5.2.3 page 30.

## 11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

Le Groupe a créé en France une unité d'assemblage de constructions modulaires en 2007. Dans ce cadre le Groupe a développé un produit et un processus industriel de fabrication.

TOUAX dispose d'un bureau d'études interne, lequel travaille sur la conception et l'amélioration des constructions modulaires. Aujourd'hui les constructions modulaires se veulent résolument accueillantes, innovantes et, de plus en plus, écologiques. Ce nouveau produit s'efforce de limiter au maximum les consommations d'énergie : pompes à chaleur pour le chauffage et la climatisation, détecteurs de présence pour commander les éclairages, économiseurs d'eau, etc. Il permet également de répondre aux nouvelles attentes des clients en matière de prix, de facilité d'installation, de

normalisation, de flexibilité, de personnalisation et d'esthétique. La qualité du développement de ce nouveau produit « E-space+ » a été récompensée par le Janus de l'industrie 2007. Les coûts de développement ont été immobilisés conformément à la réglementation en vigueur. TOUAX poursuit ses activités de recherche et de développement afin de pénétrer de nouveaux marchés et de concilier les contraintes environnementales et techniques de sécurité. Les frais engagés ont été enregistrés en charges.

Dans ses trois autres activités, le Groupe privilégie l'achat et la location de matériels standardisés et n'a donc pas volontairement investi dans la recherche et le développement pour déposer des brevets ou licences de produits innovants.

## 12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

### 12.1. PRINCIPALES TENDANCES JUSQU'À LA DATE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT

Les principales tendances sont détaillées dans le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 118.

### 12.2. TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE OU DEMANDE OU TOUT ENGAGEMENT OU ÉVÉNEMENT RAISONNABLEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SENSIBLEMENT POUR L'EXERCICE EN COURS

En 2012, les pays développés ont connu une faible croissance de leur économie (1,3 % de croissance selon le Fonds Monétaire International) alors que les pays émergents et en voie de développement ont montré une résilience assez bonne avec une croissance de 5,1 %. Globalement, le contexte économique s'est dégradé par rapport à 2010 et 2011. Plus spécifiquement, la situation dans la zone Euro a beaucoup marqué l'année 2012 avec une intensité plus forte que prévue. L'incertitude sur le résultat du sauvetage financier de la zone Euro avec la Grèce, et sur l'efficacité du mécanisme européen de stabilité mis en place ainsi que la constatation de l'aggravation de la crise économique de la zone ont pesé sur la croissance mondiale. L'activité dans les pays en développement et émergents continue de croître mais certaines zones dans le monde ont vu leur croissance se ralentir, en raison de l'incertitude politique, de la faiblesse de la demande des pays développés ou du fléchissement de la demande locale.

Pour 2013, le FMI et la Banque mondiale ne voient pas d'amélioration nette, l'économie mondiale reste fragile et le niveau de croissance dans les pays à revenu élevé reste faible. La Banque Mondiale prévoit ainsi une croissance du PIB mondial de 2,4 % pour 2013 après 2,3 % en 2012 (Perspectives économiques

mondiales, janvier 2013, banque mondiale) et le FMI prévoit une croissance mondiale de 3,5 % contre 3,2 % en 2012 (perspectives de l'économie mondiale, janvier 2013, FMI).

Selon le FMI, il devrait y avoir néanmoins une accélération de la croissance mondiale même s'il subsiste encore un risque de dégradation en raison d'un recul de la zone Euro, d'un rééquilibrage budgétaire à court terme excessif aux États-Unis ou de la possibilité d'un ralentissement de l'investissement en Chine. La croissance des économies avancées devrait être quasiment similaire à 2012 avec 1,4 % en 2013 alors que celle des pays émergents et en développement devrait repartir avec 5,5 % (la même tendance est prévue pour la zone Asie en ce compris la Chine et l'Inde). Les pays émergents et en voie de développement devront compter plus sur leur demande intérieure et continuer les réformes nécessaires. La faiblesse de la demande des pays développés pourra également impacter une reprise à court terme. En ce qui concerne la zone Euro, les perspectives pour 2013 suggèrent une stagnation de l'économie mais les perspectives sont plus optimistes à partir de 2014 si les pays arrivent à assurer la viabilité de leurs politiques budgétaires et réformer leur secteur financier.

Dans ce contexte, le Groupe anticipe une année 2013 difficile dans les pays européens, pays où le Groupe est principalement ancré dans les activités Constructions Modulaires et Wagons de Fret. Les taux d'utilisation ne devraient pas remonter significativement et TOUAX estime que la pression de la concurrence et des clients sur les tarifs locatifs va continuer. Afin de pallier le manque de dynamisme de cette zone, le Groupe se développe en Afrique avec l'acquisition d'une société leader dans la construction modulaire au Maroc et continue son développement en Amérique du Sud avec l'acquisition et la location d'actifs fluviaux et en Asie avec l'implantation récente de ses activités de location de wagons. Une présentation des perspectives du Groupe exposées lors de la réunion SFAF du 2 avril 2013 est détaillée au paragraphe 28.3 page 156.

## 13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

Non applicable

### 13.1. PRINCIPALES HYPOTHÈSES

Non applicable

### 13.2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES – ÉLÉMENTS PRÉVISIONNELS

Non applicable

### 13.3. BASE DE PRÉVISION

Non applicable

### 13.4. PRÉVISION EN COURS

Non applicable

# 14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GÉNÉRALE

## 14.1. COORDONNÉES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GÉNÉRALE

Les organes d'administration, de direction et de surveillance sont présentés dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 142.

## 14.2. CONFLITS D'INTÉRÊTS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GÉNÉRALE

Les conflits d'intérêts sont présentés dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 142.

# 15. RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES

## 15.1. RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

### 15.1.1. Rémunérations des mandataires sociaux dirigeants

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
<b>Fabrice WALEWSKI - Gérant</b>			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	402,2	405,5	365,6
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice			
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice			
<b>TOTAL</b>	<b>402,2</b>	<b>405,5</b>	<b>365,6</b>
<b>Raphaël WALEWSKI - Gérant</b>			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	460,0	388,4	377,0
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice			
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice			
<b>TOTAL</b>	<b>460,0</b>	<b>388,4</b>	<b>377,0</b>

La société met à la disposition des Gérants le matériel nécessaire à leur activité (voitures, téléphones portables, ordinateurs, etc.).

### Rémunération

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012		2011		2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Fabrice WALEWSKI - Gérant</b>						
Rémunération fixe	147,0	147,0	142,6	142,6	133,4	134,4
Rémunération variable	205,0	205,0	205,1	243,1	193,7	189,4
Rémunération exceptionnelle						
Jetons de présence	44,4	44,4	52,4	52,4	36,4	36,4
Avantages en nature	5,8	5,8	5,4	5,4	2,1	2,1
<b>TOTAL</b>	<b>402,2</b>	<b>402,2</b>	<b>405,5</b>	<b>443,5</b>	<b>365,6</b>	<b>361,3</b>
<b>Raphaël WALEWSKI - Gérant</b>						
Rémunération fixe	147,0	147,0	142,6	142,6	133,4	133,4
Rémunération variable	261,8	261,8	188,2	226,2	204,8	196,8
Rémunération exceptionnelle						
Jetons de présence	44,4	44,4	52,4	52,4	36,4	36,4
Avantages en nature	6,8	6,8	5,2	5,2	2,4	2,4
<b>TOTAL</b>	<b>460,0</b>	<b>460,0</b>	<b>388,4</b>	<b>426,4</b>	<b>377,0</b>	<b>369,0</b>

La rémunération des Gérants est statutaire. L'article 11.5 des statuts stipule :

La rémunération annuelle attribuée à chaque Gérant dans le cadre du régime général de la sécurité sociale est fixée comme suit :

- Une partie fixe brute égale à la somme de 129 354 euros, complétée par les bénéfices d'avantage en nature dans la limite de 15 % de la rémunération fixe, étant précisé que ne s'imputent pas sur ce montant les jetons de présence, rémunérations et remboursements de frais perçus par les Gérants au titre des mandats sociaux et fonctions exercés dans toutes filiales de la société, dans la limite de 80 000 euros par Gérant ;
- D'une somme brute de 850 euros chaque jour de déplacement professionnel hors de France, à titre de prime d'éloignement familial ;
- Ces montants ne pourront être librement réévalués par les associés commandités que dans la limite de l'évolution cumulée de l'indice d'inflation annuel de l'INSEE.
- Une partie variable égale au maximum à 0,50 % de l'EBITDA consolidé du Groupe TOUAX diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. Pour les besoins de ce calcul, il est précisé que l'EBITDA est l'excédent brut d'exploitation consolidé diminué de la dotation nette aux provisions d'exploitation.

La rémunération des Gérants est réévaluée annuellement conformément aux stipulations des statuts.

Toute évolution de cette rémunération est soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires. L'Assemblée Générale du 18 juin 2008 a fixé la part variable de la rémunération des Gérants à 0,5 % de l'EBITDA consolidé du Groupe diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs.

#### **Options d'achat ou de souscription d'actions attribuées aux mandataires sociaux**

Aucune option d'achat ou de souscription d'actions n'a été attribuée aux mandataires sociaux dirigeants.

#### **Actions de performance**

Aucune action de performance (actions gratuites) n'a été attribuée durant l'exercice ou sur un exercice antérieur.

#### **Bons de souscription d'actions**

Aucun bon de souscription d'actions à titre gratuit s'inscrivant dans le cadre des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce n'a été attribué aux mandataires sociaux dirigeants durant l'exercice.

Plus généralement, aucun titre de capital, titres de créances ou titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance n'a été attribué aux mandataires sociaux dirigeants de la société ou des sociétés mentionnées aux articles L.228-13 et L.228-93 du Code de commerce, au cours de l'exercice 2012.

### **15.1.2. Rémunérations des mandataires sociaux non dirigeants**

**Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants**

(en milliers d'euros)	Fonction	Nature	2012	2011	2010
Nom		de la rémunération			
Serge Beaucamps	membre du CS	jetons de présence	11,9	11,2	7,3
Jérôme Bethbeze	membre du CS	jetons de présence		6,0	7,3
Jean Louis Leclercq	membre du CS	jetons de présence			6,6
Jean-Jacques Ogier	membre du CS	jetons de présence	7,8	8,2	6,6
Aquasourça	membre du CS	jetons de présence	8,9	7,1	7,3
François Soulet de Brugière	membre du CS	jetons de présence	8,9	8,2	7,3
Sophie Servaty	membre du CS	jetons de présence	7,7	6,0	5,9
Alexandre Walewski	président du CS	jetons de présence	17,8	16,3	14,7
<b>TOTAL JETONS DE PRESENCE</b>			<b>63,0</b>	<b>63,0</b>	<b>63,0</b>
<b>(en milliers de dollars)</b>					
Alexandre WALEWSKI	président du CS	autres rémunérations	192,7	188,0	188,0
<b>TOTAL AUTRES REMUNERATIONS</b>			<b>192,7</b>	<b>188,0</b>	<b>188,0</b>

Les règles de répartition des jetons de présence sont précisées dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 142.

Il n'existe aucune autre rémunération que les jetons de présence en tant que rémunération des mandataires sociaux non dirigeants, à l'exception de l'indemnité forfaitaire de remboursement que perçoit Alexandre WALEWSKI au titre des frais dans le cadre de sa mission de Président du Conseil de Surveillance. Cette rémunération s'élève à 48 175 dollars par trimestre en 2012 et 47 milliers de dollars par trimestre en 2011 et 2010.

Aucun titre de capital, titres de créances ou titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance n'a été attribué aux mandataires sociaux non dirigeants de la société ou des sociétés mentionnées aux articles L.228-13 et

L.228-93 du Code de commerce, au cours de l'exercice 2012.

## **15.2. RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES**

Les Gérants ne bénéficient ni de régime de retraite supplémentaire, ni d'indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction, ni d'indemnités relatives à une clause de non-concurrence. Les Gérants n'ont pas de contrat de travail avec TOUAX SCA. Les Gérants bénéficient d'un contrat d'indemnité de fin de carrière (article 82).

La prime annuelle des contrats d'indemnités de fin de carrière dont bénéficient les Gérants s'élève à 1,9 millier d'euros pour les deux contrats.



# 16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

## 16.1. DURÉE DES MANDATS

Le fonctionnement des organes d'administration et de direction est présenté dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 142.

## 16.2. CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Les conventions réglementées sont listées dans le rapport de gestion page 118 et font l'objet d'un rapport des Commissaires aux Comptes paragraphe 20.4.3 page 111.

## 16.3. INFORMATIONS SUR LES DIVERS COMITÉS

Le rapport du Président du Conseil de Surveillance précise l'organisation de la gouvernance d'entreprise paragraphe 27.2 page 142.

## 16.4. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ AU RÉGIME DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

La déclaration de conformité au régime de gouvernance d'entreprise est présentée dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance paragraphe 27.2 page 142.

# 17. SALARIÉS

## 17.1. RÉPARTITION DE L'EFFECTIF

La répartition géographique et par activité de l'effectif au 31 décembre 2012 est la suivante :

	Conteneurs Maritimes		Constructions Modulaires		Barques Fluviales		Wagons de Fret		Services centraux		TOTAL	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Europe	21	20	528	543	20	52	30	27	38	30	637	672
Asie	7	6									7	6
Afrique			92								92	
Amériques	4	3	16	15	1				3	4	24	22
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>29</b>	<b>636</b>	<b>558</b>	<b>21</b>	<b>52</b>	<b>30</b>	<b>27</b>	<b>41</b>	<b>34</b>	<b>760</b>	<b>700</b>

## 17.2. PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS

Les principales participations des Gérants, des commandités et des mandataires sociaux sont présentées chapitre 18 page 44 du document de référence avec les participations d'Alexandre WALEWSKI (Président du Conseil de Surveillance), de Fabrice WALEWSKI (Gérant), de Raphaël WALEWSKI (Gérant), de la

société Holding de Gestion et de Participation (commandité) et de la société Holding de Gestion et de Location (commandité).

Le tableau suivant présente l'ensemble de ces instruments financiers donnant accès au capital et la part portée par chacun des mandataires sociaux.

Nature des instruments	2006 Stocks-options	2007 Bons de souscription d'actions remboursables	2008 Bons de souscription d'actions
Date de l'Assemblée Générale	28/06/2006	30/05/2005	08/02/2008
Date du Conseil de gérance	07/08/2006	02/07/2007	11/02/2008
Nombre total d'instruments financiers émis	52 874	1 427 328	200 000
Date d'attribution	07/08/2006	na	na
Date d'achat	na	08/03/2007	12/03/2008
Nombre d'instruments financiers pouvant être exercés ou levés au 31/12/2012 par :			
- Fabrice WALEWSKI			
- Raphaël WALEWSKI			
- Alexandre WALEWSKI			
- 10 premiers salariés		184 903	
- Autres (salariés / public)		1 210 389	22 500
Point de départ d'exercice des instruments	07/08/2008	08/03/2007	12/03/2008
Point de départ d'exercice des instruments bloqués		08/09/2009	12/03/2011
Date d'expiration	07/08/2012	08/03/2016	12/03/2013
Prix d'émission		0,44 €	3,60 €
Prix de souscription ou d'achat <sup>(1)</sup>	19,75 €	32,91 €	37,55 €
Nombre d'instruments financiers souscrits		31 930	
Nombre cumulé d'instruments financiers annulés ou caduques	6 957		177 500
<b>Nombre d'instruments financiers restant à exercer au 31/12/2012</b>		<b>1 395 292</b>	<b>22 500</b>
Capital potentiel en nombre d'actions		372 892 <sup>(2)</sup>	23 603 <sup>(3)</sup>

(1) Le prix d'exercice correspond à 115 % du cours de bourse de clôture au moment de l'opération

(2) 4 BSAR donnent droit à 1,069 action

(3) 1 BSA 2008 donne droit à 1,049 action

Les options de souscription ou d'achat d'actions et les bons de souscription d'actions consenties par TOUAX SCA sont détaillés dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1, note 21, page 84.

### 17.3. PARTICIPATION DES SALARIÉS DANS LE CAPITAL

La société ne publie pas de bilan social.

Courant 2012, il a été mis en place un plan d'intéressement du personnel et accord de participation des salariés, pour toutes

les entités françaises. Une participation a été versée en 2012 mais pas d'intéressement. Ces deux systèmes ne donnent pas droit à des actions du capital.

Certaines catégories de personnel (cadres, agents commerciaux) bénéficient de primes annuelles sur les performances établies sur une base individuelle.

## 18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### 18.1. RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Il n'existe pas de catégorie d'actions ou de titres non représentatifs du capital. Il n'y a pas d'autocontrôle (détention de titres de TOUAX SCA par ses filiales). L'auto-détention (détention de titres de TOUAX SCA par TOUAX SCA) n'est pas significative (cf. paragraphe 18.4 actions auto-détenues).

## Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2012

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	dont actions à droit de vote double
Alexandre WALEWSKI	532 787	9,28 %	947 949	14,78 %	415 162
Société Holding de Gestion et de Location	616 256	10,74 %	617 006	9,62 %	750
Société Holding de Gestion et de Participation	630 214	10,98 %	630 214	9,83 %	
<b>TOTAL GROUPE MAJORITAIRE</b>	<b>1 779 257</b>	<b>31,00 %</b>	<b>2 195 169</b>	<b>34,23 %</b>	<b>415 912</b>
SALVEPAR	358 705	6,25 %	605 633	9,44 %	246 928
SOFINA	961 374	16,75 %	961 374	14,99 %	
Public - titres nominatifs	132 541	2,31 %	143 197	2,23 %	10 656
Public - titres au porteur	2 508 390	43,70 %	2 508 390	39,11 %	
<b>TOTAL</b>	<b>5 740 267</b>	<b>100,00 %</b>	<b>6 413 763</b>	<b>100,00 %</b>	<b>673 496</b>

TOUAX SCA est contrôlé par la famille WALEWSKI. Les sociétés Holding de Gestion et de Location, et Holding de Gestion et de Participation sont les deux commandités de TOUAX SCA et appartiennent respectivement en totalité à Raphaël et Fabrice WALEWSKI.

Il est à noter qu'Alexandre, Fabrice, Raphaël WALEWSKI, la société Holding de Gestion et de Location et la société Holding de Gestion et de Participation agissent de concert.

En application de la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010, le seuil déclencheur de l'obligation de dépôt d'un projet d'offre publique a été abaissé, le 1er février 2011, du tiers à 30 % du capital et des droits de vote. Une clause dite de « grand-père » bénéficie sans limite de durée aux actionnaires dont la rétention se situait entre 30 % et un tiers au 1er janvier 2010 : ces actionnaires se verront appliquer l'ancien seuil d'offre publique obligatoire (33,33 %) tant que leur participation demeurera comprise entre ces deux seuils (article 234-11, alinéa 1er du Règlement Général de l'AMF).

Au cas particulier, le concert familial WALEWSKI constitué par Alexandre WALEWSKI, la société Holding de Gestion et de Location et la société Holding de Gestion et de Participation, détenteur au 1er janvier 2010, d'une participation en capital comprise entre 30 % et 33,33 % (en l'occurrence 31,13 % du capital représentant 35,75 % en droits de vote) est concerné par les dispositions de l'article 234-11 alinéa 1er du règlement général de l'AMF pour sa détention en capital et a fait à cet égard une déclaration de participation à l'AMF publiée le 18 juillet 2011 dans l'avis n°211C1275.

En d'autres termes, un franchissement du seuil du tiers en capital par le concert placerait celui-ci dans l'obligation de déposer un projet d'offre publique obligatoire.

La société Sofina est une société belge d'investissement cotée sur la Bourse de Bruxelles. Sofina est contrôlée par les sociétés Union Financière Boël et Société de Participations Industrielles.

La société Sofina, en date du 12 septembre 2012, a déclaré avoir franchi en baisse le seuil de 15 % des droits de vote de TOUAX et détenir 961 374 actions, soit 16,75 % du capital et 14,99 % des droits de vote.

Le 29 octobre 2012, la Société Générale, qui contrôlait Salvepar, a déclaré avoir franchi à la baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société TOUAX et ne plus détenir indirectement aucune action, à la suite de la cession de la société à Tikehau Participations et Investissements.

Par courrier en date du 31 octobre 2012 adressé à la société, la

société Tikehau Participations et Investissements a déclaré avoir franchi, indirectement au travers de la société Salvepar, à la hausse le seuil de 5 % du capital et des droits de vote de TOUAX et détenir indirectement 358 705 actions représentant 605 633 droits de vote, soit 6,25 % du capital et 9,44 % des droits de vote.

Le 8 février 2013, Sofina a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 15 % des droits de vote de la société et détenir 974 223 actions de TOUAX, représentant 16,97 % du capital et 15,19 % des droits de vote.

En date du 12 février 2013, Sofina a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 20 % du capital et des droits de vote de la société et détenir 1 332 928 actions de TOUAX, représentant 23,22 % du capital et 20,78 % des droits de vote. A chaque fois, Sofina a déclaré ne pas envisager acquérir le contrôle de la société et entend rester un actionnaire stable. Sofina a déjà un représentant au Conseil de Surveillance et n'entend pas demander la nomination dans les organes de direction.

Le 15 février 2013, Salvepar a annoncé avoir franchi à la baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et ne plus être actionnaire de TOUAX.

À l'exception de ce qui est mentionné ci-dessus, il n'y a pas eu de déclaration de franchissement de seuil en 2012 et en 2013 à ce jour.

À la connaissance de TOUAX, il n'existe aucun actionnaire détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote qui ne soit pas mentionné dans le tableau ci-dessus.

Il n'existe pas d'autre forme de capital potentiel que celui exposé dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 note 21 page 84.

Les différents types de droit de vote sont décrits au paragraphe 18.2.

#### Ventilation des titres

Au 31 décembre 2012, 53,11 % de l'ensemble des titres émis par TOUAX SCA sont nominatifs, le solde étant des actions aux porteurs. 43,26 % des titres nominatifs sont détenus par des non-résidents.

#### Nombre d'actionnaires

La société ne demande pas régulièrement d'étude sur les Titres aux Porteurs Identifiables (TPI) et ne connaît donc pas le nombre exact d'actionnaires. La dernière étude TPI a été réalisée en septembre 1999 et recensait 919 actionnaires. Au 31 décembre

2012, il y avait 46 actionnaires inscrits à titres nominatifs. Lors de la dernière Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012, le Président de séance a reçu 7 pouvoirs, 22 actionnaires ont donné pouvoir ou ont voté par correspondance et 24 actionnaires étaient présents, les associés commandités étaient également présents.

### Pacte d'actionnaires

Il n'existe pas de convention, prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions, susceptible d'être transmise à l'Autorité des Marchés Financiers. À la suite de la vente des actions de Fabrice et Raphaël WALEWSKI aux associés commandités, les sociétés Holding de Gestion et de Location et Holding de Gestion et de Participation, le pacte d'actionnaires (Dutheil) conclu le 16 mars 2006 est devenu caduc.

### Évolution de l'actionnariat

Actionnaires	31/12/12		31/12/11		31/12/10	
	capital %*	Droits de vote %*	capital %*	Droits de vote %*	capital %*	Droits de vote %*
Alexandre WALEWSKI	9,28 %	14,78 %	9,31 %	14,83 %	9,35 %	15,48 %
SHGL	10,74 %	9,62 %	10,74 %	9,62 %	10,78 %	10,05 %
SHGP	10,98 %	9,83 %	11,00 %	9,84 %	11,05 %	10,28 %
<b>TOTAL GROUPE MAJORITAIRE</b>	<b>31,00 %</b>	<b>34,23 %</b>	<b>31,05 %</b>	<b>34,29 %</b>	<b>31,18 %</b>	<b>35,81 %</b>
Auto détention	0,09 %	0,08 %	0,08 %	0,08 %	0,07 %	0,07 %
SALVEPAR	6,25 %	9,44 %	6,27 %	9,47 %	6,30 %	5,86 %
SOFINA	16,75 %	14,99 %	16,81 %	15,04 %	13,79 %	12,83 %
Public	45,91 %	41,26 %	45,79 %	41,15 %	48,66 %	45,43 %
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

\* à la connaissance de TOUAX

La société TOUAX SCA n'a aucun plan d'actionnariat salarié.

## 18.2. LES DIFFÉRENTS DROITS DE VOTE

### Droits de vote double

Un droit de vote double est conféré aux actions détenues sous la forme nominative depuis cinq ans au moins par un même actionnaire. Par ailleurs, les actions gratuites attribuées en raison d'actions anciennes assorties d'un droit de vote double bénéficient d'un droit de vote double. Cette disposition est statutaire.

### Limitation des droits de vote

Les actions de la société ne sont assorties d'aucune limitation des droits de vote à l'exception des cas prévus par la loi.

## 18.3. DESCRIPTION DE LA NATURE DU CONTRÔLE

Le Groupe TOUAX est une société en commandite par actions qui par nature est contrôlée par les associés commandités. Les deux associés commandités sont les sociétés Holding de Gestion et de Participation et Holding de Gestion et de Location. Ces deux sociétés appartiennent respectivement à Fabrice et Raphaël WALEWSKI. Par ailleurs, Alexandre WALEWSKI, Fabrice WALEWSKI, Raphaël WALEWSKI, la société Holding de Gestion et de Participation et la société Holding de Gestion et de Location agissent de concert en 2012 et ce depuis 2005. Ce concert est un concert de fait qui a été constaté en 2005 à l'occasion de la transformation de la société en commandite par actions. Au total, ce concert détient, au 31 décembre 2012, 31 % des actions et 34,23 % des droits de vote.

La conformité du Groupe aux règles de gouvernance recommandées par l'AFEP/MEDEF permet d'éviter un contrôle abusif. Notamment, l'existence de membres indépendants au sein du Conseil de Surveillance à ce jour, ainsi que les règles

de fonctionnement du Conseil de Surveillance permettent de s'assurer que le contrôle n'est pas exercé de manière abusive. Le Conseil de Surveillance assure le contrôle permanent de la gestion et fait un rapport sur la conduite des affaires sociales et sur les comptes de l'exercice à l'Assemblée Générale.

## 18.4. ACTIONS AUTO DÉTENUES

Au 31 décembre 2012, la société détenait 5 265 de ses propres actions, soit 0,09 % du capital. Ces actions ont été acquises suite au programme de rachat décidé par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012 en vue de :

- assurer l'animation du marché et la liquidité de l'action TOUAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers conclu avec un prestataire de services d'investissement ;
- consentir des options d'achats et/ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés ou des dirigeants du Groupe TOUAX ;
- consentir la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre réglementaire en vigueur ;
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société ;
- procéder à leur annulation.

Au cours de l'exercice 2012, il a été acheté 128 495 actions et vendu 130 004 actions au titre du contrat de liquidité avec pour seul objectif d'animer le marché et d'assurer la liquidité du titre TOUAX.

Le tableau de déclaration synthétique se présente de la façon suivante :

Déclaration par TOUAX SCA des opérations réalisées sur ses propres titres au 28 février 2013

Pourcentage de capital auto détenu de manière directe et indirecte	0,34 %
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	
Nombre de titres détenus en portefeuille	9 422
Valeur comptable du portefeuille (€)	190 312,94
Valeur de marché du portefeuille (€)	174 495,44

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé conformément aux normes comptables.

Le descriptif du nouveau programme de rachat d'actions (en application de l'article 241-2 du Règlement général de l'AMF) soumis pour autorisation de l'Assemblée Générale du 11 juin 2013 est détaillé au point 5 du rapport de gestion paragraphe 26.1 page 87.

### *Contrat de liquidité*

Un contrat d'animation a été conclu entre TOUAX SCA et GILBERT DUPONT le 17 octobre 2005. Un compte de liquidité a été constitué pour réaliser des transactions en vue de favoriser la liquidité du titre TOUAX.

### *Gestion des titres – actionnaires nominatifs purs et administrés*

CM-CIC Securities assure le service des titres de TOUAX SCA. Le service des titres consiste à tenir la liste des nominatifs purs et administrés et à prendre en charge toutes les formalités consécutives à la vie des titres. Pour tout renseignement à ce sujet il est possible de contacter CM-CIC Securities – 6, avenue de Provence – 75441 PARIS cedex 09.

## 19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS

Il n'existe pas d'opérations significatives conclues par le Groupe avec des parties liées autres que celles développées dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 note 27 page 91

(cf. rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés, paragraphe 20.4.3 page 111).



## 20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR

### 20.1. COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés de la société TOUAX SCA sont présentés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS).

Compte de résultat consolidé, présenté par fonction au 31 décembre

note n° <i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010 Retraité <sup>(1)</sup>
Chiffre d'affaires locatif	219 034	221 419	207 785
Ventes de matériel	138 952	114 395	94 608
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>357 986</b>	<b>335 814</b>	<b>302 393</b>
Plus values de cession	[22]	212	5
<b>4 Produits des activités ordinaires</b>	<b>357 964</b>	<b>336 026</b>	<b>302 398</b>
Coût des ventes	(122 917)	(98 844)	(84 172)
Dépenses opérationnelles des activités	(91 493)	(94 628)	(84 826)
Frais généraux, centraux, commerciaux et administratifs des activités	(25 288)	(23 692)	(22 035)
<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION ( EBITDA )</b>	<b>118 266</b>	<b>118 862</b>	<b>111 365</b>
<b>9 Amortissements et pertes de valeur</b>	<b>(32 157)</b>	<b>(26 267)</b>	<b>(23 788)</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION avant distribution aux investisseurs</b>	<b>86 109</b>	<b>92 595</b>	<b>87 577</b>
<b>10 Distribution nette aux investisseurs</b>	<b>(56 490)</b>	<b>(61 114)</b>	<b>(57 609)</b>
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>29 619</b>	<b>31 481</b>	<b>29 968</b>
<b>11 Autres produits &amp; charges opérationnels</b>	<b>(577)</b>		
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>29 042</b>	<b>31 481</b>	<b>29 968</b>
Produit de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	101	52	26
Coût de l'endettement financier brut	(17 594)	(14 541)	(12 936)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(17 493)</b>	<b>(14 489)</b>	<b>(12 910)</b>
Autres produits et charges financiers	[74]	55	195
<b>12 RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(17 567)</b>	<b>(14 434)</b>	<b>(12 715)</b>
<b>Quote-part de résultat dans les entreprises associées</b>		<b>37</b>	<b>29</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>11 475</b>	<b>17 084</b>	<b>17 282</b>
<b>13 Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(2 749)</b>	<b>(4 135)</b>	<b>(4 001)</b>
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>	<b>8 726</b>	<b>12 949</b>	<b>13 281</b>
Résultat des activités abandonnées			
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>	<b>8 726</b>	<b>12 949</b>	<b>13 281</b>
Part des intérêts minoritaires	420	485	[6]
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>	<b>9 146</b>	<b>13 434</b>	<b>13 275</b>
<b>14 Résultat net par action</b>	<b>1,6</b>	<b>2,35</b>	<b>2,33</b>
<b>14 Résultat net dilué par action</b>	<b>1,6</b>	<b>2,34</b>	<b>2,31</b>

(1) retraits : les ventes de matériels gérés pour le compte de tiers étaient enregistrées précédemment dans les prestations annexes et donc incluses dans le chiffre d'affaires locatif. En parallèle, le coût de ces ventes était présenté dans la distribution nette aux investisseurs. Afin de mieux refléter l'activité et du fait que les ventes de matériels gérés pour le compte de tiers sont plus significatives, celles-ci ont été reclassées dans les ventes et leurs coûts dans les coûts des ventes.

## Compte de résultat consolidé, présenté par nature au 31 décembre

(en milliers d'euros) note n°		2012	2011	2010 Retraité
	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>357 986</b>	<b>335 814</b>	<b>302 393</b>
	Plus values de cession	(22)	212	5
<b>4</b>	<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>357 964</b>	<b>336 026</b>	<b>302 398</b>
5	Achats et autres charges externes	(209 141)	(182 480)	(164 238)
6	Charges de personnel	(29 513)	(28 775)	(26 539)
7	Autres produits & charges d'exploitation	372	437	314
	<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>119 682</b>	<b>125 208</b>	<b>111 935</b>
8	Provisions d'exploitation	(1 416)	(6 346)	(571)
	<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDA)</b>	<b>118 266</b>	<b>118 862</b>	<b>111 364</b>
9	Amortissements et pertes de valeur	(32 157)	(26 267)	(23 788)
	<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION avant distribution aux investisseurs</b>	<b>86 109</b>	<b>92 595</b>	<b>87 576</b>
10	Distribution nette aux investisseurs	(56 490)	(61 114)	(57 608)
	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>	<b>29 619</b>	<b>31 481</b>	<b>29 968</b>
11	Autres produits & charges opérationnels	(577)		
	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>29 042</b>	<b>31 481</b>	<b>29 968</b>
	Produit de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	101	52	26
	Coût de l'endettement financier brut	(17 594)	(14 541)	(12 936)
	Coût de l'endettement financier net	(17 493)	(14 489)	(12 910)
	Autres produits et charges financiers	(74)	55	195
<b>12</b>	<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(17 567)</b>	<b>(14 434)</b>	<b>(12 715)</b>
	Quote-part dans les entreprises associées		37	29
	<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>11 475</b>	<b>17 084</b>	<b>17 282</b>
13	Impôt sur les bénéfices	(2 749)	(4 135)	(4 001)
	<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>	<b>8 726</b>	<b>12 949</b>	<b>13 281</b>
	Résultat des activités abandonnées			
	<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>	<b>8 726</b>	<b>12 949</b>	<b>13 281</b>
	Part des intérêts minoritaires	420	485	(6)
	<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>	<b>9 146</b>	<b>13 434</b>	<b>13 275</b>
<b>14</b>	<b>Résultat net par action</b>	<b>1,6</b>	<b>2,35</b>	<b>2,33</b>
<b>14</b>	<b>Résultat net dilué par action</b>	<b>1,6</b>	<b>2,34</b>	<b>2,31</b>

## Etat du résultat global de la période

(en milliers d'euros)		2012	2011	2010
	<b>PROFIT (PERTE) DE L'EXERCICE</b>	<b>8 726</b>	<b>12 949</b>	<b>13 281</b>
	<b>Autres éléments du résultat global</b>			
	Ecart de conversion	(1 113)	529	4 012
	Ecart de conversion sur investissement net dans les filiales	953	(1 327)	601
	Gains et pertes réalisés sur les instruments de couverture de flux de trésorerie (part efficace)	(1 735)	(300)	(149)
	Impôts sur les éléments du revenu global	184	325	(40)
	<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU REVENU GLOBAL</b>	<b>(1 711)</b>	<b>(773)</b>	<b>4 424</b>
	Part des intérêts minoritaires	(622)	5	7
	Total des autres éléments du revenu global - Part du Groupe	(1 089)	(778)	4 417
	Résultat global - part du Groupe	8 056	12 656	17 692
	Résultat global - part des minoritaires	(1 042)	(480)	13
	<b>ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>7 014</b>	<b>12 176</b>	<b>17 705</b>
	<b>Résultat attribuable au(x) :</b>			
	Groupe	9 146	13 434	13 275
	Intérêts minoritaires	(420)	(485)	6
		<b>8 726</b>	<b>12 949</b>	<b>13 281</b>
	<b>Résultat attribuable au(x) :</b>			
	Groupe	8 056	12 656	17 693
	Intérêts minoritaires	(1 042)	(480)	13
	<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>7 014</b>	<b>12 176</b>	<b>17 706</b>

## Bilan consolidé au 31 décembre

note n° (en milliers d'euros)		2012	2011	2010r
<b>ACTIF</b>				
15	Goodwill	34 120	22 476	22 937
16	Immobilisations incorporelles	1 423	870	1 038
17	Immobilisations corporelles	518 311	365 518	334 972
18	Actifs financiers à long terme	2 339	10 546	7 975
18	Participation dans les entreprises associées		676	1 087
18	Autres actifs non courants	7 082	10 090	10 176
13	Impôts différés actifs	494	436	173
<b>TOTAL actifs non courants</b>		<b>563 769</b>	<b>410 612</b>	<b>378 358</b>
19	Stocks et en-cours	70 866	69 347	75 015
18	Clients et comptes rattachés	62 654	64 192	56 990
20	Autres actifs courants	19 701	18 191	18 911
18	Trésorerie et équivalents	59 144	44 259	39 100
<b>TOTAL actifs courants</b>		<b>212 365</b>	<b>195 989</b>	<b>190 016</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>776 134</b>	<b>606 601</b>	<b>568 374</b>
<b>PASSIF</b>				
	Capital social	45 922	45 766	45 565
	Réserves	93 910	87 683	81 364
	Résultat de l'exercice, part du groupe	9 146	13 434	13 275
<b>Capitaux propres du groupe</b>		<b>148 978</b>	<b>146 883</b>	<b>140 204</b>
	Intérêts minoritaires	24 035	(567)	(85)
<b>21</b>	<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>	<b>173 013</b>	<b>146 316</b>	<b>140 119</b>
18	Emprunts et passifs financiers	368 873	247 746	227 880
13	Impôts différés passifs	5 658	5 309	4 993
23	Indemnités de départ en retraite et assimilés	359	307	219
24	Autres passifs long terme	1 102	1 113	1 466
<b>TOTAL passifs non courants</b>		<b>375 992</b>	<b>254 475</b>	<b>234 558</b>
22	Provisions	566	1 601	2 868
18	Emprunts et concours bancaires courants	122 910	116 304	103 866
18	Dettes fournisseurs	39 135	29 862	37 529
25	Autres passifs courants	64 518	58 043	49 433
<b>TOTAL passifs courants</b>		<b>227 129</b>	<b>205 810</b>	<b>193 696</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>776 134</b>	<b>606 601</b>	<b>568 374</b>

## Variation des capitaux propres consolidés

	Capital social <sup>(2)</sup>	Primes <sup>(2)</sup>	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Variation juste valeur des dérivés (swaps) <sup>(1)</sup>	Résultat global de la période	Total capitaux propres du Groupe	Part intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>SITUATION AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2010</b>	<b>45 503</b>	<b>40 235</b>	<b>33 723</b>	<b>(4 616)</b>	<b>10</b>	<b>14 193</b>	<b>129 049</b>	<b>(98)</b>	<b>128 951</b>
Produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres				4 519	(101)		4 418	7	4 425
Résultat de la période						13 275	13 275	6	13 281
<b>TOTAL des charges et produits comptabilisés</b>				<b>4 519</b>	<b>(101)</b>	<b>13 275</b>	<b>17 693</b>	<b>13</b>	<b>17 706</b>
Augmentation de capital	63	53					116		116
Rachat de BSA		(699)	324				(375)		(375)
Rémunération statutaire des commandités			(916)				(916)		(916)
Affectation du résultat net 2009			14 193			(14 193)			
Dividendes		(2 435)	(3 253)				(5 688)		(5 688)
Variation du périmètre et divers			191				191		191
Titres d'autocontrôle			134				134		134
<b>AU 31 DECEMBRE 2010</b>	<b>45 566</b>	<b>37 154</b>	<b>44 396</b>	<b>(97)</b>	<b>(91)</b>	<b>13 275</b>	<b>140 204</b>	<b>(85)</b>	<b>140 119</b>
<b>SITUATION AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2011</b>	<b>45 566</b>	<b>37 154</b>	<b>44 396</b>	<b>(97)</b>	<b>(91)</b>	<b>13 275</b>	<b>140 204</b>	<b>(85)</b>	<b>140 119</b>
Produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres				(529)	(249)		(778)	5	(773)
Résultat de la période						13 434	13 434	(487)	12 947
<b>TOTAL des charges et produits comptabilisés</b>				<b>(529)</b>	<b>(249)</b>	<b>13 434</b>	<b>12 656</b>	<b>(482)</b>	<b>12 174</b>
Augmentation de capital	201						514		514
Emission de BSA		313	259				259		259
Rémunération statutaire des commandités			(936)				(936)		(936)
Affectation du résultat net global 2010			13 275			(13 275)			
Dividendes		(1 602)	(4 092)				(5 694)		(5 694)
Variation du périmètre et divers									
Titres d'autocontrôle			(120)				(120)		(120)
<b>AU 31 DECEMBRE 2011</b>	<b>45 767</b>	<b>35 865</b>	<b>52 782</b>	<b>(626)</b>	<b>(340)</b>	<b>13 434</b>	<b>146 883</b>	<b>(567)</b>	<b>146 316</b>
<b>SITUATION AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2012</b>	<b>45 767</b>	<b>35 865</b>	<b>52 782</b>	<b>(626)</b>	<b>(340)</b>	<b>13 434</b>	<b>146 883</b>	<b>(567)</b>	<b>146 316</b>
Produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres				(122)	(968)		(1 090)	(622)	(1 712)
Résultat de la période						9 146	9 146	(420)	8 726
<b>TOTAL des charges et produits comptabilisés</b>				<b>(122)</b>	<b>(968)</b>	<b>9 146</b>	<b>8 056</b>	<b>1 042</b>	<b>7 014</b>
Augmentation de capital	156	233					389		389
Rémunération statutaire des commandités			(981)				(981)		(981)
Affectation du résultat net global 2011			13 434			(13 434)			
Dividendes		(2 482)	(3 232)				(5 714)		(5 714)
Variation du périmètre et divers			165		174		338	25 644	25 982
Titres d'autocontrôle			6				6		6
<b>AU 31 DECEMBRE 2012</b>	<b>45 923</b>	<b>33 616</b>	<b>62 175</b>	<b>(749)</b>	<b>(1 308)</b>	<b>9 146</b>	<b>148 978</b>	<b>24 035</b>	<b>173 013</b>

(1) La part efficace de la couverture de flux trésorerie sur instruments de taux est comptabilisée dans les capitaux propres.

(2) Y compris l'exercice de BSAR et de stock-options.

## Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre

(en milliers d'euros)		2012	2011	2010
	Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	8 726	12 949	13 281
	Quote-part de résultat consolidé d'entreprises associées		(37)	(29)
	Amortissements et provisions	30 794	24 989	23 566
	Variation des impôts différés	(193)	300	(317)
	Plus & moins values de cession d'immobilisations	(6 202)	(3 335)	(649)
	Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	(435)	351	124
	<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net &amp; impôt</b>	<b>32 690</b>	<b>35 217</b>	<b>35 976</b>
	Coût de l'endettement financier net	17 492	14 489	12 910
	Charge d'impôt courant	2 910	3 835	4 318
	<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net &amp; impôt</b>	<b>53 092</b>	<b>53 541</b>	<b>53 204</b>
	Charge d'impôt courant	(2 910)	(3 835)	(4 318)
A	Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité hors variations de stock (1)	11 356	(17 384)	(3 329)
B	Variation de stock (2)	(38 694)	6 631	18 106
C	Variation du besoin en fonds de roulement d'investissement	1 561	4 012	(488)
	Acquisition d'actifs destinés à la location	(63 064)	(53 468)	(36 240)
	Produit de cession des actifs	14 625	7 291	8 140
	Impact net des locations financements accordées aux clients	1 415	1 198	1 161
	Sous-total	(84 157)	(34 336)	(9 321)
	<b>I - FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(22 619)</b>	<b>(2 014)</b>	<b>36 236</b>
	<b>Opérations d'investissement</b>			
	Acquisition d'immobilisations incorporelles & corporelles	(1 621)	(2 382)	(1 364)
	Acquisition titres de participation			(1 174)
	Variation nette des immobilisations financières	391	(3 890)	(1 336)
	Produits de cessions des actifs	10	2 220	
	Incidence des variations de périmètre	(18 443)	125	
	<b>II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(19 663)</b>	<b>(3 927)</b>	<b>(3 874)</b>
	<b>Opérations de financement</b>			
	Encaissements liés aux nouveaux emprunts	167 940	80 253	46 099
	Remboursements d'emprunts	(95 863)	(45 033)	(59 751)
	<b>Variation nette des dettes financières</b>	<b>72 077</b>	<b>35 220</b>	<b>(13 652)</b>
	Augmentation nette des capitaux propres	9 658	514	115
	Coût de l'endettement financier net	(17 492)	(14 489)	(12 910)
	Distribution de dividendes	(5 668)	(5 695)	(5 501)
	Rémunération statutaire des commandités	(981)	(936)	(916)
	Cession (acq.) nette BSA		254	(375)
	Cession (acq.) nette actions propres	6	(119)	135
	<b>III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>57 600</b>	<b>14 749</b>	<b>(33 104)</b>
	Incidence des variations des cours des devises	(520)	(192)	138
	<b>IV - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX VARIATIONS DE CHANGE</b>	<b>(520)</b>	<b>(192)</b>	<b>138</b>
	<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (I) + (II) + (III) + (IV)</b>	<b>14 798</b>	<b>8 616</b>	<b>(604)</b>
	<b>Analyse de la variation de trésorerie</b>			
	Trésorerie en début d'exercice	34 565	25 949	26 553
	<b>Trésorerie en fin d'exercice</b>	<b>49 363</b>	<b>34 565</b>	<b>25 949</b>
	<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>14 798</b>	<b>8 616</b>	<b>(604)</b>



## Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre (suite)

(en milliers d'euros)		2012	2011	2010
	<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>			
	Diminution / (Augmentation) des stocks et en-cours	(38 694)	6 631	18 106
<b>B</b>	<b>Variation de stocks (2)</b>	<b>(38 694)</b>	<b>6 631</b>	<b>18 106</b>
	Diminution / (Augmentation) variation des clients et comptes rattachés	6 117	(6 996)	726
	Diminution / (Augmentation) des autres actifs courants	(820)	941	(2 118)
	(Diminution) / Augmentation des dettes fournisseurs	6 921	(7 157)	8 778
	(Diminution) / Augmentation des autres dettes	(861)	(4 172)	(10 715)
<b>A</b>	<b>Variation du BFR lié à l'activité hors variation de stock (1)</b>	<b>11 357</b>	<b>(17 384)</b>	<b>(3 329)</b>
	<b>Variation du BFR d'exploitation (1)+(2)</b>	<b>(27 337)</b>	<b>(10 753)</b>	<b>14 777</b>
<b>C</b>	<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'investissement</b>			
	Diminution / (Augmentation) des créances / Immobilisations & Comptes rattachés	(18)	16	(142)
	(Diminution) / Augmentation des dettes / Immobilisations & Comptes rattachés	1 579	3 996	(346)
	<b>Variation du BFR d'investissement</b>	<b>1 561</b>	<b>4 012</b>	<b>(488)</b>

La variation nette de trésorerie présentée dans le tableau de flux correspond à la variation de la trésorerie et équivalent figurant au bilan diminué des concours bancaires courants. L'analyse de la dette par nature (note 18.2.1) montre un montant de concours bancaires avec recours de 8,73 millions d'euros, desquels il faut également ajouter les concours bancaires sans recours contre le Groupe de 1,05 millions d'euros. Conformément aux normes IFRS, le tableau des flux de trésorerie présente les investissements du Groupe en matériels de location et les produits de cession de ces matériels dans les flux opérationnels au lieu des flux d'investissements. De la même façon, les remboursements des créances de location financées sont dorénavant présentés dans les flux opérationnels au lieu des flux d'investissements.

Selon l'amendement de IAS 7 : « les versements de trésorerie pour fabriquer ou acquérir des actifs détenus en vue de la location à d'autres puis détenus par la suite en vue de la vente, tel que décrit au paragraphe 68A de IAS 16 « immobilisations corporelles », sont des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Les encaissements en numéraire issus des locations et des ventes ultérieures de tels actifs sont également des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ». En 2012, la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement

financier net et avant impôt est de 53,1 millions d'euros en baisse de 440 milliers d'euros comparé au 31 décembre 2011.

En 2012, la variation du BFR lié à l'activité hors variation de stocks est positive et présente une variation en 2012 est de 11,356 milliers d'euros. Cette variation s'explique, par une hausse des dettes fournisseurs, et par la diminution des créances clients. La hausse des dettes fournisseurs correspond à des montants de commandes fin 2012, notamment de conteurs maritimes, plus importants que fin 2011.

Les investissements en matériels locatifs se sont élevés à 84,157 millions d'euros en 2012 comparés à 34,336 millions d'euros en 2011. Les autres investissements (principalement financiers) se sont élevés à 19,663 millions d'euros correspondant d'une part à la sortie de trésorerie relative à l'acquisition des sociétés SACMI et RAMCO et d'autre part à la prise de contrôle de la société SRF Railcar Leasing Ltd.

Les versements réalisés au titre des dividendes et de la rémunération des commandités se sont élevés à 6,6 millions d'euros en 2012. La rémunération des prêteurs a représenté 17,491 millions d'euros de charge d'intérêts comparée à 14,481 millions d'euros en 2011.

# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### Faits significatifs et événements post-clôture

#### Événements significatifs

- TOUAX et son partenaire financier ADP I (fonds spécialisé dans les investissements en Afrique et conseillé par DPI), ont pris, en juillet 2012, une participation majoritaire de 90 % dans le leader marocain de la construction modulaire, la société SACMI ainsi qu'une participation de 100 % dans RAMCO, société de location d'unités modulaires affiliée à SACMI. Le Groupe SACMI fabrique, vend et loue des constructions modulaires au Maroc et en Afrique. SACMI est le leader marocain et possède une gamme de produits variés tels que des bâtiments à usage administratifs, industriels ou de chantiers, des bases vie et des abris télécoms.
- TOUAX a augmenté sa participation dans le capital social de la société SRF Railcar Leasing Ltd pour atteindre 51 %. Cette société, consolidée en mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2011, est prise dans le périmètre du Groupe en intégration globale depuis le 1er janvier 2012.

#### Événements post clôture

TOUAX SCA a versé un acompte sur dividende le 13 janvier 2013 au titre de l'exercice 2012 pour 2,8 millions d'euros.

### NOTE 1. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

#### note 1.1. Bases de préparation et de présentation des comptes annuels du 31 décembre 2012

##### I Approbation des comptes

Les comptes annuels du 31 décembre 2012 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil de gérance de TOUAX SCA le 27 mars 2013 et présentés au Conseil de Surveillance le 27 mars 2013.

##### I Règles et méthodes comptables

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe TOUAX de l'exercice 2012 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2012 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

##### I Changement de présentation

Depuis 2011, la présentation du chiffre d'affaires a été modifiée. Les ventes de matériels d'occasion appartenant aux investisseurs sont désormais enregistrées dans la rubrique « ventes de matériels neufs et d'occasion » et non plus dans la rubrique prestations annexes incluse dans le chiffre d'affaires locatif. Le chiffre d'affaires présenté au 31 décembre 2010 dans

le document de référence a été retraité en conséquence. Parallèlement, la redistribution de ces ventes aux investisseurs qui était présentée dans le compte de résultat dans la rubrique « distribution nette aux investisseurs » est désormais présentée dans la rubrique « coût des ventes ».

##### I Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2012

Aucune norme, aucun amendement ou interprétation en application depuis le 1er janvier 2012 n'ont eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

L'amendement d'IFRS 7 sur les informations à fournir en cas de changement de méthode d'évaluation des actifs financiers, applicable à compter du 1er janvier 2012, n'a pas eu notamment d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

##### I Nouvelles normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, adoptés ou non par l'Union Européenne et dont l'application peut être anticipée en 2012.

Les normes et interprétations d'application facultative au 31 décembre 2012 n'ont pas été appliquées par anticipation. Le Groupe n'anticipe toutefois pas d'impacts significatifs liés à l'application de ces nouveaux textes :

- IAS 27 modifié en 2011 : États financiers individuels, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2013,
- IAS 28 modifié en 2011 : Participation dans des entreprises associées et des coentreprises, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2013,
- IFRS 10 : États financiers consolidés, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2013,
- IFRS 11 : Partenariats, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2013,
- IFRS 12 : Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2013,
- IFRS 13 : Evaluation de la juste valeur, adopté UE applicable à partir du 1er janvier 2013,
- Amendement IAS 12 : impôt différé recouvrement des actifs sous-jacent, adopté UE, applicable à partir du 1er janvier 2013,
- Amendement IAS 1 : Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI),
- IFRS 7 et Amendement IAS 32 : Compensation des actifs et des passifs financiers, adopté UE, applicable au 1er janvier 2014, avec une application anticipée possible,
- Améliorations annuelles (2009-2011), non adoptées UE.

## I Principes généraux d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique.

### note 1.2. Recours à des estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment l'évaluation des pertes de valeur éventuelles des immobilisations corporelles, et la valorisation des goodwill, des actifs financiers, des instruments financiers dérivés, des stocks et en-cours, des provisions pour risques et charges et des impôts différés.

### note 1.3. Méthodes de consolidation

Les comptes annuels du Groupe comprennent les comptes de TOUAX SCA et de ses filiales couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2012.

Les sociétés contrôlées majoritairement par TOUAX SCA sont consolidées par intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Les entités sur lesquelles TOUAX SCA exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

Les entités créées par la titrisation d'actifs ne sont pas retenues dans la consolidation, lorsqu'elles ne constituent pas des entités ad hoc contrôlées au sens de SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc » [cf. annexe des comptes consolidés note 1.5 page 55].

La liste des sociétés retenues dans la consolidation figure ci-après dans l'annexe des comptes consolidés note 2.2.

Les transactions commerciales et financières ainsi que les profits internes réalisés entre les sociétés consolidées, sont éliminés.

### note 1.4. Conversion des monnaies étrangères

#### I note 1.4.1. Conversion des états financiers en devises des filiales étrangères

La monnaie de présentation du Groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des filiales est généralement la monnaie locale. Lorsque la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie tierce, la monnaie de fonctionnement est cette monnaie tierce.

Les comptes des sociétés étrangères du Groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle. Les comptes des sociétés étrangères sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe (euro) de la manière suivante :

- Les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture ;

- Les capitaux propres, maintenus au cours historique, sont convertis au cours de clôture ;
- Les comptes de résultat et flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de la période ;
- Les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés dans une réserve de conversion incluse dans les capitaux propres consolidés.

Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de sociétés étrangères sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de la société acquise. Ils sont par la suite convertis, au cours de clôture, dans la monnaie de présentation du Groupe. Les différences résultant de cette conversion sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés.

Conformément à l'option autorisée par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », le Groupe a reclassé au poste « réserves de consolidation », les « réserves de conversion » accumulées au 1er janvier 2004 résultant du mécanisme de conversion des comptes des filiales étrangères.

Lors de la cession d'une filiale étrangère, les écarts de change accumulés au compte « Réserves de conversion » depuis le 1er janvier 2004, sont recyclés en compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

### Taux de change des principales devises

Parité : Devise = 1 euro

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2012	2011	2012	2011
Franco suisse (CHF)	1,2072	1,2156	1,2053	1,2326
Couronne tchèque (CZK)	25,1510	25,787	25,1491	24,5898
Zloty polonais (PLN)	4,0882	4,4168	4,1848	4,1205
Dollar américain (USD)	1,3194	1,2939	1,2848	1,392
Dirham marocain (MAD)	11,114		11,1116	
Roupie indienne (INR)	72,56		68,5973	

#### I note 1.4.2. Conversion des transactions en devises

Les opérations en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties dans leur monnaie fonctionnelle, aux taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis aux cours de change à la date de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion (gains et pertes latents) sont comptabilisés en résultat financier.

Les différences de change relatives à un élément monétaire qui, en substance, fait partie intégrante de l'investissement net dans une filiale étrangère consolidée, sont inscrites dans les capitaux propres (dans le poste « réserves de conversion ») jusqu'à la cession ou la liquidation ou le remboursement de cet investissement net.

### note 1.5. Comptabilisation des opérations de titrisation d'actifs et des sociétés d'actifs

Dans le cadre de son activité de gestion pour compte de tiers, le Groupe a réalisé des opérations de titrisation, crée et participé au financement de sociétés d'actifs.

Le Trust TLR 2001 a été créé dans le cadre d'une opération de titrisation de conteneurs maritimes.

SRF Railcar Leasing Ltd et SRF1 ont été constitués dans le cadre d'opération de titrisation de wagons.

Modul Finance I a été créé dans le cadre d'une opération de titrisation de constructions modulaires.

Ces opérations ont permis au Groupe d'accroître sa capacité de loueur opérationnel, en faisant appel à des investisseurs extérieurs qui se portent acquéreurs des actifs nécessaires aux activités de location et de services du Groupe, et en assurent le financement.

Ces opérations ont été analysées de manière détaillée et en substance au regard de l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc ».

Ces opérations et leurs incidences sur les comptes sont décrites dans les notes de l'annexe.

Le Groupe a racheté en 2012 les actifs du Trust TLR 2001 et le Trust a été dissous en conséquence. Le Trust TLR 2001 n'était pas consolidé précédemment dans les comptes du Groupe.

Le Groupe a pris le contrôle de SRF Railcar Leasing Ltd à hauteur de 51 % en 2012.

SRF Railcar Leasing Ltd est désormais consolidé en intégration globale depuis la prise de contrôle. Précédemment, SRF Railcar Leasing Ltd était consolidé en mise en équivalence, le Groupe possédant alors une influence notable.

SRF 1 est une société d'actifs financée et détenue par des investisseurs extérieurs. Le Groupe ne possède pas la majorité des avantages et des risques, et ne contrôle pas la société. SRF 1 n'est pas consolidé dans les comptes du Groupe.

Le Groupe finance indirectement majoritairement Modul Finance I et possède ainsi la majorité des risques et des bénéfices. Modul Finance I est consolidé en intégration globale dans les comptes du Groupe.

### Analyse détaillée des opérations de titrisation d'actifs

SIC 12 prévoit dans son paragraphe 10 : « En plus des situations décrites dans IAS 27.13, les circonstances suivantes peuvent, par exemple, indiquer une relation dans laquelle une entité contrôle une entité ad hoc et doit en conséquence consolider l'entité ad hoc (des commentaires supplémentaires sont donnés dans l'Annexe de la présente interprétation) :

- (a) en substance, les activités de l'entité ad hoc sont menées pour le compte de l'entité selon ses besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que l'entité obtienne des avantages de l'activité de l'entité ad hoc ;
- (b) en substance, l'entité a les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc ou, en mettant en place un mécanisme « de pilotage automatique », l'entité a délégué ces pouvoirs de décision ;
- (c) en substance, l'entité a le droit d'obtenir la majorité des avantages de l'entité ad hoc et par conséquent peut être exposée aux risques liés aux activités de l'entité ad hoc ; ou
- (d) en substance, l'entité conserve la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités. »

Les sociétés constituées dans le cadre des titrisations d'actifs ne sont pas consolidées dès lors que :

- Les prestations de services ou de gestion d'actifs fournies par le Groupe ont été conclues dans le cadre d'entités préexistantes et non constituées aux seules fins opérationnelles spécifiques du Groupe,

- Le Groupe ne dispose pas des pouvoirs de décision sur les entités concernées ou sur leurs actifs,
- Le Groupe ne dispose pas de droits aboutissant à lui conférer la majorité des avantages économiques desdites entités ou à lui transférer la majorité des risques liés aux activités ou aux actifs de titrisation. Une information complète sur ces opérations est fournie en annexe.

### I note 1.5.1. Trust TLR 2001

- a) Le Groupe n'aurait pas fourni les prestations de service qui existent dans le cadre de l'activité du Trust 2001 si ce Trust n'avait pas été constitué. TLR 2001 n'est qu'un investisseur en matériel parmi d'autres.
- b) Le Groupe n'avait pas le pouvoir de décision ou de gestion sur TLR 2001. Il n'avait pas par exemple le pouvoir de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer à leur modification.
- c) Les avantages financiers dont le Groupe bénéficiait pour TLR 2001 se limitaient à la valeur nette de la commission de démarrage et des commissions de gestion des matériels appartenant au Trust 2001. Ces avantages n'étaient pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Contrairement aux autres titrisations d'actifs, le Groupe possédait une option d'achat sur les matériels lors de la liquidation du Trust 2001. Cette option d'achat était à une valeur de marché et n'était pas suffisamment attractive pour que le Groupe ait la certitude de racheter les matériels à la liquidation du Trust 2001.
- d) Dans le cas où le rendement des matériels appartenant au Trust 2001 ne permettrait pas au Trust 2001 d'atteindre la rentabilité escomptée, TLR avait la possibilité de ponctionner des dépôts de garantie versés par le Groupe. L'actualisation des flux de trésorerie au 31 décembre 2010 a conduit le Groupe à déprécier ces dépôts de liquidité pour 2,1 millions d'euros.

Le Groupe ne garantissait aucun loyer fixe. Le Groupe ne garantissait pas la rentabilité du Trust. Les risques du Groupe relatifs au TLR 2001 étaient limités aux réserves de liquidité telles qu'elles sont présentées dans l'annexe des comptes consolidés. Ces risques n'étaient pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Le Groupe ne possède aucune part de « l'equity » du Trust 2001. En conséquence, le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur TLR 2001 au sens de SIC 12, TLR 2001 ne faisait pas partie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2011.

Le 27 janvier 2012, le Groupe a décidé de racheter les matériels du TLR 2001.

Par conséquent, TLR 2001 a été dissous et n'existe plus au 31 décembre 2012.

### I note 1.5.2. SRF Railcar Leasing Ltd

Au 31 décembre 2011, le Groupe TOUAX détenait 25,7554 % du capital et des droits de vote de SRF Railcar Leasing Ltd. En accord avec IAS28 §6, le Groupe exerçait une influence notable (plus de 20 % des droits de vote) et consolidait donc par mise en équivalence la société SRF Railcar Leasing Ltd.

TOUAX Rail Ltd a augmenté sa participation dans le capital social de la société SRF Railcar Leasing Ltd à hauteur de 51 %

début janvier 2012 et par conséquent consolidé en intégration globale cette société dès le 1er janvier 2012.

### I note 1.5.3. SRF I

- a) SRF I a été créé dans le but d'investir dans des actifs et n'a pas été constitué pour les besoins opérationnels du Groupe. Cette société a acquis 100 % des titres de DV01 (Hongrie) et Dunavagon (Slovaquie). Ces sociétés détiennent respectivement 300 wagons et 388 wagons.
- b) Le Groupe TOUAX n'a pas le pouvoir de décision ou de gestion sur SRF I. Le conseil d'administration prend les décisions relatives à la stratégie sur la base des recommandations d'un comité consultatif de l'actionnaire majoritaire. Le Groupe TOUAX n'a pas par exemple le pouvoir de dissoudre l'entité, de transférer des activités à un tiers ou de faire des opérations sur le capital, l'ensemble des décisions du board doit être pris à l'unanimité.
- c) La majorité des avantages liés à l'activité de SRF I reviendra à son actionnaire majoritaire. Le Groupe TOUAX bénéficie d'une commission de gestion pour la gestion des wagons pour le compte de SRF I. Le taux de la commission de gestion est un taux marché et le Groupe engage en contrepartie des frais de gestion pour un montant très sensiblement équivalent.
- d) Étant donné que l'investisseur majoritaire finance la dette de la structure à hauteur de 75 % et le Groupe TOUAX 25 %, la majorité des risques de non-remboursement de la dette est portée par l'actionnaire majoritaire.

En conséquence, le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur SRF I au sens de SIC 12, SRF I ne fait pas partie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2012.

### I note 1.5.4. Modul Finance I

En 1997, Modul Finance I a été créé dans le but d'acquérir un parc de constructions modulaires gérées par le Groupe TOUAX. L'appréciation du contrôle à travers SIC 12 avait conclu que Modul Finance I ne faisait pas partie du périmètre de consolidation. Le 14 janvier 2011, la dette senior de Modul Finance I, représentée par les parts A du fonds commun de créances Moduloc a été indirectement acquise par le Groupe TOUAX. En effet, les porteurs de parts A du fonds commun de créances ont cédé leurs parts à une société de droit luxembourgeois, HPMF, laquelle a financé cette acquisition par l'émission d'obligations. Le Groupe TOUAX a souscrit à 85 % de cette émission d'obligations pour un montant de 7 048 milliers d'euros. TOUAX a parallèlement cédé ses parts de Modul Finance I et en conséquence n'est plus membre de Modul Finance I. Le Groupe TOUAX ayant la majorité des risques et avantages liés à l'exploitation des actifs du Modul Finance I, le Modul Finance I est intégré globalement dans le périmètre de consolidation depuis 2011. Toutefois, les résultats du Modul Finance I sont intégralement constatés en minoritaire, le Groupe TOUAX n'ayant aucune participation dans cette entité.

### note 1.6. Goodwill

Depuis la révision de IFRS 3 applicable au 1er janvier 2010, le goodwill correspond, à la date d'acquisition, à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise

et, dans un regroupement d'entreprise réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat, et

- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition évalués à la juste valeur.

Cette évaluation à la juste valeur est réalisée, pour les acquisitions significatives, par des experts indépendants.

Les intérêts minoritaires sont évalués soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges de la période et sont présentés sur la ligne « Autres produits et charges d'exploitation » du compte de résultat consolidé.

Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition même si la sortie de ressource pour éteindre l'éventuelle obligation est improbable. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà de douze mois, à compter de la date d'acquisition, la variation de la juste valeur de cet ajustement de prix sera comptabilisée en compte de résultat, si l'ajustement de prix est un passif financier.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les goodwills ne sont pas amortis.

Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché le goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9). Si une perte de valeur est constatée, une provision de caractère irréversible est constatée dans le résultat d'exploitation, sur une ligne spécifique.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe TOUAX dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire de titres impacte directement les capitaux propres pour la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire acquise.

Dans le cas d'une cession de titres sans perte de contrôle exclusif, l'écart entre le prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés à la date de cession est constaté en capitaux propres part Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de l'entité ainsi que le goodwill restent inchangés.

Dans le cas d'une cession de titres avec perte de contrôle exclusif, le résultat de cession est calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération. S'il existe une participation résiduelle, alors elle est évaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle exclusif.

### note 1.7. Immobilisations incorporelles

Les amortissements des logiciels informatiques et les frais de développement qui figurent dans les immobilisations incorporelles sont calculés linéairement sur leur durée d'utilité.



Les frais de développement engagés entre la décision d'entrer dans le développement et l'accord de fabrication des matériels sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Les frais de développement sont immobilisés s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés ayant de sérieuses chances de réussites techniques et de rentabilité commerciale. Ils sont amortis sur une période de trois ans.

## note 1.8. Immobilisations corporelles

### I note 1.8.1. Évaluation au coût net d'amortissements et de dépréciation

Hormis le cas où elles sont acquises lors de l'achat de société, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Les plus-values provenant de cessions intragroupes et les réévaluations du fait de fusions et d'apports partiels d'actifs sont éliminées dans les comptes consolidés. À chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et des dépréciations déterminées selon IAS 36 « dépréciation d'actifs » (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9).

Les coûts des emprunts servant à financer les actifs éligibles définis par IAS 23 amendé sont inclus dans le coût des immobilisations. À ce jour, aucun actif n'est éligible à l'application d'IAS 23 révisé.

### I note 1.8.2. Approche par composants

IAS 16 « Immobilisations corporelles » requiert d'identifier les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'utilité inférieure à celle de l'immobilisation principale, afin qu'ils soient amortis sur leur durée d'utilité propre.

L'approche par composants s'applique particulièrement à l'activité Barges Fluviales. Le prix d'acquisition des pousseurs est décomposé entre coque et motorisation, afin d'amortir les moteurs sur une durée d'utilité ne dépassant pas en général dix ans.

### I note 1.8.3. Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilité des immobilisations. Les terrains ne sont pas amortis.

Les durées d'utilité des matériels acquis neufs s'inscrivent dans les fourchettes suivantes :

Conteneurs maritimes (de type "sec")	15 ans
Constructions modulaires	20 ans
Transport fluvial (barges et pousseurs)	30 ans
Wagons de fret	30 ans

Les conteneurs maritimes sont amortis avec une valeur résiduelle de 15 % conformément aux normes de la profession.

Les constructions modulaires aux États-Unis sont amorties sur 20 ans avec une valeur résiduelle de 50 % conformément aux usages américains.

Les constructions modulaires des entités marocaines acquises en juillet 2012 sont amorties sur 10 ans.

Les matériels acquis d'occasion sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité résiduelle.

Les valeurs résiduelles retenues sont conformes à l'historique du Groupe. Aucune valeur résiduelle n'est retenue pour les wagons de fret.

Les durées d'utilité des barges d'occasion sont fonction des

conditions historiques d'utilisation des barges et des matériaux transportés (certains matériaux étant plus corrosifs que d'autres). La durée de chaque barge achetée d'occasion est estimée en fonction de la date de construction de la barge, des conditions historiques d'utilisation et des matériaux transportés. Ces durées d'utilité correspondent à une durée de vie totale n'excédant pas 36 ans.

## note 1.9. Perte de valeur des immobilisations

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur internes ou externes, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, à savoir les goodwill dans le cas du Groupe.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur recouvrable de ces unités est le plus souvent déterminée par rapport à leur valeur d'utilité, soit à partir des flux futurs nets de trésorerie actualisés tenant compte des hypothèses économiques et des budgets d'exploitation prévisionnels validés par la direction.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée. Lorsqu'une UGT contient un goodwill, la perte de valeur réduit en général en priorité le goodwill, avant qu'une dépréciation ne soit constatée le cas échéant sur les autres immobilisations de l'UGT.

Toutefois, dans certains cas, l'apparition de facteurs de pertes de valeurs propres à certains actifs peut être de nature à motiver un test et justifier une dépréciation de ces actifs, indépendamment de l'UGT à laquelle ils sont rattachés.

Dans le Groupe, les UGT sont constitués par l'ensemble des filiales consolidées qui exercent leurs activités dans un seul secteur d'activité du Groupe.

## note 1.10. Contrats de location

Du fait de ses activités de loueur opérationnel (vis-à-vis de ses clients) et dans le cadre des biens administrés dans le cadre de contrats de gestion avec des investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.5, note 1.20.1, et note 1.20.2), le Groupe est amené à conclure de nombreux contrats de location, aussi bien en tant que bailleur que preneur.

Par ailleurs, le Groupe gère pour son propre compte un certain nombre d'actifs.

Les contrats de gestion conclus entre le Groupe et les investisseurs n'ont pas les caractéristiques de contrats de location financement selon les critères de l'IAS 17. Les sommes payées aux investisseurs sont comptabilisées dans les revenus nets distribués aux investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.6).

Les contrats de location conclus avec les clients sont analysés au regard des critères d'IAS 17. Ils correspondent à des contrats de location simple, tant pour ceux (la majorité) qui sont des contrats de location opérationnelle de courte ou de longue durée que pour certains contrats de location-vente refinancés par des

établissements bancaires dont les clauses prémunissent le Groupe des risques inhérents aux matériels ou à la défaillance des clients (clauses de non-recours en faveur du Groupe). Les revenus locatifs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.2) sont comptabilisés en produits de manière linéaire sur la durée du contrat de location. Ils peuvent correspondre également dans une moindre mesure à des contrats de location financement accordés à des clients. Les revenus financiers de ces contrats sont comptabilisés en chiffre d'affaires locatif.

Les biens gérés par le Groupe pour son compte propre sont enregistrés en immobilisations corporelles lorsqu'ils sont financés au moyen de contrats de location financement transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué. Ils sont comptabilisés à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué au commencement du contrat, ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location financement, si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite dans les passifs financiers. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette, de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif. Les actifs objets d'un contrat de location financement sont amortis sur leur durée d'utilité conforme aux règles du Groupe (cf. annexe des comptes consolidés note 1.8). Ils sont testés pour dépréciation conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9).

Les biens pris en location par le Groupe (siège social, bâtiments administratifs, matériels), pour lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif, sont des locations simples. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés dans les charges linéairement sur la durée du contrat.

Les exemples et indicateurs des paragraphes 10 et 11 d'IAS 17 permettent notamment de classer le bail commercial du centre d'assemblage se trouvant à Mignières (France) en tant que contrat de location simple.

#### note 1.11. Stocks

Les stocks comprennent essentiellement des biens achetés destinés à la revente dans le cadre des activités Conteneurs Maritimes et Wagons de Fret, et pour une moindre part dans l'activité Constructions Modulaires. Le taux de rotation des stocks est généralement inférieur à un an.

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

#### note 1.12. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture de la période, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite), et qu'il est probable qu'une sortie de ressources, dont le montant peut être estimé de manière fiable, sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les litiges et contentieux (sociaux, techniques, fiscaux) sont

provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

#### note 1.13. Indemnités de départ en retraite et assimilés

Les engagements de retraite correspondent pour le Groupe aux seules indemnités de fin de carrière des salariés des sociétés françaises, ce qui correspond, dans le cadre de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », aux régimes à prestations définies. Dans le cadre de ces régimes, le Groupe s'engage à verser une prestation, soit au terme de l'emploi (cas des indemnités de fin de carrière), soit pendant la retraite. Les régimes du Groupe ne sont pas préfinancés et font l'objet d'une provision dans les comptes. Le Groupe n'est engagé dans aucun autre régime à prestations définies significatif ni dans aucun régime à cotisations définies.

Le Groupe, dans ce cadre, comptabilise ses engagements de retraite selon la méthode des unités de crédit projetées telle que requise par IAS 19. Cette méthode nécessite la prise en compte d'hypothèses actuarielles long terme sur les données démographiques (rotation du personnel, mortalité) et financières (augmentation des salaires, taux d'actualisation). Ces paramètres sont revus chaque année. L'incidence des changements d'hypothèses actuarielles sur le montant de l'engagement est enregistrée en écarts actuariels. Conformément à la norme IAS 19, le Groupe comptabilise ces écarts actuariels, positifs ou négatifs, par le résultat.

#### note 1.14. Subvention d'exploitation

Le Groupe a retenu comme méthode comptable, conformément à IAS 20, de présenter dans les états financiers les subventions publiques, en déduction des charges auxquelles elles sont liées.

#### note 1.15. Paiements fondés sur des actions

La norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiement en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux plans accordés après le 7 novembre 2002. Les trois types de transactions cités dans IFRS 2 possibles sont :

- Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres ;
- Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglées en trésorerie ;
- Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres ou en trésorerie.

Les avantages sont comptabilisés en charges de personnel et étalés sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

#### note 1.16. Passifs long terme non courants

Les autres passifs longs termes enregistrent la part à plus d'un an des passifs autres que les emprunts et passifs financiers, tels que les engagements commerciaux sur les contrats avec engagement de rachat par le Groupe ainsi que les produits de location différés à plus d'un an, sur la durée de ces mêmes contrats.

### note 1.17. Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé.

### note 1.18. Instruments financiers

#### I note 1.18.1. Actifs financiers

Les actifs financiers du Groupe comprennent :

- des actifs financiers non courants : des cautions et dépôts de garantie des titres de participation de sociétés non consolidées, des prêts,
- des actifs financiers courants incluant les créances clients et les autres créances d'exploitation, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

Lors des arrêts comptables, les actifs financiers sont évalués conformément à leur classification selon IAS 39.

#### *Actifs financiers, dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat*

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Par conséquent, elles ne sont soumises à aucun test de dépréciation. Les justes valeurs sont déterminées principalement par référence aux cotations du marché.

#### *Prêts et créances*

Dans le Groupe, cette catégorie regroupe :

- les prêts longs termes,
- les créances clients et autres créances d'exploitation.

Ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### *Actifs détenus jusqu'à l'échéance*

Il s'agit d'actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, à échéance fixée, que l'entreprise a l'intention et la capacité de garder jusqu'à l'échéance, autres que des créances et des prêts et autres que les actifs financiers désignés par l'entreprise dans les deux autres catégories (évalués en juste valeur par le résultat, disponibles à la vente).

Ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### *Actifs disponibles à la vente*

Cette catégorie comprend les actifs ne relevant pas d'une des catégories ci-dessus. Ils sont évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant enregistrées en capitaux propres jusqu'à la cession effective. Sont notamment classés dans cette catégorie les titres non consolidés. Pour les titres cotés, la juste valeur correspond au prix de marché. Si la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût historique. À chaque date d'arrêt, la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est déterminée et inscrite à l'actif. En cas d'indication objective de perte de valeur (dépréciation significative et durable), une perte de valeur irréversible est constatée par le résultat, la reprise de cette

perte de valeur par le résultat n'interviendra que lors de la cession des titres.

#### *Test de dépréciation des actifs financiers*

Les actifs évalués au coût amorti et les actifs disponibles à la vente doivent faire l'objet à chaque clôture d'un test de dépréciation s'il existe un indicateur de perte de valeur.

Pour les actifs évalués au coût amorti, le montant de la dépréciation est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus compte tenu de la situation de la contrepartie, déterminés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. Les flux de trésorerie attendus des actifs courts termes ne sont pas actualisés.

#### I note 1.18.2. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » du bilan est constitué des liquidités en compte-courant bancaire et des parts d'OPCVM de trésorerie mobilisables à court terme.

Les parts d'OPCVM présentant un risque négligeable de changement de valeur sont définies comme des placements à court terme très liquides.

Le bouclage de trésorerie du tableau de flux de trésorerie est effectué sur la base de la trésorerie définie ci-dessus, nette des découverts et des concours bancaires courants.

#### I note 1.18.3. Passifs financiers

Les passifs financiers du Groupe comprennent des emprunts bancaires et des emprunts obligataires portant intérêts et des instruments dérivés.

Les emprunts sont ventilés en passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Les emprunts produisant des intérêts sont initialement enregistrés au coût historique diminué des coûts de transaction associés.

À la clôture, les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Emprunts obligataires avec bons de souscription d'actions remboursables (OBSAR)

Les OBSAR sont des titres hybrides dont les différentes composantes sont analysées, évaluées et comptabilisées séparément, conformément aux prescriptions de la norme IAS 32.

L'analyse du contrat d'OBSAR émis par la société le 8 mars 2007 ayant pour échéance mars 2012, a conduit à la comptabilisation séparée, à la date d'émission, d'une composante dette et d'une composante capitaux propres représentée par l'option de conversion inhérente aux BSAR.

La composante dette est liée à l'obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre de la trésorerie aux porteurs des obligations (paiement du coupon trimestriel, remboursement des obligations à l'échéance ou par anticipation).

Conformément à IAS 39, la juste valeur de la composante dette a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs contractuels au taux de marché en vigueur à la date d'émission, pour un emprunt classique sans option de conversion, mais

dont les autres caractéristiques seraient identiques au contrat d'OBSAR.

Compte tenu du caractère peu significatif de la composante capitaux propres par rapport à la composante dette, les frais d'émission ont été comptabilisés en totalité en diminution de la composante dette.

La charge d'intérêt est constatée dans le résultat financier selon la méthode du taux d'intérêt effectif, intégrant les frais d'émission d'emprunt.

La valeur comptable de la composante capitaux propres (BSAR) a été déterminée par différence entre le prix d'émission de l'OBSAR et la composante dette actualisée comme indiqué précédemment. La composante capitaux propres est constatée dans un compte de réserve spécifique et sera transférée dans un compte de réserve consolidée, lors de la levée effective des actions liées à l'exercice des BSAR. Sa valeur n'est pas revue au cours des exercices ultérieurs.

Les BSAR ont été vendus en partie à des managers du Groupe. Le prix de vente des BSAR étant leur valeur de marché, aucune charge n'a été constatée en application de la norme IFRS 2.

Un impôt différé passif appliqué au montant de la composante « Capitaux propres » est comptabilisé en diminution des réserves consolidées, puis repris en résultat au fur et à mesure de la charge financière comptabilisée en IFRS.

La composante obligataire de cette OBSAR a été remboursée en mars 2012 et ne figure donc plus dans les comptes du 31 décembre 2012.

#### **I note 1.18.4. Exposition du Groupe aux risques de change et aux risques de taux – Instruments financiers dérivés**

Le Groupe a signé en 2012 des contrats de change à terme (échéance 2013) afin de couvrir des dettes en dollar américain, en couronne tchèque et en zloty polonais. Ces dérivés sont qualifiés de couverture de juste valeur. L'élément couvert est réévalué et l'instrument de couverture est évalué et comptabilisé pour sa juste valeur.

Une partie des opérations du Groupe est financée par des emprunts à taux variable dont certains sont couverts par des instruments dérivés de taux, afin de réduire l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt.

Ainsi, les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt sont contractés font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions des taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres dans la mesure de leur efficacité testée selon les critères de l'IAS 39. À défaut, elles sont comptabilisées directement dans le résultat financier.

#### **note 1.19. Impôts sur les bénéfices**

Des impôts différés sont comptabilisés, sans actualisation, selon la méthode du report variable sur les différences temporelles existant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les comptes consolidés. Ainsi est rattachée à chaque période la charge fiscale qui lui incombe, compte tenu notamment des décalages temporaires qui peuvent exister entre la date d'enregistrement de certains produits et charges et celle de leur incidence fiscale effective.

Les impôts différés actifs résultant de ces différences temporaires, ou des pertes fiscales reportables, ne sont maintenus que dans la mesure où les sociétés ou groupes de sociétés intégrées fiscalement ont une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années suivantes.

Les taux utilisés pour calculer les impôts différés sont les taux d'imposition connus à la date de clôture des comptes.

Au bilan, les actifs et passifs d'impôt se rapportant à une même entité fiscale (ou un groupe d'intégration fiscale) sont présentés de façon compensée.

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat, sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

#### **note 1.20. Produits et charges des activités ordinaires**

##### **I note 1.20.1. Produits des activités ordinaires : les différentes composantes**

Le Groupe est un loueur opérationnel de matériels mobiles et standardisés, qu'il détient en propre ou qu'il gère pour le compte de tiers.

Dans le cas de la gestion pour compte de tiers, le Groupe achète des matériels neufs et les cède à des investisseurs. Les investisseurs confient la gestion de leurs matériels au Groupe dans le cadre de contrats de gestion. Le Groupe loue à ses clients les matériels en gestion (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.2 et note 1.20.3).

Le Groupe a également des activités de négoce (achat de biens en vue de leur revente – cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.4).

Enfin, il peut revendre à des investisseurs ou des clients tiers des matériels préalablement détenus en propre (immobilisés) et loués à des clients (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.6).

##### **I note 1.20.2. Comptabilisation et reconnaissance des revenus et charges liés aux contrats de Trusts et aux contrats de gestion pour compte de tiers conclus par le Groupe**

Le Groupe exploite et gère des matériels pour le compte de tiers dans le cadre de ses activités de location de conteneurs maritimes et de wagons de fret. Des pools de matériels (y compris le Trust décrit dans l'annexe des comptes consolidés note 1.5) sont constitués à cet effet, regroupant plusieurs investisseurs, dont le Groupe. Ces pools correspondent à un regroupement de matériels généralement de même nature et de même âge. Cette organisation permet la mutualisation des revenus et des charges des équipements regroupés dans un même pool.

L'analyse en substance des contrats de gestion et de titrisation au regard des normes internationales permet de conclure que le Groupe agit en qualité de principal dans ses relations avec les investisseurs (pools) d'une part, et avec les clients d'autre part. En effet, le Groupe a toute liberté dans le choix des clients, des producteurs et des fournisseurs avec qui il traite et dans la négociation des prix d'achat, de location et de vente des équipements gérés. Les clients ne connaissent pas les propriétaires finaux de matériels.



En conséquence, le Groupe enregistre dans son compte de résultat l'intégralité des flux de produits et de charges générés par les contrats. Le Groupe constate en chiffre d'affaires les revenus locatifs bruts facturés à ses clients pour tous les matériels gérés en pools. Les dépenses opérationnelles concernant tous les matériels gérés sont constatées en charges d'exploitation. Une quote-part des revenus nets est reversée aux investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.6).

Les éléments et critères suivants sont pris en compte pour déterminer la qualité de « principal » du Groupe :

IAS 18 ne précise pas les conditions ou les critères permettant d'effectuer la distinction agent ou principal. En conséquence, au regard de IAS 8, la transaction peut être examinée par référence aux US GAAP (EITF 99-19), dont les principes n'entrent pas en conflit avec le cadre de l'IASB ou d'autres normes IAS/IFRS.

La revue des critères EITF 99-19 est détaillée dans les paragraphes suivants.

Les critères qualifiant une société de principal sont :

- *The company is the primary obligor in the arrangement*: TOUAX SCA et ses filiales signent directement des contrats de location avec les clients. Les clients ne connaissent pas les propriétaires des matériels.
- *The company has general inventory risk*: TOUAX SCA et ses filiales supportent en premier les risques liés aux matériels. TOUAX SCA se retourne ensuite vers les propriétaires pour se faire indemniser.
- *The company has latitude in establishing price*: TOUAX SCA et ses filiales ont toute liberté dans le choix de leurs clients et de leurs tarifs de location, sans en référer aux propriétaires des matériels.
- *The company changes the product or performs part of the service*: TOUAX SCA et ses filiales signent avec les clients des contrats identiques sans distinction des propriétaires des matériels.
- *The company has discretion in supplier selection*: TOUAX SCA et ses filiales ont le choix de leurs fournisseurs sans en référer aux propriétaires des matériels.
- *The company has physical loss inventory risk*: TOUAX SCA et ses filiales supportent en premier le risque de perte des conteneurs. TOUAX SCA se retourne ensuite contre ses clients ou ses fournisseurs pour indemniser la perte des conteneurs et reverse cette indemnité aux propriétaires des matériels.
- *The company has credit risk*: Chaque propriétaire de matériels supporte son risque de crédit. TOUAX SCA et ses filiales supportent le risque de crédit pour leur part dans les pools. TOUAX SCA et ses filiales ont la responsabilité du recouvrement. En cas de défaillance de son client, TOUAX SCA est tenue de mettre tout en œuvre pour retrouver les conteneurs des propriétaires.

Les critères qualifiant une société d'agent sont :

- *The supplier (not the company) is the primary obligor in the arrangement* : Comme précisé précédemment, TOUAX SCA et ses filiales sont directement liées à leurs clients, qui ne connaissent pas les propriétaires des matériels.
- *The amount the company earned is fixed*: TOUAX SCA et ses filiales reçoivent une rémunération variable. Les loyers

facturés par TOUAX SCA et ses filiales à leurs clients sont indépendants des loyers entre TOUAX SCA et les propriétaires de matériels.

- *The supplier (and not the company) has credit risk*: Comme précisé précédemment, chaque propriétaire de matériels supporte son risque de crédit. TOUAX SCA et ses filiales supportent le risque de crédit pour leur part dans les pools. TOUAX SCA et ses filiales ont la responsabilité du recouvrement. En cas de défaillance de son client, TOUAX SCA est tenue de mettre tout en œuvre pour retrouver les conteneurs des propriétaires.

Ces éléments permettent de conclure que TOUAX SCA agit en tant que principal.

### I note 1.20.3. Chiffre d'affaires locatif

Le chiffre d'affaires locatif correspond au chiffre d'affaires provenant de la location opérationnelle ou financière des matériels gérés pour compte de tiers ou détenus en propre par le Groupe, dans les quatre secteurs d'activité du Groupe, ainsi que celui provenant des prestations annexes facturées à l'occasion de la location. Il intègre par ailleurs le chiffre d'affaires de l'activité Barges Fluviales provenant des activités de transport, d'affrètement et de stockage. Les produits d'intérêts des contrats de location financement accordés aux clients sont comptabilisés en chiffre d'affaires locatif.

L'évolution du chiffre d'affaires locatif est donc directement liée aux flottes et parcs de matériels gérés et détenus par le Groupe, aux tarifs de location, ainsi qu'au taux d'utilisation des matériels.

Lorsque les ventes de constructions modulaires sont assorties d'un engagement ferme de reprise à un prix défini (vente avec clauses de rachat), le produit de la vente n'est pas constaté immédiatement à la livraison en chiffre d'affaires ventes de matériels, mais comptabilisées linéairement comme des locations sur la durée du contrat, pour la différence entre le prix de vente et le prix de rachat convenu avec le client. Ces mêmes constructions modulaires sont immobilisées et suivent le même plan d'amortissement Groupe que les autres constructions modulaires détenues en propres.

### I note 1.20.4. Ventes de matériels

Les ventes de matériels correspondent au chiffre d'affaires généré par le négoce, la cession aux investisseurs dans les activités Conteneurs Maritimes et Wagons de Fret, et aux produits de cession des immobilisations destinées à la location. Les achats et les valeurs nettes comptables correspondants de matériels sont enregistrés dans les « Achats et charges externes » dans la présentation du compte de résultat par nature, et en « Coût d'achat des ventes » dans la présentation du compte de résultat par fonction. Les matériels achetés et non encore revendus figurent dans les stocks de fin de période (cf. annexe des comptes consolidés note 1.11). Les cessions de créances de location financement sont également présentées en vente de matériel.

### I note 1.20.5. Provisions d'exploitation

Ce poste enregistre principalement les dotations et reprises relatives aux provisions pour créances douteuses.



**I note 1.20.6. Distributions nettes aux investisseurs**

Le chiffre d'affaires et les dépenses opérationnelles des actifs faisant partie de pools d'investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.2) sont décomposés analytiquement par pool, et les revenus nets qui en résultent, minorés d'une commission de gestion retenue par le Groupe, sont répartis entre les investisseurs dans les pools en fonction de règles de distribution établies pour chaque programme de gestion.

La quote-part des revenus à reverser aux investisseurs tiers est constatée en distributions nettes aux investisseurs, conformément aux usages de la profession des gérants de biens pour compte de tiers.

Suite au changement de présentation du compte de résultat concernant les ventes de matériel appartenant aux investisseurs, le reversement de ces ventes qui était présenté au compte de résultat dans la rubrique « distributions nettes aux investisseurs » est désormais présenté dans la rubrique « coût des ventes ». Les comptes 2010 ont été retraités en conséquence.

**note 1.21. Résultat d'exploitation**

Le résultat d'exploitation est obtenu par différence des charges et produits avant impôts, autres que ceux de nature financière, et hors résultat des activités arrêtées ou en cours de cession.

L'EBITDA (« Earnings before interest, tax, depreciation and amortization ») après distribution aux investisseurs est un indicateur important pour le Groupe, qui permet de mesurer la performance économique. Il correspond au résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs retraité des amortissements et pertes de valeur qui seraient constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36 (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9).

**NOTE 2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION****note 2.1. Évolution du périmètre**

Nombre de sociétés consolidées	2012	2011	2010
Sociétés françaises	8	7	6
Sociétés étrangères	39	32	32
<b>TOTAL</b>	<b>47</b>	<b>39</b>	<b>38</b>
Dont entrées de périmètre	9	1	1
Dont sortie de périmètre	1		

Le Groupe TOUAX compte neuf nouvelles sociétés dans son périmètre.

1. TOUAX Lease SAS est une entité française créée avec un partenaire minoritaire. Cette entité a pour objet d'investir dans des contrats de location portant sur les constructions modulaires en France. Cette société est prise en intégration globale dans les comptes du Groupe.
2. TOUAX Asset BV est une entité néerlandaise créée afin de porter les actifs de TOUAX BV, société de l'activité Constructions Modulaires déjà existante au Pays-Bas. Dans un futur proche, elle portera les actifs de la société belge TOUAX NV déjà existante dans le périmètre du Groupe TOUAX. Cette société mutualisera donc la propriété de ces actifs en louera en Belgique ou au Pays-Bas.

**note 1.22. Information sectorielle**

Compte tenu de la structure fondamentale d'organisation interne et de gestion du Groupe, le niveau d'information sectorielle retenu selon IFRS 8 « Information sectorielle » est basé sur les activités du Groupe.

Le Groupe a pour métier la location opérationnelle d'actifs mobiles et standardisés. Il exerce son métier dans quatre activités : les Conteneurs Maritimes, les Constructions Modulaires, les Barges Fluviales et les Wagons de Fret.

Les secteurs géographiques dépendent de la localisation des marchés et correspondent à la localisation des actifs.

Dans les activités Constructions Modulaires, Barges Fluviales et Wagons de Fret, l'implantation des services, la localisation des marchés et la localisation des clients sont identiques.

Dans l'activité Conteneurs Maritimes, la localisation des marchés est différente de la localisation des clients et de l'implantation des services. La localisation des marchés ainsi que les zones géographiques de l'activité Conteneurs Maritimes correspondent à la localisation des actifs ainsi que les conteneurs maritimes sont régulièrement déplacés d'un pays à un autre dans le cadre du commerce international sur des centaines de routes commerciales maritimes. Le Groupe TOUAX n'a pas la connaissance, ni le contrôle des mouvements de conteneurs en location ou de la localisation des conteneurs en location. Sur la base des contrats de location de conteneurs en cours au 31 décembre 2012, les conteneurs peuvent toucher des ports dans plus d'une centaine de pays dans le monde. Il est de ce fait impossible de distribuer les revenus ou les actifs de l'activité Conteneurs Maritimes par zone géographique. L'activité Conteneurs Maritimes est classée dans la zone internationale. Cette présentation est cohérente avec les pratiques de l'industrie du conteneur maritime, souvent gérée selon les normes américaines US GAAP.

3. TOUAX Africa a été constituée en partenariat avec le minoritaire ADPI pour porter les investissements en participation sur le territoire africain. TOUAX Solutions Modulaires détient 51 % de TOUAX Africa. TOUAX Africa a créé une entité holding au Maroc, TOUAX Maroc Capital pour réaliser l'acquisition de deux sociétés marocaines, à savoir Sacmi et Ramco.
4. TOUAX Container Finance est une entité créée à Singapour pour financer des actifs de l'activité Conteneurs Maritimes afin qu'ils soient financés par des crédits renouvelables sans recours contre le Groupe.
5. TOUAX Rail India Ltd a ouvert son capital à un minoritaire Trufidee (11,26 % du capital) afin d'investir en Inde. TOUAX Texmaco Rail Leasing Pte Ltd a été créée avec un partenaire local dans le but de développer notre activité de location de wagons de fret en Inde.

La société Interfeeder-Ducotra BV, société néerlandaise n'ayant plus d'activité, a été dissoute à l'initiative du Groupe en novembre 2012. Cette société est sortie du périmètre du Groupe à cette occasion.

## note 2.2. Liste des sociétés consolidées en 2012

Nom de la société	Activité	Pays	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
<b>TOUAX SCA</b>	Holding, société mère	Europe		
<b>TOUAX CAPITAL SA</b>	Services	Europe	99,99 %	IG
<b>TOUAX CORPORATE SAS</b>	Services	Europe	100 %	IG
<b>GOLD CONTAINER Corporation</b>	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG
<b>GOLD CONTAINER FINANCE Llc</b>	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG
<b>GOLD CONTAINER Investment Ltd</b>	Conteneurs Maritimes	Asie	100 %	IG
<b>GOLD CONTAINER Leasing Pte Ltd</b>	Conteneurs Maritimes	Asie	100 %	IG
<b>SERVICIOS FLUVIALES</b>	Conteneurs Maritimes	Amérique du Sud	100 %	IG
<b>TOUAX CONTAINER LEASE RECEIVABLES Corp</b>	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG
<b>TOUAX CONTAINER SERVICES SAS</b>	Conteneurs Maritimes	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX CORP</b>	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG
<b>TOUAX EQUIPMENT LEASING Corp</b>	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG
<b>TOUAX FINANCE Inc.</b>	Conteneurs Maritimes	Amérique du Nord	100 %	IG
<b>TOUAX CONTAINER FINANCING Pte LTD</b>	Conteneurs Maritimes	Asie	100 %	IG
<b>TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES SAS</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX SRO</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX SK SRO</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX Africa SAS</b>	Constructions Modulaires	Europe	51 %	IG
<b>MODUL FINANCE I SNC</b>	Constructions Modulaires	Europe	0 %	IG
<b>TOUAX Maroc Capital SARL</b>	Constructions Modulaires	Afrique	51 %	IG
<b>SACMI SARL</b>	Constructions Modulaires	Afrique	45,90 %	IG
<b>RAMCO SARL</b>	Constructions Modulaires	Afrique	51 %	IG
<b>TOUAX ASSETS BV</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX MODULAR BUILDING USA Llc</b>	Constructions Modulaires	Amérique du Nord	100 %	IG
<b>SIKO CONTAINERHANDEL GmbH</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX Sp.z.o.o</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX BV</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX CONSTRUCTION MODULAIRE SAS</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX ESPANA SA</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX NV</b>	Constructions Modulaires	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX LEASE SAS</b>	Constructions Modulaires	Europe	51 %	IG
<b>CFCL TOUAX Llc</b>	Wagons de Fret	Amérique du Nord	51 %	IG
<b>SRF RAILCAR LEASING Ltd</b>	Wagons de Fret	Europe	51 %	IG
<b>TOUAX RAIL Ltd</b>	Wagons de Fret	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX RAIL FINANCE Ltd</b>	Wagons de Fret	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX RAIL FINANCE 2 Ltd</b>	Wagons de Fret	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX RAIL INDIA Ltd</b>	Wagons de Fret	Europe	88,74 %	IG
<b>TOUAX RAIL ROMANIA SA</b>	Wagons de Fret	Europe	57,4996 %	IG
<b>TOUAX TEXMACO RAILCAR LEASING Pte Ltd</b>	Wagons de Fret	Asie	44,3695 %	IG
<b>CS DE JONGE BV</b>	Barges Fluviales	Europe	100 %	IG
<b>EUROBULK TRANSPORTMAATSCHAPPIJ BV</b>	Barges Fluviales	Europe	100 %	IG
<b>EUROBULK BELGIUM BVBA</b>	Barges Fluviales	Europe	97,9346 %	IG
<b>TOUAX RIVER BARGES SAS</b>	Barges Fluviales	Europe	100 %	IG
<b>TOUAX LEASING Corp</b>	Barges Fluviales	Amérique du Nord	100 %	IG
<b>TOUAX ROM SA</b>	Barges Fluviales	Europe	99,9978 %	IG
<b>TOUAX HYDROVIA Corp</b>	Barges Fluviales	Amérique du Sud	100 %	IG

IG = Intégration globale

**NOTE 3. INFORMATION SECTORIELLE****note 3.1. Compte de résultat par activité**

2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barques Fluviales	Wagons de Fret	Immobilier	Corporate	Éliminations	<b>TOTAL</b>
Chiffre d'affaires locatif	87 344	78 885	14 715	37 877	124	11 323	(11 233)	219 034
Ventes de matériels	86 358	37 726	11 119	3 749				138 952
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>173 702</b>	<b>116 611</b>	<b>25 834</b>	<b>41 626</b>	<b>124</b>	<b>11 323</b>	<b>(11 233)</b>	<b>357 986</b>
Plus-values de cession		(22)						(22)
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>173 702</b>	<b>116 589</b>	<b>25 834</b>	<b>41 626</b>	<b>124</b>	<b>11 323</b>	<b>(11 233)</b>	<b>357 964</b>
Coût des ventes	(80 524)	(34 706)	(6 050)	(1 637)				(122 917)
Dépenses opérationnelles des activités	(20 370)	(43 157)	(8 510)	(20 616)		20	1 140	(91 493)
Frais généraux, centraux, commerciaux et administratifs des activités	(8 383)	(7 360)	(4 055)	(4 349)	(45)	(11 189)	10 093	(25 288)
<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDA )</b>	<b>64 426</b>	<b>31 366</b>	<b>7 218</b>	<b>15 024</b>	<b>79</b>	<b>155</b>		<b>118 267</b>
Amortissements et pertes de valeur	(2 535)	(18 928)	(3 036)	(7 156)	(51)	(452)		(32 157)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs</b>	<b>61 891</b>	<b>12 437</b>	<b>4 182</b>	<b>7 868</b>	<b>28</b>	<b>(297)</b>		<b>86 109</b>
Distribution nette aux investisseurs	(52 223)	(1 947)		(2 320)				(56 490)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ après distribution aux investisseurs</b>	<b>9 668</b>	<b>10 491</b>	<b>4 182</b>	<b>5 548</b>	<b>28</b>	<b>(297)</b>		<b>29 619</b>
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>								<b>29 619</b>
Autres produits et charges opérationnels								(577)
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL</b>								<b>29 042</b>
Résultat financier								(17 567)
Résultat des sociétés mises en équivalence								
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>								<b>11 475</b>
Impôt sur les bénéfices								(2 749)
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>								<b>8 726</b>
Résultat des activités abandonnées								
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>								<b>8 726</b>
Part des intérêts minoritaires								420
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>								<b>9 146</b>

2011 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Immobilier	Corporate	Éliminations	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif	76 937	82 090	20 370	41 938	145	11 384	(11 445)	221 419
Ventes de matériels	49 462	29 746	3 170	32 017				114 395
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>126 399</b>	<b>111 836</b>	<b>23 540</b>	<b>73 955</b>	<b>145</b>	<b>11 384</b>	<b>(11 445)</b>	<b>335 814</b>
Résultat de cession des autres immobilisations		258				(46)		212
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>126 399</b>	<b>112 094</b>	<b>23 540</b>	<b>73 955</b>	<b>145</b>	<b>11 338</b>	<b>(11 445)</b>	<b>336 026</b>
Coût des ventes	(42 885)	(24 988)	(1 215)	(29 757)				(98 844)
Dépenses opérationnelles des activités	(17 478)	(41 459)	(12 177)	(24 138)			625	(94 628)
Frais généraux, centraux, commerciaux et administratifs des activités	(8 714)	(7 237)	(3 760)	(3 821)	(40)	(10 940)	10 820	(23 692)
<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDA )</b>	<b>57 322</b>	<b>38 410</b>	<b>6 388</b>	<b>16 238</b>	<b>105</b>	<b>398</b>		<b>118 862</b>
Amortissements et pertes de valeur	(1 115)	(18 485)	(3 122)	(3 116)	(50)	(379)		(26 267)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs</b>	<b>56 208</b>	<b>19 925</b>	<b>3 266</b>	<b>13 122</b>	<b>55</b>	<b>19</b>		<b>92 595</b>
Distribution nette aux investisseurs	(50 319)	(2 008)		(8 787)				(61 114)
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>5 889</b>	<b>17 917</b>	<b>3 266</b>	<b>4 335</b>	<b>55</b>	<b>19</b>		<b>31 482</b>
Autres produits et charges opérationnels								
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL</b>								<b>31 482</b>
Résultat financier								(14 435)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées								37
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>								<b>17 084</b>
Impôt sur les bénéfices								(4 135)
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>								<b>12 949</b>
Résultat des activités abandonnées								
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>								<b>12 949</b>
Part des intérêts minoritaires								485
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>								<b>13 434</b>

2010 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Immobilier	Corporate	Éliminations	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif	78 244	73 535	21 178	34 773	145	10 170	(10 261)	207 784
Ventes de matériels	49 724	22 973	1 132	20 779				94 608
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>127 968</b>	<b>96 508</b>	<b>22 310</b>	<b>55 552</b>	<b>145</b>	<b>10 170</b>	<b>(10 261)</b>	<b>302 392</b>
Résultat de cession des autres immobilisations		4				1		5
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>127 968</b>	<b>96 512</b>	<b>22 310</b>	<b>55 552</b>	<b>145</b>	<b>10 171</b>	<b>(10 261)</b>	<b>302 397</b>
Coût d'achat des ventes	(46 033)	(18 440)	(694)	(19 005)				(84 172)
Dépenses opérationnelles des activités	(19 765)	(35 841)	(13 100)	(16 888)			768	(84 826)
Frais généraux, centraux, commerciaux et administratifs des activités	(8 415)	(6 565)	(3 406)	(3 481)	(47)	(9 613)	9 492	(22 035)
<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDA )</b>	<b>53 755</b>	<b>35 666</b>	<b>5 110</b>	<b>16 178</b>	<b>98</b>	<b>558</b>	<b>(1)</b>	<b>111 364</b>
Amortissements et pertes de valeur	(1 230)	(16 329)	(3 005)	(2 986)	(50)	(188)		(23 788)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs</b>	<b>52 525</b>	<b>19 337</b>	<b>2 105</b>	<b>13 192</b>	<b>48</b>	<b>370</b>	<b>(1)</b>	<b>87 576</b>
Distribution nette aux investisseurs	(46 938)	(3 065)	(23)	(7 582)				(57 608)
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>5 587</b>	<b>16 272</b>	<b>2 082</b>	<b>5 610</b>	<b>48</b>	<b>370</b>	<b>(1)</b>	<b>29 968</b>
Autres produits et charges opérationnels								
<b>RÉSULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>5 587</b>	<b>16 272</b>	<b>2 082</b>	<b>5 610</b>	<b>48</b>	<b>370</b>	<b>(1)</b>	<b>29 968</b>
Résultat financier								(12 715)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées								29
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>								<b>17 282</b>
Impôt sur les bénéfices								(4 001)
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>								<b>13 281</b>
Résultat des activités abandonnées								
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>								<b>13 281</b>
Part des intérêts minoritaires								(6)
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>								<b>13 275</b>

## note 3.2. Bilan par activité

31 décembre 2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Non alloué	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Goodwill		28 704	315	5 101		34 120
Immobilisations incorporelles nettes	200	261	25	689	248	1 423
Immobilisations corporelles nettes	31 293	232 270	59 324	193 945	1 479	518 311
Actifs financiers à long terme	36	362	434	1 163	344	2 339
Participations dans les entreprises associées						
Autres actifs non courants	2 692	37	4 353			7 082
Impôts différés actifs					494	494
<b>TOTAL actifs non courants</b>	<b>34 221</b>	<b>261 634</b>	<b>64 451</b>	<b>200 898</b>	<b>2 565</b>	<b>563 769</b>
Stocks et en-cours	37 507	10 649	249	22 461		70 866
Clients et comptes rattachés	14 946	39 571	2 665	5 367	105	62 654
Autres actifs courants	4 348	6 697	3 249	4 112	1 295	19 701
Trésorerie et équivalents					59 144	59 144
<b>TOTAL actifs courants</b>	<b>56 801</b>	<b>56 917</b>	<b>6 163</b>	<b>31 940</b>	<b>60 544</b>	<b>212 365</b>
Actifs destinés à être cédés						
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>						<b>776 134</b>
<b>PASSIF</b>						
Capital social					45 922	45 922
Réserves					93 910	93 910
Résultat de l'exercice, part du groupe					9 146	9 146
<b>Capitaux propres du groupe</b>					<b>148 978</b>	<b>148 978</b>
Intérêts minoritaires		338	(2)	23 699		24 035
<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>					<b>148 978</b>	<b>173 013</b>
Emprunts et dettes financières					368 873	368 873
Impôts différés passifs					5 658	5 658
Indemnités de départ en retraite et assimilés	25	131	5		198	359
Autres passifs long terme		1 102				1 102
<b>TOTAL passifs non courants</b>	<b>25</b>	<b>1 233</b>	<b>5</b>		<b>374 729</b>	<b>375 992</b>
Provisions	4		200		362	566
Emprunts et concours bancaires courants					122 910	122 910
Dettes fournisseurs	13 544	19 295	1 145	4 152	999	39 135
Autres passifs courants	25 937	25 301	10 162	463	2 655	64 518
<b>TOTAL passifs courants</b>	<b>39 485</b>	<b>44 596</b>	<b>11 507</b>	<b>4 615</b>	<b>126 926</b>	<b>227 129</b>
Passifs destinés à être cédés						
<b>TOTAL DU PASSIF</b>						<b>776 134</b>
<b>Investissements incorporels &amp; corporels de la période</b>	<b>9 615</b>	<b>21 538</b>	<b>16 042</b>	<b>17 311</b>	<b>179</b>	<b>64 685</b>
<b>Effectif par activité</b>	<b>32</b>	<b>636</b>	<b>21</b>	<b>30</b>	<b>41</b>	<b>760</b>

31 décembre 2011 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Non alloué	TOTAL
ACTIF						
Goodwill		17 607	315	4 554		22 476
Immobilisations incorporelles nettes	240	379			251	870
Immobilisations corporelles nettes	6 655	221 981	51 429	83 687	1 766	365 518
Actifs financiers à long terme	541	586	22	9 062	335	10 546
Participations dans les entreprises associées				676		676
Autres actifs non courants	3 245	30	5 805		1 010	10 090
Impôts différés actifs					436	436
TOTAL actifs non courants	10 681	240 583	57 571	97 979	3 798	410 612
Stocks et en-cours	26 582	10 157	123	32 485		69 347
Clients et comptes rattachés	14 632	38 724	4 161	6 603	72	64 192
Autres actifs courants	6 940	4 804	2 198	3 497	752	18 191
Trésorerie et équivalents					44 259	44 259
TOTAL actifs courants	48 154	53 685	6 482	42 585	45 083	195 989
Actifs destinés à être cédés						
TOTAL DE L'ACTIF						606 601
PASSIF						
Capital social					45 766	45 766
Réserves					87 683	87 683
Résultat de l'exercice, part du groupe					13 434	13 434
Capitaux propres du groupe					146 883	146 883
Intérêts minoritaires		(403)	(331)	167		(567)
Capitaux propres de l'ensemble						146 883
						146 316
Emprunts et dettes financières					247 746	247 746
Impôts différés passifs					5 309	5 309
Indemnités de départ en retraite et assimilés	18	121	2		166	307
Autres passifs long terme		1 113				1 113
TOTAL passifs non courants	18	1 234	2		253 221	254 475
Provisions	4	669	200	241	487	1 601
Emprunts et concours bancaires courants					116 304	116 304
Dettes fournisseurs	2 539	17 146	2 345	7 074	758	29 862
Autres passifs courants	29 995	13 806	8 062	3 961	2 219	58 043
TOTAL passifs courants	32 538	31 621	10 607	11 276	119 768	205 810
Passifs destinés à être cédés						
TOTAL DU PASSIF						606 601
Investissements incorporels & corporels de la période	171	31 998	5 809	16 308	1 562	55 848
Effectif par activité	29	558	52	27	34	700



31 décembre 2010 <i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	Non alloué	TOTAL
ACTIF						
Goodwill		18 067	315	4 555		22 937
Immobilisations incorporelles nettes	268	430			340	1 038
Immobilisations corporelles nettes	7 999	206 245	49 221	70 973	534	334 972
Actifs financiers à long terme	506	1 737	25	5 539	168	7 975
Participations dans les entreprises associées				1 087		1 087
Autres actifs non courants	3 497	412	6 267			10 176
Impôts différés actifs					173	173
TOTAL actifs non courants	12 270	226 891	55 828	82 154	1 215	378 358
Stocks et en-cours	22 272	7 848	215	44 680		75 015
Clients et comptes rattachés	13 272	27 110	2 622	13 923	63	56 990
Autres actifs courants	6 738	6 369	2 478	2 569	757	18 911
Trésorerie et équivalents					39 100	39 100
TOTAL actifs courants	42 282	41 327	5 315	61 172	39 920	190 016
Actifs destinés à être cédés						
TOTAL DE L'ACTIF						568 374
PASSIF						
Capital social					45 565	45 565
Réserves					81 364	81 364
Résultat de l'exercice, part du groupe					13 275	13 275
Capitaux propres du groupe					140 204	140 204
Intérêts minoritaires			(312)	227		(85)
Capitaux propres de l'ensemble						140 204
						140 119
Emprunts et dettes financières					227 880	227 880
Impôts différés passifs					4 993	4 993
Indemnités de départ en retraite et assimilés	17	90	1		111	219
Autres passifs long terme		1 466				1 466
TOTAL passifs non courants	17	1 556	1		232 984	234 558
Provisions	4	2 360	200	241	63	2 868
Emprunts et concours bancaires courants					103 866	103 866
Dettes fournisseurs	14 962	13 681	2 178	5 823	885	37 529
Autres passifs courants	26 619	12 093	1 314	7 069	2 339	49 434
TOTAL passifs courants	41 585	28 134	3 692	13 133	107 153	193 697
Passifs destinés à être cédés						
TOTAL DU PASSIF						568 374
Investissements incorporels & corporels de la période	1 608	31 342	923	3 608	124	37 604
Effectif par activité	34	481	93	25	34	667

### note 3.3. Information géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	International	Europe	Amériques	Afrique	Asie	TOTAL
<b>2012</b>						
Chiffre d'affaires	173 702	166 045	13 251	4 989		357 987
Investissements incorporels et corporels	9 605	33 789	20 522	40	729	64 685
Actifs sectoriels non courants	34 196	463 690	47 929	16 636	689	563 140
<b>2011</b>						
Chiffre d'affaires	126 399	201 953	7 462			335 814
Investissements incorporels et corporels	164	51 427	4 259			55 850
Actifs sectoriels non courants	10 172	367 075	32 929			410 176
<b>2010</b>						
Chiffre d'affaires	130 071	166 538	5 784			302 393
Investissements incorporels et corporels	1 598	35 974	33			37 604
Actifs sectoriels non courants	11 766	337 130	29 463			378 358

## NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### note 4. Produit des activités ordinaires

Répartition par nature <i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	Variation 2012/2011	2010 retraité <sup>(1)</sup>
Chiffre d'affaires locatif	219 034	221 419	(2 385) -1,1 %	207 787
Ventes de matériels neufs et d'occasion	138 952	114 395	24 557 21,5 %	94 606
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>357 986</b>	<b>335 814</b>	<b>22 172 6,6 %</b>	<b>302 393</b>
Plus-value de cession des autres immobilisations	(22)	212	(234) -110,4 %	5
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>357 964</b>	<b>336 026</b>	<b>21 938 6,5 %</b>	<b>302 398</b>

(1) : cf. note 1.1

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2012 s'élève à 358 millions d'euros contre 335,8 millions d'euros pour l'année 2011, soit une hausse de 6,6 % (+1 % à devises et périmètre constants).

#### Chiffre d'affaires locatif

Le chiffre d'affaires locatif intègre les revenus locatifs, les revenus de transport et les revenus de prestations de services associées à la location des matériels.

Le chiffre d'affaires locatif intègre également les produits financiers des locations financières dans lequel le Groupe est bailleur.

En 2011, une facturation exceptionnelle et non récurrente de 6 millions d'euros correspondant à des litiges avait été enregistrée et entièrement dépréciée.

Le chiffre d'affaires locatif est légèrement en hausse en retraitant cette facturation exceptionnelle entièrement provisionnée.

Il est à noter néanmoins une pression sur les tarifs locatifs et les taux d'utilisation, compensée par la croissance de la flotte.

#### Ventes de matériels neufs et d'occasion

Les ventes de matériels enregistrent principalement des cessions de matériels à des investisseurs (syndication). Ces matériels sont ensuite gérés par le Groupe dans le cadre de programmes de gestion. Les ventes de matériels enregistrent par ailleurs des ventes de constructions modulaires à des clients finaux, ainsi que les ventes de matériels appartenant aux investisseurs.

### note 5. Achats et autres charges externes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	Variation 2012/2011	2010 retraité <sup>(1)</sup>	2010 publié
Coût des ventes	(118 830)	(94 500)	(24 330) 26 %	(80 570)	(70 736)
Autres services extérieurs	(89 268)	(87 312)	(1 956) 2 %	(82 971)	(82 971)
Impôts et taxes	(1 043)	(668)	(375) 56 %	(697)	(697)
<b>TOTAL</b>	<b>(209 141)</b>	<b>(182 480)</b>	<b>(26 661) 15 %</b>	<b>(164 238)</b>	<b>(154 404)</b>

(1) : cf. note 1.1

L'évolution des achats et des autres charges externes correspond principalement à l'évolution des ventes de matériels.

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Économique Territoriale (C.E.T) qui comprend deux nouvelles contributions :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E) assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le Groupe a conclu à ce stade que le changement fiscal mentionné ci-dessus consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. Le Groupe considère donc qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la C.V.A.E comme à la C.F.E un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle précédemment enregistrée en charges opérationnelles. Ces deux nouvelles contributions ont donc été classées en charges opérationnelles, sans changement par rapport à celui retenu pour la taxe professionnelle.

### note 6. Charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	Variation 2012/2011	2010
Salaires & charges sociales	(29 513)	(28 775)	(738) 3 %	(26 539)
<b>Effectif</b>	<b>760</b>	<b>700</b>	<b>60 9 %</b>	<b>667</b>

La hausse des effectifs s'explique principalement par l'intégration des nouvelles sociétés marocaines dans le périmètre du Groupe.

Afin d'associer les collaborateurs de l'Unité Economique et Sociale (comprenant les sociétés TOUAX Corporate, TOUAX Solutions Modulaires, TOUAX Container Services et TOUAX River Barges) et de TOUAX Construction Modulaire aux performances du Groupe, des accords permettent le versement aux salariés de sommes qu'ils peuvent placer sur le Plan Épargne Entreprise.

#### Accord de participation :

La formule retenue est la formule légale de calcul. L'enveloppe se répartit pour moitié proportionnellement au temps de présence dans l'entreprise au cours de l'exercice et pour moitié proportionnellement aux salaires de chaque bénéficiaire au cours de l'exercice considéré.

#### Accord d'intéressement :

Il retient comme indicateur de performance le résultat net par action et le nombre moyen d'actions du groupe constaté au niveau des comptes consolidés (selon un calcul spécifique défini dans l'accord).

En 2012, aucun plan de stock-options n'a été mis en place.

### note 7. Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	2012	2011	Variation 2012/2011	2010
Autres produits d'exploitation	2 339	4 239	(1 900) -45 %	2 141
Autres charges d'exploitation	(1 967)	(3 802)	1 835 -48 %	(1 827)
<b>TOTAL Autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>372</b>	<b>438</b>	<b>(66) -15 %</b>	<b>314</b>

Les autres produits et charges d'exploitation sont constitués de produits et charges de gestion courante.

En 2012, le Groupe a récupéré environ 1 million de dollars américains de dépôts constitués dans le cadre de l'opération TLR 2001, suite au rachat de sa flotte de conteneurs maritimes et de wagons. Le test de dépréciation des actifs financiers en 2009 avait conduit le Groupe à comptabiliser en perte ces dépôts en autres charges d'exploitation. Le remboursement de ces dépôts est comptabilisé en autres produits d'exploitation en 2012.

En 2011, les autres charges d'exploitation présentent essentiellement les pertes irrécouvrables sur clients douteux. Les autres produits présentent notamment la comptabilisation en résultat d'une dette vis-à-vis d'un de nos fournisseurs qui était aussi client du Groupe TOUAX. La société a été mise en liquidation judiciaire, avec pour conséquence la comptabilisation en produit du solde de notre dette et en charge le solde de notre créance.

En 2010, la division Barges Fluviales a comptabilisé en autres produits des remboursements liés aux sinistres.

### note 8. Dépréciations d'exploitation

(en milliers d'euros)	2012	2011	Variation 2012/2011	2010
Reprises de dépréciations d'exploitation	5 332	3 803	1 530 40 %	2 032
Dépréciations d'exploitation	(6 748)	(10 148)	3 400 -34 %	(2 603)
<b>TOTAL Provisions d'exploitation</b>	<b>(1 416)</b>	<b>(6 346)</b>	<b>4 930 -78 %</b>	<b>(571)</b>

Les dépréciations et reprises d'exploitation présentent les dotations et reprises sur clients douteux.

Les reprises d'exploitation enregistrent par ailleurs les reprises de provisions figurant au passif du bilan. En 2011, une

provision de 700 milliers d'euros concernant une subvention étrangère avait été reprise et comptabilisée en charges dans le poste autres charges d'exploitation.

### note 9. Amortissements et pertes de valeur

(en milliers d'euros)	2012	2011	Variation 2012/2011	2010
Dotation aux amortissements linéaires	(23 609)	(18 059)	(5 550) 31 %	(16 133)
Dotation aux amortissements crédit-bail	(8 499)	(8 119)	(380) 5 %	(7 697)
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>(32 108)</b>	<b>(26 178)</b>	<b>(5 929) 23 %</b>	<b>(23 830)</b>
Perte de valeur				
Autres dotations aux provisions	(50)	(89)	39	42
<b>TOTAL</b>	<b>(32 157)</b>	<b>(26 267)</b>	<b>(5 890) 22 %</b>	<b>(23 788)</b>

La hausse des dotations aux amortissements reflète les investissements du Groupe.

Les autres dotations aux provisions sont uniquement constituées des dotations et reprises sur les engagements de retraite.

## note 10. Distributions nettes aux investisseurs

Les distributions nettes aux investisseurs se répartissent par activité comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2011	Variation 2012/2011	2010 retraité (1)
Conteneurs Maritimes	(52 223)	(50 319)	(1 904) 4 %	(46 938)
Constructions Modulaires	(1 947)	(2 008)	62 -3 %	(3 065)
Barges Fluviales				(23)
Wagons de Fret	(2 320)	(8 787)	6 466 -74 %	(7 582)
<b>TOTAL</b>	<b>(56 490)</b>	<b>(61 114)</b>	<b>4 624 -8 %</b>	<b>(57 608)</b>

(1) : cf. note 1.1

La baisse des distributions nettes aux investisseurs s'explique par l'entrée de SRF Railcar Leasing Ltd dans le périmètre du Groupe selon la méthode de l'intégration globale alors que cette entité était consolidée selon la méthode de la mise en équivalence en 2011.

### Conteneurs Maritimes

Le Groupe gère pour le compte de tiers 416 740 TEU en 2012, comparé à 372 784 TEU en 2011. Pour mémoire, un TEU correspond à un conteneur de vingt pieds de long (Twenty Equivalent Unit).

### Constructions Modulaires

Le Groupe gère pour le compte de tiers 5 094 constructions modulaires en France, en Allemagne et aux Pays-Bas.

### Wagons de Fret

Le Groupe gère pour le compte de tiers 4 210 wagons (équivalent à 4 714 plateformes) en Europe et aux États-Unis en 2012, comparé à 4 920 wagons (6 180 plateformes) en 2011. Cette baisse s'explique par les wagons de SRF Railcar Leasing Ltd qui sont désormais portés au bilan du Groupe.

## note 11. Autres produits et charges opérationnels

En 2012, les autres produits et charges opérationnels correspondent aux droits d'enregistrement de l'acquisition des filiales marocaines dans l'activité Constructions Modulaires.

En 2010 et 2011, aucun autre produit et charge n'a été constaté.

## note 12. Résultat financier

(en milliers d'euros)	2012	2011	Variation 2012/2011	2010
<b>Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie</b>	<b>101</b>	<b>52</b>	<b>49</b>	<b>26</b>
Charges d'intérêt sur opération de financement	(17 593)	(14 541)	(3 052)	(12 936)
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>(17 593)</b>	<b>(14 541)</b>	<b>(3 052)</b>	<b>(12 936)</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(17 492)</b>	<b>(14 489)</b>	<b>(3 003) 21 %</b>	<b>(12 910)</b>
Gains et pertes liés à l'extinction des dettes	14	(274)	288	(28)
Dividendes reçus				2
Produits et charges financiers d'actualisation	133	(23)	156	11
Autres produits et charges financiers	(222)	352	(574)	210
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(75)</b>	<b>55</b>	<b>(130)</b>	<b>195</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(17 567)</b>	<b>(14 434)</b>	<b>(3 133) 22 %</b>	<b>(12 715)</b>

## NOTE 13. Impôt sur les bénéfices

### note 13.1. Analyse de la charge d'impôt comptabilisée en résultat

L'impôt sur les bénéfices est composé des impôts exigibles dus par les sociétés du Groupe et des impôts différés provenant des déficits fiscaux et des décalages temporaires entre les résultats comptables consolidés et les résultats fiscaux.

Le Groupe a opté pour le régime de l'intégration fiscale aux États-Unis, en France et aux Pays-Bas et a constitué les groupes suivants :

- TOUAX Corp., Gold Container Corp., Gold Container Finance Llc, TOUAX Finance Inc., TOUAX Container Lease Receivables Corp. et TOUAX Equipment Leasing Corp. : groupe fiscal américain,
- TOUAX MODULAR BUILDING et de TOUAX LEASING CORP : groupe fiscal américain,
- TOUAX SCA, TOUAX Solutions Modulaires SAS, TOUAX Construction Modulaire SAS, et TOUAX Container Services SAS, TOUAX Corporate SAS et TOUAX River Barges SAS : groupe fiscal français,
- TOUAX BV et TOUAX Asset BV : groupe fiscal hollandais,
- Eurobulk Transport Maatschappij BV et CS de Jonge BV : groupe fiscal hollandais.

**■ note 13.1.1. Ventilation de la charge d'impôt**

La charge d'impôt comptabilisée en résultat de l'exercice s'élève à 2,7 millions d'euros (contre 4,1 millions d'euros en 2011 et 4 millions d'euros en 2010). La ventilation de cette charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2012			2011			2010		
	Exigible	Différé	Total	Exigible	Différé	Total	Exigible	Différé	Total
Europe	(2 477)	385	(2 092)	(3 666)	(292)	(3 958)	(3 164)	(282)	(3 446)
Etats-Unis		(346)	(346)		(8)	(8)	(986)	599	(387)
Autres	(434)	123	(312)	(168)		(168)	(168)		(168)
<b>TOTAL</b>	<b>(2 911)</b>	<b>162</b>	<b>(2 749)</b>	<b>(3 835)</b>	<b>(300)</b>	<b>(4 135)</b>	<b>(4 318)</b>	<b>317</b>	<b>(4 001)</b>

**■ note 13.1.2. Réconciliation entre la charge d'impôt théorique du Groupe et la charge d'impôt**

Effectivement comptabilisée

(en milliers d'euros)	2012
Résultat net des sociétés intégrées	8 726
Impôt sur le résultat	(2 749)
<b>RESULTAT DE L'ENSEMBLE AVANT IMPÔT</b>	<b>11 475</b>
Charge d'impôt théorique à 33,33 %	(3 825)
Incidence sur l'impôt théorique des :	
Limitation des impôts différés	(1 317)
Différences permanentes et autres éléments	(826)
Déficits créés dans l'exercice	(38)
Résultat imputé sur déficit antérieur	425
Différence de taux	2 832
<b>CHARGE D'IMPÔT EFFECTIVE</b>	<b>(2 749)</b>

Le solde des impôts différés actifs français non reconnus dans les comptes est estimé à 4 millions d'euros. Le solde des impôts différés actifs hollandais non reconnus dans les comptes est estimé à 0,8 million d'euros

L'impôt s'élève à 2,7 millions d'euros avec un taux d'imposition de 24 %. Le taux d'imposition du Groupe est relativement faible, du fait de son implantation dans les pays à taux d'imposition inférieur à 33,33 % comme l'Irlande (12,5 %), la Pologne (19 %), la République tchèque (19 %), Singapour (10 %), la Roumanie (16 %) et les Pays-Bas (20 %) par exemple.

**note 13.2. Impôts comptabilisés directement en capitaux propres**

Des impôts différés sont comptabilisés en capitaux propres pour l'évaluation des swaps et les réévaluations d'investissements nets.

(en milliers d'euros)	2011	Variation par capitaux propres	2012
BSAR	(54)		(54)
Evaluation des swaps	102	297	399
Réévaluation des investissements nets	500	(187)	313
<b>TOTAL</b>	<b>549</b>	<b>110</b>	<b>659</b>

**note 13.3. Actifs et passifs d'impôts différés**

Les positions d'actifs et de passifs d'impôts différés se présentent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Actif d'impôt différé	494	436	173
Passif d'impôt différé	(5 658)	(5 309)	(4 993)
<b>TOTAL</b>	<b>(5 164)</b>	<b>(4 873)</b>	<b>(4 820)</b>

Les passifs nets d'impôts différés s'analysent par nature de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2012
Dépréciations immobilisations	(16 085)
Retraitements du crédit bail	(11 883)
Déficits reportables	21 145
Actualisation immobilisations financières	34
Dépréciations pour clients douteux	628
Produits différés	773
Autres	224
<b>SOLDE NET</b>	<b>(5 164)</b>

## note 14. Résultat net par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice. Les actions auto détenues par la société ne sont pas prises en compte du fait du nombre peu significatif qu'elles représentent (0,09 % du capital au 31 décembre 2012).

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation afin de tenir compte de la conversion de tous les instruments de capitaux propres potentiellement dilutifs. La société a trois types d'instruments de capitaux propres potentiellement dilutifs : les stocks options, les bons de souscription d'actions et les bons de souscription d'actions remboursables.

	2012	2011
Résultat net en euro	9 145 961	13 434 318
Actions en circulation au 31 décembre	5 740 267	5 720 749
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	5 732 513	5 713 220
Nombre potentiel d'actions		
- Stock options plan 2006 *		32 521
- BSAR 2007 exerçables/cessibles**		
- BSA 2008 **		
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS POUR LE RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION</b>	<b>5 732 513</b>	<b>5 745 741</b>
RESULTAT NET PAR ACTION		
- de base	1,60	2,35
- dilué	1,60	2,34

\* les stocks options 2006 ont été exercés en 2012

\*\* le cours moyen de bourse en 2012 est inférieur au prix d'exercice de bons pouvant être exercés.

## NOTES RELATIVES AU BILAN

### ACTIF

#### note 15. Goodwill

La variation du goodwill est la suivante :

(en milliers d'euros)	2010	2011	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	2012
<b>Constructions Modulaires</b>						
Siko Containerhandel GmbH	1 583	1 583				1 583
Touax Sro - Touax SK Sro	16 470	16 009			403	16 411
Touax Modular Building USA, LLC	15	15				15
Sacmi/Ramco Sarl			10 675		21	10 675
<b>Barges Fluviales</b>						
Eurobulk Transport Maatschappij BV	221	221				221
CS de Jonge BV	91	91				91
Touax Rom SA	3	3				3
<b>Wagons de Fret</b>						
SRF Railcar Leasing			547			547
Touax Rail Limited	4 554	4 554				4 554
<b>TOTAL</b>	<b>22 937</b>	<b>22 476</b>	<b>11 121</b>		<b>424</b>	<b>34 120</b>

Sur l'exercice 2012, la variation du goodwill est principalement générée par l'acquisition des sociétés Sacmi/Ramco, deux entités marocaines intégrant notre activité Constructions Modulaires.

Le 1er juillet 2012, TOUAX et son partenaire financier ADP I (fonds spécialisé dans les investissements en Afrique et conseillé par DPI), ont pris une participation majoritaire de 90 % dans le leader marocain de la construction modulaire, la société SACMI ainsi qu'une participation de 100 % dans RAMCO, société de location.

SACMI fabrique, vend et loue des constructions modulaires au Maroc et en Afrique, SACMI est le leader marocain et possède une gamme de produits variés tels que des bâtiments à usage administratifs, industriels ou de chantiers, des bases vie et des abris télécoms. Sa clientèle compte des collectivités locales et des sociétés industrielles de premier plan, notamment dans les secteurs des télécoms et de la construction. Le goodwill de SACMI/RAMCO provenant de l'acquisition représente essentiellement le potentiel qu'offre le marché africain où les besoins en constructions modulaires sont importants.



	SACMI		RAMCO	
	En milliers de dirhams marocains	En milliers d'euros	En milliers de dirhams marocains	En milliers d'euros
Païement au closing	151 543	13 635	13 025	1 172
Créances clients	6 637	597		
Crédit vendeur (12 mois)	40 174	3 615		
Prix des 10 % de l'option d'achat	23 362	2 102		
<b>TOTAL PRIX D'ACQUISITION</b>	<b>221 716</b>	<b>19 949</b>	<b>13 025</b>	<b>1 172</b>
<b>Valeur Acquise</b>				
Immobilisations incorporelles	36	3	12	1
Immobilisations corporelles	64 505	5 804	4 843	436
Actifs financiers long terme	125	11	49	4
Stocks	29 747	2 676	482	43
Créances clients	34 326	3 089	4 503	405
Autres actifs courants	7 299	657	665	60
Trésorerie et équivalent	28 756	2 587	2 133	192
Dettes financières	(23 908)	(2 151)	(776)	(70)
Impôts différés passif	(8 115)	(730)	(433)	(39)
Autres passifs courants	(27 490)	(2 473)	(882)	(79)
<b>Juste valeur de l'actif net acquis</b>	<b>105 282</b>	<b>9 473</b>	<b>10 595</b>	<b>953</b>
<b>Goodwill Provisoire</b>	<b>116 435</b>	<b>10 476</b>	<b>2 430</b>	<b>219</b>

Le solde du prix d'acquisition des titres sera payée 12 mois après la date d'acquisition, soit 3,6 millions d'euros. Les créances figurant au bilan de SACMI à la date d'acquisition et recouvrées dans les 12 mois de l'acquisition seront reversées au vendeur. Ces compléments de prix sont constitutifs du prix d'acquisition. Par ailleurs, le Groupe a une option d'achat sur la part minoritaire restante. Le prix de cette option est convenu contractuellement entre les deux parties selon un multiple d'un solde de gestion et du bilan, ou d'un montant prédéfini s'il est supérieur au résultat de la formule. Cette option d'achat est comprise dans le prix d'acquisition et figure dans les autres dettes courantes.

La société SRF Railcar Leasing Ltd est une société d'investissement mise en équivalence en 2011. Début janvier 2012, le Groupe a pris le contrôle de cette société et l'a

consolidée selon la méthode de l'intégration globale. Selon IFRS 3, la prise de contrôle d'une société anciennement mise en équivalence est assimilée à une cession de celle-ci suivie de son acquisition. Cette transaction a donc généré un goodwill de 547 milliers d'euros.

### Tests de dépréciations

Des tests de dépréciations ont été effectués pour chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) présentant un goodwill. La valeur recouvrable est basée sur la valeur d'utilité, égale au montant des cash flows futurs actualisés en fonction d'un coût moyen pondéré du capital. Les cash flows futurs sont basés sur des prévisions à quatre ans et sur une valeur terminale évaluée à partir des prévisions de cash flows.

Le tableau ci-dessous décrit les principales hypothèses :

Unité génératrice de trésorerie (en milliers d'euros)	Valeur du goodwill associé	Taux d'actualisation 2012	Taux de croissance à l'infini 2012	Taux d'actualisation 2011	Taux de croissance à l'infini 2011
Constructions Modulaires	28 689	6,40%	2,00 %	6,61 %	2,00 %
Barges Fluviales	330	8,05 %	2,00 %	8,27 %	2,00 %
Wagons de Fret	5 101	6,84 %	2,00 %	7,21 %	2,00 %
<b>TOTAL</b>	<b>34 120</b>				

Les taux d'actualisation utilisés correspondent au coût moyen pondéré du capital (WACC) estimé des différentes activités.

Le taux de croissance utilisé est un taux de 2 % correspondant aux prévisions de la Banque Centrale Européenne en termes d'inflation.

Des analyses de sensibilités de la valeur recouvrable à un changement possible d'une hypothèse clé (notamment majoration de 100 points de base du taux d'actualisation et minoration de 100 points de base du taux de croissance à l'infini) ont été réalisées.

Compte tenu des valeurs d'actifs corporelles et incorporelles, ces analyses n'entraîneraient aucun risque de dépréciation sur les goodwills.

Aucune perte de valeur n'a été constatée au 31 décembre 2012.

**note 16. Immobilisations incorporelles**

	2011	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variation de périmètre	Reclassements et mises au rebut	2012
Conteneurs Maritimes	240	87		(123)	(4)			200
Constructions Modulaires	379	68	(22)	(151)	1	4	(19)	261
Barges Fluviales							26	25
Wagons de Fret		729			(40)			689
Corporate	251	49		(116)			64	248
	<b>870</b>	<b>932</b>	<b>(22)</b>	<b>(390)</b>	<b>(43)</b>	<b>4</b>	<b>71</b>	<b>1 423</b>

Les immobilisations incorporelles enregistrent principalement les licences, les logiciels, les frais de développement et les tests de pré-production des prototypes de constructions modulaires. En 2012, le Groupe a acquis une licence d'exploitation en Inde pour lui permettre de développer une activité de location de wagons dans ce pays.

**note 17. Immobilisations corporelles****note 17.1. Répartition par nature**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>			2011	2010
	Val. brute	Amort	Val. nette	Val. nette	Val. nette
Terrains et constructions	13 336	(2 142)	11 195	6 474	6 318
Matériels	620 435	(119 885)	500 551	353 016	322 825
Autres immobilisations corporelles	13 856	(9 371)	4 486	5 009	3 094
Immobilisations corporelles en cours	2 081		2 080	1 018	2 735
<b>TOTAL</b>	<b>649 708</b>	<b>(131 397)</b>	<b>518 311</b>	<b>365 518</b>	<b>334 972</b>

**note 17.2. Évolution par nature des valeurs brutes**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>01.01.2012</b>	Acquisitions	Cessions	Variation de conversion	Reclassement et entrée de périmètre	<b>31.12.2012</b>
Terrains et constructions	7 918	121		88	5 209	13 336
Matériels	453 964	59 827	(23 606)	1 763	128 487	620 435
Autres immobilisations corporelles	11 589	568	(181)	48	1 832	13 856
Immobilisations corporelles en cours	1 018	3 237		38	(2 212)	2 081
<b>TOTAL</b>	<b>474 489</b>	<b>63 753</b>	<b>(23 787)</b>	<b>1 937</b>	<b>133 314</b>	<b>649 708</b>

Les acquisitions de matériels concernent des constructions modulaires pour 21,5 millions d'euros, des wagons pour 16,7 millions d'euros, des barges fluviales pour 16 millions d'euros et des conteneurs maritimes pour 9,5 millions d'euros.

Les sorties d'immobilisations (cessions) concernent des barges fluviales pour 10 millions d'euros, des constructions modulaires pour 7,9 millions d'euros et des conteneurs maritimes pour 5,4 millions d'euros.

L'entrée de périmètre du SRF Railcar Leasing Ltd impacte les immobilisations pour 82 millions. L'entrée de périmètre de Sacmi et Ramco impacte les immobilisations pour 5,7 millions d'euros.

Le transfert des stocks vers les immobilisations corporelles concerne l'activité Conteneurs Maritimes pour 20 millions d'euros, les Wagons de Fret pour 19,4 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles du Groupe sont constituées

des matériels locatifs (conteneurs maritimes, constructions modulaires, barges fluviales et wagons de fret). Les valeurs unitaires des conteneurs maritimes et des constructions modulaires n'excèdent pas 10 000 euros. Les valeurs unitaires des wagons de fret varient entre 10 000 euros pour les wagons d'occasion 60 pieds et 125 000 euros pour les wagons neufs intermodaux couplés (106 pieds). Les valeurs unitaires des barges fluviales varient entre 150 000 euros pour les barges achetées d'occasion (1 700 tonnes) et plus d'un million d'euros pour les barges achetées neuves (2 800 tonnes).

Des tests de dépréciation ont été effectués sur les équipements exploités dans des marchés qui présentaient un indice de perte de valeur. Des constructions modulaires figurant dans les actifs corporels d'une filiale américaine ont fait l'objet d'une dépréciation en 2009 de 322 milliers d'euros. Une dépréciation complémentaire de 266 milliers d'euros a été comptabilisée dans les comptes de cette même filiale en 2011.

**note 18. Instruments financiers****note 18.1. Actifs Financiers****Actifs financiers non courants**

(en milliers d'euros)	VALEUR BRUTE			DEPRECIATION PAR RESULTAT (cumul)			VALEUR NETTE			
							Actifs financiers à LT		Autres actifs NC	
	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances		Titres disponibles à la vente	Prêts et créances		Titres disponibles à la vente	Prêts et créances		Actifs financiers à la juste valeur
	Actifs financiers N.C.	Actifs financiers N.C.	Autres actifs N.C.	Actifs financiers N.C.	Actifs financiers N.C.	Autres actifs N.C.		Actifs financiers N.C.	Autres actifs N.C.	dérivés N.C.
<b>AU 31 DECEMBRE 2009</b>	<b>1 429</b>	<b>12 826</b>	<b>11 816</b>	<b>(1 359)</b>	<b>(6 182)</b>	<b>(1 000)</b>	<b>70</b>	<b>6 644</b>	<b>10 816</b>	<b>183</b>
Variations de périmètre										
Augmentation		1 346	3 537					1 346	3 537	
Diminution	(52)	(10)	(329)				(51)	(10)	(329)	(111)
Ecart de conversion	106	218	748	(106)	(216)			2	748	6
Variation de JV		(27)	11					(27)	11	
Autres mouvements		299	(4 684)		(299)				(4 684)	
<b>AU 31 DECEMBRE 2010</b>	<b>1 484</b>	<b>14 653</b>	<b>11 099</b>	<b>(1 465)</b>	<b>(6 697)</b>	<b>(1 000)</b>	<b>19</b>	<b>7 955</b>	<b>10 099</b>	<b>77</b>
Variations de périmètre										
Augmentation		3 944	824					3 944	824	
Diminution	(1)	(1 539)	(1 751)		225	1 000	(1)	(1 314)	(751)	
Ecart de conversion	48	112	227		(108)		48	3	227	(4)
Variation de JV		(61)						(61)		956
Autres mouvements			(1 338)	(48)			(48)		(1 338)	
<b>AU 31 DECEMBRE 2011</b>	<b>1 531</b>	<b>17 108</b>	<b>9 061</b>	<b>(1 513)</b>	<b>(6 581)</b>		<b>18</b>	<b>10 527</b>	<b>9 061</b>	<b>1 029</b>
Variations de périmètre		16								
Augmentation		190	33					190	33	
Diminution	(2)	(581)	(6)				(2)	(581)	(6)	
Ecart de conversion	(29)	10	(130)	29	(11)			(1)	(130)	
Variation de JV		71						71		
Autres mouvements		(11 019)	(1 876)						(1 876)	(1 029)
<b>AU 31 DECEMBRE 2012</b>	<b>1 500</b>	<b>5 794</b>	<b>7 082</b>	<b>(1 484)</b>	<b>(6 591)</b>		<b>16</b>	<b>(797)</b>	<b>7 082</b>	

N.C. = Non courant

Les swaps de taux figurant dans les dérivés non courants sont évalués à la juste valeur dans les capitaux propres pour la part efficace et dans le résultat pour la part inefficace.

**Participations dans les entreprises associées**

La société SRF Railcar Leasing Ltd était consolidée par le Groupe depuis 2010 selon la méthode de la mise en équivalence. Depuis début 2012, le Groupe a pris le contrôle de cette entité et la consolide ainsi selon la méthode de l'intégration globale.

Au 31 décembre 2012, il n'y a aucune participation dans les entreprises associées.

**Éléments financiers de l'entreprise associée**

(en milliers d'euros)	2011	2010
TOTAL actif et passif	86 062	54 099
Chiffre d'affaires	6 203	4 376
Résultat net	142	84

**Évolution des participations dans les entreprises associées**

(en milliers d'euros)	2011	2010
À l'ouverture de l'exercice	1 087	
Quote-part du résultat net	37	29
Souscription au capital		1 174
Élimination de résultat interne	(279)	(116)
Juste valeur des instruments financiers	(173)	
Divers	4	
<b>À la clôture de l'exercice</b>	<b>676</b>	<b>1 087</b>

**Les titres disponibles à la vente :** Ils correspondent à une participation minoritaire dans une société non cotée de location de conteneurs de stockage aux États-Unis. Ils ont été dépréciés à 100 % en 2007 (1,4 million d'euros). La valeur des titres de participation est de 16 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Titres non cotés (en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Valeur brute	1 500	1 531	1 483
Perte de valeur	(1 484)	(1 513)	(1 464)
<b>Valeur nette des titres disponibles à la vente</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>19</b>

### Actifs financiers courants

(en milliers d'euros)	VALEUR BRUTE		DEPRECIATION PAR RESULTAT (cumul)		VALEUR NETTE	
	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par résultat
	Clients et autres débiteurs	Trésorerie et équivalent de trésorerie	Clients et autres débiteurs	Trésorerie et équivalent de trésorerie	Clients et autres débiteurs	Trésorerie et équivalent de trésorerie
<b>AU 31 DECEMBRE 2009</b>	<b>61 294</b>		<b>(6 847)</b>		<b>54 446</b>	
Variations de périmètre						
Augmentation	67	29 870	(2 067)		(2 001)	29 870
Diminution			1 275		1 275	
Ecart de conversion	1 643		(359)		1 284	
Variation de JV						
Autres mouvements	2 130		(145)		1 986	
<b>AU 31 DECEMBRE 2010</b>	<b>65 134</b>	<b>29 870</b>	<b>(8 144)</b>		<b>56 990</b>	<b>29 870</b>
Variations de périmètre	(18)				(18)	
Augmentation	14 623	1 578	(9 701)		4 922	1 578
Diminution			2 076		2 076	
Ecart de conversion	253		(25)		228	
Variation de JV						
Autres mouvements	(109)		106		(3)	
<b>AU 31 DECEMBRE 2011</b>	<b>79 883</b>	<b>31 448</b>	<b>(15 688)</b>		<b>64 195</b>	<b>31 448</b>
Variations de périmètre	5 248		(580)		4 667	
Augmentation		27 696	(6 673)		(6 673)	27 696
Diminution	(3 338)		3 893		555	
Ecart de conversion	(121)		34		(87)	
Variation de JV						
Autres mouvements	(155)		152		(3)	
<b>AU 31 DECEMBRE 2012</b>	<b>81 516</b>	<b>59 144</b>	<b>(18 862)</b>		<b>62 654</b>	<b>59 144</b>

Les actifs financiers s'analysent comme suit :

**Les prêts et créances** sont constitués des prêts et de dépôts de garanties. Des dépôts de garantie liés au Trust TLR 2001 et à la société GIE Modul Finance I y figuraient encore jusqu'au 31 décembre 2010 (cf. annexe des comptes consolidés note 28.1 et note 28.2). Cette catégorie présente également les créances clients et comptes rattachés.

La totalité du prêt accordé à la société SRF Railcar Leasing Ltd, soit 7,6 millions d'euros a été transférée en titre de participation des sociétés consolidées lors de sa prise de contrôle en janvier 2012. Cette société détenue par mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2011 est désormais consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

Un reclassement de 1,9 million d'euros a été constaté vers la part à moins d'un an des créances de location financement. Cet élément apparaît dans la note dédiée aux autres actifs courants (cf. note 20).

**Les actifs financiers à la juste valeur** par le résultat correspondent essentiellement à la juste valeur des valeurs mobilières de placement.

Les actifs financiers à long terme sont actualisés sur la base des taux sans risque du marché (obligations d'État).

Les impacts en résultat des instruments financiers sont indiqués dans la note 18.2.5 ci-après.

La politique de gestion des risques financiers est présentée dans la note 26 de l'annexe des comptes consolidés.

#### La juste valeur des instruments financiers

Les swaps et le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » sont évalués à la juste valeur.

La juste valeur des clients et comptes rattachés est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances.

Les autres actifs financiers non courants et autres actifs non courants sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif. Leurs valeurs comptables correspondent à une approximation raisonnable de leurs justes valeurs.

Les autres actifs financiers non courants et autres actifs non courants font l'objet de tests de dépréciation sur la base des flux futurs estimés.

### I note 18.1.1. Clients et comptes rattachés

Lors de leur comptabilisation, les créances clients et comptes rattachés sont comptabilisées à leur juste valeur qui correspond à leur valeur nominale. Une perte de valeur peut être enregistrée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement. Au 31 décembre 2012, le solde des créances

clients et comptes rattachés apparaît au bilan pour un montant de 62,7 millions d'euros. Cette valeur représente une bonne évaluation de la juste valeur.

La durée moyenne du crédit client est de 79 jours. Pour les créances en retard de paiement situé à moins d'un an, une dépréciation est constituée en fonction de l'historique de défaillance avec le client.

Avant d'accepter tout nouveau client, le Groupe fait appel à des agences de notations pour en évaluer sa solvabilité et les limites de crédit qu'il sera possible de lui accorder.

Au 31 décembre 2012, le Groupe enregistre dans ses comptes des créances en retard de paiement pour un montant net de 23,3 millions d'euros, dont la grande majorité est échue de moins de trois mois.

## Balance âgée 2012

(en milliers d'euros)	Clients et comptes rattachés bruts	Dépréciation	Clients et comptes rattachés nets
Non échu	39 721	(377)	39 344
0-6 mois	19 674	(2 533)	17 141
6-12 mois	4 580	(4 133)	447
> 1 an	17 541	(11 818)	5 723
<b>TOTAL</b>	<b>81 516</b>	<b>(18 861)</b>	<b>62 655</b>

### I note 18.1.2. Créances de location financement

Le Groupe enregistre à son actif des actifs détenus dans le cadre de location financement dans lequel il intervient comme bailleur pour une valeur nette comptable de 8,5 millions d'euros et une valeur d'origine de 13,5 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Paielements minimaux futurs	Paielements minimaux futurs actualisés
A moins d'un an	2 463	1 423
Entre un et cinq ans	8 647	6 482
Après cinq ans	622	586
<b>TOTAL</b>	<b>11 733</b>	<b>8 492</b>
Actualisation des contrats de location-financement	(3 241)	
<b>Paielements minimaux futurs actualisés</b>	<b>8 492</b>	<b>8 492</b>
Présentation des créances de la location-financement au bilan :		
Autres actifs courants		1 423
Autres actifs non courants		7 069
<b>TOTAL</b>		<b>8 492</b>

Le taux d'intérêt des contrats de location financement est fixé le jour de la signature du contrat. Le taux moyen d'intérêt constaté est de 12,92 % au 31 décembre 2012. Les produits d'intérêts des contrats de location financement sont constatés en chiffre d'affaires locatif (1,3 million d'euros en 2012 contre 1,3 million d'euros en 2011).

Le montant des remboursements clients sur les créances de location financement correspondant à l'investissement net comptabilisé à l'actif du bilan s'élève à 1,5 million d'euros en 2012 (2 millions d'euros en 2011).

L'EBITDA qui correspond pour le Groupe au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et aux

provisions est une notion non comptable mais qui est particulièrement utilisée par les analystes financiers, investisseurs et autres utilisateurs des états financiers pour la mesure de la performance opérationnelle de l'activité. À notre avis, afin de mieux mesurer cette performance, les utilisateurs des états financiers du Groupe peuvent utiliser l'EBITDA retraité ci-dessous. L'EBITDA retraité correspond à l'EBITDA augmenté du remboursement en principal de l'investissement net des locations financements accordées aux clients. L'EBITDA retraité permet de calculer plus justement que l'EBITDA le montant des flux opérationnels de trésorerie. Cette pratique est courante chez les loueurs de matériels.



(en milliers d'euros)	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barques Fluviales	Wagons de Fret	Divers	2012
EBITDA (marge brute)	64 426	31 366	7 218	15 024	233	118 267
Paiements du principal des créances de location-financement reçus	816	27	618			1 461
<b>EBITDA retraité</b>	<b>65 241</b>	<b>31 392</b>	<b>7 837</b>	<b>15 024</b>	<b>233</b>	<b>119 727</b>
Distribution nette aux investisseurs	(52 223)	(1 947)		(2 320)		(56 490)
<b>EBITDA retraité après distribution aux investisseurs</b>	<b>13 019</b>	<b>29 445</b>	<b>7 837</b>	<b>12 704</b>	<b>233</b>	<b>63 238</b>

### ■ note 18.1.3. Trésorerie et équivalents

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Placements à moins de trois mois	37 070	31 448	29 871
dont valeurs mobilières de placement	35 623	29 559	29 870
Trésorerie	22 073	12 811	9 229
<b>TOTAL</b>	<b>59 144</b>	<b>44 259</b>	<b>39 100</b>

Les soldes de trésorerie présents sur le bilan du Groupe au 31 décembre 2012 comprennent 12 millions d'euros de trésorerie qui ne sont pas disponibles pour la gestion de trésorerie quotidienne du Groupe. Ce solde correspond pour 6,7 millions d'euros à des restrictions contractuelles de transfert de liquidité liées aux covenants bancaires et pour 5,3 millions d'euros à l'absence de disposition d'actionnaires permettant de disposer de la trésorerie de sociétés non détenues à 100 %.

### note 18.2. Passifs financiers

Les passifs financiers non courants et courants correspondent aux « emprunts et dettes financières » et aux « emprunts et concours bancaires courants ».

#### ■ note 18.2.1. Analyse par classe des passifs financiers

(en milliers d'euros)	2012			2011			2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunt obligataire	22 635		22 635	1 188	40 415	41 603	40 045		40 045
Emprunts moyen long terme avec recours	62 918	15 227	78 144	24 792	6 337	31 129	12 274	4 215	16 489
Engagements de location-financement avec recours	83 295	21 972	105 267	94 115	19 664	113 779	96 251	18 270	114 521
Crédits renouvelables avec recours	69 275	25 666	94 941	52 137	17 233	69 370		57 549	57 549
Dettes sans recours	130 750	48 172	178 923	75 513	22 839	98 353	79 310	10 210	89 520
Concours bancaires courants avec recours		8 730	8 730		9 694	9 694		13 151	13 151
Instruments dérivés passifs		3 143	3 143		123	123		471	471
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>368 873</b>	<b>122 910</b>	<b>491 783</b>	<b>247 746</b>	<b>116 304</b>	<b>364 050</b>	<b>227 880</b>	<b>103 866</b>	<b>331 746</b>

Les dettes « sans recours » concernent :

- Les financements d'actifs, pour lesquels le service de la dette doit être assuré par les revenus générés par les actifs (tant par les revenus locatifs que par les produits de cession), qui ne sont pas garantis par la société mère TOUAX SCA.
- Les financements, accordés à des filiales intégrées globalement bien que non détenues à 100 % par le Groupe, qui ne sont pas garantis par la société mère TOUAX SCA.

Selon IFRS 7.8, les différentes catégories d'instruments financiers sont les suivantes :

#### Au 31 décembre 2012

Catégories passifs financiers (en milliers d'euros)	Comptes consolidés	Evaluation juste valeur	Diff en %	Sensibilité : +1%	Diff avec juste valeur
Passifs financiers évalués au coût amorti	488 640	487 946	-0,14 %	482 194	-1,18 %
Passifs financiers évalués à la juste valeur	3 143	3 143	0,00 %		0,00 %
<b>TOTAL</b>	<b>491 783</b>	<b>491 088</b>	<b>-0,14 %</b>	<b>482 194</b>	<b>-1,81 %</b>

**Au 31 décembre 2011**

Catégories passifs financiers (en milliers d'euros)	Comptes consolidés	Evaluation juste valeur	Diff en %	Sensibilité : +1 %	Diff avec juste valeur
Passifs financiers évalués au coût amorti	363 928	367 601	1,01 %	362 729	-1,33 %
Passifs financiers évalués à la juste valeur	122	123	0,00 %		0,00 %
<b>TOTAL</b>	<b>364 050</b>	<b>367 724</b>	<b>1,01 %</b>	<b>362 729</b>	<b>-1,36 %</b>

**Au 31 décembre 2010**

Catégories passifs financiers (en milliers d'euros)	Comptes consolidés	Evaluation juste valeur	Diff en %	Sensibilité : +1 %	Diff avec juste valeur
Passifs financiers évalués au coût amorti	331 275	332 746	0,44 %	328 010	-1,42 %
Passifs financiers évalués à la juste valeur	471	471	0,00 %		0,00 %
<b>TOTAL</b>	<b>331 746</b>	<b>333 217</b>	<b>0,44 %</b>	<b>328 010</b>	<b>-1,56 %</b>

Comme indiqué dans la note 1.18.3, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Une application du principe de la juste valeur ferait ressortir une évaluation des passifs financiers à 491,1 millions d'euros, en prenant comme hypothèses les cours de clôture au 31 décembre 2012.

- La juste valeur des dettes à taux fixe est déterminée pour chaque emprunt par actualisation des cash-flows futurs, en retenant comme taux d'actualisation le taux moyen des dettes à taux fixe considéré comme représentatif du taux de

financement de la classe de risque du Groupe en l'absence de valeurs cotées (dérivés de crédit ou courbes obligataires).

- La valeur nette comptable des dettes à taux variable (long terme comme court terme) constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les instruments dérivés passifs sont évalués selon les valorisations obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

L'OBSAR émise le 8 mars 2007 a été remboursée 8 mars 2012 pour 40,4 millions d'euros.

**I note 18.2.2. Analyse par échéance des flux contractuels des emprunts au 31 décembre 2012**

(en milliers d'euros)	2013	2014	2015	2016	2017	+ 5 ans	TOTAL
Emprunt obligataire			991			21 644	22 635
Emprunts moyen long terme avec recours	15 227	16 390	11 721	15 610	8 019	11 178	78 144
Engagements de location financement avec recours	21 972	21 189	19 548	16 338	10 876	15 344	105 267
Emprunts court terme avec recours	6 766	1 775		67 500			76 041
Dettes sans recours	48 172	9 925	80 141	11 039	5 377	24 268	178 923
<b>TOTAL des flux de capital sur emprunts</b>	<b>92 137</b>	<b>49 279</b>	<b>112 401</b>	<b>110 487</b>	<b>24 273</b>	<b>72 434</b>	<b>461 010</b>
Flux futurs d'intérêts sur emprunts	14 271	11 934	8 535	5 741	4 099	4 081	48 659
<b>TOTAL flux sur emprunts</b>	<b>106 408</b>	<b>61 212</b>	<b>120 935</b>	<b>116 227</b>	<b>28 372</b>	<b>76 515</b>	<b>509 670</b>

Ce tableau présente uniquement les flux contractuels et exclut donc les encours liés à des engagements non confirmés par les banques comme les découverts et les facilités de caisse renouvelés annuellement. Ces financements à caractère renouvelable sont présentés dans les passifs financiers courants de la note 18.2.1.

Pour les emprunts à taux variable, les intérêts futurs ont été estimés sur la base des taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2012.

**I note 18.2.3. Engagements et clauses spécifiques des emprunts**

Certains emprunts bancaires à court et moyen terme incluent des clauses de défaut liées au non au respect de ratios financiers (covenants financiers). Ces clauses portent sur 315 millions d'euros de dettes au 31 décembre 2012. Elles permettent aux établissements de crédit de demander éventuellement le remboursement anticipé du crédit si elles ne sont pas respectées.

Les covenants financiers calculés sur les comptes consolidés du Groupe sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Emprunteur	Touax SCA	Touax SCA	Touax SCA	TOUAX Corp	TOUAX Leasing Corp/TOUAX Hydrovia Corp	Touax Container Services
Type de facilité	Club deal	Club deal	Émission obligataire	Bilatérale	Bilatérale	Bilatérale
Durée et mode de tirage	5 ans crédit renouvelable multidevise	5 ans crédit long terme	6 ans remboursement in fine	2 ans crédit renouvelable USD	7 ans long terme amortissable	2 ans crédit renouvelable multidevise
<b>Montant maximum</b>	<b>67,5 Meuros</b>	<b>43 Meuros</b>	<b>15 Meuros</b>	<b>10 Musd</b>	<b>22,3 Musd</b>	<b>10 Meuros</b>
Encours 31/12/12	67,5 Meuros	38,7 Meuros	15 Meuros	2,5 Musd	11,2 Musd	5 Meuros

#### RATIOS FINANCIERS À RESPECTER

Périmètre de calcul	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA	comptes consolidés TOUAX SCA
Leverage (dettes nettes avec recours / Ebitda après distribution)	inférieur à 4,25 jusqu'au 30/06/14, puis inférieur à 4	inférieur à 4,25 jusqu'au 30/06/14, puis inférieur à 4	inférieur à 4,5			inférieur à 4,25
Gearing (dettes nettes avec recours / capitaux propres)	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9	inférieur à 1,9
Interest Coverage (EBITDA après distribution / Frais financiers nets)				moyenne des 2 derniers semestres supérieure à 2		
EBIT après distribution / frais financiers nets					supérieur à 1,5	
Fréquence de calcul	semestrielle	semestrielle	semestrielle	semestrielle	semestrielle	semestrielle
Date de fin du crédit	14/04/2016	8/03/2017	14/12/2018	31/08/2014	31/12/2019	31/01/2013

#### AUTRES CONDITIONS/ CLAUSES

Sûretés	Non	Non	Non	Non	Package de sûretés	Non
Clauses de défaut croisé	défaut d'une dette supérieure à 5 millions d'euros sur le périmètre de calcul à l'exclusion des dettes sans recours	défaut d'une dette supérieure à 5 millions d'euros sur le périmètre de calcul à l'exclusion des dettes sans recours	défaut d'une dette supérieure à 5 millions d'euros sur le périmètre de calcul à l'exclusion des dettes sans recours	défaut d'une dette supérieure à 5 millions de dollars sur le périmètre de calcul	défaut d'une dette supérieure à 5 millions de dollars sur le périmètre de calcul	défaut d'une dette supérieure à 10 millions de dollars sur le périmètre de calcul

Des financements d'actifs et d'acquisition portés par des sociétés dédiées contiennent également des covenants financiers pouvant entraîner l'exigibilité anticipée du financement considéré.

Les covenants financiers calculés sur les comptes consolidés du Groupe sont respectés au 31 décembre 2012.

Des clauses exigeant le contrôle du Groupe par la famille WALEWSKI ont également été incluses.

Il est précisé que le Groupe TOUAX ne disposant pas de notation financière officielle, il n'existe donc aucune clause de remboursement anticipé dans les contrats de financement qui serait déclenchée suite à une détérioration de notation.

#### ■ note 18.2.4. Analyse de l'endettement

L'endettement financier net consolidé est le suivant

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Passifs financiers	491 783	364 050	331 746
Instrument dérivés actif		1 029	77
Valeurs mobilières de placement & autres placements	37 070	31 448	29 871
Disponibilités	22 073	12 811	9 229
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET CONSOLIDÉ</b>	<b>432 639</b>	<b>318 762</b>	<b>292 569</b>
Dette sans recours	178 923	98 353	89 520
<b>ENDETTEMENT FINANCIER EXCLUANT LA DETTE SANS RECOURS</b>	<b>253 716</b>	<b>220 409</b>	<b>203 049</b>

À compter de 2010, la valorisation des instruments dérivés actifs est prise en compte dans le calcul de l'endettement financier net consolidé.

## Les dettes financières par devise

<i>(en milliers euros)</i>	2012	2011	2010
Euro (EUR)	407 266	311 038	291 058
US dollar (USD)	55 173	34 916	25 218
Zloty polonais (PLN)	13 437	15 398	15 185
Autres	15 907	3 698	285
<b>TOTAL</b>	<b>491 783</b>	<b>365 049</b>	<b>331 746</b>

## Répartition taux fixe – taux variable de la dette brute (après prise en compte des instruments de couverture)

<i>(en milliers euros)</i>	2012	2011	2010
Taux fixe	309 034	171 450	167 202
Taux variable	182 748	192 600	164 544
<b>TOTAL</b>	<b>491 783</b>	<b>364 050</b>	<b>331 746</b>

## Taux moyen de la dette brute par devise

	2012	2011	2010
Taux moyen dette en euro (EUR)	3,42 %	3,53 %	3,51 %
Taux moyen dette en dollar US (USD)	4,26 %	4,00 %	4,62 %
Taux moyen dette en zloty polonais (PLN)	6,73 %	7,02 %	6,66 %
Taux moyen dette en autres devises	5,21 %	3,92 %	6,59 %
<b>TAUX MOYEN DE LA DETTE BRUTE GLOBALE</b>	<b>3,66 %</b>	<b>3,73 %</b>	<b>3,74 %</b>

## I note 18.2.5. Effet en résultat des instruments financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Instruments évalués au coût amorti	Instrument dérivé de couverture de change	Instrument désigné à la juste valeur	2012
Produits d'intérêt						
Charges d'intérêt	196		(17 917)	(19)		(17 740)
<b>Impact Résultat</b>	<b>196</b>		<b>(17 917)</b>	<b>(19)</b>		<b>(17 740)</b>
Ecart de change						14
Effet actualisation						71
Rémunération de la trésorerie						101
Divers						(13)
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>						<b>(17 567)</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Instruments évalués au coût amorti	Instrument dérivé de couverture de change	Instrument désigné à la juste valeur	2011
Produits d'intérêt		593				593
Charges d'intérêt			(14 868)	3	26	(14 839)
<b>Impact Résultat</b>		<b>593</b>	<b>(14 868)</b>	<b>3</b>	<b>26</b>	<b>(14 247)</b>
Ecart de change						(274)
Effet actualisation						(52)
Rémunération de la trésorerie						52
Divers						86
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>						<b>(14 434)</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Instruments évalués au coût amorti	Instrument dérivé de couverture de change	Instrument désigné à la juste valeur	2010
Produits d'intérêt		338				338
Dividendes reçus	2					2
Charges d'intérêt			(13 161)	3	25	(13 133)
<b>Impact résultat</b>	<b>2</b>	<b>338</b>	<b>(13 161)</b>	<b>3</b>	<b>25</b>	<b>(12 793)</b>
Écart de change						(28)
Effet actualisation						(17)
Rémunération de la trésorerie						122
Reprise financière						1
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>						<b>(12 715)</b>

**note 18.2.6. Dettes fournisseurs**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Conteneurs Maritimes	13 543	2 539	14 962
Constructions Modulaires	19 295	17 146	13 681
Barges Fluviales	1 145	2 345	2 178
Wagons de Fret	4 152	7 075	5 823
Divers	1 000	754	885
<b>TOTAL</b>	<b>39 135</b>	<b>29 860</b>	<b>37 529</b>

Les échéances de paiement des fournisseurs sont à moins d'un an.

**note 19. Stocks et en-cours**

Les stocks et en-cours enregistrent des matériels destinés à être vendus et des pièces détachées. Les matériels sont destinés principalement à la vente aux investisseurs dans le cadre de programmes de gestion.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011	2010
	Val. brute	Dépréciation	Val. nette	Val. nette	Val. nette
Matériels	59 892	(70)	59 821	56 783	63 922
Pièces détachées	11 045		11 045	12 563	9 730
Stock de produits finis et intermédiaires					1 363
<b>TOTAL</b>	<b>70 936</b>	<b>(70)</b>	<b>70 866</b>	<b>69 347</b>	<b>75 015</b>

- Le stock de conteneurs maritimes correspond à environ 24 204 CEU pour un montant 37,5 millions d'euros.
- Le stock de wagons comptent 104 wagons ou 208 plateformes pour 14,2 millions d'euros et environ 7,9 millions d'euros de pièces détachées.
- Les constructions modulaires présentent un compte de stock de marchandises de 6,9 millions d'euros, 0,8 million d'euros de stock en cours de production, et 3,1 millions d'euros de pièces détachées.

**note 20. Autres actifs courants**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Cessions d'immobilisations	56	35	55
Charges constatées d'avance	4 412	4 052	3 248
Impôts et taxes	10 847	7 157	10 105
Autres	4 386	6 946	5 503
<b>TOTAL</b>	<b>19 702</b>	<b>18 190</b>	<b>18 911</b>

La situation des impôts et taxes correspond pour l'essentiel à la TVA sur les acquisitions de biens en fin de période.

La rubrique « autres » comprend au 31 décembre 2012 notamment la part des créances financières de location financement à moins d'un an (soit 1,4 million d'euros au 31 décembre 2012 cf. annexe des comptes consolidés note 1.18.1).

Les autres actifs courants sont recouvrables à moins d'un an.

**note 21. Capitaux propres**

Les capitaux propres sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres.

Il est à noter par ailleurs que :

- TOUAX a procédé au versement d'un acompte sur dividende en janvier 2012 pour 2,9 millions d'euros.
- au cours de l'année 2012, 144 BSAR ont été exercés correspondant à l'émission de 38 nouvelles actions. Il reste au 31 décembre 2012, 1 395 292 BSAR à exercer sur les 1 427 328 émis en 2007, soit un potentiel de 372 892 actions (4 BSAR pour 1,069 action).
- au cours de l'année 2012, 19 480 options de souscriptions ont été exercées correspondant à l'émission de 19 480 nouvelles actions. Les options de souscriptions ou d'achat d'actions consenties par TOUAX SCA sont détaillées dans le tableau suivant, étant précisé que le plan 2006 est devenu caduc le 7 août 2012.



## Options de souscription ou d'achat d'actions consenties par TOUAX SCA :

	Plan 2006 Options de souscription ou d'achat d'actions
Date de l'Assemblée Générale	28.06.2006
Date du Conseil de Gérance	07.08.2006
Nombre d'options consenties à l'origine	52 874
– dont aux membres du comité de direction	15 770
Nombre de bénéficiaires actuels	néant
– dont membres du comité de direction actuel	
Date d'attribution	07.08.06
Date de départ d'exercice	07.08.08
Date d'expiration	07.08.12
<b>Dernier prix d'exercice</b>	<b>19,75 €</b>
<b>Options levées depuis l'attribution</b>	<b>43 598</b>
– par les membres du comité de direction	15 770
Nombre de membres du comité de direction ayant exercé des options en 2012	1
Options caduques depuis l'attribution	9 276
<b>Nombre d'options restant à exercer au 31.12.2012</b>	
– dont aux membres du comité de direction	

*La gestion du capital*

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe a pour objectif de maximiser la valeur de la société en optimisant une structure de capital destinée à minimiser son coût et servir un rendement aux actionnaires.

Le Groupe gère la structure de ses financements en optimisant le mix capitaux propres – dettes au regard de l'évolution des conditions économiques, de ses objectifs et de la gestion de ses risques. Il évalue ses besoins en fonds de

roulement ainsi que le rendement attendu de ses dépenses d'investissements, de manière à maîtriser ses besoins de financement. En fonction de la croissance de ses marchés et de l'espérance de rentabilité des actifs gérés, le Groupe choisit d'émettre des actions nouvelles ou de vendre des actifs pour diminuer ses dettes.

Le Groupe gère son mix capitaux propres – dettes avec le ratio de structure (gearing) comme indicateur. Ce ratio correspond à l'endettement net, avec et sans recours, divisé par les capitaux propres. Les ratios d'endettement sont les suivants :

(en millions d'euros)	2012	2011	2010
Endettement net avec recours	253,7	220,4	203,0
Capitaux propres	173,0	146,3	140,2
Ratio d'endettement (excluant la dette sans recours)	1,47	1,50	1,45
Ratio d'endettement de la dette sans recours	1,03	0,67	0,64
<b>RATIO ENDETTEMENT</b>	<b>2,50</b>	<b>2,17</b>	<b>2,09</b>

**note 22. Provisions**

(en milliers d'euros)	2011	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Ecart de change	2012
Litiges	43	75				118
Autres risques	1 557		(885)	(241)	17	448
<b>TOTAL</b>	<b>1 600</b>	<b>75</b>	<b>(885)</b>	<b>(241)</b>	<b>17</b>	<b>566</b>

Les « autres risques » se composent à l'ouverture d'une subvention obtenue à l'étranger pour un montant de 0,7 million d'euros et d'une provision fiscale pour un montant de 0,4 million d'euros. La subvention était conditionnée principalement à la réalisation d'investissements et à la création d'emplois. Une provision a été constatée pour ce montant en raison des perspectives économiques incertaines.

La variation 2012 présente une reprise de la provision relative à la subvention obtenue à l'étranger. Toutes les conditions n'étant pas réunies, la totalité de cette reprise a été comptabilisée en contrepartie en charge pour un montant de 0,7 million d'euros.

La provision pour risques fiscaux a été reprise pour 0,2 million d'euros et a été comptabilisée en contrepartie en charge.

### note 23. Indemnités de départ en retraite et assimilés

Les mouvements liés aux engagements retraites peuvent être engendrés par :

- des mouvements de personnel (arrivées et départs de nouvelles personnes),
- l'acquisition de droits par le personnel pendant sa durée d'activité au sein de l'entreprise,
- les évolutions de salaires et autres hypothèses actuarielles.

(en milliers d'euros)	2011	Dotation	Reprise	2012
Conteneurs Maritimes	18	24	(18)	24
Constructions Modulaires	121	10		131
Barges Fluviales	2	5	(2)	5
Corporate	166	198	(166)	198
<b>TOTAL</b>	<b>307</b>	<b>237</b>	<b>(186)</b>	<b>358</b>

Les hypothèses retenues servant à la valorisation des engagements de retraite sont les suivantes :

- Un coefficient de probabilité de la présence des salariés au sein de l'entreprise lors du départ à la retraite est calculé en fonction de l'âge,
- Un taux d'actualisation de 2,69 %
- Un taux de revalorisation des salaires de 1,2 %,
- Un départ à la retraite à 65 ans.

### note 24. Autres passifs long terme

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Constructions Modulaires	1 102	1 113	1 466
<b>TOTAL</b>	<b>1 102</b>	<b>1 113</b>	<b>1 466</b>

En 2009, la division Constructions Modulaires a mis en place un nouveau type de contrat de vente avec engagement de reprise. Celui-ci implique d'enregistrer l'engagement de rachat du Groupe ainsi que les produits différés relatifs à la location des constructions modulaires. Ces deux éléments figurent en autres passifs long terme.

### note 25. Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Dettes sur immobilisations	12 259	4 563	256
Dettes fiscales et sociales	19 017	18 198	16 834
Dettes d'exploitation	21 445	23 576	25 482
Produits constatés d'avance	6 885	8 790	5 939
Autres passifs courants	4 913	2 914	923
<b>TOTAL</b>	<b>64 518</b>	<b>58 042</b>	<b>49 433</b>

Les dettes sur immobilisation concernent l'achat de barges pour 5 millions d'euros, le crédit vendeur et le complément de prix lié à l'acquisition des sociétés marocaines pour 4,2 millions d'euros, et l'option d'achat des minoritaires de la société SACMI pour 2,1 millions d'euros.

Les dettes d'exploitation enregistrent principalement les revenus dus aux investisseurs des activités Conteneurs Maritimes, Wagons de Fret et Constructions Modulaires (19,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 21,9 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Les autres passifs courants comprennent le versement d'une avance d'ADPI (actionnaire minoritaire de TOUAX Africa) pour 3 millions d'euros, en garantie du crédit vendeur de l'acquisition des filiales marocaines.

## note 26. Gestion des risques

### 26.1 Risque de marché

Les risques financiers et de marché incluent les risques de change, les risques de taux d'intérêt, les risques sur les actions détenues et le risque de contrepartie.

Les risques de taux et de change sont gérés de manière centralisée au sein du département Trésorerie et Financements qui les reporte mensuellement au comité de direction.

Les risques de taux et de change sont suivis à travers un reporting mensuel effectué par les filiales auprès du département Trésorerie et Financements, ce reporting inclut les prêts consentis par des établissements externes ainsi que les prêts conclus entre les filiales du Groupe. Ces informations sont vérifiées, analysées, consolidées et transmises au comité de direction. Des suggestions quant à la gestion des risques de taux et de change sont émises par le département Trésorerie et Financements et les décisions sont prises par le comité de direction du Groupe. Les instruments bureautiques « standards » permettent de répondre de façon satisfaisante aux besoins du Groupe pour le suivi de ces risques.

### 26.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est développé dans la note 18.1.1.

### 26.3 Risque de liquidité et de contrepartie

**Le risque de liquidité** est géré par le département Trésorerie et Financements du Groupe qui dépend de la Direction Administrative et Financière du Groupe. La gestion de trésorerie globale au niveau du Groupe permet de compenser les excédents et les besoins de trésorerie afin de minimiser le recours aux emprunts financiers.

La gestion du risque de liquidité s'évalue à travers les besoins du Groupe ressortant du plan à 3 ans, du budget annuel de trésorerie et des prévisions mensuelles et hebdomadaires. L'ensemble des reportings est transmis au comité de direction du Groupe.

L'objectif en termes de gestion de trésorerie est de faire face aux échéances du Groupe tout en maintenant des marges de manœuvre décidées par le comité de direction du Groupe et en optimisant le coût financier de la dette.

À cet effet, le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées par ses partenaires bancaires qui se déclinent en emprunts bancaires de type revolving pour le préfinancement de ses actifs, en lignes de financements d'actifs de type location financements et d'emprunts obligataires afin d'adosser au mieux le service des dettes et les revenus générés par les actifs.

L'ensemble des financements est négocié ou validé par le département Trésorerie et Financements afin de maîtriser les engagements juridiques et financiers (sur bilan et hors bilan) pris par le Groupe.

Certains emprunts incluent des clauses de conditionnalité sur les tirages (éligibilité des actifs) et d'autres incluent des engagements financiers (ratios) que le Groupe doit respecter, tel qu'exposé dans la note 18.2.3.

À court terme les principaux risques de liquidité du Groupe sont liés à la non-reconduction de lignes revolving et au refinancement de la ligne revolving sans recours de préfinancement de wagons arrivant à échéance en novembre 2013. Les échéances théoriques sur l'année 2013 sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	
Échéances crédit moyen long terme avec recours	37,3
Échéances crédit court terme confirmé avec recours	6,6
Échéances dettes sans recours	48,2
Échéances crédit renouvelable annuellement	27,6
<b>TOTAL</b>	<b>119,7</b>
Frais financiers estimés	22,0
<b>TOTAL</b>	<b>141,7</b>

À fin décembre 2012, le Groupe a sur son bilan 59 millions d'euros de trésorerie, compte plus de 59 millions d'euros de lignes disponibles pour faire face à ses besoins de trésorerie et 71 millions d'euros d'actifs en stock destinés à être vendus à des investisseurs.

Le Groupe estime que le risque de non-reconduction des lignes court terme arrivant à échéance est faible et rappelle que l'utilisation de ces lignes à caractère revolving dépend des besoins de préfinancement d'actifs et donc de ses investissements ou portage d'actifs temporairement sur son bilan.

Un risque de liquidité peut survenir si le Groupe est dans l'impossibilité d'utiliser les facilités de crédit renouvelable de financements d'actifs du fait de son incapacité à respecter les critères d'éligibilité conditionnant l'utilisation de ces lignes de financements.

À plus long terme, le risque de liquidité réside dans un adossement inapproprié des revenus générés par ses actifs en location et des échéances de financement.

Les échéances de l'endettement sont les suivantes :

(en millions d'euros)	TOTAL	2013	2014	2015	2016	2017	+ 5 ans
Dettes avec recours	<b>309,7</b>	71,6	39,3	32,2	99,4	18,8	48,5
Dettes sans recours	<b>178,9</b>	48,2	9,9	80,1	11,0	5,4	24,3
<b>TOTAL</b>	<b>488,6</b>	<b>119,7</b>	<b>49,2</b>	<b>112,3</b>	<b>110,4</b>	<b>24,2</b>	<b>72,7</b>

D'une façon générale, le risque de liquidité est limité du fait de la capacité du Groupe à vendre ou à refinancer ses actifs. Le Groupe exploite en effet des actifs standardisés et à faible technologie qui conservent des valeurs résiduelles relativement élevées dans un marché assez liquide.

**Le risque de contrepartie** pour le Groupe peut se traduire de 3 manières principales :

- annulation des lignes de crédit confirmées suite à une défaillance d'un prêteur,
- défaut de la contrepartie dans le déboucement d'un instrument dérivé négocié de gré à gré,
- non-remboursement des excédents de trésorerie placés au comptant ou à terme auprès d'un organisme financier ou dans le cadre d'un investissement.

Le Groupe privilégie les relations financières avec les relations bancaires de premier plan c'est-à-dire bénéficiant des meilleures notations financières auprès des agences de notation internationales tant pour ces facilités de crédit renouvelables que pour la négociation de gré à gré des instruments dérivés de couverture.

Le Groupe ne place ses excédents que dans des produits de placement monétaires non dynamiques auprès de banques de premier rang au comptant ou à terme.

Dès lors, le Groupe se considère faiblement exposé au risque de contrepartie et n'utilise aucun instrument dérivé pour gérer ce risque de contrepartie.

## 26.4 Risque de taux

Pour les besoins de son développement et de sa politique d'investissement, le Groupe TOUAX a recours à des emprunts. Une partie importante de ses emprunts peut être conclue à taux variable. L'essentiel du risque de taux du Groupe est lié à ses emprunts à taux variable.

Afin de limiter l'impact négatif d'une remontée des taux court terme, le Groupe applique une politique de gestion non spéculative des taux en utilisant des instruments dérivés standards (plain vanilla) et en négociant ses nouveaux emprunts à taux fixe ou variable en fonction de la volonté de modifier la répartition taux fixe - taux variable de sa dette.

Afin de limiter le recours aux opérations de marché, le Groupe essaie également de négocier des emprunts qui permettent la modification de l'indexation des intérêts de taux variable à taux fixe.

En 2012, le Groupe a eu recours à de nouveaux instruments dérivés de taux pour couvrir le crédit syndiqué de 43 millions d'euros finalisé en avril et un financement long terme de conteneurs maritimes pour 12 millions d'euros. À fin 2012, la dette à taux fixe représente 63 % de la dette globale contre 49 % à fin 2011. La dette long terme à taux fixe représente 93 % de la dette long terme globale contre 73 % à fin 2011.

### Couverture du risque de taux d'intérêt

Le Groupe se finance à la fois à taux variable et à taux fixe et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments sont principalement des contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps), mais le Groupe peut occasionnellement avoir recours à des options de taux d'intérêts (achat de cap ou de tunnels). Ces instruments sont négociés de gré à gré avec des contreparties bancaires de premier rang.

Les instruments financiers hors bilan ont les caractéristiques suivantes au 31 décembre 2012 :

(en milliers d'euros)	Montant nominal	Montant nominal réparti par échéance			Valorisation au 31.12.12
		<1 an	de 1 à 5 ans	>5ans	
Swaps de taux emprunteur taux fixe / prêteur taux variable					
EUR Euribor / taux fixe	96 717	12 535	84 183		
USD Libor / taux fixe	9 119	960	3 839	4 319	
PLN Wibor / taux fixe	3 935	1 502	2 433		
<b>TOTAL COUVERTURES DE TAUX D'INTÉRÊT</b>	<b>109 771</b>	<b>14 996</b>	<b>90 455</b>	<b>4 319</b>	<b>(2 565)</b>

L'ensemble des instruments dérivés de taux d'intérêt valide les critères de la comptabilité de couverture (couverture des flux de trésorerie) dans la mesure où ces instruments sont négociés pour refléter parfaitement les échéanciers des dettes à taux variables qu'ils couvrent.

Les impacts des instruments dérivés sur la dette brute par devise sont présentés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	avant opérations de couverture	Impact des dérivés	après opérations de couverture
Euro à taux fixe	159 456	96 717	256 173
Euro à taux variable	247 809	(96 717)	151 092
Dollar à taux fixe	22 385	9 119	31 503
Dollar à taux variable	32 788	(9 119)	23 669
Zloty à taux fixe	3 305	3 935	7 240
Zloty à taux variable	10 133	(3 935)	6 198
Autres devises à taux fixe	14 118		14 118
Autres devises à taux variable	1 789		1 789
TOTAL dette à taux fixe	199 264	109 771	309 034
TOTAL dette à taux variable	292 519	(109 771)	182 748
<b>TOTAL DETTE</b>	<b>491 783</b>		<b>491 783</b>

### Sensibilité à l'évolution des taux d'intérêt

Une hausse de 100 points de base des taux court terme aurait un impact direct sur la charge financière du Groupe de près de 1,4 million d'euros au 31 décembre 2012 soit environ 6,5 % des frais financiers théoriques.

Ce calcul théorique est établi après prise en compte de la trésorerie (et équivalents) et des instruments dérivés, en prenant comme hypothèse que la dette nette reste stable et que les dettes à taux fixe arrivant à échéance sont remplacées par des dettes à taux variable.

### 26.5 Risque de change

Du fait de sa présence internationale, le Groupe TOUTAX est exposé aux variations des devises. En effet en fonction des années, le dollar américain peut représenter près de 50 % du chiffre d'affaires du Groupe et une partie significative des revenus du Groupe est générée en couronne tchèque et zloty polonais.

Le Groupe s'estime, malgré cela, assez peu soumis au risque de change opérationnel car la plupart des charges est générée dans la même devise que les revenus, de même le Groupe finance ses actifs dans la même devise que les revenus.

Pour autant, le Groupe peut être amené à mettre en place des couvertures budgétaires ou à la commande lorsque des risques de change opérationnels sont identifiés. Les instruments de couverture utilisés dans ce cas sont des opérations d'achat ou vente à terme ou des options standards (plain vanilla).

Les principaux risques de change opérationnels du Groupe recensés sont liés à :

- la structure des frais généraux de l'activité Conteneurs Maritimes en grande partie en euro alors que les revenus sont en dollar américain ;

- la fabrication de constructions modulaires avec la couronne tchèque comme devise principale et leur commercialisation en euro.

Il n'y a pas de couverture de risque de change opérationnel au 31 décembre 2012.

Le Groupe a pour objectif de minimiser les risques de change de type financier c'est-à-dire les risques liés aux actifs ou passifs financiers en devise dont les variations affectent le résultat financier. Les positions bilanciellées en devise sont suivies mensuellement et reportées au comité de direction. Au 31 décembre 2012, ces positions ne sont pas significatives.

Du fait de ses implantations dans différents pays, le Groupe est soumis au risque de change lié à ses investissements dans les filiales étrangères, ce risque se matérialise par des variations des fonds propres du Groupe (règle de l'investissement net) ainsi que lors de la conversion en euro des résultats de la filiale dans la maison mère.

Le Groupe ne couvre pas le risque de change pesant sur ses fonds propres, mais il a par le passé plusieurs fois couvert le risque de conversion en euros du résultat en devises de certaines de ses filiales grâce à des options achetées auprès de contreparties de premier plan en prenant comme référence le résultat budgété de ces entités. Le Groupe n'a au 31 décembre 2012 pris aucune position de couverture des résultats en devises budgétés en 2013.

Dans le cadre de sa gestion globale de trésorerie, le Groupe est amené à changer les excédents d'une devise en euro dans un souci de minimiser les frais financiers et le recours à la dette bancaire. Dans le cadre de cette gestion de trésorerie multidevise, le Groupe met régulièrement en place des contrats à terme qui permettent de compenser les variations de valeur des prêts et emprunts inter-sociétés. Ces contrats à terme sont réalisés avec des contreparties bancaires de premier plan.

### Couverture du risque de change

Le Groupe met donc régulièrement en place des opérations de change à terme pour couvrir les expositions liées à la gestion de sa trésorerie en devises (USD, CZK et PLN).

Le portefeuille des opérations de change à terme de devises au 31 décembre 2012 se présente de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Montant nominal	Échéance maximum
Portefeuille d'achat à terme USD	20 881	14/06/2013
Portefeuille d'achat à terme CZK	182	04/01/2013
<b>MONTANT TOTAL DES PORTEFEUILLES D'ACHAT À TERME</b>	<b>21 063</b>	
Portefeuille de vente à terme PLN	4 225	27/02/2013
Portefeuille de vente à terme CZK	398	04/01/2013
<b>MONTANT TOTAL DES PORTEFEUILLES DE VENTE À TERME</b>	<b>4 623</b>	

## Couverture de juste valeur

(en milliers d'euros)	2012
Variation de juste valeur de l'instrument de couverture	1 513
Variation de juste valeur de l'élément couvert	(1 493)
<b>IMPACT NET EN RÉSULTAT DES COUVERTURES DE JUSTE VALEUR</b>	<b>20</b>

L'impact net en résultat de la couverture de juste valeur correspond à la part inefficace de la couverture.

## Sensibilité du taux de change sur le résultat opérationnel courant et sur les capitaux propres

L'exposition du Groupe aux variations des cours de change est principalement concentrée sur l'évolution du dollar américain, de la couronne tchèque et du zloty polonais. Les autres devises étrangères ne sont pas significatives. La parité utilisée pour la conversion en euro des comptes des filiales en devise, présente la sensibilité suivante sur les résultats du Groupe ainsi que les capitaux propres – part du Groupe – si elle se dépréciait de 10 % :

	Impact sur le résultat opérationnel courant	Impact sur les capitaux propres - part du groupe
Baisse de 10 % du dollar américain	-6,14 %	-4,10 %
Baisse de 10 % de la couronne tchèque	-1,44 %	-0,46 %
Baisse de 10 % du zloty polonais	-0,51 %	-0,92 %

L'activité Constructions Modulaires est principalement libellée en euro, en couronne tchèque et en zloty polonais. Les activités Barges Fluviales et Wagons de Fret sont principalement libellées en euro en Europe et en dollar américain aux États-Unis et en Amérique du Sud. L'activité de location et vente de Conteneurs Maritimes est internationale, et est en majorité libellée en dollar américain, le reste étant facturé dans environ 25 devises internationales, les conteneurs pouvant être restitués dans environ 25 pays différents.

Concernant les actifs et les passifs à long terme, la politique du Groupe est de corréler les actifs immobilisés libellés dans une devise avec des emprunts libellés dans la même devise pour ne pas être exposé à un risque de change.

### 26.6 Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à une variation défavorable du prix des titres de capital détenus.

La stratégie d'investissement du Groupe prévoit des placements de la trésorerie excédentaire uniquement dans des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) monétaires pour une courte durée. Le Groupe n'effectue pas d'opérations sur les marchés financiers d'actions.

Le principal risque sur actions se limite au contrat de liquidité que le Groupe a signé avec un prestataire de service

d'investissement. Les montants aujourd'hui investis ne génèrent pas de risque significatif pour le Groupe.

### 26.7 Risque de volatilité des prix des matières premières

Ce risque est développé dans le paragraphe 4.4.6 du présent document.

### note 26.8 Risque fiscal

Le Groupe constate depuis 2 ans, une certaine recrudescence des contrôles fiscaux, notamment en France. En juillet 2012, TOUAX SCA et TOUAX Solutions Modulaires ont reçu des propositions de rectification requalifiant des contrats de prestations de services en société en participation. Le Groupe considère la position de l'administration fiscale infondée en s'appuyant sur l'analyse du contrat et sur un jugement d'une affaire similaire perdue par l'administration. Le Groupe utilise aujourd'hui les recours hiérarchiques pour se défendre. Aucune mise en recouvrement n'a été reçue à ce jour.

Par ailleurs, TOUAX SCA et ses filiales françaises ont fait l'objet d'une visite et d'une saisie de la part de l'administration fiscale française en juillet 2012 puis TOUAX SCA a reçu un avis de vérification le 27 décembre 2012. L'administration fiscale a pour objectif de démontrer que la société TOUAX Rail Ltd, société de droit irlandais, a un établissement permanent en France pour fiscaliser les revenus de cette société et de son activité internationale en France. L'administration fiscale française a contraint



le Groupe, par le biais de mises en demeure, à déclarer un établissement permanent en France. Le Groupe a déposé en ce sens, à titre conservatoire, des déclarations fiscales présentant l'activité française déjà déclarée du bureau technique de l'activité européenne de Wagons de Fret. À ce jour, la procédure de vérification vient seulement de commencer.

#### note 27. Parties liées IAS 24

La définition retenue pour les parties liées est celle de la norme IAS 24.9. Les parties liées correspondent aux principaux dirigeants de TOUAX SCA ayant une autorité et une responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités du Groupe. Les dirigeants répondant à cette définition sont Fabrice et Raphaël WALEWSKI, Gérants de TOUAX SCA ainsi que la Société Holding de Gestion et de Participation et la Société Holding de Gestion et de Location, associés commandités. Les membres du Conseil de Surveillance, de par leur fonction de contrôle, sont également considérés comme parties liées.

Le montant alloué aux associés commandités en 2012 au titre de 2011 pour la rémunération statutaire est de 980 milliers d'euros.

Une partie liée a une influence notable si elle a le pouvoir de participer aux décisions politiques financières et opérationnelles, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. Cette influence est présumée comme notable dès qu'une personne morale ou physique, ou un groupe de personnes, détient plus de 20 % des droits de vote : Alexandre, Fabrice et Raphaël WALEWSKI agissant de concert détiennent directement et indirectement plus de 20 % des actions.

Il n'existe pas d'opérations significatives conclues par le Groupe avec des parties liées.

La rémunération des principaux dirigeants n'incorpore aucun des cinq critères de la norme IAS 24.16 : avantages à court terme, avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme, indemnités de fin de contrat de travail et paiements en actions. Les dirigeants ne bénéficient d'aucun

de ces avantages. (cf. détails chapitre 15 page 3).

Une transaction a été indirectement conclue entre TOUAX SCA et ses Gérants, au travers d'une société civile immobilière, relative à la location des locaux Tour Franklin pour 1 158 milliers d'euros annuels.

Des matériels, pour une valeur brute de 500 milliers d'euros, appartenant aux Gérants, et de deux millions d'euros, appartenant aux sociétés commanditées sont gérés par le Groupe. Ces investissements ont généré un revenu total de 64 milliers d'euros environ. Aucun avantage n'est consenti dans ce cadre aux Gérants et aux sociétés commanditées, la gestion de ces matériels étant réalisée aux mêmes conditions que celle réalisée pour le compte de tiers. La gestion de ces matériels est, par ailleurs, encadrée par une charte déontologique visée par le Conseil de Surveillance.

La rémunération totale des mandataires sociaux s'élève à 952,2 milliers d'euros en 2012.

Les engagements de départ en retraite et de retraite complémentaire du comité de direction ne sont pas significatifs (indemnités légales de départ à la retraite). Aucun stock-option n'est accordé aux mandataires sociaux. Les autres membres du comité de direction en bénéficiant ne possèdent plus aucun stock-option (cf. tableau des stocks options détaillé dans la note 21 de l'annexe des comptes consolidés page 84).

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance est détaillée dans le chapitre 15 page 41. Elle s'élève à 63 milliers d'euros.

Les relations entre société mère et filiales sont développées dans le paragraphe 7.2 page 35 du présent document de référence et dans la note 25.6 page 109 de l'annexe des comptes sociaux.

#### note 28. Engagements hors bilan

La présentation faite n'omet pas l'existence d'un engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

#### note 28.1. Contrats de location simple non capitalisés

<i>(en milliers d'euros)</i>	TOTAL	à - d'un an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans
Location simple avec recours	25 719	5 598	15 190	4 931
Location simple sans recours contre le Groupe	63 754	16 268	44 867	2 619
<i>Dont conteneurs maritimes</i>	60 456	13 729	44 109	2 619
<i>Dont wagons de fret</i>	3 298	2 539	758	
<b>TOTAL</b>	<b>89 473</b>	<b>21 866</b>	<b>60 057</b>	<b>7 550</b>

Sans recours contre le Groupe : l'obligation faite au Groupe de verser les loyers aux établissements financiers est suspendue lorsque les clients sous-locataires ne respectent pas leurs propres obligations contractuelles de paiement.

## note 28.2. Autres engagements donnés

*Garanties bancaires émises pour le compte du Groupe au 31 décembre 2012*

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant	Échéance maximale
<b>Garanties bancaires</b>	<b>7 846</b>	
Constructions Modulaires	7 034	2017
Barges Fluviales	700	2013
Wagons de Fret	112	2013

*Commandes fermes de matériels*

Les commandes et investissements fermes au 31 décembre 2012 s'élèvent à 26,7 millions d'euros, dont 2 millions d'euros de wagons de fret, 2,8 millions d'euros de constructions modulaires, 8,37 millions d'euros de barges fluviales et 13,35 millions d'euros de conteneurs maritimes.

## note 28.3. Autres engagements reçus

*Les contrats de location opérationnelle non résiliables*

Les règlements minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de location simple s'élèvent à 264 millions d'euros.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	2012
0-6 mois	26 903	9 728	2 956	11 929	51 516
6 mois - 1 an	21 467	5 230	2 722	9 419	38 837
Entre 1 et 5 ans	102 745	6 970	17 414	14 377	141 505
Plus de 5 ans	18 859	2	13 071		31 933
<b>TOTAL LOYERS OPÉRATIONNELS</b>	<b>169 974</b>	<b>21 929</b>	<b>36 162</b>	<b>35 725</b>	<b>263 791</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	2011
0-6 mois	25 828	9 470	1 940	12 014	49 252
6 mois - 1 an	19 987	7 254	1 639	9 164	38 042
Entre 1 et 5 ans	71 054	12 387	6 068	12 619	102 128
Plus de 5 ans	7 644	11	2 665		10 320
<b>TOTAL LOYERS OPÉRATIONNEL</b>	<b>124 514</b>	<b>29 122</b>	<b>12 311</b>	<b>33 796</b>	<b>199 742</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	Conteneurs Maritimes	Constructions Modulaires	Barges Fluviales	Wagons de Fret	2010
0-6 mois	21 944	10 024	1 314	11 378	44 660
6 mois - 1 an	15 984	5 780	954	8 548	31 266
Entre 1 et 5 ans	42 083	10 139	5 905	20 788	78 915
Plus de 5 ans	3 107	219	4 027	409	7 762
<b>TOTAL LOYERS OPÉRATIONNELS</b>	<b>83 119</b>	<b>26 161</b>	<b>12 200</b>	<b>41 122</b>	<b>162 603</b>

*Contrats de location financement déconsolidés*

Le Groupe qualifie les contrats de location financement déconsolidés lorsqu'il y a cession d'une créance de location financement à un organisme financier ou à un investisseur, et qu'elle répond aux conditions de décomptabilisation d'un actif financier définies par IAS 39 § 18b ; §19 et §20. Ces contrats sont alors sans recours contre le Groupe.

Les loyers perçus sont constatés en chiffre d'affaires locatif.

Les loyers restant à recevoir au titre de ces contrats sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Loyers à recevoir au 31/12/2012	À 1 an	De 1 à 5 ans	À + de 5 ans
Conteneurs Maritimes	61 647	14 137	44 870	2 639
Wagons de Fret	3 605	2 736	869	
<b>TOTAL</b>	<b>65 252</b>	<b>16 873</b>	<b>45 739</b>	<b>2 639</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>	Loyers à recevoir au 31/12/2011	À 1 an	De 1 à 5 ans	À + de 5 ans
Conteneurs Maritimes	76 930	14 506	53 374	9 050
Wagons de Fret	6 952	3 320	3 632	
<b>TOTAL</b>	<b>83 882</b>	<b>17 826</b>	<b>57 006</b>	<b>9 050</b>

(en milliers d'euros)	Loyers à recevoir au 31/12/2010	À 1 an	De 1 à 5 ans	À + de 5 ans
Conteneurs Maritimes	88 733	14 091	54 268	20 375
Wagons de Fret	10 392	3 505	6 658	228
<b>TOTAL</b>	<b>99 125</b>	<b>17 596</b>	<b>60 926</b>	<b>20 603</b>

#### note 28.4. Sûretés réelles données

En garantie des concours financiers accordés pour le financement des actifs du Groupe en propriété (hors crédit-bail), les filiales du Groupe ont donné les sûretés suivantes :

(en milliers d'euros)	Année d'origine	Échéance	31 décembre 2012		%
			Actif nanti (valeur brute)	Total du poste du bilan (valeur brute)	
Hypothèques (barges fluviales)					
	2005	2014	5 230		
	2005	2015	785		
	2012	2019	8 458		
	2012	2020	4 320		
TOTAL			18 793	76 254	24,6 %
Nantissement d'actifs corporels					
Constructions Modulaires				317 266	
	2009	2014	5 020		
	2005	2016	5 086		
	2011	2016	2 925		
	2010	2017	3 000		
	2011	2020	7 246		
	2012	2020	3 753		
Conteneurs Maritimes				72 868	
	2012	2015	49 530		
	2008	2016	3 790		
	2012	2019	14 628		
Wagons de Fret				238 742	
	2010	2013	48 167		
	2006	2016	14 530		
	2008	2018	34 269		
	2011	2021	16 343		
	2012	2015	91 848		
TOTAL			300 135	628 876	47,7 %

La levée des sûretés réelles données (hypothèques, nantissements et autres garanties) est conditionnée au remboursement des concours financiers accordés. Aucune autre condition particulière n'est à noter.

#### note 28.5. Cautions et garanties

Les cautions et garanties sont données par la société mère en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales.

(en milliers d'euros)	à moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	TOTAL
Garanties données aux banques en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales	27 526	148 226	98 732	274 484

Les encours restant dus, correspondant à ces engagements donnés aux filiales, sont de 160 444 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Les cautions et garanties données par TOUAX SCA sont listées au paragraphe 7.2 page 35.

#### note 28.6. Informations complémentaires en matière de contrats de location financement (capitalisé)

(en milliers d'euros)	Matériel de location	2012
VALEUR D'ORIGINE	191 114	183 431
Dotation aux amortissements de l'exercice	8 499	8 119
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	39 762	29 513
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>151 352</b>	<b>151 352</b>

(en milliers d'euros)	Paielements minimaux futurs		Intérêts	Valeur actualisée des paiements futurs	Valeur résiduelle
	Matériel de location	TOTAL 2012			
2013	26 703	26 703	4 684	22 019	52
2014	24 788	24 788	3 568	21 220	137
2015	22 161	22 161	2 538	19 623	122
2016	17 970	17 970	1 629	16 342	580
2017	11 851	11 851	975	10 876	116
Plus de 5 ans	16 219	16 219	876	15 344	556
<b>TOTAL</b>	<b>119 692</b>	<b>119 692</b>	<b>14 269</b>	<b>105 423</b>	<b>1 563</b>
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE (amortissements & frais financiers)	25 596				

## note 29. Autres informations

### note 29.1. Compléments d'information sur le GIE Modul Finance I (devenu une SNC).

Le Groupe TOUAX a réalisé, en décembre 1997 et au cours de l'exercice 1998, une opération de titrisation d'actifs (asset backed securitization) en cédant un total de 7 869 constructions modulaires d'une valeur de 42 millions d'euros à un Groupement d'Intérêt Économique de droit français désigné GIE Modul Finance I. Les membres du GIE sont, à l'origine, des investisseurs à hauteur de 90 % et le Groupe pour le solde.

L'investissement du GIE Modul Finance I a été financé de la façon suivante :

- Émission de Titres Subordonnés Remboursables (TSR) pour un total de 10,5 millions d'euros, souscrits à 90 % par un investisseur institutionnel et à 10 % par TOUAX SCA,
- Souscription d'une dette senior de 32,6 millions d'euros remboursable sur 10 ans, rémunérée à Euribor 3 mois + 1,8 %.

Dans le cadre d'un contrat de gestion opérationnelle, le GIE a confié au Groupe la gestion, la location et plus généralement l'exploitation des constructions modulaires. Il appartient au Groupe, en tant que commissionnaire, d'encaisser les revenus locatifs de ses clients, de payer les dépenses opérationnelles directement aux fournisseurs et d'organiser, 90 jours après la fin de chaque trimestre, le paiement du revenu locatif net distribuable au GIE Modul Finance I, le commettant.

En 1999, le GIE Modul Finance I a renégocié sa dette afin de bénéficier de conditions financières améliorées. Le contrat de gestion opérationnelle avec le Groupe a été renouvelé pour une durée de 13 ans et 6 mois.

Le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur le GIE, au regard de l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités Ad Hoc » et de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003 de sécurité financière, il ne faisait donc pas partie du périmètre de consolidation jusqu'au 31 décembre 2010.

L'exploitation des constructions modulaires du GIE Modul Finance I a eu les implications suivantes dans les comptes du Groupe en 2010 :

AU NIVEAU DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en milliers d'euros)		2010
Chiffre d'affaires locatif des matériels appartenant au GIE		2 145
<b>Au niveau du chiffre d'affaires consolidé</b>		<b>2 145</b>
Forfait de dépenses opérationnelles des matériels appartenant au GIE <sup>(b)</sup>		(858)
<b>Au niveau des achats et autres charges externes consolidés</b>		<b>(858)</b>
Revenus locatifs nets distribuables au GIE		(855)
<b>Au niveau des revenus locatifs consolidés dus aux investisseurs</b>		<b>(855)</b>
<b>TOTAL <sup>(a)</sup></b>		<b>432</b>

(a) Le total correspond aux commissions de gestion perçues par le Groupe pour la gestion des matériels appartenant au GIE.

(b) Les dépenses opérationnelles ne sont pas affectées par matériel au réel, mais selon une méthode forfaitaire.

Le Groupe n'a pas d'autre engagement sur le GIE que la valeur de ses actifs telle que décrite dans le paragraphe « au niveau du bilan » ci-après.

AU NIVEAU DU BILAN CONSOLIDÉ (en milliers d'euros)		2010
Dépôt de garantie		
Prêt à la société de droit luxembourgeois		1 260
<b>Au niveau des immobilisations financières consolidées</b>		<b>1 260</b>
Différé de paiement		303
<b>Au niveau autres actifs non courants</b>		<b>303</b>
<b>AU NIVEAU DE L'ACTIF CONSOLIDÉ</b>		<b>1 563</b>
Produits différés		
<b>Au niveau des autres passifs non courants</b>		
Revenus locatifs nets dus au GIE (4 <sup>e</sup> trimestre)		208
<b>Au niveau des dettes d'exploitation consolidées</b>		<b>208</b>
<b>AU NIVEAU DU PASSIF CONSOLIDÉ</b>		<b>208</b>

Les dépôts de garantie concernant le GIE Modul Finance I ont été dépréciés en totalité pour 1,9 million d'euros au 31 décembre 2006. Les commissions différées lors de la constitution du GIE Modul Finance I, comptabilisées en passif non courant, ont été annulées en conséquence pour le même montant (1,9 million d'euros). En 2007, une part du différé de paiement du GIE vis-à-vis du Groupe a été dépréciée à hauteur de 0,3 million d'euros. En 2009, le différé de paiement du GIE vis-à-vis du Groupe a été déprécié à nouveau pour 1 million d'euros.

Le 14 janvier 2011, la dette senior du GIE Modul Finance I, représenté par les parts A du fonds commun de créances Moduloc a été majoritairement acquise indirectement par le Groupe TOUAX. Les porteurs de parts A du fonds commun de créances ont cédé leurs parts à une société de droit luxembourgeois, HPMF, laquelle a financé cette acquisition par l'émission d'obligations. Le Groupe TOUAX a souscrit à 85 % de cette émission d'obligation à hauteur de 7 048 milliers d'euros. TOUAX a parallèlement cédé sa participation dans le GIE Modul Finance I et en conséquence n'est plus membre de ce GIE. Le Groupe TOUAX ayant la majorité des risques et avantages liés à l'exploitation des actifs du GIE, le GIE est intégré globalement dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2011. Toutefois, les résultats du GIE sont intégralement constatés en minoritaire, le Groupe TOUAX n'ayant aucune participation dans cette entité.

## note 29.2. Compléments d'information sur le Trust TLR 2001

Le 27 octobre 1999, le Groupe a réalisé une opération de titrisation de conteneurs maritimes (asset backed securitization), sous la forme d'un Trust enregistré au Delaware, aux États-Unis, et nommé « TOUAX Lease Receivables Master Trust 2000-1 » ci-après désigné Trust 2000. Pendant une période préalable appelée « warehouse period », courant du 27 octobre 1999 au 31 décembre 2001, le Trust 2000 a été financé entièrement par une banque européenne qui a souscrit à l'émission d'obligations (« notes ») et de certificats (« certificates ») pour financer l'achat de conteneurs maritimes, pour une valeur totale de 46,5 millions de dollars américains.

La clôture définitive du Trust 2000 a été réalisée en décembre 2001, grâce au refinancement des engagements de la banque qui avait souscrit les obligations et les certificats initiaux. Ce refinancement a nécessité la création d'un trust de substitution, le Trust 2001 (TLR Master Trust 2001) qui a racheté les actifs du Trust 2000. En février 2002, les créances et dettes des Trusts respectifs et du Groupe ont été soldées.

Le 27 janvier 2012, le Groupe a décidé de racheter les matériels du Trust 2001 sur la base d'un prix de marché.

La location des conteneurs du Trust par Gold Container a eu les implications suivantes dans les comptes du Groupe :

AU NIVEAU DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ (en milliers d'euros)			2011	2010
Chiffre d'affaires locatif des matériels appartenant au Trust 01			1 815	2 405
Chiffre d'affaires des matériels vendus appartenant au Trust 01			219	3 548
<b>Au niveau du chiffre d'affaires consolidé</b>			<b>2 034</b>	<b>5 951</b>
Dépenses opérationnelles des matériels appartenant au Trust (1)			(276)	(551)
<b>Au niveau des achats et autres charges externes consolidés</b>				(551)
Distributions au Trust (2) pour la part revenus locatifs			(1 375)	(1 658)
Distributions au Trust (2) pour la part des matériels vendus appartenant au Trust 2001			(186)	(3 571)
<b>Au niveau des revenus locatifs consolidés dus aux investisseurs</b>			<b>(1 561)</b>	<b>(5 229)</b>
<b>TOTAL DE LA COMMISSION DE GESTION REVENANT AU GROUPE (3)</b>			<b>198</b>	<b>171</b>

(1) Les dépenses opérationnelles correspondaient aux frais de stockage et de maintenance, à la rémunération du réseau d'agents, et généralement à toutes les dépenses d'exploitation qui viennent contractuellement en diminution du revenu net distribuable au Trust.

(2) Les distributions au Trust correspondent aux revenus nets dégagés par l'exploitation des conteneurs, après déduction de la commission de gérance de Gold Container Corp. qui représentaient 1 561 milliers d'euros à fin décembre 2011.

(3) Le total correspondait aux commissions de gestion perçues par le Groupe pour la gestion des matériels appartenant au Trust 2001.

Le Groupe n'avait pas d'autre engagement sur le Trust que la valeur de ses actifs telle que décrite dans le paragraphe « au niveau du bilan » ci-après.

<b>AU NIVEAU BILAN CONSOLIDÉ</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Réserve de liquidité <sup>(4)</sup>	402	389
<b>Au niveau des Immobilisations financières consolidées</b>	<b>402</b>	<b>389</b>
Autres créances d'exploitation <sup>(5)</sup>	4	4
<b>AU NIVEAU DE L'ACTIF CONSOLIDÉ</b>	<b>406</b>	<b>393</b>
Au niveau des autres passifs financiers long-terme		
Revenus locatifs dus au Trust <sup>(6)</sup>	397	497
Revenus de total loss dus au Trust	37	78
Revenus des ventes de conteneurs dus au Trust <sup>(7)</sup>	53	1 233
<b>Au niveau des Dettes d'exploitation consolidées</b>	<b>487</b>	<b>1 808</b>
<b>AU NIVEAU DU PASSIF CONSOLIDÉ</b>	<b>487</b>	<b>1 808</b>

*(4) Suite à la création du Trust 2001, les dépôts de garantie constitués pour le compte du Trust 2000 ont été libérés en 2002. Les dépôts de garantie constitués pour le Trust 2001 s'élèvent à 2,1 millions d'euros actualisés (3 millions en dollar et non actualisés). Ce dépôt de garantie a été entièrement déprécié au 31 décembre 2009 au vu de l'actualisation des flux futurs de trésorerie. Les autres passifs long terme ont été dépréciés pour le même montant.*

*Ce poste comprend également la lettre de crédit d'un montant de 402 milliers d'euros (520 milliers de dollars, non actualisés) que TOUAX SCA a constituée en faveur du Trust 2001, garantie par un dépôt sur un compte bancaire, remboursable à la fin de la durée de vie du Trust. Cette lettre de crédit a été remboursée en début d'année 2012 au moment du rachat de la flotte du Trust par le Groupe*

*(5) Les autres créances d'exploitation correspondaient aux paiements de frais juridiques pour le compte du Trust.*

*(6) Les revenus locatifs correspondaient aux revenus nets restant à verser au Trust à chaque clôture semestrielle. Le Groupe versait au Trust des acomptes mensuels sur les distributions à venir.*

*(7) Les revenus de ventes de conteneurs correspondaient aux produits de cession des conteneurs du Trust que le Groupe aura à reverser à celui-ci dès l'encaissement.*



## 20.2. COMPTES SOCIAUX

Les comptes sociaux de la société TOUAX SCA sont présentés selon les principes comptables généralement admis en France.

### Compte de résultat

note n°	(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
3	Chiffre d'affaires	2 307	2 663	1 705
4	Reprise de provisions et transfert de charges	520	40	46
5	Autres produits	75	20	48
	<b>TOTAL produits d'exploitation</b>	<b>2 901</b>	<b>2 723</b>	<b>1 799</b>
6	Autres charges d'exploitation	(2 129)	(1 552)	(770)
7	Impôts et taxes	(409)	(105)	(59)
8	Charges de personnel	(56)	(1 008)	(964)
9	Dotations aux amortissements	(305)	(505)	(477)
10	Dotations aux provisions d'exploitation	(283)	(520)	(43)
	<b>TOTAL charges d'exploitation</b>	<b>(3 181)</b>	<b>(3 690)</b>	<b>(2 313)</b>
	<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(280)</b>	<b>(967)</b>	<b>(514)</b>
	Bénéfice attribué aux opérations en commun			
11	<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>5 064</b>	<b>5 321</b>	<b>5 668</b>
	Résultat courant avant impôts	4 784	4 354	5 153
12	<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>			
13	Impôt sur les bénéfices	216	236	204
	<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>5 001</b>	<b>4 590</b>	<b>5 358</b>

Les notes jointes à l'annexe font partie intégrante des états financiers de la société.

### Bilan

note n°	(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
<b>ACTIF</b>				
14	Immobilisations incorporelles brutes			
	Amortissements immobilisations incorporelles			
	Immobilisations incorporelles nettes			
15	Immobilisations corporelles brutes	1 257	1 255	1 256
	Amortissements immobilisations corporelles	(871)	(790)	(745)
	Immobilisations corporelles nettes	386	466	511
16	Immobilisations financières	275 235	257 300	235 418
	Provisions immobilisations financières	(44)	(44)	(269)
	Immobilisations financières nettes	275 191	257 256	235 149
	<b>TOTAL actif immobilisé</b>	<b>275 577</b>	<b>257 722</b>	<b>235 660</b>
	Stocks et en-cours			
17	Clients et comptes rattachés	646	573	505
18	Autres créances d'exploitation	1 106	1 792	1 383
	Disponibilités et valeurs mobilières de placement	267	386	291
19	Charges constatées d'avance	308	290	39
	<b>TOTAL actif circulant</b>	<b>2 327</b>	<b>3 042</b>	<b>2 218</b>
19	Comptes de régularisation	1 118	452	479
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>279 022</b>	<b>261 216</b>	<b>238 357</b>
<b>PASSIF</b>				
	Capital social	45 922	45 766	45 565
	Réserves	36 329	38 348	39 369
	Report à nouveau	215	67	5
	Résultat de l'exercice	5 001	4 590	5 358
	Provisions règlementées			
20	Capitaux propres	87 466	88 771	90 297
	Provisions pour risques	378	578	40
	Provisions pour charges	5		
21	<b>TOTAL provisions pour risques et charges</b>	<b>383</b>	<b>578</b>	<b>40</b>
22	Dettes financières	182 406	158 462	145 180
23	Dettes d'exploitation	8 517	13 406	2 523
24	Comptes de régularisation	250		317
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>279 022</b>	<b>261 216</b>	<b>238 357</b>

Les notes jointes à l'annexe font partie intégrante des états financiers de la société.

**Capacité d'autofinancement**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	2011	2010
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>(221)</b>	<b>61</b>	<b>130</b>
Loyers financiers et de crédit-bail			
Autres produits d'exploitation	75	20	47
Autres charges d'exploitation	(66)	(78)	(166)
Produits financiers	9 138	9 153	8 355
Charges financières	(3 989)	(3 808)	(2 687)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Impôts sur les bénéfices	216	236	204
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>5 153</b>	<b>5 584</b>	<b>5 883</b>

**Tableau de financement (emplois & ressources)**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	2011	2010
<b>EMPLOIS</b>			
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	(6 694)	(6 631)	(6 604)
Remboursement d'apport			
Variation nette des immobilisations incorporelles & corporelles	(16)	(6)	(3)
Variation nette des immobilisations financières	(17 935)	(22 107)	(12 772)
Diminution des capitaux propres			(261)
Charges à répartir	(846)		
Remboursement des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>(25 491)</b>	<b>(28 744)</b>	<b>(19 640)</b>
<b>RESSOURCES</b>			
Capacité d'autofinancement de l'exercice	5 153	5 583	5 831
Variation nette des immobilisations incorporelles & corporelles		50	
Variation nette des immobilisations financières			
Charges à répartir		(423)	
Augmentation des capitaux propres	390	514	
Augmentation des dettes financières	23 952	17 461	7 085
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>29 494</b>	<b>23 185</b>	<b>12 916</b>
<b>VARIATION DU FOND DE ROULEMENT NET GLOBAL (emploi net)</b>	<b>4 003</b>	<b>(5 559)</b>	<b>(6 724)</b>

**Variation du fonds de roulement net global**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	2011	2010
<b>Variation exploitation</b>			
Variation des actifs d'exploitation			
- Stocks et en-cours			
- Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation	(614)	477	(1 634)
Variation des dettes d'exploitation			
- Dettes fournisseurs & autres dettes d'exploitation	4 888	(10 882)	1 909
<b>Variation nette exploitation</b>	<b>4 274</b>	<b>(10 405)</b>	<b>275</b>
<b>Variation hors exploitation</b>			
- Variation des autres débiteurs	91	255	93
- Variation des autres créditeurs	(250)	317	(282)
<b>Variation nette hors exploitation</b>	<b>(159)</b>	<b>572</b>	<b>(189)</b>
<b>BESOIN DE L'EXERCICE EN FONDS DE ROULEMENT</b>			
<b>DÉGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT DANS L'EXERCICE</b>	<b>4 116</b>	<b>(9 833)</b>	<b>86</b>
Variation nette trésorerie			
- Variation des disponibilités	(119)	95	(682)
- Variation des concours bancaires courants & des soldes créditeurs de banque	7	4 179	(6 128)
<b>Variation nette Trésorerie</b>	<b>(112)</b>	<b>4 274</b>	<b>(6 810)</b>
<b>VARIATION DU FOND DE ROULEMENT NET GLOBAL (EMPLOI NET)</b>	<b>4 003</b>	<b>(5 559)</b>	<b>(6 724)</b>

## ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Sauf mention contraire, tous les chiffres sont indiqués en milliers d'euros.

### note 1. Faits significatifs et événements post-clôture

#### *Augmentation de capital suite à la levée d'option du plan 2006*

Au cours de l'année 2012, 19 480 options de souscriptions ont été exercées correspondant à l'émission de 19 480 nouvelles actions, correspondant à une augmentation de capital d'un montant total de 155 840 euros et une augmentation de la prime d'émission de 232 123 euros.

#### *Augmentation de capital suite à l'exercice de bons de souscriptions d'actions remboursables*

Au cours de l'année 2012, 144 BSAR ont été exercés correspondant à l'émission de 38 nouvelles actions, entraînant une augmentation de capital d'un montant total de 304 euros et une augmentation de la prime d'émission d'un montant total de 870 euros.

#### *Augmentation de capital dans les filiales*

Au cours de l'exercice, la société a procédé à une augmentation des capitaux propres en numéraire dans sa filiale TOUAX Rail Ltd pour un montant total de 1 803 572 euros. Cette augmentation est détaillée dans la note 16.1.

#### *Païement d'un acompte sur dividendes*

Le 11 janvier 2013, TOUAX SCA a versé un acompte sur dividendes de 0,50 euro par action, soit un montant de 2 867 517 euros.

### note 2. Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2012 sont établis conformément aux dispositions de la loi du 30 avril 1983, de son décret d'application du 29 novembre 1983, et des textes législatifs et réglementaires qui ont accompagné sa mise en place.

Les principes comptables sont détaillés dans les chapitres suivants.

#### note 2.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et comprennent les logiciels acquis.

Ces actifs sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité.

#### note 2.2. Immobilisations corporelles

Le règlement CRC n°2002-10 du 12 décembre 2002, entré en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005, requiert d'identifier les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'immobilisation inférieure à celle de l'immobilisation principale, afin qu'ils soient amortis sur leur durée d'utilité propre. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur

coût d'acquisition. Les amortissements sont déterminés suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle. Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs. La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

- Immeubles administratifs et commerciaux.....20 ans
- Agencements et aménagements .....10 ans
- Matériel de bureau et informatique.....4 ans
- Mobilier de bureau .....5 ans

#### note 2.3. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation, établie en fonction des capitaux propres, des perspectives de développement et des plus-values latentes sur les actifs, est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Cette provision est reprise lorsque la valeur d'inventaire se réapprécie.

#### note 2.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### note 2.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est déterminée selon la méthode « premier entré - premier sorti ».

Si le cours du dernier jour de l'exercice est inférieur au prix d'achat des titres, une dépréciation est constituée pour couvrir la moins-value latente.

Compte tenu du contrat de liquidité, les actions propres sont comptabilisées dans les valeurs mobilières de placement au coût historique (112 211 euros au 31 décembre 2012).

Une dépréciation est constituée lorsque le cours de clôture est inférieur à la valeur d'achat.

#### note 2.6. Capitaux propres

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur la prime d'émission.

#### note 2.7. Provisions pour risques et charges

Les risques provisionnés sous cette rubrique se rapportent principalement à des risques sociaux, fiscaux et de change.

Le calcul des provisions pour risques et charges tient compte des dispositions du Règlement 00-06 du comité de la Réglementation Comptable relatif aux passifs.

**note 2.8. Opérations en devises**

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux taux en vigueur au 31 décembre de l'exercice. L'écart de conversion en résultant est inscrit au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

Les pertes de change latentes sont provisionnées pour leur totalité, sauf dans le cas où ces pertes sont compensées par des gains de change latents, constatés sur des créances et dettes, ou des engagements hors bilan exprimés dans les mêmes devises, et dont les termes sont suffisamment proches.

**note 2.9. Engagements de retraite**

Les engagements de retraite sont comptabilisés selon la recommandation CNC n°03-R-01. Le montant de la provision au 1er janvier 2005 (65 milliers d'euros) a été comptabilisé dans les capitaux propres. Les variations constatées sur les exercices suivants sont enregistrées en compte de résultat.

Ainsi, la provision pour indemnités de retraite est calculée conformément aux règles d'évaluation de la norme IAS 19. La variation de la provision est enregistrée au compte de résultat. Ces indemnités correspondent pour TOUAX aux seules indemnités de fin de carrières des salariés.

**note 2.10. Intégration fiscale**

La société a opté pour le régime fiscal de groupe prévu à l'article 223 A du Code général des impôts. Conformément à la convention d'intégration :

- la société est redevable vis-à-vis du Trésor de l'impôt sur les sociétés calculé sur la somme des résultats fiscaux des sociétés intégrées ;
- la méthode de comptabilisation de l'impôt appliquée par le Groupe est la méthode dite de la « neutralité ». Cette méthode consiste à faire comptabiliser l'impôt dû par les filiales intégrées comme si elles avaient été imposées séparément. La société TOUAX SCA enregistre son propre impôt et l'économie d'impôt (ou la charge complémentaire) provenant de l'application du régime.

Aucun changement n'est intervenu au cours de l'exercice sur le périmètre d'intégration.

**note 2.11. Charges à répartir**

Les charges à répartir concernent des frais d'émission d'emprunt. Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie de l'emprunt.

**NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT****note 3. Chiffre d'affaires par activité**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Immobilier	104	110	111
Prestations intragroupes	2 203	2 553	1 594
<b>TOTAL</b>	<b>2 307</b>	<b>2 663</b>	<b>1 705</b>

*Immobilier*

L'activité immobilière correspond à la location d'immeubles à usage privé ou de bureaux.

*Prestations intragroupes*

Les prestations intragroupes représentent la sous-location des bureaux et les services de conseil rendus par la société TOUAX SCA aux sociétés du Groupe.

La variation des prestations entre les années 2011-2012 et l'année 2010 est liée à la location des nouveaux bureaux du Groupe à partir du mois d'avril 2011.

**note 4. Reprise de provisions et transfert de charges**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Provision pour indemnité départ à la retraite	72	40	46
Autres provisions pour risques	448		
<b>TOTAL reprises de provisions</b>	<b>520</b>	<b>40</b>	<b>46</b>
Transferts de charges			
<b>TOTAL transferts de charges</b>	<b>520</b>	<b>40</b>	<b>46</b>

La reprise de provision pour indemnité de départ à la retraite correspond en totalité à la provision constatée dans les comptes à la clôture précédente. Le montant de la provision à la clôture de l'exercice est de 5 milliers d'euros et a été constaté en totalité en dotation de l'exercice (note 10).

La reprise de provision pour risques, correspond en totalité à la provision constatée dans les comptes à la clôture précédente. Le montant de la provision à la clôture de l'exercice est de 248 milliers d'euros et a été constaté en totalité en dotation de l'exercice. Cette provision correspond au risque lié au contrôle fiscal toujours en cours à la clôture de l'exercice.

**note 5. Autres produits**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	2011	2010
Produits divers	75	20	48
<b>TOTAL</b>	<b>75</b>	<b>20</b>	<b>48</b>

Sur l'exercice, ce poste enregistre les revenus de locations des immeubles non affectés aux activités professionnelles.

**note 6. Autres charges d'exploitation**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	2011	2010
Achats de marchandises et de matières consommables			
Carburant et combustibles	8	8	4
Divers			
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>4</b>
Services extérieurs			
Locations et redevances de crédit-bail	1 213	832	22
Entretien et réparations	20	14	17
Primes d'assurance	61	56	47
<b>TOTAL</b>	<b>1 294</b>	<b>902</b>	<b>86</b>
Autres services extérieurs			
Personnel extérieur à l'entreprise			
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	231	179	180
Publicité et publications	27		
Divers	502	399	334
<b>TOTAL</b>	<b>760</b>	<b>579</b>	<b>514</b>
Autres charges de gestion courante			
Créances irrécouvrables			
Jetons de présence	59	63	68
Diverses charges de gestion	7		98
<b>TOTAL</b>	<b>66</b>	<b>63</b>	<b>166</b>
<b>TOTAL AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>2 129</b>	<b>1 552</b>	<b>770</b>

*Location et redevance de crédit-bail*

Ce poste comprend principalement la location de bureau. TOUAX SCA a emménagé en avril 2011 à la Défense Tour Franklin. La variation de ce poste s'explique par la charge de location des nouveaux locaux sur une année pleine en 2012 contre 8 mois seulement en 2011. Ces charges locatives sont en majorité refacturées aux filiales occupant les bureaux (cf. note 3)

*Primes d'assurances*

Les primes d'assurance correspondent au contrat d'assurance couvrant les biens immobiliers loués par la société et au contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile des dirigeants dans le cadre de leur activité professionnelle.

*Rémunérations d'intermédiaires et honoraires*

Les rémunérations d'intermédiaires et honoraires enregistrent les dépenses d'honoraires versés à des intervenants extérieurs dans le cadre de missions légales, d'assistance et de conseil.

*Divers*

Ce poste comprend principalement les frais ou commissions bancaires versés et les frais de déplacements des Gérants de la société.

**note 7. Impôts et taxes**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	2011	2010
Sur rémunérations	207	18	8
Contribution économique territoriale et impôts fonciers	177	69	39
Autres taxes	25	18	12
<b>TOTAL</b>	<b>409</b>	<b>105</b>	<b>59</b>

L'augmentation du poste « impôts et taxes sur rémunérations » correspond à la taxe sur les salaires pour un montant de 199 milliers d'euros. Ce montant enregistre la taxe sur les salaires pour la période 2009 à 2011 et avait été intégralement provisionné à la clôture précédente. La provision correspondante a été intégralement reprise dans les comptes de l'exercice (cf. note 4.).

L'augmentation du poste « Contribution Économique Territoriale » et impôts fonciers s'explique par la taxe foncière des nouveaux locaux à la charge de la société pour 60 milliers d'euros.

#### note 8. Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Salaires et rémunérations	40	765	730
Charges sociales	16	243	234
<b>TOTAL</b>	<b>56</b>	<b>1 008</b>	<b>964</b>

La variation des charges de personnel s'explique par le transfert de la majorité des charges de personnel de TOUAX SCA à sa filiale TOUAX Corporate.

#### note 9. Dotations aux amortissements

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Immobilier	51	50	50
Autres immobilisations	1	2	1
Charges à répartir	252	454	426
<b>TOTAL</b>	<b>305</b>	<b>505</b>	<b>477</b>

La dotation aux amortissements des charges d'exploitation à répartir correspond aux frais d'émission d'emprunts étalés sur la durée des emprunts.

#### note 10. Dotations aux provisions d'exploitation

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
Autres provisions pour risques et charges	283	520	43
<b>TOTAL</b>	<b>283</b>	<b>520</b>	<b>43</b>

La dotation aux provisions pour risques et charges comprend 5 milliers d'euros comme provision pour engagements de retraite, 30 milliers d'euros relatifs à la dépréciation d'un terrain immobilisé et 248 milliers d'euros à titre fiscal.

#### note 11. Résultat financier

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010
<b>Dividendes et autres produits de participation</b>	<b>5 019</b>	<b>5 108</b>	<b>5 352</b>
<b>CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS</b>			
Produits financiers	3 487	3 877	2 701
Résultat de cession de V.M.P	(32)	(259)	52
Charges financières	(3 447)	(3 568)	(2 378)
<b>Frais financiers nets</b>	<b>8</b>	<b>50</b>	<b>375</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Reprises	58	225	
Dotations	(130)	(58)	
<b>Variation nette</b>	<b>(72)</b>	<b>168</b>	
<b>ÉCARTS DE CHANGE</b>			
Positifs	564	98	220
Négatifs	(455)	(103)	(280)
<b>Différence nette de change</b>	<b>109</b>	<b>(5)</b>	<b>(60)</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>5 064</b>	<b>5 321</b>	<b>5 667</b>



#### **note 11.1. Dividendes et quote-part de résultat**

Au cours de l'exercice, TOUAX SCA a reçu des dividendes de ses filiales, soit 3 898 milliers d'euros de TOUAX Solutions Modulaires, 689 milliers d'euros de TOUAX Container Services et 432 milliers d'euros de TOUAX Corporate.

#### **note 11.2. Charges et produits financiers**

La totalité des produits financiers est composée des intérêts financiers sur des prêts accordés par la société à ses filiales. Les charges financières de l'exercice comprennent :

- pour 2 477 milliers d'euros, les intérêts financiers sur des emprunts contractés auprès des établissements de crédit,
- pour 970 milliers d'euros, des intérêts financiers sur des emprunts contractés auprès des sociétés du Groupe.

#### **note 11.3. Provisions**

Les dotations et reprises de l'exercice correspondent à la variation de la provision pour perte de change.

#### **note 11.4. Écart de change**

Sur l'exercice, le résultat de change net positif de 109 milliers d'euros est principalement lié à l'impact de la variation sur l'exercice du dollar américain.

#### **note 12. Résultat exceptionnel**

Depuis l'exercice 2002, et conformément aux recommandations de l'AMF, les cessions courantes d'actifs immobilisés et les autres opérations extraordinaires auparavant classées dans le résultat exceptionnel sont présentées par nature dans le résultat d'exploitation et le résultat financier.

#### **note 13. Impôts sur les bénéfices**

Comme indiqué dans la note 2.10, le Groupe a adopté la méthode dite de la « neutralité » pour la comptabilisation de l'impôt sur les sociétés. Le résultat comptable de la société avant impôt s'élève à 4 784 milliers d'euros. Compte tenu des réintégrations fiscales (230 milliers d'euros), des déductions fiscales (5 032 milliers d'euros), le résultat fiscal de l'exercice est une perte fiscale de 19 milliers d'euros.

Conformément à la convention d'intégration, la société TOUAX SCA a comptabilisé pour un montant de 216 milliers d'euros l'économie d'impôt du Groupe fiscal au titre de l'exercice 2012.

## NOTES RELATIVES AU BILAN

### ACTIF

#### note 14. Immobilisations incorporelles

Néant.

#### note 15. Immobilisations corporelles

##### note 15.1. Répartition des immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	2012			2011	2010
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et constructions	1 171	(787)	384	462	506
Autres immobilisations corporelles	86	(84)	2	4	5
<b>TOTAL</b>	<b>1 257</b>	<b>(871)</b>	<b>386</b>	<b>466</b>	<b>511</b>

Les mouvements liés aux immobilisations corporelles sont indiqués dans la note 15.2 et la note 15.3.

##### note 15.2. Acquisitions en 2012

(en milliers d'euros)	Acquisitions
Constructions	2
Autres immobilisations corporelles	
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>

##### note 15.3. Cessions et réductions en 2012

Aucune cession n'est intervenue pendant l'exercice.

#### note 16. Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	2012			2011	2010
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	Valeur Nette	Valeur Nette
Participations	102 836		102 836	101 035	100 350
Prêts et créances rattachés à des participations	171 993		171 993	155 826	134 576
Autres prêts et immobilisations financières	405	(44)	361	395	223
<b>TOTAL</b>	<b>275 235</b>	<b>(44)</b>	<b>275 191</b>	<b>257 256</b>	<b>235 149</b>

##### note 16.1. Titres de participation

Aucune cession n'est intervenue pendant l'exercice.

(en milliers d'euros)	2012			2011	2010
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	Valeur Nette	Valeur Nette
EUROPE					
TOUAX Corporate SAS	2 591		2 591	2 591	2 591
TOUAX Container Services SAS	19 057		19 057	19 057	19 057
TOUAX Solutions Modulaires SAS	26 378		26 378	26 379	26 379
TOUAX River Barges SAS	23 419		23 419	23 419	23 419
TOUAX Rail Ltd	31 325		31 325	29 521	28 836
Divers	1		1	3	3
INTERNATIONAL					
TOUAX Capital SA	65		65	65	66
<b>TOTAL</b>	<b>102 836</b>		<b>102 836</b>	<b>101 035</b>	<b>100 351</b>

Au cours de l'exercice, les mouvements correspondent exclusivement à l'augmentation des capitaux propres en numéraire de TOUAX Rail Ltd, pour 1 804 milliers d'euros.

**note 16.2. Prêts et créances rattachés à des participations**

(en milliers d'euros)	2012			2011	2010
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	Valeur Nette	Valeur Nette
TOUAX Solutions Modulaires SAS	86 280		86 280	84 896	70 803
TOUAX River Barges SAS	12 201		12 201	20 015	16 987
TOUAX Rail Ltd	69 961		69 961	46 645	43 538
TOUAX Container Services SAS				875	
TOUAX Corporation	3 550		3 550	3 396	3 248
<b>TOTAL</b>	<b>171 993</b>		<b>171 993</b>	<b>155 827</b>	<b>134 576</b>

La variation des prêts et créances rattachés à des participations, est liée aux augmentations de capital réalisées et aux financements des investissements des différentes filiales. Ces prêts et créances sont à plus d'un an.

**note 16.3. Autres immobilisations financières**

Au 31 décembre 2012, les autres immobilisations financières s'élèvent à 361 milliers d'euros en valeur nette.

Elles se décomposent de la façon suivante :

- 99 milliers d'euros de contribution à l'effort de construction,
- 262 milliers d'euros pour des dépôts et cautionnements divers.

**note 17. Ventilation des comptes clients et comptes rattachés par activité**

(en milliers d'euros)	2012			2011			2010		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Divers	65		65	52		52	57		57
Intragroupe	581		581	521		521	448		448
<b>TOTAL</b>	<b>646</b>		<b>646</b>	<b>573</b>		<b>573</b>	<b>505</b>		<b>505</b>

Le poste divers est composé des créances clients relatives à l'activité immobilière, ces créances sont à moins d'un an.

Les créances intragroupes correspondent à la facturation du service rendu par la société aux sociétés du Groupe. À la clôture de l'exercice, ces créances intragroupes sont toutes à moins d'un an.

**note 18. Autres créances d'exploitation**

(en milliers d'euros)	2012			2011			2010		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Etat et organismes sociaux	147		147						
Quote-part des opérations faites en commun				40		40	292		292
Créances intragroupes	773		773	1 316		1 316	765		765
Débiteurs divers	186		186	435		435	326		326
<b>TOTAL</b>	<b>1 106</b>		<b>1 106</b>	<b>1 792</b>		<b>1 792</b>	<b>1 383</b>		<b>1 383</b>

Les autres créances sont majoritairement à moins d'un an.

**note 18.1. État et organismes sociaux**

Ce montant correspond pour la totalité à de la TVA à récupérer par la société.

**note 18.2. Quote-part des opérations faites en commun**

La quote-part des opérations faites en commun correspondait au cumul des résultats de la filiale SCI Immobilière Arago 97. Cette SCI immobilière a été liquidée au cours de l'exercice.

**note 18.3. Créances intragroupes**

Ce poste comprend majoritairement des avances de trésorerie accordées par la société à ses filiales.

**note 19. Comptes de régularisation actif**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Charges constatées d'avance	308	290	39
Charges à répartir	988	395	425
Écart de conversion actif	130	58	54
<b>TOTAL</b>	<b>1 427</b>	<b>742</b>	<b>518</b>

Les charges constatées d'avance sont composées principalement des loyers des bureaux et des primes d'assurances pour la quote-part relative à l'année 2013.

Les charges à répartir correspondent aux frais d'émission d'emprunt étalés sur la durée de l'emprunt. Sur l'exercice, les mouvements de ce poste sont :

- 846 milliers d'euros d'augmentation correspondant aux frais d'émission sur des nouveaux emprunts contractés au cours de l'exercice,
- 253 milliers d'euros de diminution correspondant au montant des frais amortis au cours de l'exercice.

**note 20. Capitaux propres****note 20.1. Variation des capitaux propres**

<i>(en milliers d'euros)</i>	01.01.2012	Affectation du résultat 2011	Augmentation du capital	Autres mouvements	31.12.2012
Capital social	45 766		156		45 923
Primes d'émission et de fusion	35 863	(2 482)	233		33 614
Réserve légale	2 160	229			2 389
Réserves réglementées					
Autres réserves	324				324
Report à nouveau	67	148			215
Résultat de l'exercice	4 590	(4 590)		5 001	5 001
Rémunération statutaire des commandités		981			
Dividendes distribués		5 714			
<b>TOTAL</b>	<b>88 771</b>		<b>389</b>	<b>5 001</b>	<b>87 466</b>

**note 20.2. Variation du capital social**

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe sur les comptes sociaux, au cours de l'exercice 2012, le capital social a été augmenté d'un montant total de 156 144 euros par la création de 19 518 actions nouvelles d'une valeur nominale de 8 euros.

La prime d'émission a été augmentée au cours de l'exercice 2012 d'un montant total de 232 992 euros.

<i>(en euros)</i>	Nombre d'actions composant le capital	Valeur nominale de l'action	Montant total
Capital social au 31.12.2002	2 838 127	8	22 705 016
Capital social au 31.12.2003	2 838 127	8	22 705 016
Capital social au 31.12.2004	2 838 127	8	22 705 016
Augmentation de capital :	926 792	8	7 414 336
Capital social au 31.12.2005	3 764 919	8	30 119 352
Augmentation de capital :	120 600	8	964 800
Capital social au 31.12.2006	3 885 519	8	31 084 152
Augmentation de capital :	12 185	8	97 480
Capital social au 31.12.2007	3 897 704	8	31 181 632
Augmentation de capital :	785 267	8	6 282 136
Capital social au 31.12.2008	4 682 971	8	37 463 768
Augmentation de capital :	1 004 855	8	8 038 840
Capital social au 31.12.2009	5 687 826	8	45 502 608
Augmentation de capital :	7 850	8	62 800
Capital social au 31.12.2010	5 695 651	8	45 565 208
Augmentation de capital :	25 098	8	200 784
Capital social au 31.12.2011	5 720 749	8	45 765 992
Augmentation de capital :	19 518	8	156 144
Capital social au 31.12.2012	5 740 267	8	45 922 136

**note 21. Provisions pour risques et charges**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Provisions au 01.01.2012	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions au 31.12.2012	Provisions au 31.12.2011
Risque fiscal	448	248	(448)	248	448
Écart de conversion	58	130	(58)	130	58
Engagement retraite	72	5	(72)	5	72
<b>TOTAL</b>	<b>578</b>	<b>383</b>	<b>(578)</b>	<b>383</b>	<b>578</b>

Les provisions sont comptabilisées conformément au règlement CRC 00-06.

La comptabilisation des engagements de retraite est conforme à la recommandation n° 03-R-01 du CNC. Les hypothèses retenues servant à la valorisation des engagements de retraites sont les suivantes :

- L'ancienneté des salariés est calculée selon un coefficient de probabilité appliqué à des tranches d'âge,
- Un taux d'actualisation de 2,69 %,
- Un taux de revalorisation des salaires de 1,20 %,
- Un départ à la retraite à 65 ans.

**note 22. Dettes financières****note 22.1. Analyse par catégorie de dettes**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Emprunt obligataire	22 000	40 470 <sup>(2)</sup>	40 446 <sup>(1)</sup>
Emprunts à moyen terme auprès des établissements de crédit			
Emprunts à court terme	125 100	69 733	57 733
Concours bancaires courants et intérêts courus à payer	4 919	4 927	9 106
<b>TOTAL des emprunts</b>	<b>152 019</b>	<b>115 130</b>	<b>107 285</b>
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	7	7	7
Dépôts de garantie reçus Intragroupe	211	211	
Dettes intragroupes	30 170	43 115	37 889
<b>TOTAL des autres dettes</b>	<b>30 388</b>	<b>43 332</b>	<b>37 896</b>
<b>TOTAL</b>	<b>182 407</b>	<b>158 462</b>	<b>145 181</b>

(1) dont 52 K€ d'intérêts courus

(2) dont 76 K€ d'intérêts courus

**note 22.2. Analyse par échéance de remboursement**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
2011			65 559
2012		62 630	41 726
2013	32 419		
2014	8 600		
2015	8 600		
2016	76 100	52 500	
2017	4 300		
Plus de 5 ans	22 000		
<b>TOTAL</b>	<b>152 019</b>	<b>115 130</b>	<b>107 285</b>

Les dettes financières à échoir en 2013 sont composées à hauteur de 23,8 millions d'euros de crédits renouvelables annuellement.

**note 22.3. Analyse par devise de remboursement**

La dette financière est libellée en euros. Une partie de la dette intragroupe est libellée en dollars américains (pour un montant de 29 025 milliers de dollars américains au 31 décembre 2012). Cette dette est couverte par des contrats de change à terme euros contre dollars américains.

## note 22.4. Evolution de l'endettement

### Endettement net bancaire

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Dettes financières bancaires	152 019	115 130	107 285
Valeurs mobilières de placement	(112)	(141)	(112)
Disponibilités	(155)	(245)	(179)
<b>ENDETTEMENT NET BANCAIRE</b>	<b>151 752</b>	<b>114 744</b>	<b>106 994</b>

La variation de l'endettement bancaire reflète principalement l'augmentation des prêts réalisés aux filiales et la diminution des dettes intragroupes.

### Endettement net

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Endettement net bancaire	151 752	114 744	106 994
Dettes financières diverses	30 387	43 332	37 895
Dettes d'exploitation	8 517	13 406	2 523
Stocks et créances d'exploitation	(1 752)	(2 365)	(1 888)
<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>188 904</b>	<b>169 116</b>	<b>145 524</b>

## note 22.5. Information sur les taux d'intérêt

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Dettes financières à taux fixe	22 000		
Dettes financières à taux variable	130 019	115 130	107 285
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>152 019</b>	<b>115 130</b>	<b>107 285</b>
<b>TAUX D'INTÉRÊT MOYEN ANNUEL VARIABLE</b>	<b>2,19 %</b>	<b>2,07 %</b>	<b>1,96 %</b>

Les intérêts des dettes à taux variable sont indexés sur des taux monétaires (EURIBOR principalement). Le taux moyen annuel est calculé après prise en compte des contrats de swap de taux d'intérêt.

## note 23. Dettes d'exploitation

### note 23.1. Ventilation des dettes d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Divers	393	237	250
Dettes fournisseurs intragroupes	208	216	277
<b>TOTAL dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>601</b>	<b>453</b>	<b>527</b>
Autres dettes d'exploitation			
Dettes fiscales et sociales	96	620	585
Dettes sur immobilisations		6	
Autres dettes d'exploitation intragroupes	7 700	12 180	1 270
Dettes diverses	120	147	141
<b>TOTAL autres dettes d'exploitation</b>	<b>7 916</b>	<b>12 953</b>	<b>1 996</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 517</b>	<b>13 406</b>	<b>2 523</b>

La baisse significative du poste dettes fiscales et sociales s'explique par le transfert au cours de l'exercice des charges de personnel à la société de service du Groupe TOUAX Corporate.

Les dettes d'exploitation sont principalement constituées de dettes vis-à-vis de sociétés du Groupe.

## note 24. Comptes de régularisation passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	2010
Produits constatés d'avance	250		
Écart de conversion passif			317
<b>TOTAL</b>	<b>250</b>		<b>317</b>

Le poste « produits constatés d'avance » correspondent à la quote-part des loyers 2013 facturée à la clôture de l'exercice par la société aux autres sociétés du Groupe.



**note 25. Autres informations****note 25.1. Engagements hors bilan**

<i>[en milliers d'euros]</i>	<b>2012</b>
Cautions données en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales et autres garanties à moins d'un an	27 526
de 1 à 5 ans	148 226
à plus de 5 ans	98 732
TOTAL cautions	274 484
Redevances de crédit-bail restant à payer	
TOTAL redevances	
<b>TOTAL</b>	<b>274 484</b>

Les encours restant dus correspondants à ces engagements donnés aux filiales sont de 160 444 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Aucune sûreté réelle n'a été donnée par la société TOUAX SCA au 31 décembre 2012.

**note 25.2. Engagements en crédit-bail**

La société TOUAX SCA n'a pas d'engagement de crédit-bail à la clôture de l'exercice.

**note 25.3. Couverture des risques de change et de taux**

Au cours de l'exercice, la société a eu recours à de nouveaux instruments dérivés de taux pour couvrir son crédit syndiqué de 43 millions d'euros finalisé en avril 2012 et un financement long terme de 12 millions de dollars américains d'une de ses filiales.

Les couvertures mises en place lors des exercices précédents afin de réduire la sensibilité de la dette du Groupe à la

remontée des taux court-terme ont par ailleurs continué de faire effet.

Des opérations internes répliquant les conditions de swaps contractés par la société pour le compte de certaines de ses filiales ont été mises en place entre la société et les filiales concernées leur transférant ainsi les risques et bénéfices associés à ces couvertures.

La société n'a pas eu recours au cours de l'exercice à des options de couverture contre le risque de conversion des résultats en devises dans ses comptes consolidés en euro.

La société a par ailleurs continué à contracter des achats/ventes à terme de dollars américains pour couvrir des prêts de trésorerie temporaires en dollar américain de certaines de ses filiales.

**note 25.4 Risque fiscal**

En juillet 2012, TOUAX SCA a reçu une proposition de rectification requalifiant des contrats de prestations de services en société en participation. La société considère la position de l'administration fiscale infondée en s'appuyant sur l'analyse du contrat et sur un jugement d'une affaire similaire perdue par l'administration. La société utilise aujourd'hui les recours hiérarchiques pour se défendre. Aucune mise en demeure n'a été à ce jour reçue.

**note 25.5. Rémunération des mandataires sociaux**

La rémunération globale des mandataires sociaux en 2012 est de 102 milliers d'euros.

**note 25.6. Tableau des filiales et participations**

Société ou groupe de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital et avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties par la société mère et non encore remboursés	Montant <sup>(1)</sup> des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires	Résultats du dernier exercice	Dividendes comptabilisés par la société mère au cours du dernier exercice
<i>[en milliers d'euros]</i>				Brute	Nette					
<b>1. FILIALES (détenues à + de 50 %)</b>										
<b>a. Filiales françaises</b>										
TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES SAS	11 166 k€	1 712 K€	100 %	26 379 k€	26 379 k€	86 280 k€		51 082 k€	(376) k€	3 898 k€
TOUAX RIVER BARGES SAS	12 803 k€	[1 383] K€	100 %	23 419 k€	23 419 k€	20 015 k€		15 698 k€	2 318 k€	
TOUAX CONTAINER SERVICES SAS	8 251 k€	7 908 K€	100 %	19 057 k€	19 057 k€			7 333 k€	212 k€	689 k€
TOUAX CORPORATE SAS	2 591 k€	16 K€	100 %	2 591 k€	2 591 k€			10 276 k€	[202] k€	432 k€
<b>Total des filiales françaises</b>				<b>71 446 k€</b>	<b>71 445 k€</b>	<b>106 295 k€</b>				<b>5 019 k€</b>
<b>b. Filiales étrangères</b>										
TOUAX CAPITAL SA	CHF 100 k	CHF 244 k	99,99 %	65 k€	65 k€			CHF 148 k	CHF 17 k	
TOUAX RAIL Ltd	0,1 k€	27 216 k€	100 %	31 325 k€	31 325 k€	69 961 k€		61 405 k€	743 k€	
<b>Total des filiales étrangères</b>				<b>31 390 k€</b>	<b>31 390 k€</b>	<b>69 961 k€</b>				
<b>TOTAL FILIALES</b>				<b>102 836 k€</b>	<b>102 836 k€</b>	<b>176 256 k€</b>				<b>5 019 k€</b>

## 20.3. ÉTATS FINANCIERS

Les divers états financiers ont été détaillés dans le paragraphe 20.1 page 48 pour les comptes consolidés et dans le paragraphe 20.2 page 97 pour les comptes sociaux.

## 20.4. COMMISSARIAT AUX COMPTES

Les divers états financiers ont été détaillés dans le paragraphe 20.1 page 48 pour les comptes consolidés et dans le paragraphe 20.2 page 97 pour les comptes sociaux.

### 20.4.1. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société TOUAX, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### *I. Opinion sur les comptes consolidés*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### *II. Justification des appréciations*

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes 1.6, 1.8, 1.9 et 1.18 de l'annexe aux comptes consolidés précisent les modalités d'évaluation, les hypothèses clés et les appréciations déterminées par la direction pour ce qui concerne les principaux actifs à long terme. Nous avons examiné le processus de détermination par la direction des hypothèses utilisées et leur

mise en œuvre, ainsi que l'information fournie en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### *III. Vérification spécifique*

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES

DELOITTE & ASSOCIES

Charles LEGUIDE

Alain PENANGUER

### 20.4.2. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TOUAX, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### *I. Opinion sur les comptes annuels*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### *II. Justification des appréciations*

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous

avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et portons à votre connaissance les éléments suivants :

La société apprécie la valeur d'inventaire de ses titres de participation selon la méthode décrite dans l'annexe aux comptes sociaux à la note 2.3. Nous avons examiné la méthodologie retenue par la société et sa mise en œuvre sur la base des éléments disponibles et nous avons apprécié les estimations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES

DELOITTE & ASSOCIES

Charles LEGUIDE

Alain PENANGUER

### 20.4.3. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 226-2 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces

conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 226-2 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires des comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L.226-10 du Code de commerce.

### Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

*Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice écoulé.*

En application de l'article R. 226-2 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention et de l'engagement suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier écoulé.

Convention de location

Votre société a conclu un bail commercial avec la SCI FRANKLIN concernant la location de son siège social ainsi qu'un local à archives et huit emplacements de parking. Le loyer annuel de 390 € HT et HC/m<sup>2</sup> suit l'évolution de l'indice INSEE de la construction, mais la hausse est limitée à 3 % contractuellement. La charge comptabilisée au titre de l'exercice s'élève à 1 179 910 euros, et inclut les provisions de charges locatives.

Convention d'intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été conclue entre TOUAX SCA et ses filiales TOUAX Construction Modulaire SAS, TOUAX Container Services SAS, TOUAX River Barges SAS, TOUAX Solutions Modulaires SAS et TOUAX Corporate SAS.

- chaque filiale constate dans ses comptes la charge d'impôt comme si elle était imposée séparément.

- la société mère TOUAX SCA enregistre en charges ou en produits la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôts comptabilisées par les filiales. Ce cumul s'élève à 216 433 € pour l'exercice 2012, et, en l'absence de dette d'impôt du groupe intégré fiscalement, il constitue un produit d'impôt comptabilisé pour ce montant dans TOUAX SCA.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES

DELOITTE & ASSOCIES

Charles LEGUIDE

Alain PENANGUER

## 20.4.4. Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Deloitte & Associés				Leguide Naïm & Associés				Autres réseaux			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
AUDIT												
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>419</b>	<b>361</b>	<b>97 %</b>	<b>99 %</b>	<b>106</b>	<b>101</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>68</b>	<b>60</b>	<b>99 %</b>	<b>88 %</b>
TOUAX SCA	43	41	10 %	11 %	43	41	41 %	41 %				
Filiales intégrées (1)	376	320	87 %	88 %	63	60	59 %	59 %	68	60	99 %	88 %
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes</b>	<b>15</b>	<b>2</b>	<b>3 %</b>	<b>1 %</b>					<b>1</b>	<b>8</b>	<b>1 %</b>	<b>12 %</b>
TOUAX SCA												
Filiales intégrées	15	2							1	8		
Sous-Total	434	363	94 %	93 %	106	101	100 %	100 %	69	68	72 %	68 %
<b>AUTRES PRESTATIONS RENDUES PAR LES RESEAUX AUX FILIALES INTEGREES GLOBALEMENT</b>												
Juridique, fiscal, social	16	20	62 %	77 %					21	18	78 %	56 %
Autres	10	6	38 %	23 %					6	14	22 %	44 %
Sous-Total	26	26	6 %	7 %					27	32	28 %	32 %
<b>TOTAL</b>	<b>460</b>	<b>389</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>106</b>	<b>101</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>96</b>	<b>100</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## 20.5. DATE DES DERNIÈRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le dernier exercice, pour lequel les informations financières ont été vérifiées, a clôturé le 31 décembre 2012.

## 20.6. INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES

Non applicable

## 20.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

La société poursuit une politique régulière de distribution d'un dividende annuel. Le dividende est variable et en fonction des résultats. Il n'existe pas de règle établie de distribution telle qu'un pourcentage fixe du résultat net ou du cours de l'action.

La société a versé un acompte sur dividende le 11 janvier 2013 de 0,50 euro par action. Les Gérants proposeront à l'Assemblée Générale du 11 juin 2013 de confirmer le montant de 0,50 euro par action pour l'exercice 2012.

Les dividendes dont le paiement n'a pas été réclamé dans un délai de 5 ans à compter de leur date de mise en paiement, sont prescrits et reversés à l'État.

### 20.7.1. Historique de la politique de distribution

Exercice concerné (en euros)	Mise en paiement	Rémunération statuaire des commandités	Dividende par action	Nombre d'actions rémunéré	Total de la distribution
2010	11 janvier 2011		0,50	5 691 522	2 845 761
2010	8 juillet 2011	935 798	0,50	5 697 901	3 784 749
<b>TOTAL 2010</b>			<b>1,00</b>		<b>6 630 510</b>
2011	10 janvier 2012		0,50	5 714 500	2 857 250
2011	9 juillet 2012	980 515	0,50	5 712 507	3 836 769
<b>TOTAL 2011</b>			<b>1,00</b>		<b>6 694 019</b>
2012	10 janvier 2013		0,50	5 712 505	2 856 253
2012	5 juillet 2013	892 151			892 151
<b>TOTAL 2012</b>			<b>0,50</b>		<b>3 748 403</b>

## 20.8. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

Aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé) n'a pas eu et ne peut avoir d'effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe pour une période couvrant les douze derniers mois à l'exception de ce qui est mentionné à la note 26.8 de l'annexe aux comptes consolidés paragraphe 20.1 page 48.

## 20.9. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers audités ont été publiés.

# 21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

## 21.1. CAPITAL SOCIAL

### INFORMATION HISTORIQUE SUR LE CAPITAL SOCIAL AU 31 décembre 2012

Années	Capital (€)	Prime d'émission (€)	Nombre cumulé d'actions	Nominal	Nature des Opérations
2008	31 183 048	3 594	3 897 881	€ 8	Emission de 177 actions suite à l'exercice de 708 BSAR
	37 419 656	17 072 714	4 677 457	€ 8	Emission de 779 576 actions suite à l'exercice de Bons de souscription (1 action pour 5 bons de souscription)
	37 421 768	5 289	4 677 721	€ 8	Emission de 264 actions suite à l'exercice de 1 000 BSAR
	37 463 768	90 090	4 682 971	€ 8	Levée d'options de souscription de 5 250 stock options
2009	37 463 848	190	4 682 981	€ 8	Emission de 10 actions suite à l'exercice de 36 BSAR
	45 085 824	10 537 382	5 635 728	€ 8	Emission de 952 747 actions avec suppression du DPS et délai de priorité
	45 502 608	528 173	5 687 826	€ 8	Emission de 52 098 actions suite à l'option du paiement du dividende en actions
2010	45 507 608	12 302	5 688 451	€ 8	Emission de 625 actions suite à l'exercice de 2 444 BSAR
	45 565 208	40 248	5 695 651	€ 8	Levée d'options de souscriptions de 7 200 stock options
2011	45 573 048	19 073	5 696 631	€ 8	Emission de 980 actions suite à l'exercice de 3 764 BSAR
	45 765 992	294 527	5 720 749	€ 8	Levée d'options de souscriptions de 24 118 stock options
2012	45 921 832	232 123	5 740 229	€ 8	Levée d'options de souscriptions de 19 480 stock options
	45 922 136	870	5 740 267	€ 8	Emission de 38 actions suite à l'exercice de 144 BSAR

## INFORMATION SUR LES AUTORISATIONS D'ÉMISSION EN VIGUEUR AU 31 décembre 2012

L'Assemblée Générale des actionnaires du 27 juin 2011 avec l'accord unanime des commandités a délégué au Conseil de gérance les autorisations d'émissions suivantes :

Description d'autorisation	Date d'autorisation	Date d'échéance	Plafonds autorisés <sup>(1)</sup>	Utilisation en cours d'exercice	Montant total utilisé
Augmenter le capital social par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription	Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2011 (18 <sup>e</sup> résolution)	27 août 2013	montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme : <b>20 millions d'euros</b>	non utilisée en 2012	néant
Augmenter le capital social par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public mais avec délai de priorité	Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2011 (19 <sup>e</sup> résolution)	27 août 2013	montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme : <b>20 millions d'euros</b>	non utilisée en 2012	néant

(1) Le plafond de 20 millions d'euros est le montant maximum autorisé pour l'ensemble des augmentations de capital en valeur nominale.

Ces autorisations privent d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

L'ensemble des instruments financiers donnant accès au capital entraînant une dilution est présenté dans le chapitre 17 page 43 du présent document.

### 21.1.1. Capital souscrit

Le capital est entièrement souscrit et libéré.

### 21.1.2. Action non représentative du capital

Il n'existe aucune action non représentative du capital.

### 21.1.3. Composition du capital

Le capital est composé au 31 décembre 2012 de 5 740 267 actions au nominal de 8 euros entièrement libérées, représentant 6 413 763 droits de vote. La répartition du capital et des droits de vote de TOUAX SCA est détaillée dans le paragraphe 18.1 page 44.

### 21.1.4. Capital potentiel

Les options de souscription ou d'achat d'actions et les bons de souscription d'actions consenties par TOUAX SCA sont détaillés dans le paragraphe 17.2 page 43 ainsi que dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 page 48, note 21.

### 21.1.5. Capital non libéré

Non applicable

### 21.1.6. Accord conditionnel ou inconditionnel

Non applicable

### 21.1.7. Historique du capital

Cf. paragraphe 21.1 page 113.

## 21.2. DONNÉES BOURSIÈRES

### 21.2.1. Historique boursier

Le 7 mai 1906, l'action TOUAX est cotée à la bourse de Paris au marché comptant. L'action est transférée au Second Marché le 14 juin 1999. TOUAX est coté à Paris sur NYSE Euronext et appartient au compartiment C depuis le 26 janvier 2012, après avoir fait partie du compartiment B pendant toute l'année 2011. TOUAX fait partie depuis 2011 des indices CAC® Small et CAC® Mid & Small et depuis 2012 du SRD Long-seulement.

### 21.2.2. Le cours de l'action TOUAX

L'action TOUAX a clôturé l'année 2012 à 21,71 euros en baisse de 0,41 % par rapport au cours du 31 décembre 2011 (21,80 euros). Le plus haut cours de l'année a été atteint le 1er octobre 2012 à 26,15 euros, le plus bas le 21 novembre 2012 à 19,19 euros.

Au 31 décembre 2012, la capitalisation boursière du Groupe s'élève à 124 621 197 euros, comparée à des capitaux propres comptables de 173 millions d'euros à la même date.



[en euro]	2012	2011	2010	2009	2008
<b>Données consolidées</b>					
Dividende net par action versé au cours de l'année	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Total mis en distribution au titre de l'année	5 713 503	5 694 712	5 683 097	4 675 703 (1)	3 892 987
Progression de la distribution par rapport à l'année précédente	0,33 %	0,20 %	22 %	20 %	34 %
Nombre total d'actions au 31 décembre	5 740 267	5 720 749	5 695 651	5 687 826	4 682 971
<b>Ratios boursiers</b>					
Résultat net par action	1,6	2,35	2,33	2,73	3,72
P.E.R (2)	13,63	9,28	12,64	8,94	4,79
Rendement global de l'action (3)	4,61 %	4,59 %	3,39 %	4,48 %	5,80 %
<b>Données boursières</b>					
Cours maximum de l'action	26,15	32,99	29,49	24,97	40,60
Cours minimum de l'action	19,19	19,60	17,13	14,45	16,63
Cours au 31 décembre	21,71	21,80	29,49	22,30	17,25
Capitalisation boursière (M€) au 31 décembre	124,62	124,71	167,82	126,84	80,78
Volume quotidien moyen de capitaux échangés (en K€)	86,52	116,73	99,01	97,60	158,76
Nombre quotidien moyen de titres échangés	3 771	4 177	4 115	5 002	4 968

(1) Cette somme tient compte de la part du dividende payé en actions, tel que décidé par l'Assemblée Générale du 10 juin 2009.

(2) Ratio de capitalisation boursière/résultat net (Price Earnings Ratio).

(3) Le rendement global de l'action au titre de chaque année est calculé sur la base du cours au 31 décembre de chaque année.

Le Conseil de gérance a proposé à l'Assemblée Générale du 11 juin 2013 de confirmer le dividende de 0,50 euro par action, déjà distribué en janvier 2013.

### 21.2.3. Évolution des transactions au cours des 18 derniers mois

L'action TOUAX est cotée sur NYSE EURONEXT sous le code ISIN FR0000033003 – Reuters TETR. PA – Bloomberg TOUPFP equity.

[en euro]	Plus haut cours	Plus bas cours	Dernier cours	Nombre de titres échangés	Montant échangé de capitaux (en milliers d'euros)
septembre 2011	23,00	21,15	22,00	113 213	2 492,92
octobre 2011	24,18	21,47	23,86	34 775	792,11
novembre 2011	23,87	19,60	20,00	50 116	1 058,79
décembre 2011	22,35	20,01	21,80	24 549	519,90
janvier 2012	22,00	20,00	20,90	44 565	929,69
février 2012	25,49	20,80	25,49	89 291	2 127,99
mars 2012	25,73	23,34	25,16	41 248	1 023,86
avril 2012	25,98	23,54	23,60	67 699	1 676,18
mai 2012	23,70	22,02	23,35	60 289	1 367,60
juin 2012	23,49	22,00	22,20	28 517	646,05
juillet 2012	22,35	21,75	22,20	48 515	1 070,59
août 2012	23,92	21,97	23,46	86 427	2 002,39
septembre 2012	25,45	23,45	25,40	157 783	3 811,51
octobre 2012	26,15	23,65	25,00	62 693	1 570,49
novembre 2012	25,05	19,19	21,31	147 217	3 092,31
décembre 2012	22,00	20,49	21,71	107 161	2 274,27
janvier 2013	22,00	21,46	21,64	70 496	1 532,74
février 2013	21,90	18,00	18,52	129 894	2 629,47

#### 21.2.4. Conditions strictes de modification des droits des actionnaires

Non applicable.

#### 21.2.5. Conditions régissant les Assemblées Générales

Cf. paragraphe 21.3 relatif à l'extrait dédié aux Assemblées Générales page 116.

#### 21.2.6. Dispositions limitant le changement de contrôle

Cf. paragraphe 21.3 page 116.

#### 21.2.7. Franchissements de seuil

Cf. paragraphe 21.3 relatif à l'extrait dédié aux franchissements de seuil page 116.

#### 21.2.8. Dispositions strictes limitant les modifications du capital

Non applicable.

### 21.3. DISPOSITIONS STATUTAIRES (EXTRAITS)

#### Forme (Article 1)

La société anonyme dénommée Touax SGTR-CITE-SGT-CMTE-TAF-SLM Touage Investissement réunies a été transformée en société en commandite par actions, par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2005.

Elle existe entre :

- D'une part, le ou les associés commandités désignés par les présents statuts, qui sont tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales, à savoir :
  - a) La Société Holding de Gestion et de Location, société par actions simplifiée au capital de 7 271 010 €, dont le siège social est Tour Franklin, 100-101 Terrasse Boieldieu, 92042 la Défense Cedex, immatriculée sous le numéro 484 322 342, RCS Nanterre représentée son Président Monsieur Raphaël Colonna Walewski.
  - b) La Société Holding de Gestion et de Participation, société par actions simplifiée au capital de 7 281 010 €, dont le siège social est 41 rue Charles Laffitte, 92200 Neuilly sur Seine, immatriculée sous le numéro 483 911 178 RCS Nanterre, représentée par son Président Monsieur Fabrice Colonna Walewski.
- Et, d'autre part, les propriétaires des actions actuellement existantes et de celles qui pourront être créées ultérieurement, ayant la qualité de commanditaires et qui, désignés dans les présents statuts par « les actionnaires » ou « les commanditaires », ne répondent des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

#### Objet social (article 2)

La société a notamment pour objet en tous pays :

- l'achat, la location, le financement, la vente, l'exploitation et

la maintenance de tous matériels mobiles et standardisés comprenant les conteneurs maritimes ou conteneurs de stockage, les constructions modulaires, les barges fluviales, et les wagons de fret ;

- l'exploitation de services de poussage, de touage et de remorquage, de transports et d'affrètement fluviaux sur toutes voies navigables ;
- la conception, la construction, l'agencement, la réparation, l'achat, la vente, l'exploitation directe ou indirecte et la location de bâtiments et de constructions modulaires et industrialisées, et plus généralement de tous matériels industriels, mobiles et transportables ;
- la prise de participation et d'exploitation de toutes affaires ou entreprises de même nature, similaire ou connexe et ce, par voie de création de sociétés nouvelles, apports, souscriptions, ou achat de titres et droits sociaux, fusion, association ou autrement ;
- l'acquisition, l'obtention, la cession de tous brevets, additions et licences de brevets ou procédés quelconques ;
- la participation sous toutes formes dans toutes sociétés ou entreprises industrielles, financières et commerciales mobilières ou immobilières, existantes ou à créer, en France et à l'étranger ;
- l'acquisition de l'exploitation, la construction et la mise en valeur par tous moyens de tous immeubles bâtis ou non bâtis ;
- et la possibilité de réaliser généralement toutes opérations commerciales industrielles, financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus énoncés et pouvant être utiles au développement des affaires de la société.

#### Droits des associés sur les résultats (extrait de l'article 20)

Les droits sur les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis comme suit :

- sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il sera fait un prélèvement calculé comme indiqué dans la loi et affecté au fonds de réserve légale. Ce prélèvement effectué, il sera attribué aux associés commandités une somme égale à une quote-part du bénéfice net consolidé, part du Groupe, de la société selon la formule qui a été déterminée à la clause 15.5 des statuts.
- le solde du bénéfice après les prélèvements ci-dessus sera, au choix de l'Assemblée Générale statuant sur proposition de la Gérance, soit distribué à toutes les actions, soit affecté à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaire, généraux ou spéciaux non productifs d'intérêts.

L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

#### Droits des commandités sur les résultats (article 15.5)

En raison de la responsabilité indéfinie leur incombant, les associés commandités ont droit à une rémunération prélevée sur les bénéfices nets après impôts de la société, qu'ils se partagent à parts égales. Cette rémunération sera de 3 % du

bénéfice net après impôt consolidé part du Groupe TOUAX à partir de l'exercice 2005. À partir de l'exercice 2007, le prélèvement sur les bénéfices sociaux alloué à titre de rémunération aux associés commandités sera majoré d'un montant égal à 1 % de l'EBITDA consolidé du Groupe TOUAX diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. L'EBITDA est l'excédent brut d'exploitation consolidé diminué de la dotation nette aux provisions d'exploitation. Cette rémunération sera payable en même temps que le dividende versé aux actionnaires, et à défaut, dans les soixante (60) jours de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes par la société.

### **Membres du Conseil de Surveillance (extrait de l'article 12 « Conseil de Surveillance »)**

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée d'un an (article 12.1).

Chaque membre du Conseil de Surveillance devra être propriétaire d'au moins 250 actions de la société (article 12.2).

### **Assemblées Générales (extraits de l'article 18 « assemblées d'actionnaires commanditaires »)**

Les dispositions applicables aux assemblées d'actionnaires commanditaires sont celles prévues par la loi pour les sociétés anonymes.

Les assemblées générales sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation par la Gérance, le Conseil de Surveillance ou, à défaut par le ou les Commissaires aux Comptes (article 18.2 « convocation – ordre du jour »).

Sauf dans les cas expressément prévus par la loi, tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, ou en votant par correspondance, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme, soit d'une inscription nominative, soit du dépôt de ses titres au porteur aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation : le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire 3 jours avant la date de réunion de l'assemblée (article 18.3 « admission – tenue des assemblées »).

### **Droit de vote (extrait de l'article 9 « droits attachés à chaque action »)**

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative enregistrée depuis cinq ans au moins au nom du

même actionnaire.

Les droits de vote double attachés aux actions existantes préalablement à la transformation de la société en société en commandite par actions sont conservés.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit (extrait de l'article 9.4).

### **Forme des actions (extrait de l'article 7)**

Jusqu'à leur entière libération, les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société ou un mandataire désigné par elle. Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sous réserve des dispositions légales ou réglementaires en vigueur ; notamment, les actions des membres du Conseil de Surveillance et des Gérants sont prévues par la loi et les règlements.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et se transmettent par virement de compte à compte.

### **Transmission des actions (extrait de l'article 8)**

Les actions se transmettent par virement de compte à compte, dans les conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

### **Titres au porteur identifiables**

La société peut à tout moment demander à Euroclear France l'identification des détenteurs de titres au porteur.

### **Modifications des statuts**

L'Assemblée Générale réunie extraordinairement le 30 juin 2005 a modifié la forme juridique de la société en transformant la société anonyme TOUAX SA en société en commandite par actions TOUAX SCA.

En 2012, l'article 6 « capital social » des statuts a été modifié à la suite de l'exercice de bons de souscription d'actions remboursable et de stock-options.

### **Franchissements de seuil**

Seuls les franchissements de seuils légaux doivent être respectés.

## 22. CONTRATS IMPORTANTS

Il n'existe pas de contrat important autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires.

Il n'existe pas de contrat autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires souscrit par un membre quelconque

du Groupe et contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du Groupe une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe, à la date d'enregistrement du document.

## 23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATION D'INTÉRÊTS

### 23.1. COORDONNÉES DES EXPERTS

Non applicable

### 23.2. ATTESTATION DE CONFORMITÉ DES DÉCLARATIONS D'EXPERTS

Non applicable

## 24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Pendant la durée de validité du présent document de référence en application des dispositions des articles 221-1 et suivants du Règlement Général de l'AMF, les statuts, les rapports des Commissaires aux Comptes et les états financiers des trois derniers exercices, ainsi que tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques de TOUAX SCA, du Groupe et de ses filiales des trois derniers exercices, évalua-

tions et déclarations établies par un expert, lorsque ces documents sont prévus par la loi et tout autre document prévu par la loi, peuvent être consultés au siège de la société. Il est à noter par ailleurs que les documents de référence incluant les états financiers et les rapports des Commissaires aux Comptes sont disponibles par voie électronique sur le site internet du Groupe ([www.touax.com](http://www.touax.com)).

## 25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Le Groupe détient directement une filiale significative, la société GOLD Container Leasing Pte Ltd, société de droit singapourien. Les chiffres clés de cette société sont présentés dans le paragraphe 7.2 page 35.

Le Groupe détient directement une filiale significative, la société

GOLD Container Investment Ltd, société de droit hongkongais. Les chiffres clés de cette société sont présentés dans le paragraphe 7.2 page 35.

L'ensemble des participations du Groupe est présenté dans l'annexe des comptes consolidés note 2.2 page 64.

## 26. RAPPORTS DES GÉRANTS

### 26.1. RAPPORT DE GESTION

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

TOUAX est un Groupe de service aux entreprises, spécialisé dans la location opérationnelle et la vente de matériels mobiles standardisés et dotés d'une longue durée de vie (15 à 50 ans) :

- les conteneurs maritimes avec un parc d'environ 565 000 TEU (unité physique de conteneurs en équivalent vingt pieds) répartis dans le monde permettant au Groupe d'être 1er en Europe Continentale et 9ème mondial (source : Drewry

Container Leasing Industry – 2012/13),

- les constructions modulaires à usage de bureaux, écoles, hôpitaux... utilisées par les industries, les collectivités territoriales et le secteur du bâtiment et de la construction. TOUAX est le 2ème loueur européen (Europe continentale) avec un parc de près de 51 000 unités présents en Europe et aux USA (source : TOUAX),
- les barges fluviales destinées à la location en Europe, aux États-Unis et en Amérique du Sud. Le Groupe est un des acteurs principaux dans le monde (source : TOUAX),

- les wagons de fret utilisés pour le transport de marchandises pour les réseaux de chemin de fer et par les grands groupes industriels en Europe et aux États-Unis. Le Groupe gère un parc d'environ 9 100 wagons.

TOUAX est bien placé pour répondre à l'essor de l'externalisation des actifs non stratégiques des entreprises et leurs recours à la location qui permet d'offrir :

- un contrat flexible de courte à longue durée,
- l'absence d'investissement pour le client,
- la sous-traitance de la maintenance,
- la rapidité de mise à disposition.

TOUAX étant une société en commandite par actions, il est rappelé que les décisions collectives des actionnaires, à l'exception de celles relatives à la nomination et à la révocation des membres du Conseil de Surveillance, n'entrent en vigueur et ne sont opposables aux actionnaires, à la société et aux tiers qu'après constatation de la concordance de la volonté exprimée par les commandités avec le vote de l'Assemblée Générale des actionnaires commanditaires.

## Analyse globale

Chiffre d'affaires par nature <i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	Variation 2012/ 2011	%
Chiffre d'affaires locatif	219 034	221 419	(2 385)	-1 %
Ventes de matériels et divers	138 952	114 395	24 557	21 %
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>357 986</b>	<b>335 814</b>	<b>22 172</b>	<b>6,6 %</b>

## Analyse par activité

Chiffre d'affaires par activité <i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	Variation 2012/ 2011	%
<b>Conteneurs Maritimes</b>	<b>173 702</b>	<b>126 399</b>	<b>47 303</b>	<b>37 %</b>
Chiffre d'affaires locatif	87 344	76 937	10 407	14 %
Ventes de matériels et divers	86 358	49 462	36 896	75 %
<b>Constructions Modulaires</b>	<b>116 611</b>	<b>111 836</b>	<b>4 775</b>	<b>4 %</b>
Chiffre d'affaires locatif	78 885	82 090	(3 205)	-4 %
Ventes de matériels et divers	37 726	29 746	7 980	27 %
<b>Barges Fluviales</b>	<b>25 834</b>	<b>23 540</b>	<b>2 294</b>	<b>10 %</b>
Chiffre d'affaires locatif et transport	14 715	20 370	(5 655)	-28 %
Ventes de matériels et divers	11 119	3 170	7 949	251 %
<b>Wagons de Fret</b>	<b>41 626</b>	<b>73 955</b>	<b>(32 329)</b>	<b>-44 %</b>
Chiffre d'affaires locatif	37 877	41 938	(4 061)	-10 %
Ventes de matériels et divers	3 749	32 017	(28 268)	-88 %
<b>Autres (divers et éliminations)</b>	<b>214</b>	<b>84</b>	<b>130</b>	<b>155 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>357 987</b>	<b>335 814</b>	<b>22 173</b>	<b>6,6 %</b>

## Analyse par zone géographique

Chiffre d'affaires par zone géographique <i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011	Variation 2012/ 2011	%
International	173 702	126 399	47 303	37 %
Europe	166 045	201 953	(35 908)	-18 %
Afrique	4 989		4 989	
Amériques	13 251	7 462	5 789	78 %
<b>TOTAL</b>	<b>357 987</b>	<b>335 814</b>	<b>22 173</b>	<b>6,6 %</b>

## I. Le Groupe TOUAX

L'origine du Groupe remonte à 1853 et le Groupe TOUAX a été constitué le 31 décembre 1898 et est coté à la bourse de Paris depuis 1906.

### I Normes comptables internationales (IFRS – International Financial Reporting Standards)

Les comptes consolidés 2012, ainsi que les données comparatives, sont établis selon les normes comptables IFRS conformément à la réglementation en vigueur.

### I Évolution du périmètre de consolidation

Le Groupe TOUAX compte 9 nouvelles sociétés dans son périmètre de consolidation, sachant qu'une société en est sortie.

### I Présentation de l'activité 2012 du Groupe

La liste complète des sociétés contrôlées par TOUAX est mentionnée dans la note 2.2 page 3.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2012 s'élève à 358 millions d'euros contre 336 millions d'euros pour l'année 2011, soit une hausse de 7 % (+1 % à devises et périmètre constants).

Dans les activités Constructions Modulaires, Barges Fluviales et Wagons de Fret, l'implantation des services, la localisation des marchés et des clients est identique. Dans l'activité Conteneurs Maritimes, la localisation des clients et des actifs est différente. Les conteneurs maritimes sont utilisés sur des centaines de routes commerciales à travers le monde sans que le Groupe en ait la connaissance. Les conteneurs maritimes sont ainsi classés dans la zone internationale.

L'évolution du chiffre d'affaires (+22,2 millions d'euros ; +6,6 %) se répartit de la façon suivante :

#### *Conteneurs Maritimes*

La croissance constante des marchés émergents a continué de dynamiser le marché des Conteneurs Maritimes en 2012. Ce dynamisme a soutenu de nouveaux investissements. Le chiffre d'affaires de la division augmente de 37 % (27 % à dollar constant). La flotte de conteneurs a progressé de 14 % par rapport à fin décembre 2011 et le chiffre d'affaires locatif a augmenté de 10,4 millions d'euros en 2012. Les tarifs locatifs ont légèrement diminué mais les taux d'utilisation sont restés élevés à 95 %. Les ventes s'élèvent à 86 millions d'euros comparées à 49 millions d'euros en 2011.

#### *Constructions Modulaires.*

La situation économique de l'Europe en 2012 a pesé sur le marché des Constructions Modulaires et la rentabilité de la division. Le chiffre d'affaires locatif recule de 4 % (en baisse de 3,2 millions

d'euros) tandis que les ventes progressent de 27 % pour atteindre 38 millions d'euros en 2012. L'implantation de la division en Afrique avec l'acquisition en juillet 2012 du leader marocain de la construction modulaire produira ses premiers effets en 2013.

#### *Barges Fluviales*

L'activité Barges Fluviales poursuit la mise en œuvre de son nouveau positionnement. L'arrêt de l'activité transport libère des actifs qui sont mis en location ou en vente. En conséquence, le chiffre d'affaires locatif qui inclut le chiffre d'affaires de transport diminue de 6 millions d'euros mais les ventes progressent de 8 millions d'euros. Le chiffre d'affaires de la division augmente ainsi de 10 %. En fin d'année, les taux d'utilisation étaient proches de 90 %. L'année 2012 correspond à un nouvel élan dans l'activité Barges Fluviales avec des nouveaux investissements en Amérique du Sud et le développement du négoce d'actifs fluviaux.

#### *Wagons de Fret*

Le transport ferroviaire européen de marchandises a diminué en 2012 pesant sur l'activité de location de Wagons de Fret et sur la rentabilité de la division. Des investissements sélectifs ont été effectués mais, compte tenu des volumes plus modestes, aucune cession n'a été réalisée à des investisseurs entraînant une baisse des ventes de 23,6 millions d'euros sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012. Aux États-Unis, l'activité reste bonne avec des taux d'utilisation toujours élevés.

### **I Résultats**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	2011	Variations 2012/ 2011
<b>CONTENEURS MARITIMES</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	64 426	57 322	7 104
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	61 891	56 208	5 683
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(52 223)	(50 319)	(1 904)
Résultat opérationnel courant sectoriel	9 668	5 889	3 779
<b>CONSTRUCTIONS MODULAIRES</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	31 366	38 410	(7 044)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	12 437	19 925	(7 488)
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(1 947)	(2 008)	61
Résultat opérationnel courant sectoriel	10 491	17 917	(7 426)
<b>BARGES FLUVIALES</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	7 218	6 388	830
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	4 182	3 266	916
Revenus locatifs dus aux investisseurs			
Résultat opérationnel courant sectoriel	4 182	3 266	916
<b>WAGONS DE FRET</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	15 024	16 238	(1 214)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	7 868	13 122	(5 254)
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(2 320)	(8 787)	6 467
Résultat opérationnel courant sectoriel	5 548	4 335	1 213
<b>TOTAL</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	118 034	118 358	(324)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	86 378	92 596	(6 218)
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(56 490)	(61 114)	4 624
Résultat opérationnel courant sectoriel	29 889	31 408	(1 519)
<b>Autres (divers, frais centraux)</b>	<b>(269)</b>	<b>74</b>	<b>(343)</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>			
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>29 043</b>	<b>31 482</b>	<b>(2 439)</b>
Résultat financier	(17 568)	(14 434)	(3 134)
Quote part de résultat dans les entreprises associées		37	(37)
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>11 475</b>	<b>17 085</b>	<b>(5 610)</b>
Impôts sur les bénéfices	(2 749)	(4 135)	1 386
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ</b>	<b>8 726</b>	<b>12 950</b>	<b>(4 224)</b>
Intérêts minoritaires	420	485	(65)
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>9 146</b>	<b>13 435</b>	<b>(4 289)</b>



### *Division Conteneurs Maritimes*

La division Conteneurs Maritimes présente au 31 décembre 2012 une hausse de 7,1 millions d'euros (+12,4 %) de sa marge brute d'exploitation (EBITDA) et de 64,2 % de son résultat opérationnel courant sectoriel. Cette variation s'explique par une amélioration de la marge locative du fait des acquisitions de flottes réalisées en propriété.

### *Division Constructions Modulaires*

La marge brute d'exploitation de la division Constructions Modulaires diminue de 7 millions d'euros en 2012 (soit -18,3 %) et le résultat opérationnel courant sectoriel de 7,4 millions. Cela résulte d'une baisse de la rentabilité des activités de la division dans un contexte de recul du taux d'utilisation et des tarifs locatifs.

### *Division Barges Fluviales*

La marge brute de la division Barges Fluviales augmente de 0,8 million d'euros (soit 13 %) en 2012 et son résultat opérationnel courant sectoriel augmente de 0,9 million d'euros (soit 28 %). Ces hausses sont principalement dues aux ventes réalisées par la division.

### *Division Wagons de Fret*

La marge brute d'exploitation de la division Wagons de Fret est en baisse de 1,2 million d'euros (soit -7 %) en 2012. Cette baisse s'explique par des dépenses opérationnelles élevées en proportion du chiffre d'affaires résultant de l'absence de location de certains matériels en Europe. Le résultat opérationnel courant sectoriel augmente de 1,2 million d'euros du fait de l'intégration de la société SRF Railcar Leasing Ltd dans le périmètre de consolidation et de la diminution corrélative de la distribution aux investisseurs.

### *Distribution aux investisseurs*

Le Groupe gère des matériels appartenant à des investisseurs à qui il distribue le revenu net généré par leurs matériels (distribution aux investisseurs).

Les distributions aux investisseurs s'élèvent à 56,5 millions d'euros (contre 61,1 millions d'euros en 2011) et se répartissent ainsi :

- 52,2 millions d'euros pour la division Conteneurs Maritimes,
- 1,9 million d'euros pour la division Constructions Modulaires,
- 2,3 millions d'euros pour la division Wagons de Fret.

La baisse globale des distributions aux investisseurs (-8 %) est essentiellement la conséquence de l'intégration dans le périmètre de consolidation de la société SRF Railcar Leasing Ltd, laquelle était considéré comme un investisseur auparavant. Dans l'activité Conteneurs Maritimes, les distributions aux investisseurs augmentent du fait de nouvelles syndications réalisées en 2012.

Il est rappelé que le chiffre d'affaires locatif inclut le chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers et le chiffre d'affaires locatif pour compte propre. Il n'est pas pertinent de calculer le chiffre d'affaires pour compte de tiers. En effet, ce chiffre d'affaires correspond aux chiffres d'affaires réalisés par les pools de matériels dans lesquels le Groupe possède une part de matériels. Néanmoins, la variation du mix chiffre d'affaires locatif / chiffres d'affaires ventes ajoutée à la variation du mix chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers / chiffre d'affaires locatif pour compte propre génère la variation du taux de distribution

sur le chiffre d'affaires. En d'autres termes plus le chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers est important, plus le taux de distribution sur le chiffre d'affaires est important. En 2012, le Groupe a augmenté sa part en propriété de matériels notamment de wagons de fret, diminuant le chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers. Il en résulte une baisse des distributions aux investisseurs.

Il est à noter que le Groupe gère près d'1,6 milliard d'euros de matériels en 2012 dont 55 % appartiennent à des tiers. En 2011, le Groupe gérait 1,5 milliard d'euros de matériels dont 63 % appartenaient à des tiers. Le taux de distribution aux investisseurs rapporté au chiffre d'affaires locatif diminue, passant de 27,6 % en 2011 à 25,8 % en 2012.

### *Résultat opérationnel courant*

Le résultat opérationnel courant diminue de 6 % par rapport à 2011.

Cette baisse s'explique globalement par une érosion des taux d'utilisation et/ou des tarifs locatifs dans la plupart des divisions malgré un bon niveau de ventes de matériels à des investisseurs dans l'activité Conteneurs Maritimes ainsi qu'à des clients finaux dans les activités Constructions Modulaires et Barges Fluviales. La hausse des dépenses opérationnelles et les frais généraux et centraux est en proportion de la hausse du chiffre d'affaires.

### *Résultat financier*

Le résultat financier s'élève à -17,6 millions d'euros. Le montant de la dette financière brute au 31 décembre 2012 est de 491,6 millions d'euros pour un taux d'intérêt moyen de 3,66 %. Le montant de la dette financière brute au 31 décembre 2011 était de 364 millions d'euros avec un taux d'intérêt moyen de 3,73 %.

### *Résultat net – part du Groupe*

L'impôt s'élève à 2,7 millions d'euros en 2012 comparé à 4,1 millions d'euros en 2011 avec un taux d'imposition de 24 %. Le taux d'imposition effectif pour 2012 est stable à 24 % par rapport à 24,2 % en 2011. Le taux d'imposition du Groupe est faible et s'explique principalement par la contribution aux résultats du Groupe provenant de pays comme l'Irlande (taux d'imposition de 12,5 %), la Pologne (19 %), la République tchèque (19 %) et les Pays-Bas (20 %) par exemple.

Le résultat net consolidé part du Groupe s'élève à 9,1 millions d'euros en recul de 32 % comparé au résultat de l'exercice 2011 (13,4 millions d'euros).

Le résultat net par action ressort à 1,60 euro (comparé à 2,35 euros en 2011) pour une moyenne pondérée d'actions de 5 732 513 en 2012.

## **I Bilan consolidé du Groupe**

Le total du bilan consolidé s'élève en 2012 à 776 millions d'euros comparé à 606,6 millions d'euros en 2011.

Le total de l'actif non courant s'élève à 564 millions d'euros comparé à 411 millions d'euros en 2011 et les capitaux propres part du Groupe à 149 millions d'euros comparés à 147 millions d'euros. L'augmentation de l'actif non courant reflète les acquisitions en propre de nouveaux matériels en partie autofinancés, le solde étant financé par des financements bancaires ainsi que l'intégration de SRF Railcar Leasing Ltd dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Le passif non courant s'élève à 376 millions d'euros en hausse de 122 millions d'euros comparé aux 254 millions d'euros de 2011. L'endettement financier net consolidé (après déduction des disponibilités et des valeurs mobilières de placement) s'élève à 433 millions d'euros en 2012 comparé à 320 millions d'euros en 2011. L'endettement ainsi que les flux générés par les activités ont permis le financement de nouveaux investissements pour 130,1 millions d'euros. La hausse de l'endettement financier s'explique par ailleurs par l'intégration de la société SRF Railcar Leasing Ltd dans le périmètre de consolidation du Groupe.

### I Évolution prévisible

**Conteneurs Maritimes** : les dernières études Clarkson Research de janvier 2013 prévoient une croissance des trafics conteneurisés de 6,1 % en 2013 et de 6,8 % en 2014, après une hausse de 3,7 % en 2012. Le dynamisme de l'activité de location et vente de conteneurs maritimes devrait continuer, notamment grâce à son positionnement géographique (plus de 50 % de son chiffre d'affaires locatif est réalisé auprès de clients asiatiques).

**Constructions Modulaires** : l'ancrage actuel de la division qui réalise près de 95 % de son activité en Europe ne permet pas d'éviter la crise économique européenne et la rentabilité de l'activité continuera d'être temporairement impactée.

Pour faire face à cette situation, le Groupe a lancé en 2013 un plan d'actions visant à renforcer son développement tout en diminuant ses coûts avec notamment :

- l'optimisation des usines pour accroître la productivité et baisser les points morts pour gagner en flexibilité,
- la rationalisation du réseau d'agences pour mutualiser les ressources et optimiser les coûts opérationnels,
- la cession des matériels d'occasion pour améliorer les taux d'utilisation,
- le lancement de nouveaux produits « low cost » et le développement sur de nouveaux segments de marchés pour augmenter les marges de vente,
- la création d'un cluster « Europe de l'Est » permettant d'accroître les synergies et de renforcer notre développement sur cette zone pour augmenter les volumes de ventes.

TOUAX poursuit d'autre part son développement international et la récente acquisition du leader marocain de la construction modulaire ouvre la voie à un fort potentiel de croissance en Afrique qui contribuera à hauteur de plus de 10 % du chiffre d'affaires de la division en 2013. La division va poursuivre en 2013 sa croissance sur d'autres pays émergents.

**Barges Fluviales** : le nouveau positionnement de l'activité va s'affirmer avec le développement de l'activité locative en Europe et en Amérique du Sud et le développement des nouveaux services, dont le négoce d'actifs fluviaux en Europe, Amérique du Sud et Afrique.

**Wagons de Fret** : le transport ferroviaire de marchandises ne présente pas d'amélioration à court terme en Europe et le Groupe n'anticipe en conséquence pas d'amélioration de la rentabilité en 2013. Pour faire face à cette situation, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- ralentissement des investissements en Europe avec une forte sélectivité des nouveaux investissements,

- optimisation des coûts de gestion et de maintenance en partenariat avec les ateliers ferroviaires,
- démarche commerciale personnalisée privilégiant la relocation de matériels existants,
- développement de nouvelles offres de services autour de la location (sale & lease back, gestion technique de flottes appartenant à des clients utilisateurs, négoce de wagons neufs et d'occasion).

La fabrication de wagons neufs sera pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive largement en dessous du seuil structurel de remplacement en Europe. Nous prévoyons ainsi un rebond du marché et de la demande de matériels ferroviaires en Europe dès 2014. La division poursuit par ailleurs sa diversification géographique en s'implantant sur le continent asiatique dont les perspectives restent très prometteuses. L'année 2013 devrait être marquée par les premiers investissements sur cette zone qui feront l'objet d'annonces spécifiques. Le Groupe entend aussi profiter du redémarrage de l'économie américaine en y lançant de nouvelles productions de wagons au travers de sa joint-venture Cfcl-TOUAX.

D'une manière générale, le Groupe TOUAX bénéficie d'atouts lui permettant de se développer et de profiter de la reprise économique : diversification de ses activités, positionnement sur des marchés structurellement porteurs pour l'avenir, modèle souple et flexible de gestion pour compte de tiers et pour compte propre et récurrence des revenus de ses contrats long terme.

Une présentation complémentaire des perspectives du Groupe, exposée lors de la réunion SFAF du 2 avril 2013, est détaillée au paragraphe 28.3 page 156.

### I Événements post-clôture

TOUAX a procédé au versement d'un acompte sur dividende le 11 janvier 2013 pour 2,87 millions d'euros.

### I Activité en matière de recherche et développement

Au cours de l'exercice 2012, le Groupe a engagé des frais de recherche et de développement sur des solutions innovantes de sécurité et d'isolation thermique pour ses constructions modulaires. Ces coûts ont été enregistrés en charges. Pour mémoire, les coûts de développement de produit et du processus industriel de fabrication engagés en 2007 lors de l'ouverture du site d'assemblage de constructions modulaires ont été immobilisés en 2007 conformément à la réglementation en vigueur pour 0,3 million d'euros.

### I Utilisation d'instruments financiers au sein du Groupe

Une partie des opérations du Groupe est financée par des emprunts à taux variable, dont certains sont couverts par des instruments dérivés de taux, afin de réduire l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt.

## II. La société TOUAX SCA

TOUAX SCA a une activité de conseil auprès de ses filiales et une activité immobilière

### I Comptes sociaux

Le chiffre d'affaires de TOUAX SCA s'élève à 2,3 millions d'euros en 2012 comparé à 2,7 millions d'euros en 2011. L'activité de

conseil de TOUAX auprès des filiales a légèrement diminué en 2012. Le résultat net s'élève à 5 millions d'euros comparé à 4,6 millions d'euros en 2011. Son résultat est principalement constitué par les dividendes reçus de ses filiales qui s'élèvent à 5 millions d'euros et ses produits financiers générés par les prêts accordés à ses filiales. Le total du bilan de TOUAX SCA s'élève à 279 millions d'euros par rapport à 261,2 millions d'euros en 2011. Le bilan de TOUAX SCA enregistre principalement ses participations à son actif, et leur financement à son passif.

Le montant des charges non déductibles est de 230 milliers d'euros. Ces charges correspondent principalement aux écarts de conversion actif (58 milliers d'euros), et à une provision pour perte de change (130 milliers d'euros).

La société n'a pas d'activité en matière de recherche et développement.

L'activité de TOUAX SCA est principalement une activité de conseil auprès de ses filiales. La direction anticipe une année 2013 difficile pour le Groupe, ce qui devrait impacter défavorablement l'activité de TOUAX SCA.

L'endettement financier de TOUAX SCA s'élève à 182,4 millions d'euros, dont 22 millions d'euros d'emprunts obligataires, comparé à 158,5 millions d'euros au 31 décembre 2011.

L'activité des filiales principales de la société est détaillée dans le document de référence aux paragraphes 6.1.1 page 31 et 7.2 page 35. TOUAX SCA a pris, indirectement, des participations dans plusieurs sociétés au cours de l'année 2012, toutes entrées dans le périmètre de consolidation, tel que décrit dans l'annexe aux comptes consolidés.

### ■ Politique de distribution des dividendes

La société poursuit une politique régulière de distribution. La société a versé un dividende sans discontinuité depuis sa création. Le dividende est variable en fonction des résultats du Groupe. Il n'existe pas de règle établie de distribution telle qu'un pourcentage fixe du résultat net ou du cours de bourse. La société a versé un acompte sur dividende de 0,50 euro par action le 11 janvier 2013.

Les dividendes dont le paiement n'a pas été réclamé sont versés à la Caisse des Dépôts et Consignations par l'organisme distributeur à l'issue d'un délai de 5 ans. Un historique de la politique de distribution est présenté au paragraphe 20.7.1 page 112 du document de référence.

Exercice concerné (en euros)	Mise en paiement	Rémunération statutaire des commandités	Dividende par action	Nombre d'actions rémunéré	Total de la distribution
2010	11 janvier 2011		0,50	5 691 522	2 845 761
2010	8 juillet 2011	935 798	0,50	5 697 901	3 784 749
<b>TOTAL 2010</b>			<b>1,00</b>		<b>6 630 510</b>
2011	10 janvier 2012		0,50	5 714 500	2 857 250
2011	9 juillet 2012	980 515	0,50	5 712 507	3 836 769
<b>TOTAL 2011</b>			<b>1,00</b>		<b>6 694 019</b>
2012	11 janvier 2013		0,50	5 735 033	2 867 517
2012	5 juillet 2013	892 151			892 151
<b>TOTAL 2012</b>			<b>0,50</b>		<b>3 759 667</b>

### ■ Événements post-clôture

La société a procédé au versement d'un acompte sur dividende le 11 janvier 2013 pour 2,87 millions d'euros.

### ■ Affectation du résultat

La Gérance soumet à la prochaine Assemblée Générale du 11 juin 2013 la proposition d'affectation du résultat suivante :

Résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2012	5 000 534,09 €
Diminué de la rémunération statutaire des commandités	-892 150,59 €
Diminué de la dotation à la réserve légale	-250 026,70 €
Augmenté du report à nouveau bénéficiaire	215 067,00 €
<b>Soit un bénéfice distribuable de</b>	<b>4 073 423,80 €</b>
Distribution d'un montant global de 0,5 € par action, soit la somme de déjà versé en janvier 2013 au titre de l'acompte sur dividende	2 867 516,50 €
Affectation du solde au report à nouveau	1 205 907,30 €

L'Assemblée Générale fixe le dividende net pour l'exercice 2012 à 0,50 euro par action. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,50 euro net par action versé le 11 janvier 2013, à valoir sur le dividende de l'exercice 2012, il ne sera pas versé de solde.

## I Délai de paiement de TOUAX SCA

En application de l'article D. 441-4 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau suivant la décomposition à la date du 31 décembre 2011 du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance.

Dettes fournisseurs (TTC, en milliers d'euros)	2012	2011
<b>TOTAL des dettes non échues</b>	<b>405</b>	<b>195</b>
- dont dettes Groupe	208	174
<b>TOTAL des dettes échues</b>	<b>128</b>	<b>155</b>
- dont dettes échues < 60 jours	20	52
- dont dettes échues > 60 jours	108	103
- dont dettes Groupe		42
- dont dettes hors Groupe	128	113
<b>TOTAL</b>	<b>533</b>	<b>350</b>

Les dettes fournisseurs de 533 milliers d'euros sont incluses dans le poste dettes d'exploitation.

## I Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices (comptes sociaux)

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010	2009	2008
<b>I CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
a) Capital social	45 922 136	45 765 992	45 565 208	45 502 608	37 463 768
b) Nombre des actions ordinaires existantes	5 740 267	5 720 749	5 695 651	5 687 826	4 682 971
<b>II OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	2 306 593	2 662 895	1 705 053	1 793 708	3 198 103
b) Résultat avant impôt et amortissements et provisions	5 046 735	5 338 903	5 626 848	1 866 924	2 987 900
c) Impôts sur les bénéfices	(216 433)	(235 596)	(204 392)	(496 161)	(47 681)
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	na	na	na	na	na
e) Résultat après impôt et amortissements et provisions	5 000 534	4 589 885	5 328 102	2 055 054	2 847 190
f) Résultat distribué	2 867 517	3 251 499	4 158 030	3 253 436	4 682 971
<b>III RESULTAT PAR ACTION</b>					
a) Résultat après impôt mais avant amortissements et provisions	0,88	0,93	1,02	0,42	0,65
b) Résultat après impôt et amortissements et provisions	0,87	0,80	0,94	0,36	0,61
c) Dividende net attribué à chaque action	0,5	1	1	1	1
		(1)	(2)		
<b>IV PERSONNEL</b>					
a) Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	2	2	2	2	2
b) Montant de la masse salariale	39 825	765 140	730 189	681 705	549 314
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc.)	15 699	242 720	234 417	234 438	208 427

(1) dont 0,45 € a été prélevé sur la prime d'émission

(2) dont 0,28 € a été prélevé sur la prime d'émission

## III. Informations sociales, environnementales et sociétales (RSE)

Les nouvelles dispositions réglementaires issues de l'article 225 du Grenelle 2 publié en avril 2012 et codifiées sous les articles L.225-102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de commerce obligent le Groupe à publier, à partir de l'exercice 2012, un certain nombre d'informations extra-financières (quantitative et qualitative) de nature sociales, environnementales et sociétales dans le rapport annuel.

### 3.1. INFORMATIONS SOCIALES

#### 3.1.1. Emploi

##### I L'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique

L'effectif du Groupe comprend 760 salariés répartis dans le monde au 31 décembre 2012 contre 700 salariés à la fin 2011. Le Groupe a vu ses effectifs augmenter de 8,6 %.

Sur l'ensemble de l'effectif, 30 % se situe en France, 54 % en Europe (hors France), 12 % en Afrique, 3 % aux Amériques et 1 % en Asie. La répartition géographique et par activité de l'effectif au 31 décembre 2012 est la suivante :

Effectifs	Conteneurs Maritimes		Constructions Modulaires		Barges Fluviales		Wagons de Fret		Services centraux		TOTAL	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Europe	21	20	528	543	20	52	30	27	38	30	637	672
Asie	7	6									7	6
Afrique			92								92	
Amériques	4	3	16	15	1				3	4	24	22
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>29</b>	<b>636</b>	<b>558</b>	<b>21</b>	<b>52</b>	<b>30</b>	<b>27</b>	<b>41</b>	<b>34</b>	<b>760</b>	<b>700</b>

Globalement, on constate une stabilité quant à la pyramide des âges et la répartition par catégories :

	2012	2011
<b>Répartition géographique</b>		
France	30 %	33 %
Internationale	70 %	67 %
<b>Répartition par genre</b>		
Hommes	76 %	72 %
Femmes	24 %	28 %
<b>Répartition par catégories</b>		
Managers	21 %	22 %
Employés	79 %	78 %
<b>Pyramide des âges</b>		
Moins de 26 ans	6 %	5 %
De 26 à 40 ans	51 %	52 %
De 41 à 50 ans	30 %	30 %
51 ans et plus	13 %	13 %
<b>Ancienneté</b>		
Moins d'un an	13 %	18 %
de 1 à 5 ans	61 %	53 %
de 6 à 10 ans	13 %	13 %
Plus de 10 ans	13 %	16 %
<b>Type de contrat</b>		
Nombre de salariés en contrat à durée déterminée (CDD)	4 %	np
Nombre de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI)	96 %	np

\*np : non publié

## I Embauches et licenciements

Les embauches et licenciements en 2012 sont les suivants :

	2012	2011
Nombre total de départs durant l'année	188	np*
Nombre total d'entrées durant l'année (1)	248	np*
Turnover (en %)	26 %	26 %
Pourcentage de recrutements externes en contrat à durée indéterminée	83 %	np*
Nombre de départs pour cause de l'employeur	31	np*

\*np : non publié

(1) ce chiffre tient compte des entreprises acquises en 2012

En France, le Groupe a mis en place une procédure de recrutement, dont les principaux objectifs sont de :

- Définir avec le maximum de précision les besoins en recrutement (niveau, diplôme, compétences, expériences...) afin de mettre en adéquation le candidat et le poste à pourvoir,
- Valider l'engagement de dépense,
- Clarifier les rôles de chacun des intervenants, les moyens à mettre en œuvre ainsi que le déroulement du recrutement.

Cette procédure s'applique pour tout recrutement (CDI, CDD et intérim), excepté pour le recrutement des stagiaires dont la procédure est intégrée dans un formulaire distinct.

Les différentes phases du recrutement au sein de TOUAX sont :

- La définition du besoin,
- La vérification du budget prévisionnel alloué,
- La recherche de candidats,
- La sélection du candidat,
- L'établissement du contrat de travail, et
- L'accueil et l'intégration du collaborateur.

## I rémunérations et leur évolution

Au cours de l'exercice 2012, la masse salariale du Groupe a représenté 29 512 541 euros, contre 28 775 404 euros pour l'exercice précédent.



La rémunération annuelle moyenne brute du Groupe TOUAX est de 24 808 euros en 2012.

Rémunération moyenne en Euros (salaires bruts)	2012	2011
<b>Répartition géographique</b>		
France	43 263	np*
Hors France	16 634	np*
<b>Répartition par catégories</b>		
Managers	64 342	np*
Employés	14 768	np*

\*np : non publié

Sur l'ensemble du Groupe, 38 % des salariés ont touché une part variable (primes sur objectifs et/ou commissions).

### 3.1.2. Organisation du travail

#### ■ L'organisation du temps de travail

Au 31 décembre 2012, 2,11 % des salariés du Groupe travaillent à temps partiel.

Le temps de travail s'organise différemment dans les pays. On peut distinguer les entités françaises du reste du monde.

En France, les horaires de travail sont affichés et visibles sur le tableau d'affichage obligatoire. Les horaires de référence au sein de l'unité économique et sociale TOUAX (tel que l'UES est définie au paragraphe 3.1.3 ci-après) sont les suivants :

- lundi au jeudi : 8 h 45-12 h 00 et 13 h 15-17 h 45 avec 1 h 15 de pause déjeuner,
- vendredi : 8 h 45-12 h 00 et 13 h 15-16 h 15 avec 1 h 15 de pause déjeuner.

Les semaines de travail s'étalent sur 37,25 heures (37 heures et 15 minutes). La différence entre l'horaire de 37 h 15 minutes et l'horaire légal de 35 heures est compensée par l'attribution de jours de Réduction du Temps de Travail (RTT).

En 2012, il y avait 14 jours de RTT pour l'ensemble des collaborateurs de l'UES TOUAX et 11 jours de RTT pour l'entité TOUAX Construction Modulaire (non incluse dans l'UES).

Pour nos entités étrangères, la semaine de 40 heures est, en règle générale, la plus répandue. Chaque filiale dispose d'une autonomie et d'une souplesse pour fixer ses horaires de référence en fonction de ses contraintes et de la culture propre à chaque pays.

#### ■ L'absentéisme

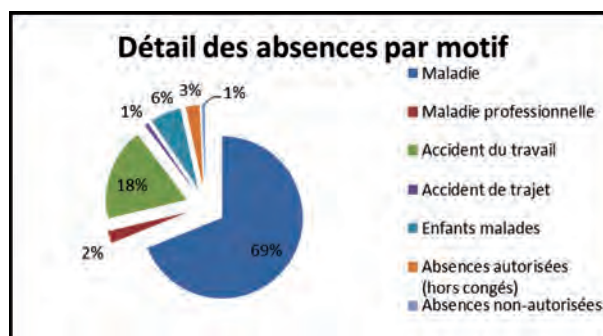
Le taux d'absentéisme global du Groupe TOUAX a été de 5,78 % en 2012 représentant au total 10 930 jours d'absences ouvrés.

Le tableau suivant détaille les jours d'absences par motif :

(Jours ouvrés)	2012	2011
Maladie	7 529	np*
Maladie professionnelle	262	np*
Accident du travail	2 004	np*
Accident de trajet	85	np*
Enfants malades	675	np*
Absences autorisées (hors congés)	301	np*
Absences non-autorisées	75	np*

\*np : non publié

La maladie est le principal facteur d'absentéisme dans le Groupe. Ce type d'absence constitue 69 % du nombre de jours total d'absences. Le graphique ci-dessous représente en pourcentage les différents motifs d'absentéisme :



### 3.1.3. Relations sociales

#### ■ L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci

##### • L'organisation du dialogue social en France

Une unité économique et sociale (UES) a été créée en 2007 comprenant les sociétés TOUAX Corporate, TOUAX Solutions Modulaires, TOUAX Container Services et TOUAX River Barges. Les élections concernant le comité d'entreprise de l'unité économique et sociale sont organisées tous les 4 ans.

Un comité d'entreprise a été également créé en 2008 dans la société TOUAX Construction Modulaire. Les élections sont organisées tous les 3 ans.

Les membres élus exercent les attributions du comité d'entreprise et des délégués du personnel. Cette délégation unique du personnel (DUP) est possible au sein de l'unité économique et sociale et du comité d'entreprise de la société TOUAX Construction Modulaire car l'effectif est inférieur à 199 salariés.

Les représentants du personnel sont informés et consultés, ponctuellement et périodiquement (selon un calendrier prévisionnel) notamment sur l'organisation et la marche de l'entreprise, les effectifs, la durée du travail, la formation.

Un procès-verbal est établi à l'issue de chaque comité d'entreprise et communiqué à l'ensemble du personnel de l'unité économique et sociale ou du comité d'entreprise de TOUAX Construction Modulaire.

##### • L'organisation du dialogue social dans nos entités étrangères

Il n'existe pas à proprement parler d'organisation aussi structurée du dialogue social à l'étranger tel que nous pouvons le connaître en France, particulièrement à cause du droit du travail local qui ne contraint pas les sociétés à mettre en place de structures particulières.

Notre principale entité au Maroc (Sacmi) se distingue néanmoins des autres entités étrangères. Elle possède 5 délégués



du personnel élus par l'ensemble des collaborateurs. Des élections sont organisées tous les 6 ans, supervisées par la direction générale et l'inspection du travail.

Ces délégués assistent à des comités d'entreprise avec la direction générale. Les principaux sujets traités concernent les problèmes sociaux de l'entreprise, telle que la mutuelle ou l'organisation du temps de travail.

En règle générale, le dialogue social se constitue lors des réunions individuelles et/ou collectives entre le personnel et le management.

### ■ Le bilan des accords collectifs

#### • *Le bilan des accords collectifs en France*

Afin d'associer les collaborateurs de l'unité économique et sociale et de TOUAX Construction Modulaire aux performances du Groupe, des accords permettent le versement aux salariés de sommes qu'ils peuvent placer sur un Plan Épargne Entreprise (PEE).

Deux accords de participation ont été signés, pour l'unité économique et sociale et pour TOUAX Construction Modulaire. La formule retenue est la formule légale de calcul. L'enveloppe se répartit pour moitié proportionnellement au temps de présence dans l'entreprise au cours de l'exercice et pour moitié proportionnellement aux salaires de chaque bénéficiaire au cours de l'exercice considéré.

Deux accords d'intéressement ont été signés, l'un pour l'unité économique et sociale, l'autre pour TOUAX Construction Modulaire. Il retient comme indicateur de performance le résultat net par action et le nombre moyen d'actions du Groupe constaté au niveau des comptes consolidés (selon un calcul spécifique défini dans l'accord).

#### • *Le bilan des accords collectifs dans nos entités étrangères*

Aucun accord collectif n'a été signé par les entités étrangères en 2012.

## 3.1.4. Santé et sécurité

### ■ Les conditions de santé et de sécurité au travail

#### • *Les conditions de santé et de sécurité au travail en France*

TOUAX Construction Modulaire a mis en place un Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHSCT) en septembre 2010. Celui de l'UES TOUAX a été créé en décembre 2011.

Les membres du CHSCT sont désignés tous les 2 ans par les membres titulaires du comité d'établissement et les délégués du personnel titulaires. Les membres ont bénéficié d'une formation spécifique relative à ces sujets. Le CHSCT est présidé par le Directeur des Ressources Humaines.

Le CHSCT est réuni une fois par trimestre (ou plus en cas de demande exceptionnelle ou d'accident grave) sur convocation de son Président qui établit l'ordre du jour avec le secrétaire du CHSCT.

Le CHSCT a pour mission de contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des travailleurs ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail. Il peut proposer des actions de prévention et recourir à l'assistance d'un expert dans certaines circonstances. Il faut noter qu'au siège social des entités françaises, toutes situées Tour Franklin, le

médecin du travail, le chef de la sécurité de la Tour Franklin, l'Inspecteur du travail et le représentant de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAMIF) sont invités à ces réunions.

Le Groupe TOUAX en France remplit ses obligations légales en matière de santé et de sécurité au travail, par exemple :

- En mettant à jour le document unique,
- En planifiant les visites médicales des collaborateurs,
- En organisant la formation à la sécurité selon la nature des métiers (exemple : Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité pour les conducteurs d'engins de manutention),
- En utilisant les équipements de protection individuelle dans l'atelier de production de l'usine (gants, lunette de protection, chaussure de sécurité, etc.).

Au-delà de ses obligations légales, le Groupe poursuit depuis plusieurs années des actions concernant les secours d'urgence en formant certains collaborateurs au titre de sauveteur secouriste au travail. Cette formation permet l'apprentissage de l'utilisation d'appareils défibrillateurs par l'intermédiaire de la Croix-Rouge Française.

#### • *Les conditions de santé et de sécurité au travail à l'étranger*

La taille des structures et l'activité des entités vont souvent déterminer le degré d'exigence en matière de santé et sécurité au travail. Ainsi, les entités industrielles du Groupe dans l'activité Constructions Modulaires situées au Maroc et en République tchèque auront des exigences plus importantes que d'autres entités.

Au Maroc, la principale société exploitante compte la présence d'un comité d'hygiène et de sécurité constitué de 5 animateurs qui ont pour rôle :

- de remonter les défaillances existantes en matière de sécurité au responsable sécurité afin de mettre en place des actions correctives,
- de réaliser les premières interventions le cas échéant (utilisation des extincteurs en cas de feu) et les secondes interventions (appliquer la procédure d'alerte selon les consignes du responsable sécurité, utiliser le robinet d'incendie armé, etc.),
- d'assurer le sauvetage et le secourisme d'une victime, de dégager et d'évacuer les blessés dans des conditions favorables.

Cette société bénéficie des services d'un médecin du travail conventionné qui intervient avec une fréquence de 2 fois par semaine (lundi et jeudi). Une procédure hygiène et sécurité existe en interne et des affiches permettent de sensibiliser l'ensemble du personnel. Le responsable sécurité est désigné pour veiller à la bonne application de ces consignes.

En République tchèque, la société organise une fois par an une formation sécurité d'une demi-journée pour l'ensemble de son personnel. On peut également signaler des formations relatives à la sécurité incendies et à la protection contre les substances néfastes et dangereuses pour la santé.

En Allemagne et en Pologne, nos sociétés font appel à des consultants externes pour veiller à la bonne application des règles locales en matière de santé et sécurité au travail (installations de premier secours, port des équipements de protection individuelle, etc.).

## I Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

### • Le bilan des accords signés en France

Un accord en matière de santé et de sécurité au travail sur la pénibilité a été négocié en 2012 au sein de TOUAX Construction Modulaire, société d'assemblage des constructions modulaires, mais non signé par les organisations syndicales au 31 décem-

bre 2012. Cet accord consiste à identifier les risques potentiels par rapport à l'activité (bruit ambiant, gestes répétitifs, manutention de charges lourdes, postures pénibles...). Si les organisations syndicales ne signent pas l'accord, un plan d'action sera mis en place rapidement.

### • Le bilan des accords signés à l'étranger

Aucun accord en matière de santé et de sécurité au travail n'a été signé par les entités étrangères en 2012.

## I Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles

	2012	2011
Nombre d'accidents de travail avec arrêt	50	np*
Taux de fréquence des accidents du travail	37,77	67,42
Nombre de jours ouvrés d'arrêt consécutifs aux accidents du travail	1 954	948
Taux de gravité des accidents du travail	1,48	2,66
Nombre d'accidents de travail mortels		np*
Nombre de maladies professionnelles déclarées	1	np*

\*np : non publié

### 3.1.5. Formation

#### I Les politiques mises en œuvre en matière de formation

##### • Les politiques mises en œuvre en France

Une campagne de communication a été effectuée fin novembre 2012 sur l'entretien de mi-parcours et l'entretien de formation par la Direction des Ressources Humaines. Cette information porte sur l'évolution, l'amélioration et la formalisation des pratiques du département des ressources humaines en France.

La Direction Générale a validé la mise en place des entretiens de mi-parcours ainsi que des entretiens de formation. Il s'agit d'une occasion supplémentaire pour le collaborateur de s'exprimer sur ses souhaits de développement et de permettre l'anticipation, la planification et la réalisation des actions de formation validées par le management tout au long de l'année grâce au plan prévisionnel de formation résultant de ces entretiens.

##### • Les politiques mises en œuvre à l'étranger

De manière générale, il n'y a pas de politique commune en matière de formation. Chaque entité a une autonomie propre dans la gestion de son budget formation.

On recense principalement les deux axes suivants :

- les formations obligatoires imposées par la réglementation locale notamment au niveau de la sécurité au poste de travail,
- les formations visant à développer les compétences des salariés et validées par le management local lors d'entretien entre le collaborateur et sa hiérarchie.

Au Maroc, nos sociétés se distinguent à travers un processus de ressources humaines plus formalisé que les autres entités étrangères. En effet, un plan de formation annuel prévoyant le développement des compétences est établi dès le mois de janvier et déposé auprès de l'office de la formation au plus tard le 30 avril de chaque année.

#### I Le nombre total d'heures de formation

En 2012, le Groupe TOUAX a consacré 275 688 euros pour des actions de formation au niveau mondial, représentant 2 792 heures de formation. Le Groupe a formé 151 collaborateurs durant l'année soit 37,6 % de l'effectif moyen durant l'année.

### 3.1.6. Égalité de traitement

#### I Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Sur l'ensemble des effectifs Groupe au 31 décembre 2012, on compte 19,9 % de femmes parmi la population des managers et 16,8 % de managers dans la population féminine.

Ratio : (Salaire brut moyen des femmes 2012 en euro)/(Salaire brut moyen des hommes 2012 en euro) = 0,92.

#### I Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

En France, le nombre de travailleurs handicapés (proratisé en nombre de jours de présence) a progressé de 2,7 en 2011 à 3,32 en 2012, montrant que le Groupe se mobilise pour favoriser autant que possible l'intégration des personnes handicapées. Au niveau de l'ensemble des entités du Groupe, le chiffre est porté à 9,32.

Le Groupe favorise l'accueil de travailleurs handicapés grâce à des partenariats avec des agences de recrutements spécialisées dans le placement des travailleurs handicapés.

Depuis 2007 en France, TOUAX fait le choix de verser la plus grande partie de la taxe d'apprentissage à des centres de formation spécialisés dans l'insertion professionnelle des handicapés à savoir : École IMG LeonceMalecot Saint-Cloud, Institut des métiers Clermont-Ferrand, INJA Paris, Impro Morphange, Institut AndreBeule Nogent Le Rotrou, IME l'Espoir l'Isle Adam. En 2012, 80 % de la taxe d'apprentissage a été versée en faveur de ces centres.

#### I La politique de lutte contre les discriminations

L'ensemble des sociétés du Groupe TOUAX respecte les réglementations locales en matière de discrimination et agit en accord avec la loi.

Dès 2011, le Groupe a mis en place une charte éthique, laquelle a été transmise à tous les salariés français et traduite et diffusée à l'ensemble des entités étrangères. Cette charte consacre un chapitre à la question du « respect des collaborateurs & relations sociales ».

Il est stipulé que chaque collaborateur doit « renoncer à pratiquer toute discrimination en particulier basée sur le sexe, le handicap, la situation familiale, les préférences sexuelles, l'âge, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'activité syndicale et les origines raciales... ». Il est également prévu que « ces engagements s'appliquent au moment de l'embauche mais également lors de toutes décisions relatives à la formation, la promotion, le maintien dans l'emploi et les conditions de travail ».

Cette charte permet de sensibiliser les salariés sur les pratiques discriminatoires et de prévenir autant que possible ce genre d'agissements. Notons que le Groupe, de par son caractère international, accueille de nombreuses cultures et nationalités différentes au sein des différentes entités françaises.

### 3.1.7. Promotion et respect des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

#### ■ Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

La liberté d'association et le droit de négociation collective sont des principes respectés au sein du Groupe TOUAX. L'organisation syndicale « Force Ouvrière » est par exemple représentée au sein de TOUAX Construction Modulaire.

D'autre part, la charte éthique précise que chaque collaborateur doit « renoncer à pratiquer toute discrimination basée sur l'activité syndicale » et que « ces engagements s'appliquent au moment de l'embauche mais également lors de toutes décisions relatives à la formation, la promotion, le maintien dans l'emploi et les conditions de travail ».

#### ■ L'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

La charte éthique prévoit un chapitre sur la politique de lutte contre les discriminations.

#### ■ L'élimination du travail forcé ou obligatoire et l'abolition effective du travail des enfants

La charte éthique ne prévoit pas expressément ce point mais traite du choix et du traitement équitable des fournisseurs. Chaque collaborateur doit « être extrêmement vigilant envers les fournisseurs qui ne respectent pas l'éthique du Groupe, les lois du travail en vigueur dans les pays concernés, les consignes de sécurité, d'hygiène et de protection de l'environnement ».

Le Groupe TOUAX sensibilise les collaborateurs au choix éthique des fournisseurs.

### 3.1.8. Annexe des informations sociales

#### ■ Note méthodologique

##### • Note sur le calcul des effectifs

Il s'agit de tous les collaborateurs ayant un contrat de travail avec le Groupe TOUAX au 31 décembre 2012 que ce dernier soit à durée déterminée ou indéterminée. Ainsi, sont inclus également les collaborateurs ayant leur contrat de travail suspendu (congrés payés, maladie, congés maternité, congés parentaux, congé sabbatique, congé individuel de formation, etc.), les stagiaires et apprentis qui reçoivent un bulletin de salaire. Les expatriés sont quant à eux comptabilisés dans les effectifs de la société où la mission est exécutée sur la base du contrat local. Les intérimaires sont strictement exclus du calcul des effectifs.

##### • Périmètre Groupe retenu

Le périmètre de consolidation des informations sociales couvre l'ensemble des entités du Groupe TOUAX employant du personnel. Il s'agit des entités suivantes :

Activité	Sociétés
<b>Conteneurs Maritimes</b>	Touax Container Services Gold Container Corp. Gold Container Leasing Pte Ltd Gold Container Investment Ltd Gold Container Investment Ltd
<b>Constructions Modulaires</b>	Touax NV Touax BV Touax Espana SA Touax Construction Modulaire Touax Solutions Modulaires SIKO Container handel GmbH Touax Sp.zo.o Touax Modular Building LLC Sacmi et Ramco Touax s.r.o
<b>Barges Fluviales</b>	Touax River Barges Eurobulk Transport Maatschappij BV Touax Hydrovia Corp. Touax Rom SA
<b>Wagons de Fret</b>	Touax Corporate Touax Rail Limited
<b>Services Centraux</b>	Touax Corporate Touax Corp

Le périmètre des indicateurs sociaux publiés correspond donc à l'ensemble de l'effectif du Groupe TOUAX.

Ce périmètre est revu et mis à jour après chaque opération de croissance interne ou externe communiquée par la direction.

Pour certains indicateurs, la donnée n'était pas disponible pour toutes les filiales. Le périmètre de chaque indicateur est précisé dans le paragraphe ci-après « Taux de couverture des indicateurs publiés ».

##### • Note sur la notion de catégorie manager et employé

Nous avons choisi d'introduire une répartition entre manager et employé pour l'ensemble du Groupe.

Selon la définition retenue, un manager est celui qui encadre au moins deux personnes. Au niveau français, les managers correspondent aux statuts suivants : cadre dirigeant, cadre et assimilé cadre. Tout autre statut sera alors comptabilisé dans la catégorie employé.

• *Note sur le calcul de l'ancienneté*

L'ancienneté se calcule à partir du premier contrat signé par le collaborateur avec une société appartenant au Groupe TOUAX et ne prend pas en compte les mouvements au sein du Groupe.

• *Note sur le calcul du « turnover »*

Il s'agit du nombre total de départs durant l'année divisé par l'effectif moyen durant l'année. L'effectif moyen se calcule en divisant par 2 la somme de l'effectif en début d'année et de l'effectif en fin d'année.

• *Note sur le calcul du nombre de départs pour cause de l'employeur*

L'indicateur se calcule en faisant la somme des motifs de sortie pour licenciement et licenciement économique.

• *Note sur le calcul du taux d'absentéisme*

L'indicateur se calcule en divisant le nombre total de jours ouvrés d'absences, telle que cette notion est décrite dans le paragraphe 3.1.2 ci-dessus, durant l'année par le nombre de

jours travaillés durant l'année.

À noter : le nombre de jours d'absences liés aux accidents du travail présenté à la section absentéisme du paragraphe 3.1.2 est différent du nombre de jours ouvrés d'arrêt consécutifs aux accidents du travail présenté au paragraphe 3.1.4. En effet, ce dernier n'intègre pas le jour de l'accident dans les jours d'arrêts, alors qu'ils sont inclus dans leur totalité dans le calcul du taux d'absentéisme (même si l'accident a eu lieu au cours de la journée).

■ **Taux de couverture des indicateurs publiés**

Le Groupe a retenu un périmètre sur lequel les indicateurs ont été publiés.

Le taux de couverture est le rapport pour chaque indicateur entre le périmètre effectivement collecté et le périmètre Groupe retenu. Ce taux se calcule par rapport à l'effectif Groupe total de fin d'année.

TOUAX s'engage à faire progresser autant que possible son taux de couverture année après année. A l'exception de ce qui est mentionné dans le tableau ci-dessous, les indicateurs publiés couvrent 100 % du périmètre Groupe.

Indicateurs	Taux de couverture en 2012	Taux de couverture en 2011	Filiales dont la donnée source n'a pu être collectée en 2012	Rappel filiales exclues 2011
Absentéisme (maladies, maladies professionnelles, accident du travail, accident du trajet, enfant malades, absences autorisées hors congés, absences non autorisées)	98,95 %	non publié	Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment et Gold Container Leasing	
Nombre d'accidents avec arrêt et taux de fréquence, nombre de jours d'arrêt et taux de gravité	95,92 %	non publié	Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment, Gold Container Leasing, Gold Container Corp, Touax Modular Building et Touax Corp	
Dépenses totales en action de formation durant l'année (en euro) Nombre d'heures de formation dispensées durant l'année	57,11 %	32,43 %	Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment, Gold Container Leasing, Gold Container Corp, Touax Modular Building, Touax Corp, Touax Rail Ltd, Eurobulk et Touax s.r.o	Toutes les filiales hors France
Nombre de salariés formés pendant l'année et ratio	57,11 %	non publié	Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment, Gold Container Leasing, Gold Container Corp, Touax Modular Building, Touax Corp, Touax Rail Ltd, Eurobulk et Touax s.r.o	
Nombre de travailleurs handicapés	95,26 %	32,43 %	Touax Hydrovia Corp, Gold Container Investment, Gold Container Leasing, Gold Container Corp, Touax Modular Building, Touax Corp et Eurobulk	Toutes les filiales hors France

## 3.2. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

### 3.2.1. Politique générale en matière environnementale

#### **I L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière environnement**

La charte éthique de TOUAX met en avant dans son chapitre 2.5 la « responsabilité vis-à-vis de l'environnement » et sensibilise chaque collaborateur. Celui-ci doit veiller à :

- contribuer aux initiatives environnementales de TOUAX,
- réfléchir à améliorer les comportements, dans tous les domaines d'activité qui ont un impact sur l'environnement, de sorte à le minimiser chaque fois que possible (nombre de déplacements, économie d'énergie, économie d'eau et réduction des déchets), et
- porter immédiatement à la connaissance de sa hiérarchie tout déversement ou émission inhabituels dans les sols, l'eau ou l'air.

Chaque activité du Groupe connaît des enjeux environnementaux relativement différents, que nous présenterons séparément.

#### *• Conteneurs Maritimes*

Les conteneurs maritimes peuvent être chargés et transportés sur des navires exclusivement prévus à cet effet appelés porte-conteneurs. La majorité des porte-conteneurs actuels transportent entre 500 et 3 000 conteneurs EVP (Equivalent vingt pieds ou TEU). Même si l'activité ne fait que mettre à disposition des conteneurs à ses clients, elle contribue indirectement au développement durable en favorisant le transport doux de marchandises qui émet moins de grammes de CO<sub>2</sub> par tonnes de marchandises transportées au kilomètre.

Un conteneur représentatif de la flotte du Groupe se compose à 80 % d'acier, à 15 % de bois et à 5 % de produits divers (peinture, joints, etc.). L'activité n'a pas de contraintes liées au recyclage des matériaux car le conteneur est vendu avant la fin de son cycle de vie. Le recyclage d'un conteneur en fin de vie est néanmoins facile au regard de la grande quantité d'acier le composant.

Par ailleurs, l'activité soutient la recherche de solutions techniques (à travers l'organisation professionnelle IICL) pour le développement de composants respectueux de l'environnement entrant dans la fabrication des conteneurs (par exemple, mélange bois et acier pour le plancher, utilisation du bambou, etc...).

#### *• Constructions Modulaires*

La division Constructions Modulaires s'efforce de développer des produits et procédés toujours plus respectueux de l'environnement et surtout de minimiser les consommations énergétiques des bâtiments qu'elle construit bien au-delà des exigences réglementaires.

Le procédé d'assemblage des modules sur le site des clients est un procédé en filière sèche, ne consommant pas d'eau sur chantier, ne polluant pas les terrains, et limitant toutes les nuisances de la construction traditionnelle.

Contrairement à la construction traditionnelle, les modules sont des solutions que l'on peut facilement et rapidement démonter d'un site à un autre pour un impact moindre sur l'environnement. L'entité tchèque se distingue en ayant obtenu, en septembre

2011, la certification environnementale ISO 14001 : 2005, valide pour une durée de 3 ans.

#### *• Barges Fluviales*

L'activité Barges Fluviales utilise des voies de transport existantes et naturelles. Il s'agit d'une activité peu polluante et sûre. Une barge peut transporter beaucoup plus de marchandises qu'un camion ou un wagon. À titre d'exemple, un convoi de 12 barges transporte en moyenne l'équivalent de 1 100 camions. Cette activité contribue favorablement au développement durable en rejetant relativement moins d'émissions de gaz que les autres moyens de transport de marchandises plus classiques comme le transport routier, d'après une étude comparative des émissions unitaires de CO<sub>2</sub> des modes de transport de marchandises de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie.

Il est à noter que la police générale d'assurance de la flotte européenne couvre les risques de pollution. Les contrats imposent aux locataires de respecter les règles de navigation et mentionnent expressément l'interdiction de transporter des produits et déchets radioactifs.

Afin de mieux connaître les avantages environnementaux du transport fluvial, la division Barges Fluviales travaille actuellement à la mise au point d'un comparatif des émissions de gaz à effets de serre entre le transport fluvial et les autres modes de transports.

#### *• Wagons de Fret*

L'activité Wagons de Fret contribue au développement durable à travers son mode de transport doux à l'instar des divisions Barges Fluviales et Conteneurs Maritimes. En France, selon une étude de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, le transport ferroviaire de marchandises est le mode de transport le moins émetteur avec 5,75 grammes de CO<sub>2</sub> émis par tonnes de marchandises transportées au kilomètre. Suivent ensuite le transport par voie d'eau (applicable aux barges fluviales) avec 37,68 grammes puis le transport routier avec 133,11 grammes.

TOUAX Rail Ltd, au sein d'associations professionnelles (telles que UIP, VPI, AFWP), participe à la mise en valeur et à la défense du transport ferroviaire de fret auprès des organisations gouvernementales et européennes. L'activité promeut le transport ferroviaire combiné et participe par conséquent directement au développement durable et à la qualité de l'environnement au niveau européen.

La division est également certifiée ECM (Entité en Charge de la Maintenance) depuis décembre 2011. Certains ateliers partenaires auxquels la maintenance de la flotte de wagons est sous-traitée sont certifiés ISO 14001 mais cette dernière n'est pas une exigence du secteur professionnel ferroviaire. En outre, les ateliers de maintenance de wagons et les constructeurs de wagons répondent aux normes environnementales locales en vigueur.

#### **I Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement**

Le Groupe TOUAX en 2012 a fait suivre à certains de ses collaborateurs de l'activité Constructions Modulaires 258 heures de formation au total en matière de protection de l'environnement. En France, deux salariés du bureau d'étude technique ont suivi 8 heures de formation sur la Réglementation



Thermique 2012. En République tchèque, plusieurs salariés ont suivi 250 heures de formation sur la protection des eaux de surface et souterraine, et la gestion des déchets et des produits chimiques.

Des actions d'informations ont été menées au niveau de la division Constructions Modulaires. TOUAX Construction Modulaire a par exemple organisé une réunion de sensibilisation avec le fournisseur PAPREC (spécialisé dans la collecte et le tri des déchets) sur le tri des déchets dans l'atelier de production avec l'ensemble des opérateurs et caristes. Le livret d'accueil de l'usine française contient également une procédure sur le tri des déchets. TOUAX Solutions Modulaires a pour sa part réalisé des communications auprès de ses employés sur les nouvelles normes issues du Grenelle de l'Environnement applicables au secteur d'activité, à savoir la RT 2102.

Enfin, la certification ISO 14001 obtenue par l'entité tchèque a permis la réalisation de documents et de vidéos sur le management environnemental. Périodiquement, des vidéos d'information sont présentées aux salariés.

### **I Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions**

En 2012, seule la division Constructions Modulaires à travers sa filiale tchèque a consacré 41 197 euros pour la prévention des risques environnementaux et des pollutions. Cette somme a été utilisée de la manière suivante :

- Elimination écologique des déchets (80 %),
- Protection de l'air (10 %), et
- Protection de l'eau (10 %).

### **I Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours**

En 2012, il n'y avait pas de provisions et garanties pour risques en matière d'environnement au sein du Groupe TOUAX. En effet, les risques environnementaux susceptibles d'avoir un impact sur le patrimoine ou sur les résultats de la société ne sont pas significatifs, le Groupe exerçant principalement une activité de services. Ces risques sont détaillés dans les facteurs de risques paragraphe 4.3.8 page 25.

## **3.2.2. Pollution et gestion de déchets**

### **I Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement**

Le Groupe optimise la gestion de son parc de véhicules et en conséquence favorise le respect de l'environnement en réduisant les émanations de carbone dans l'atmosphère.

Les moyens mis en place sont, notamment :

- Le contrôle régulier des véhicules de transport routier, chariots élévateurs, pousseurs,
- La sous-traitance des transports à des sociétés spécialisées, et/ou
- La rationalisation des transports livraison/restitution afin de limiter les déplacements inutiles.

D'une façon générale, le maintien en bon état des actifs du Groupe contribue au respect de l'environnement.

### **• Conteneurs Maritimes et Wagons de Fret**

Il n'existe pas de politique associée aux rejets au sein de ces activités qui ne présente aucun risque particulier en la matière, TOUAX ne fabriquant pas de conteneurs ni de wagons de fret.

Néanmoins, la division Wagons de Fret veille au maintien en bon état de ses matériels à travers la trentaine d'ateliers de maintenance certifiés.

Chaque wagon comporte ordinairement entre 2 et 6 essieux, sachant qu'un essieu est composé d'un axe central et de deux roues à chaque extrémité. Le traitement des wagons dans les ateliers de maintenance se distingue par deux flux distincts :

- un flux pour les essieux, et
- un flux pour les wagons.

Comme pour les véhicules, les wagons sont révisés tous les 3 ans environ dans les ateliers. En 2012, 800 wagons environ l'ont été.

### **• Constructions Modulaires**

L'activité ne produit pas d'émissions polluantes de manière significative. Néanmoins des investissements ont été réalisés au niveau des unités d'assemblages française et tchèque afin de limiter davantage les émissions identifiées.

Ainsi l'usine française a investi 90 000 euros dans l'utilisation d'un système de mise en peinture à haut extrait sec (30 % de solvant) et dans une application électrostatique augmentant le taux de transfert de 20 %. Cet investissement contribue à la réduction des rejets de composés organiques volatils dans l'air. De plus, le contrat de maintenance annuel de la cabine de peinture assure l'efficacité constante du système de filtration des composés organiques volatils.

L'usine tchèque a réalisé en août 2011 un investissement dans sa cabine de peinture de modules en mettant en place un incinérateur de composés organiques volatils. L'émission est passée de 9,53 tonnes en 2010 à 8,16 tonnes en 2011 et devrait se situer entre 4 et 5 tonnes en 2012.

### **• Barges Fluviales**

Chaque unité (motorisée ou non) répond aux normes d'enregistrements (immatriculation, pavillon, jaugeage) et de sécurité propre à chaque bassin fluvial. L'enregistrement se fait auprès de l'administration fluviale qui délivre des certificats d'immatriculation et de navigation. Ces certificats sont délivrés après contrôle(s) par une société agréée et renouvelés à intervalle régulier, en général tous les 5 ans, avec un contrôle intermédiaire effectué tous les deux ans et demi. L'obtention du renouvellement nécessite éventuellement une mise au sec pour inspection et des travaux de remise en état.

Tous les bateaux sont par conséquent suivis et maintenus en état afin de répondre aux normes environnementales et de sécurité sur leur bassin respectif. En cas de nécessité par exemple en cas de fuite de fuel, les eaux sales de la salle des machines du bateau sont pompées par un camion ou bateau-citerne puis sont acheminées vers une station d'épuration qui les traite.



## I Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

### • Conteneurs Maritimes

La durée de vie d'un conteneur maritime est de 15 ans et celle des conteneurs de stockage varie entre 20 et 40 ans.

Au terme du cycle de vie, les conteneurs utilisés sont vendus sur le marché secondaire pour de multiples usages (transport, stockage, transformation, pièces détachées). Ces derniers ne sont par conséquent jamais mis au rebus par le Groupe TOUAX.

L'activité cherche à renouveler autant que possible sa flotte avec des conteneurs de plus en plus respectueux de l'environnement. La division travaille actuellement sur une solution où les joints en silicone du conteneur (produits chimiques) seraient changés au profit de joints à base de solvant à l'eau.

### • Constructions Modulaires

La durée de vie d'un module est d'environ 20 ans. En règle générale, les modules du parc locatif des agences françaises sont reconfigurés à la fin de leur utilisation par l'usine. Les opérations de reconfiguration visent à prolonger la durée de vie du produit en gardant la structure d'acier et en habillant le module de composants neufs comme les panneaux.

Lorsque les modules ne peuvent être reconfigurés, les agences démontent les différents éléments du module et effectuent un tri. Pour les modules en fin de vie non reconfigurables et invendables, les éléments sont triés puis collectés par des professionnels du recyclage.

Lors du processus de fabrication des modules, les sites industriels de l'activité modulaire produisent des déchets. L'usine française en a produit au total 335,41 tonnes en 2012 se décomposant de la manière suivante :

- 11,5 tonnes de carton recyclées,
- 98,5 tonnes de bois recyclées,
- 222 tonnes de déchets industriels banaux recyclées,
- 0,29 tonne d'aérosol (déchets dangereux),
- 3,12 tonnes de peinture et diluant (déchets dangereux).

Les déchets industriels dangereux ont représenté 3,41 tonnes en France en 2012 soit 1 % de la production de déchets industriels totale.

### • Barges Fluviales

La durée de vie réelle d'une barge est de 30 à 50 ans même si cette dernière s'amortit sur une durée économique de 30 ans.

Au terme du cycle de vie, les barges sont nettoyées, démantelées et déchirées (c'est-à-dire mises en pièces) par des sociétés agréées. L'acier (ferraille) est revendu et réutilisé. Une attestation de déchirage est fournie par le prestataire et permet d'obtenir de l'administration fluviale un certificat de déchirage et de radiation.

Ainsi, en fin de vie, les barges ne sont jamais abandonnées ou mises à la décharge mais sont toujours démantelées et recyclées comme décrit ci-dessus. En 2012, aucune barge de la division n'a été envoyée pour recyclage.

### • Wagons de Fret

La durée de vie d'un wagon varie entre 30 et 50 ans. Au terme du cycle de vie, les wagons ne sont jamais envoyés à la décharge. En effet, tous les wagons qui ne sont plus exploités

sont soit vendus, soit ferraillés (processus similaire au processus de recyclage des barges).

Un wagon se constitue à :

- 99,5 % de métaux recyclables, et
- 0,5 % de pièces détachées (joints d'étanchéité en caoutchouc au niveau du système de freinage, tampon en caoutchouc au niveau des organes de choc et de traction) et de déchets liquides (graisse au niveau des essieux).

La graisse est nettoyée des essieux avec des détergents dans les ateliers de maintenance puis le tout est recyclé conformément à la réglementation locale de l'atelier.

Après récupération des pièces détachées, tous les wagons ferraillés sont recyclés. En 2012, seulement 3 wagons ont été ainsi ferraillés.

## I La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

Les activités du Groupe ont l'avantage de dégager très peu de nuisances sonores. Des analyses ont été menées sur les sites industriels du Groupe (potentiellement les plus exposés) pour déterminer le degré de ces nuisances.

Dans l'activité Constructions Modulaires, l'usine française a effectué une analyse du niveau sonore de son site en novembre 2010. Le résultat a déterminé sur l'unité autonome de production de soudure et de peinture (UAP1) un niveau sonore supérieur aux valeurs d'expositions tolérées. L'unité autonome de production UAP2 (assemblage) a relevé des valeurs conformes dans son ensemble. Des actions correctrices ont immédiatement eu lieu en imposant le port de bouchons d'oreille sur l'UAP1 et en mettant à disposition des bouchons pour les opérateurs de l'UAP2 en cas de besoin.

Par ailleurs, aucune plainte des riverains n'a été recensée par les trois sites industriels du Groupe en 2012.

En ce qui concerne l'activité Wagons de Fret, le Groupe achète depuis 2010 des wagons équipés de semelles de frein composites permettant la réduction du niveau sonore.

### 3.2.3. Utilisation durable des ressources

#### I La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales

De par leur nature, les activités du Groupe TOUAX sont peu consommatrices d'eau. Ainsi, en 2012, la consommation d'eau des sites industriels du Groupe, concernant les 3 unités d'assemblages de constructions modulaires, a été au total de 4 237 m3 avec la ventilation suivante :

- Unité d'assemblage marocaine : 1 237 m3,
- Unité d'assemblage française : 1 200 m3,
- Unité d'assemblage tchèque : 1 800 m3.

## I La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

### • Conteneurs Maritimes

	2012
Nombre de conteneurs achetés (en EVP*)	83 000
Nombre de conteneurs vendus (en EVP*)	4 475
Flotte sous gestion de conteneurs au 31 décembre (en EVP*)	564 866
Equivalent acier des conteneurs achetés (en tonnes)	140 000
Quantité de bois constituant les planchers des conteneurs achetés (en tonnes)	23 000

\*EVP : Equivalent Vingt Pieds/TEU

### • Constructions Modulaires

La flotte sous gestion au 31 décembre 2012 est de 51 177 modules. Le nombre de modules produits par la division était de 5 835 unités en 2012. En considérant un poids moyen de 1 050 kg (donnée opérationnelle interne) d'acier par module, la production de modules était équivalente à 6 127 tonnes d'acier.

### • Barges Fluviales

	2012
Nombre de barges achetées (hors bateaux de servitude et pousseurs)	20
Nombre de barges vendues (hors bateaux de servitude et pousseurs)	34
Flotte de bateaux sous gestion au 31 décembre	152
Equivalent acier des barges achetées en tonnes (hors bateaux de servitude et pousseurs)	9 750

### • Wagons de Fret

	2012
Nombre de wagons achetés	127
Nombre de wagons vendus	60
Flotte de wagons au 31 décembre	9 119
Equivalent acier des wagons achetés (en tonnes)	2 982

## I La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

En France, la Réglementation Thermique 2012 issue du Grenelle de l'Environnement a pour but de réduire les consommations énergétiques des bâtiments neufs en fixant une limite maximale à la consommation pour le chauffage, la ventilation, la climatisation, la production d'eau chaude sanitaire et l'éclairage.

La division Constructions Modulaires, éligible à cette évolution réglementaire, s'est mobilisée afin de satisfaire à ces nouvelles exigences. Sa recherche permanente de solutions basse consommation d'énergie lui a permis de développer un système d'enveloppe isolante performante afin de répondre aux dernières normes thermiques RT2012.

La consommation de carburants de nos sites industriels de constructions modulaires liée à la logistique (chariots élévateurs) a été de 40 646 litres en 2012. La consommation énergétique de ces mêmes sites a été la suivante :

	Entité française	Entité tchèque	Entité marocaine	Total sites industriels
Consommation d'électricité en GWh en 2012	0,52352	1,00500	0,34651	1,87503
Consommation de gaz en GWh en 2012	1,37645	2,15500	Non obtenue	3,53145
<b>TOTAL CONSOMMATION 2012 EN GWH</b>	<b>1,89997</b>	<b>3,16000</b>	<b>0,34651</b>	<b>5,40648</b>

## I L'utilisation des sols

Au regard des enjeux de nos différentes activités, l'information n'est pas applicable.

Il est à noter, cependant, que le Groupe possède un terrain classé SEVESO qui n'est pas utilisé. Ce terrain est actuellement en cours de vente.

### 3.2.4. Changement climatique

#### I Les rejets de gaz à effet de serre

Les différentes activités du Groupe sont peu polluantes et émettent très peu de gaz à effet de serre du fait que le Groupe exerce principalement une activité de loueur. Les problèmes de rejets peuvent se poser au niveau de nos parties prenantes telles que :

- nos clients qui sont amenés à transporter des marchandises via les barges, les conteneurs et les wagons que nous mettons à leur disposition, et
- nos fournisseurs qui construisent nos produits et qui au cours du processus de transformation peuvent rejeter des émissions de gaz à effet de serre.

TOUAX, pour ses activités Conteneurs Maritimes, Wagons de Fret et Barges Fluviales, contribue à développer les transports alternatifs à la route. Un calculateur a été mis en place pour mesurer les réductions d'émission de CO<sub>2</sub> sur le site internet [www.ecotransit.org](http://www.ecotransit.org). Nos clients sont invités en fonction de leurs trafics et tonnes transportés à comparer les émissions de CO<sub>2</sub> s'ils avaient utilisé la route. Grâce aux matériels loués par TOUAX, les clients réalisent ainsi d'importantes réductions d'émission de CO<sub>2</sub> qu'ils peuvent mesurer d'une manière efficace.

Dans la division Barges Fluviales qui contribue à cet objectif de réduction des gaz à effet de serre, des actions de sensibilisation sont en cours de réflexion avec notamment la possibilité de faire des dons en faveur d'associations pour la reforestation amazonienne.

## I L'adaptation aux conséquences du changement climatique

### • Conteneurs Maritimes

L'activité est liée au commerce mondial. Tout impact sur le commerce mondial du changement climatique aurait un impact sur l'activité. Par exemple, la hausse des températures pourrait rendre accessible de nouvelles routes commerciales au pôle

nord ce qui pourrait réduire le nombre de conteneurs nécessaires pour servir le commerce entre l'Asie et l'Europe.

- *Constructions Modulaires*

L'activité n'a pas identifié de conséquences possibles du changement climatique sur les modules.

- *Barges Fluviales*

Les incidents climatiques sont fréquents, sans pouvoir affirmer que cette fréquence est liée au changement de climat. Nos clients sont directement affectés par certains aléas de navigation, tels que la sécheresse, les inondations ou les glaces. En 2012, des inondations sur le Mississippi et des glaces sur le Danube ont perturbé la navigation.

- *Wagons de Fret*

Le changement climatique en particulier la hausse des températures favoriserait, en théorie, l'activité par un report des transports polluants (route) vers les transports plus propres comme le rail.

### 3.2.5. Protection de la biodiversité

#### ■ Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité

Soucieux de contribuer au futur de la planète, le Groupe TOUAX a choisi de mettre en place une démarche de collecte des documents (journaux, magazines, papiers, cartons) et supports informatiques (cd, dvd, disque dur et disquettes) au siège social à la Défense. Des conteneurs « Shred-it » sont mis à la disposition des salariés à proximité des points éditions.

Des lames très performantes transforment les documents, supports informatiques et cartons en confettis qui sont ensuite pressés en ballots et directement envoyés en recyclage pour être transformés en papier de seconde catégorie (papier toilette, essuie-tout...). La société « Shred-it » assurant ce service nous remet en début d'année calendaire un certificat environnemental reprenant le nombre d'arbres préservés de la coupe par le biais de notre contribution. En 2012, 44 arbres ont été préservés.

D'une manière plus générale, les activités du Groupe TOUAX n'impactent pas directement la biodiversité. Ainsi, aucune mesure concrète n'a été prise pour préserver ou développer la biodiversité en 2012. Des réflexions sont toutefois en cours au niveau de la division Barges Fluviales pour préserver la faune et la flore à travers des actions de compensation qui consisteraient à faire des dons en faveur d'associations pour la reforestation amazonienne.

### 3.2.6. Annexe de la partie environnementale

#### ■ Note méthodologique

- *Périmètre Groupe retenu*

Les informations qualitatives publiées concernent l'ensemble des entités du Groupe TOUAX employant du personnel. Il s'agit du même périmètre que celui de la partie sociale figurant au point 3.1.8 ci-dessus page 129.

- *Note sur le calcul de l'équivalent acier des wagons achetés*

On considère un poids moyen du wagon à vide de 23,6 tonnes et 99,5 % d'acier en moyenne dans chaque wagon afin d'effectuer le calcul. Le poids moyen a été calculé par le service technique de TOUAX en faisant une extraction des données techniques de chaque wagon (dont le tare ou masse à vide) dans le système d'information. Le calcul est le rapport entre la somme des masses à vide de tous les wagons de la flotte et du nombre de wagons de la flotte à une date donnée.

- *Note sur le calcul de l'équivalent acier des barges achetées (hors bateaux de servitude et pousseurs)*

Le poids de l'acier de chaque barge achetée est connu au kilo près, ce qui permet de calculer l'équivalent acier total de toutes les barges achetées.

#### ■ Taux de couverture des indicateurs publiés

Ce chapitre précise le périmètre sur lequel les indicateurs ont été publiés.

Le taux de couverture est le rapport pour chaque indicateur entre le périmètre effectivement collecté et le périmètre retenu (activité, Groupe, sites industriels...). Ce taux se calcule par rapport à l'effectif Groupe total de fin d'année. TOUAX s'engage à faire progresser autant que possible son taux de couverture année après année.

Du fait de la diversité des activités du Groupe TOUAX et de l'organisation actuelle du reporting, les indicateurs (sauf les provisions et les moyens consacrés à la protection de l'environnement) ne sont pas consolidés au niveau Groupe mais par activité. Le périmètre de chaque indicateur est précisé dans le corps du texte. Lorsque les indicateurs sont consolidés par activité, les entités contributrices sont celles présentées dans le tableau sur le périmètre des informations. Cependant, certaines données n'étant pas accessibles, les périmètres de reporting peuvent être plus restreints que l'ensemble des activités du Groupe comme précisé ci-dessous :

Nom de l'indicateur	Base de calcul du taux de couverture	Taux de couverture en 2012	Taux de couverture en 2011	Filiales dont la donnée source n'a pu être collectée en 2012
Nombre d'heures de formations axées sur la protection de l'environnement (périmètre : contrat CDI/CDD et apprentissage)	Groupe	98 %	non publié	Touax Modular Building
Sommes investies pour la prévention des risques environnementaux et des pollutions en euros	Groupe	98 %	non publié	Touax Modular Building
Montant des provisions et des garanties pour risques en matière d'environnement en euros	Groupe	98 %	non publié	Touax Modular Building
Nombre de plaintes des riverains des sites industriels	Usines de l'activité construction modulaires	100 %	non publié	

### 3.3. INFORMATIONS SOCIÉTALES

#### 3.3.1. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

##### ■ En matière d'emploi et de développement régional

Les 3 sites industriels du Groupe TOUAX dans l'activité Constructions Modulaires emploient 57,5 % de l'effectif total au 31 décembre 2012. La grande majorité des salariés y travaillant sont originaires du voisinage de ces sociétés. Ces dernières dynamisent leur bassin d'emplois locaux respectifs.

À titre d'exemple, l'usine tchèque est implantée sur le site de Supikovice situé dans un bassin d'emploi qui historiquement connaît un taux de chômage plus élevé par rapport à la moyenne nationale.

##### ■ Sur les populations riveraines ou locales

Le Groupe est en partenariat avec l'association « ZYVA » dont le but est de « faciliter l'insertion des jeunes dans la société en mettant en place des activités permettant la prise en charge des jeunes en difficulté ».

Zy'va est une association engagée dans l'accompagnement social et la scolarité des enfants et des adolescents de Nanterre au cœur de la cité des Pâquerettes l'un des quartiers les plus populaires de la ville. Tous les jours de la semaine, elle propose notamment :

- Une aide aux devoirs, cours de soutien et alphabétisation,
- Des animations culturelles : théâtre, danse, cinéma...,
- Une bibliothèque, une salle informatique.

Afin de l'aider dans son action, 10 % de la taxe d'apprentissage a été versée en faveur de l'association en 2012 ainsi qu'une subvention complémentaire.

Par ailleurs, la division Constructions Modulaires fournit des bâtiments pour les collectivités locales et les administrations (écoles maternelles, hôpitaux...) et participe de par la nature même de son activité, à la création de services de proximité pour les populations riveraines.

#### 3.3.2. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines

##### ■ Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations

D'une manière générale, l'ensemble des personnes ou organisations intéressées par l'activité de la société peuvent obtenir de l'information générale sur le Groupe TOUAX en se rendant sur le site internet.

TOUAX River Barges est membre de l'association « Entreprendre pour le Fluvial » qui contribue à promouvoir la filière fluviale et de « Fluvial Initiative » dont le but est de faciliter l'accès au financement d'entreprises de transport fluvial.

##### ■ Les actions de partenariat ou de mécénat

Le chapitre 2.4 de la charte éthique « activités caritatives & mécénat » stipule que le Groupe TOUAX « autorise les actions

de mécénat et les contributions aux activités caritatives dans la mesure où elles servent une cause d'intérêt général et contribuent efficacement à l'action citoyenne définie par le Groupe. Ces actions ou contributions doivent faire l'objet d'une approbation préalable, écrite par le directeur de la division concernée, des gérants et de la direction des ressources humaines. Elles sont dûment répertoriées dans une optique de cohérence de la politique humanitaire globale du Groupe. »

Le Groupe TOUAX a contribué à apporter son soutien à des démarches humanitaires via des ONG reconnues notamment suite au tremblement de Terre sur Haïti. Le Groupe avait fourni des conteneurs maritimes.

Des initiatives sont prises par les filiales du Groupe à l'étranger. Ainsi, au Maroc, notre entité a fait un don en 2012 en faveur d'un comédien marocain programmant des séances de théâtre pour les enfants des salariés et des populations riveraines. En Pologne, notre entité a effectué des dons en faveur des orphelinats et des hôpitaux.

#### 3.3.3. Sous-traitance et fournisseurs

##### ■ La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

Le chapitre 3.4 de la charte éthique soulève la question du choix et du traitement équitable des fournisseurs. Il y est stipulé que chaque collaborateur en contact avec un fournisseur doit « être extrêmement vigilant envers les fournisseurs qui ne respectent pas l'éthique du Groupe, les lois du travail en vigueur dans les pays concernés, les consignes de sécurité, d'hygiène et de protection de l'environnement. »

Le Groupe TOUAX sensibilise les collaborateurs au choix éthique des fournisseurs. Pour le moment, il n'y a pas de clause de respect des critères sociaux et environnementaux dans notre politique achat.

Une réflexion est en cours avec les fabricants afin d'intégrer les enjeux sociaux et environnementaux dans les contrats d'achat au sein de la division Conteneurs Maritimes.

##### ■ L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

Le Groupe TOUAX s'engage à mener une réflexion sur les années à venir et à mettre en place des actions afin de mieux prendre en compte sa responsabilité sociale et environnementale dans ses relations avec les fournisseurs et les sous-traitants.

#### 3.3.4. Loyauté des pratiques

##### ■ Les actions engagées pour prévenir la corruption

La charte éthique du Groupe TOUAX comporte plusieurs chapitres préventifs. Le chapitre 1.5 traite du sujet des cadeaux et invitations, le chapitre 1.6 celui de la corruption et le chapitre 1.7 celui des conflits d'intérêts. Chaque chapitre donne des recommandations de comportements éthiques à adopter face à ces situations. Des actions de sensibilisation des salariés du Groupe en matière de lutte contre la corruption sont donc menées.

## I Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

### • *Constructions Modulaires*

Les spécifications du cahier des charges des clients peuvent exiger de nombreuses options améliorant la sécurité des utilisateurs tels que les systèmes de lutte contre les incendies (détecteurs de fumée, lance incendie, alarmes, etc.).

### • *Barges Fluviales*

Toutes les barges répondent aux normes de sécurité. Chaque personne à bord doit se conformer aux normes de sécurité (gilet de sauvetage, chaussures de sécurité et casque le cas échéant). En 2012, la division a fait construire 3 barges. Les ponts de ces barges ont été recouverts de tôles antidérapantes et la cale a été équipée d'une main courante afin de renforcer la sécurité des utilisateurs.

### • *Wagons de Fret*

Des manuels d'utilisation et des guides de maintenance sont rédigés pour chaque client afin d'améliorer la sécurité des utilisateurs.

## I Les autres actions engagées en faveur des droits de l'homme

À ce jour, le Groupe TOUAX n'a pas adhéré à des référentiels internationaux sur le respect des droits de l'homme. Néanmoins, la charte éthique sensibilise les collaborateurs sur ce sujet.

### 3.3.5. Annexe de la partie sociétale

La partie sociétale regroupe des informations 100 % qualitatives. Une matrice a été envoyée à cet effet aux différentes activités afin de collecter et d'apporter des éléments de réponse. Toutes les entités du Groupe ont participé à cette enquête sauf l'entité américaine TOUAX Modular Building Llc.

## IV. Autres informations

### I Changements statutaires

Les statuts de la société ont été modifiés en son article 6 « capital social » suite aux augmentations de capital du fait de l'exercice de BSAR et des levées d'option de souscription d'actions.

### I Participation légale des salariés au capital de la société au 31 décembre 2012

Il n'y a pas de participation légale des salariés au capital de la société au 31 décembre 2012.

### I Auto contrôle

Il n'y a pas d'auto contrôle (détenue de titres de TOUAX SCA par ses filiales). L'organigramme du Groupe est détaillé au paragraphe 7.1 du document de référence et la liste des filiales est présentée dans la note 2.2 de l'annexe des comptes consolidés du document de référence.

### I Actions auto détenues

Au 31 décembre 2012, la société détenait 5 265 de ses propres actions. Ces actions ont été acquises suite au programme de rachat voté par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012. Le détail de l'historique des mouvements des actions auto

détenues par TOUAX est exposé au chapitre 18 du document de référence.

### I Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération totale perçue par les mandataires sociaux de TOUAX SCA s'élève à 952,2 milliers d'euros en 2012. Cette rémunération est détaillée dans le document de référence chapitre 15 page 41.

### I Rémunération des associés commandités

La rémunération des commandités correspond à 3 % du résultat net du Groupe auquel s'ajoute 1 % de l'EBITDA consolidé du Groupe diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. En 2012, les commandités ont perçu 3 % du résultat net de 2011 plus 1 % de l'EBITDA consolidé du Groupe diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs soit un total de 981 milliers d'euros. Cette rémunération statutaire est assimilée à un dividende.

### I Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

Le rapport du Président du Conseil de Surveillance précise les mandats et les fonctions des mandataires sociaux. Ce rapport est inclus dans le document de référence au paragraphe 27.2 page 142.

### I Ajustement des bases de conversion des stock-options et des valeurs mobilières donnant accès au capital

À la suite de la distribution du dividende en juillet 2012 prélevé en partie sur la prime d'émission, à hauteur de 0,45 euro par action, les bases de conversion du plan de stock-options émis en 2006 ainsi que des BSAR émis en 2007 et des BSA émis en 2008 ont été ajustées en conséquence, à savoir :

- le prix d'une stock-option a été réduit à 19,75 euros,
- 4 BSAR 2007 donnent le droit de souscrire à 1,069 action TOUAX,
- 1 BSA 2008 donne le droit de souscrire à 1,049 action TOUAX.

Au 31 décembre 2012, il n'existe plus aucun plan de stock-options en cours et il reste 22 500 BSA 2008 ainsi que 1 395 292 BSAR 2007 à exercer. À la date de ce rapport, les BSA et les BSAR ne sont pas dans la monnaie.



## I Délégations en cours accordées par l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2011 a délégué au Conseil de gérance les autorisations d'émissions suivantes :

Description d'autorisation	Date d'autorisation	Date d'échéance	Plafonds autorisés <sup>(1)</sup>	Utilisation en cours d'exercice	Montant total utilisé
Augmenter le capital social par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription	Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2011 (18 <sup>e</sup> résolution)	27 août 2013	montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme : <b>20 millions d'euros</b>	non utilisée en 2012	néant
Augmenter le capital social par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public mais avec délai de priorité	Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2011 (19 <sup>e</sup> résolution)	27 août 2013	montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme : <b>20 millions d'euros</b>	non utilisée en 2012	néant

(1) Le plafond de 20 millions d'euros est le montant maximum autorisé pour l'ensemble des augmentations de capital en valeur nominale.

Ces autorisations ont fait l'objet de résolutions différentes et ont été votées lors de l'Assemblée des actionnaires. Elles sont valables pour une période de 26 mois à compter du 27 juin 2011.

### I Rachat d'actions

Le Groupe a procédé à des achats et des ventes de ses propres actions par le biais de son contrat de liquidité gérés par un prestataire de services d'investissement (PSI). La synthèse du programme de rachat d'actions est présentée dans le document de référence au paragraphe 18.4 page 46.

### I Actions gratuites

Néant

### I Injonctions ou sanctions pour des pratiques anticoncurrentielles

Néant

### I Stocks options

Le détail de stocks options est présenté dans l'annexe des comptes consolidés du Groupe dans le document de référence note 21 page 84. Au 31 décembre 2012, il n'existe plus aucun plan de stock-options en cours.

### I Opérations sur titres réalisées par les dirigeants

À la connaissance de la société, les opérations sur titres réalisées en 2012 par les dirigeants et les commandités sont les suivantes :

- La Société Holding de Gestion et de Participation, commandité, a acquis 1 000 actions de TOUAX SCA le 20 novembre 2012 ;
- La Société Holding de Gestion et de Location, commandité, a acquis 2 000 actions de TOUAX SCA le 21 novembre 2012.

## I Détenteurs du capital et répartition des droits de vote

La liste des détenteurs du capital, le pourcentage détenu en actions et en droits de vote, et les franchissements de seuils sont présentés dans le document de référence chapitre 18 page 44. Il n'existe pas de catégorie d'actions ou de titres non représentatifs du capital. À titre de fait marquant, il est à noter que l'actionnaire Sofina a augmenté sa participation début 2013 dans la société et possède 23,22 % du capital.

### I Actionnariat des salariés

Néant

### I Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Le pacte Dutreil, mis en place le 16 mars 2006 entre Messieurs Alexandre, Fabrice et Raphaël WALEWSKI a été rompu suite à la transmission respective des actions de Fabrice et Raphaël WALEWSKI aux sociétés Holding de Gestion et de Participation et Holding de Gestion et de Location, associés commandités de TOUAX SCA, dont ils sont Présidents.

La forme juridique de la société, société en commandite par actions, est généralement considérée protéger la société des offres publiques. En effet, il existe deux catégories d'actionnaires, les commanditaires et les commandités, ces derniers ayant des prérogatives en matière de nomination des Gérants, qui rendent difficile le changement de contrôle.

### I Conventions réglementées

Les conventions réglementées conclues par TOUAX SCA et qui se sont poursuivies au cours de l'exercice 2012 sont les suivantes :

Sociétés concernées	Conventions
TOUAX CONTAINER SERVICES SAS	Convention d'intégration fiscale
TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES SAS	Convention d'intégration fiscale
TOUAX CONSTRUCTION MODULAIRE SAS	Convention d'intégration fiscale
TOUAX RIVER BARGES SAS	Convention d'intégration fiscale
TOUAX CORPORATE SAS	Convention d'intégration fiscale
SCI FRANKLIN LOCATION	Bail commercial



Les conventions d'intégration fiscale arrivant à expiration à la fin de l'année 2012, ont été renouvelées.

Les garanties, avances de fonds et cautions antérieurement considérées comme des conventions réglementées sont considérées comme des conventions courantes.

### **I Facteurs de risque**

Les principaux risques sont détaillés dans le chapitre 4 « facteurs de risque » du document de référence et dans l'annexe des comptes consolidés note 26 page 87. Ils correspondent aux risques suivants :

#### *• Risques juridiques*

Les risques sont provisionnés dès lors qu'une charge est probable conformément à l'article L.123-20 alinéa 3 du Code du commerce.

#### *• Risques liés à l'environnement et au marché*

Ces risques correspondent notamment à des risques économiques, géopolitiques et à l'exposition à une concurrence soutenue.

#### *• Risques liés à l'activité*

Ces risques concernent principalement le risque commercial, de contrepartie clients, de dépendance à l'égard d'un client ou d'un fournisseur, ainsi que les risques d'approvisionnement, technique, de sous-traitance et de gestion.

#### *• Risques financiers*

Les risques correspondent aux risques de marché (taux et change), au risque de liquidité et au risque sur actions, aux risques de contrepartie des établissements financiers et concerne la volatilité des matières premières.

#### *• Assurance – couverture des risques*

Le Groupe poursuit une politique systématique de couverture de ses actifs corporels et de ses risques généraux.

## **V. Autres résolutions d'assemblée générale ordinaire soumises au vote des actionnaires**

### **I Renouvellement des mandats des membres du Conseil de Surveillance (8 à 13ème résolutions) et fixation des jetons de présence (7ème résolution)**

Le Conseil de Surveillance de la société est actuellement composé de 6 membres. Ceux-ci sont élus pour une année, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il vous est proposé de renouveler pour une durée d'une année, soit jusqu'à l'Assemblée Générale approuvant les comptes de l'exercice 2013, les mandats des 6 membres suivants :

- Monsieur Alexandre WALEWSKI,
- Monsieur Jean-Jacques OGIER,
- Monsieur Jérôme BETHBEZE,
- Monsieur François SOULET de BRUGIERE,
- La société AQUASOURCA représentée par Madame Sophie DEFFOREY-CREPET,
- Madame Sophie SERVATY.

Vous trouverez une présentation détaillée des 6 membres dont il est proposé le renouvellement au paragraphe 1.5 page 146 du rapport du Président du Conseil de Surveillance.

Il est rappelé que conformément à la loi, les commandités qui sont actionnaires ne peuvent pas prendre part au vote sur le renouvellement des membres du Conseil de Surveillance.

Il est proposé d'attribuer aux membres du Conseil de Surveillance une rémunération de 63 000 euros à titre de jetons de présence.

### **I Renouvellement de l'autorisation d'un programme de rachat d'actions (14ème résolution)**

Nous vous proposons de renouveler le programme d'autorisation d'achat d'actions de notre société.

Pour rappel, ce programme ne concerne que les actions TOUAX, lesquelles sont admises aux négociations dans le compartiment C du marché réglementé de NYSE Euronext Paris sous le code ISIN n° FR0000033003.

Le précédent programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2012 et a fait l'objet d'une information semestrielle à l'AMF. Ce programme avait pour objectif :

- d'assurer l'animation du marché et la liquidité de l'action TOUAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers conclu avec un prestataire de services d'investissement ;
- de consentir des options d'achat d'actions et/ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés et des dirigeants de la société et/ou des sociétés du Groupe TOUAX ;
- de consentir la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre réglementaire en vigueur ;
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société ;
- de procéder à leur annulation, sous réserve de l'adoption de la 20<sup>e</sup> résolution.

Le programme a été mis en œuvre pour effectuer exclusivement des opérations dans le cadre de l'objectif d'animation et de liquidité du marché. Ces opérations d'achats et de ventes ont été réalisées au travers d'un contrat de liquidité conclu le 17 octobre 2005 conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF avec le prestataire de services d'investissement GILBERT DUPONT.

Au 31 décembre 2012, la société détenait 5 265 de ses propres actions, étant précisé qu'au cours de l'exercice 2012, il a été acheté 128 495 actions et vendu 130 004 actions au titre du contrat de liquidité dont le seul objectif a été d'animer le marché et d'assurer la liquidité du titre TOUAX.

**Le tableau de déclaration synthétique se présente de la façon suivante :****Déclaration par TOUAX SCA des opérations réalisées sur ses propres titres au 28 février 2013**

Pourcentage de capital auto détenu de manière directe et indirecte	0,34 %
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	
Nombre de titres détenus en portefeuille	9 422
Valeur comptable du portefeuille (€)	190 312,94
Valeur de marché du portefeuille (€)	174 495,44

TOUAX n'a pas utilisé de produits dérivés dans le cadre de son précédent programme de rachat d'actions.

Ce renouvellement de programme s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 du Code de commerce et sera soumis le 11 juin 2013 à l'Assemblée Générale des actionnaires (14ème résolution). De même, l'Assemblée délibérera sur l'autorisation d'annulation des actions (20ème résolution).

Notre société souhaite mettre en œuvre ce programme de rachat de ses propres actions avec les mêmes objectifs que ceux adoptés par l'Assemblée Générale du 15 juin 2012.

Dans le cadre de l'objectif d'animation du cours, les actions de la société seront achetées pour le compte de la Société par un prestataire de services d'investissement intervenants dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ces actions pourront être acquises, cédées, transférées, échangées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, y compris le cas échéant de gré à gré, par cession de blocs ou par utilisation de produits dérivés. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Le programme porte sur une possibilité de rachat de 10 % au maximum du capital social dans les conditions suivantes :

- Prix maximum d'achat par action : 40 €
- Montant maximal : 22 961 068 €
- Durée du programme : 18 mois à compter de l'autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013, soit jusqu'au 10 décembre 2014.

Les résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale Extraordinaire font l'objet d'un rapport des Gérants distinct.

Nous vous demandons d'approuver les projets de résolution qui sont soumis à votre approbation.

La Défense, le 27 mars 2013

Fabrice et Raphaël WALEWSKI

Les Gérants

**26.2. RAPPORT SPÉCIAL DES GÉRANTS SUR LES OPTIONS****Exercice 2012**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-184 du Code de commerce, nous vous informons que 19 480 options de souscription ont été exercées au cours de l'exercice 2012 et autant d'actions nouvelles ont été émises.

Pour rappel, 52 874 options de souscription, donnant droit chacune à la souscription d'une action nouvelle, avaient été attribuées le 28 juin 2006 par l'Assemblée Générale Mixte à 10 bénéficiaires au prix de 21,56 euros par action, correspondant à la moyenne des 20 derniers cours de bourse ayant précédé la date d'attribution.

Ces options pouvaient être exercées à compter du 7 août 2008 et expiraient le 7 août 2012 inclus. Au cours de l'année 2012, 2 319 options de souscription sont devenues caduques et 19 480 options ont été exercées. Il n'existe donc plus aucune option, au 31 décembre 2012, pouvant être exercées.

Le Groupe n'a pas mis en place d'autre plan de stock-option.

La Défense, le 27 mars 2013

Fabrice et Raphaël WALEWSKI

Les Gérants

# 27. RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

## 27.1. RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application de l'article L. 226-9 du Code de commerce, le Conseil de Surveillance vous présente son rapport sur sa mission de contrôle permanent de la gestion du Groupe.

Le Conseil de Surveillance a exercé en 2012 sa mission de contrôle en toute indépendance et a bénéficié de tous documents et informations nécessaires au bon accomplissement de sa mission, notamment sur les comptes, les engagements financiers et les risques inhérents aux activités et son environnement.

Le Conseil de Surveillance, par l'intermédiaire de son Président, participe à des comités de surveillance des activités. Ces comités, préparés par les Gérants et les directions opérationnelles, ont pour objet de présenter les orientations stratégiques des activités, notamment les évolutions de stratégie de marché, de stratégie géographique, de positionnement par rapport aux concurrents et les progressions par rapport aux stratégies précédentes. Ils ont pour objet par ailleurs d'étudier les événements marquants de la période analysée.

Dans sa séance du 27 mars 2013, le Conseil de Surveillance, précédé par le comité d'audit, a examiné les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Le rapport des Gérants et les documents d'information financière mis à votre disposition montrent l'évolution des activités et des résultats du Groupe au cours de l'exercice 2012. Les Commissaires aux Comptes y ont fait part des conclusions de leurs travaux.

L'année 2012 a été marquée par une hausse du chiffre d'affaires de 7 % (légère baisse du chiffre d'affaires locatif de 1,1 % et hausse de 21,5 % des ventes) et par le recul du résultat opérationnel courant (-7 %). Le résultat net part du Groupe est en recul de 32 % à 9,1 millions d'euros par rapport à 2011.

Les événements marquants de l'année 2012 sont une augmentation significative de la part en propre des matériels détenus (immobilisés ou stockés) de 169 millions d'euros du fait de l'intégration dans le périmètre de consolidation de la société SRF Railcar Leasing Ltd ainsi que l'opération de croissance externe en Afrique dans l'activité Constructions Modulaires.

Les Gérants et le Conseil de Surveillance de votre société proposent au vote de l'Assemblée un coupon de 0,50 euro par action, sachant qu'un acompte du même montant a été payé en janvier 2013. La somme mise en distribution représente environ 32 % du résultat consolidé et la moyenne des sommes distribuées au titre des 5 derniers exercices représente environ 35 % du résultat. La Gérance propose, afin de récompenser la fidélité des actionnaires qui accompagnent le Groupe dans sa

politique de croissance, la distribution d'actions gratuites au travers d'une augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission, ce que le Conseil de Surveillance recommande également.

Les ratios bancaires calculés sur les comptes consolidés du Groupe TOUAX ont été respectés. Le ratio bancaire de gearing (endettement avec recours / fonds propres) s'élève à 1,47 fin 2012 contre 1,51 fin 2011. Le ratio bancaire de leverage qui présente la capacité de remboursement des dettes financières (endettement net avec recours / EBITDA) a augmenté, avec un ratio de 4 années en 2012 contre 3,7 années en 2011. Le ratio bancaire de leverage est respecté.

En prenant en compte la dette totale (avec recours et sans recours) le gearing s'élève à 2,5 ce qui est conforme aux limites internes recommandées par le Conseil de Surveillance de 2,8. Le ratio de leverage est en revanche supérieur à la limite interne de 5 recommandée par le Conseil de Surveillance avec un total de 6,8 années. Ce dépassement temporaire s'explique par l'impact de la crise économique sur la rentabilité du Groupe depuis 2009 en Europe et par les investissements et le développement du Groupe sur de nouvelles zones émergentes.

Le Groupe présente un bilan solide à fin 2012. Le total du bilan consolidé s'élève à 776,1 millions d'euros en 2012 comparé à 607 millions d'euros en 2011. En face de 433 millions d'euros de dettes nettes, le Groupe possède notamment (i) 589 millions d'euros d'immobilisations corporelles nettes, de stocks et de matériels donnés en location financière aux clients, et (ii) des goodwill à hauteur de 34 millions d'euros qui n'incluent pas la valeur réelle des 4 sociétés de gestion (TOUAX Rail Ltd, TOUAX Solutions Modulaires SAS, TOUAX Container Services SAS et TOUAX River Barges SAS) qui gèrent un total d'1,6 milliard d'euros de matériels, dont 871 millions d'euros pour le compte d'investisseurs tiers.

Après avoir contrôlé les comptes annuels et les comptes consolidés, le Conseil de Surveillance estime que ces documents ne donnent lieu à aucune autre observation particulière.

Le Conseil vous invite à approuver l'ensemble des résolutions soumises à son vote. À ce titre, il vous est demandé d'approuver la résolution relative aux conventions réglementées celles relatives au renouvellement du programme de rachat d'actions ainsi que les résolutions d'autorisations d'augmenter le capital à l'exception de celle relative à l'augmentation de capital au profit des salariés et d'annuler les actions acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions.

Les principaux atouts du Groupe sont la diversification de ses activités et son positionnement géographique ainsi que la récurrence de ses revenus provenant majoritairement de contrats de location long terme. Par ailleurs, la location opérationnelle offre à ses clients une solution de financement

alternative avantageuse dans un environnement encore incertain (externalisation des investissements, flexibilité des contrats et rapidité de mise à disposition). À long terme, les activités du Groupe restent liées à des marchés structurellement porteurs pour le futur, mais toujours financées pour une bonne part par des investisseurs tiers.

Le Conseil de Surveillance est ainsi en mesure de confirmer sa confiance dans l'avenir de la société et dans les Gérants.

La Défense, le 27 mars 2013

Le Conseil de Surveillance

## 27.2. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LES CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application de l'article L.226-10-1 du Code de commerce, le présent rapport rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société TOUAX SCA.

Les autres sociétés du Groupe ne rentrent pas dans le champ de ce rapport. Elles doivent néanmoins appliquer les procédures définies par le Groupe. Toutes les procédures de contrôle interne du Groupe sont appliquées indifféremment par l'ensemble des filiales.

Ce rapport a été préparé par la Direction Administrative et Financière et la Direction Générale du Groupe et a été débattu et approuvé lors de la séance du Conseil de Surveillance du 27 mars 2013.

Le Conseil tient à rappeler qu'il mène avant tout ses travaux de manière collégiale, dans un souci éthique, dans le respect de la loi, des règlements et des recommandations.

### 1. La gouvernance d'entreprise

La société est administrée par un Conseil de gérance et un Conseil de Surveillance. L'adresse professionnelle des membres du Conseil de Surveillance, des Gérants et des associés commandités est :

TOUAX SCA – Tour Franklin – 23<sup>ème</sup> étage – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 La Défense cedex.

Le Conseil de gérance, composé de Fabrice WALEWSKI et Raphaël WALEWSKI, dirige la société. Il est assisté d'un comité de direction et des directions opérationnelles. Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la bonne gestion de la société par le Conseil de gérance.

À notre connaissance, aucune condamnation pour fraude, aucune faillite, aucune mise sous séquestre ou liquidation, aucune incrimination ou sanction publique officielle, aucun empêchement n'a été prononcé au cours des cinq dernières années à l'encontre d'un des membres du Conseil de Surveillance, d'un des Gérants ou d'un des associés commandités ou d'une société dans laquelle l'un de ceux-ci est mandataire social, associé commandité, fondateur, ou possède

des fonctions d'administration, de direction, de surveillance.

L'expertise et l'expérience des membres du Conseil de Surveillance en matière de gestion sont mentionnées dans les mandats qu'ils exercent dans d'autres sociétés et sur leur date d'entrée en fonction dans le Groupe.

Par ailleurs, il n'existe à notre connaissance :

- Aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'un des membres du Conseil de Surveillance ou directeur général, de l'un des associés commandités, et leurs intérêts privés ou d'autres devoirs ;
- Aucun arrangement ou accord entre des membres du Conseil de Surveillance ou de la Direction Générale ou entre un associé commandité avec l'un quelconque des principaux actionnaires, clients ou fournisseurs ;
- Aucune restriction concernant la cession par un membre du Conseil de Surveillance ou un membre de la direction ou un associé commandité dans un certain laps de temps de leur participation dans le capital social du Groupe ;
- Aucun contrat de service client liant les membres du Conseil de Surveillance et du Conseil de gérance de TOUAX SCA et liant un associé commandité avec l'une quelconque de ses filiales ;
- Aucun lien familial entre les personnes composant le Conseil de Surveillance.

Conformité aux règles de gouvernance de l'AFEP/MEDEF

- En complément des exigences légales, le Groupe se réfère aux règles de gouvernance recommandées par l'AFEP/MEDEF consignées au sein du Code de gouvernement d'entreprise révisé le 20 avril 2010. Ce rapport est disponible sur le site du Medef [www.medef.fr](http://www.medef.fr). L'application des recommandations et dispositions relatives à la rémunération des mandataires sociaux dirigeants ou non dirigeants est exposée au sein du chapitre 15 du document de référence.
- Conformément aux dispositions de l'alinéa 8 de l'article L.225-68 du Code de commerce, le présent rapport précise les dispositions de ce Code qui ne sont pas appliquées par la société.

#### 1.1. Les associés commandités

TOUAX est une société en commandite par actions qui possède deux commandités tels que mentionnés dans les dispositions statutaires décrites dans le chapitre 21 du document de référence.

Les associés commandités sont la société Holding de Gestion et de Participation, détenue et dirigée par Fabrice WALEWSKI et la société Holding de Gestion et de Location détenue et dirigée par Raphaël WALEWSKI.

Les associés commandités ont approuvé l'ensemble des résolutions soumises au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012.

La rémunération des associés commandités est prévue à l'article 15.5 des statuts et est votée en Assemblée Générale Extraordinaire. Elle représente 3 % du bénéfice net après impôt consolidé part du Groupe majoré d'un montant égal à 1 % de l'EBITDA consolidé du Groupe TOUAX diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. Elle s'est élevée en 2012 sur la base de l'exercice 2011 à 490,3 milliers d'euros pour la Société

Holding de Gestion et de Participation et à 490,3 milliers d'euros pour la société Holding de Gestion et de Location. Les associés commandités étant des personnes morales, il n'existe pas de sommes provisionnées ou constatées aux fins de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

Il est à noter qu'afin d'aligner les intérêts des commandités avec ceux de la société, les associés commandités avaient investi deux millions d'euros environ dans des matériels gérés par le Groupe. Ces investissements sont encadrés par une charte déontologique validée par le Conseil de Surveillance. Les associés commandités bénéficient des mêmes conditions de gestion que celles proposées à des tiers investisseurs. Les revenus des matériels gérés ne sont pas garantis par le Groupe, les commissions de gestion prélevées par le Groupe sont équivalentes à celles pratiquées sur le marché, les matériels sont gérés dans des pools de matériels existants sans discrimination. Au 31 décembre 2012, les commandités sont toujours propriétaires de ces matériels.

### 1.2. La Gérance

Depuis le 28 juillet 2005, la société est gérée et administrée par le Conseil de gérance composé de deux Gérants, Fabrice et Raphaël WALEWSKI. Ils ont été nommés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2005 pour une durée non limitée. Outre les pouvoirs du Conseil de Surveillance et de l'Assemblée Générale, les pouvoirs des Gérants ne sont pas limités.

Ils se réunissent en Conseil pour prendre les décisions. Le Conseil de gérance s'est réuni officiellement 11 fois en 2012. Ces réunions ont eu principalement pour objet :

- le versement d'un acompte sur dividende ;
- l'arrêté des comptes annuels sociaux et consolidés ainsi que l'arrêté des comptes semestriels consolidés ;
- l'autorisation de financement d'actifs ;
- l'autorisation d'émission d'obligations ;
- la constatation des augmentations de capital issues des levées de stock-options et de l'exercice des bons de souscription d'actions remboursable (BSAR).

Alexandre WALEWSKI (Président du Conseil de Surveillance), Raphaël WALEWSKI et Fabrice WALEWSKI ont des liens de parenté au premier degré.

Les Gérants sont assistés par le comité de direction et les directions générales opérationnelles pour l'exercice de leurs fonctions.

La rémunération des Gérants est statutaire et votée en Assemblée Générale Extraordinaire. Elle est composée d'une part fixe, d'une part variable et de primes d'éloignement familial lors de déplacements à l'étranger. Le montant total des rémunérations est présenté dans le chapitre 15 du document de référence, étant précisé que la rémunération des mandataires sociaux dirigeants s'élève à 862,2 milliers d'euros en 2012.

L'article 11.5 des statuts stipule :

La rémunération annuelle attribuée à chaque Gérant dans le cadre du régime général de la sécurité sociale est fixée comme suit :

- Une partie fixe brute égale à la somme de 129 354 euros, complétée par les bénéfices d'avantage en nature dans la limite de 15 % de la rémunération fixe, étant précisé que ne

s'imputent pas sur ce montant les jetons de présence, rémunérations et remboursements de frais perçus par les Gérants au titre des mandats sociaux et fonctions exercés dans toutes filiales de la société, dans la limite de 80 000 euros par Gérant ;

- D'une somme brute de 850 euros chaque jour de déplacement professionnel hors de France, à titre de prime d'éloignement familial ;
- Ces montants ne pourront être librement réévalués par les associés commandités que dans la limite de l'évolution cumulée de l'indice d'inflation annuel de l'INSEE.
- Une partie variable égale au maximum à 0,50 % de l'EBITDA consolidé du Groupe TOUAX diminué des revenus locatifs dus aux investisseurs. Pour les besoins de ce calcul, il est précisé que l'EBITDA est l'excédent brut d'exploitation consolidé diminué de la dotation nette aux provisions d'exploitation.

La rémunération des Gérants est réévaluée annuellement conformément aux stipulations des statuts.

Les associés commandités décident librement des modalités de paiement de cette rémunération des Gérants, et peuvent en limiter le montant. Le versement de la partie variable est fait, après décision des associés commandités, dans les soixante (60) jours de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes par la société.

Cette rémunération peut être modifiée à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires sur proposition des commandités après consultation du Conseil de Surveillance, et avec l'accord unanime des associés commandités.

Tous les frais de déplacement et de représentation exposés par un Gérant dans l'intérêt de la société seront pris en charge par la société.

Il est à noter qu'afin d'aligner les intérêts des Gérants sur ceux de la société, Fabrice et Raphaël WALEWSKI avaient investi dans des actifs exploités par la société pour environ un million d'euros. Ces investissements sont encadrés par une charte déontologique validée par le Conseil de Surveillance. Les dirigeants bénéficient des mêmes conditions de gestion que celles proposées à des tiers investisseurs. Les revenus des matériels gérés ne sont pas garantis par le Groupe, les commissions de gestion prélevées par le Groupe sont équivalentes à celles pratiquées sur le marché, les matériels sont gérés dans des pools de matériels existants sans discrimination. En 2012, seul Fabrice WALEWSKI détient encore des matériels pour environ 500 milliers d'euros. Lorsque les matériels sont vendus, les dirigeants bénéficient des mêmes conditions de vente que celles du Groupe ou des tiers investisseurs.

#### 1.2.1. Les mandats en cours de Raphaël WALEWSKI

- Entrée en fonction : administrateur en 1994 (mandat ayant expiré le 28 juillet 2005),
- Directeur général en 1999, 2001, 2003 et 2005,
- Président sur les exercices 1998, 2000, 2002 et 2004,
- Directeur général délégué en 2005 avant la transformation de la société le 28 juillet 2005,
- Gérant de TOUAX SCA depuis 2005,
- Âgé de 46 ans,



- De nationalité française.

Administrateur ou exerçant des mandats au sein des sociétés du Groupe suivantes :

TOUAX Construction Modulaire SAS, TOUAX Solutions Modulaires SAS, TOUAX River Barges SAS, Eurobulk Transportmaatschappij BV, TOUAX Rom SA, TOUAX Hydrovia, GOLD CONTAINER Corporation, GOLD CONTAINER FINANCE Corporation, GOLD CONTAINER LEASING Private LTD, GOLD CONTAINER Investment LTD, TOUAX Modular Building USA Llc, SIKO Containerhandel GmbH, TOUAX Sp.zo.o., TOUAX Sk, TOUAX Sro, TOUAX BV, TOUAX Africa, TOUAX Maroc Capital, SACMI, RAMCO, TOUAX Capital SA, TOUAX CONTAINER Lease Receivables Corporation, TOUAX Corporate SAS, TOUAX Corporation, TOUAX Lease SAS, TOUAX Equipment Leasing Corporation, TOUAX Espana SA, TOUAX Finance Inc., TOUAX Assets BV, TOUAX Leasing Corporation, Servicios Fluviales SA, TOUAX NV, TOUAX Rail Finance Ltd, TOUAX Rail Finance 2 Ltd, TOUAX Rail India Ltd, TOUAX Rail India Finance Ltd, TOUAX Rail Ltd, TOUAX Texmaco Railcar Leasing Private Ltd.

Président de la Société Holding de Gestion et de Location et gérant de la SCI Franklin Location.

Raphaël WALEWSKI ne possède, directement, aucune action de la société TOUAX SCA au 31 décembre 2012.

### 1.2.2. Les mandats en cours de Fabrice WALEWSKI

- Entrée en fonction : administrateur en 1994 (mandat ayant expiré le 28 juillet 2005),
- Directeur général en 1998, 2000, 2002 et 2004,
- Président sur les exercices 1999, 2001, 2003 et 2005, avant la transformation de la société le 28 juillet 2005,
- Directeur général délégué en 2004,
- Gérant de TOUAX SCA depuis 2005,
- Âgé de 44 ans,
- De nationalité française.

Administrateur ou exerçant des mandats au sein des sociétés du Groupe suivantes :

TOUAX Corporate SAS, TOUAX Container Services SAS, Eurobulk Transportmaatschappij BV, GOLD CONTAINER Corporation, GOLD CONTAINER Finance Corporation, GOLD CONTAINER Leasing Private LTD, GOLD CONTAINER Investment LTD, TOUAX Modular Building USA Llc, SIKO Containerhandel GmbH, TOUAX Sp.zo.o., TOUAX Sk, TOUAX Sro, TOUAX BV, TOUAX Capital SA, TOUAX Container Lease Receivables Corporation, TOUAX Corporation, TOUAX Equipment Leasing Corporation, TOUAX Espana SA, TOUAX Finance Inc., TOUAX Leasing Corporation, Servicios Fluviales SA, TOUAX NV, TOUAX Rail Finance Ltd, TOUAX Rail Finance 2 Ltd, TOUAX Rail India Ltd, TOUAX Rail India Finance Ltd, TOUAX Rail Ltd, TOUAX Rail Romania SA, CFCL TOUAX Llc, TOUAX Rom SA, TOUAX Hydrovia et TOUAX Texmaco Railcar Leasing Private Ltd.

Il est aussi Président de la Société Holding de Gestion et de Participation Gérant de la SCI Franklin Location et a des fonctions dans Dunavagon Sro et DV01 Zrt. Fabrice WALEWSKI ne possède, directement, aucune action de la société TOUAX SCA au 31 décembre 2012.

## 1.3. Le comité de direction

### 1.3.1. Composition

Le comité de direction a été créé en juin 1992.

Ce comité de direction se compose à ce jour de quatre membres :

Raphaël WALEWSKI .....Gérant (entrée juin 1994)

Fabrice WALEWSKI .....Gérant (entrée juin 1994)

Stephen PONAK.....Managing Director –

Asset Management (entrée janvier 1998)

Thierry SCHMIDT de La BRÉLIE.....Directeur Administratif

et Financier (entrée mars 2005)

### 1.3.2. Fonctionnement

Le comité de direction assure par des réunions régulières, généralement deux fois par mois, la direction effective de la société et de ses filiales.

Ses missions consistent essentiellement en :

- la mise au point de la stratégie du Groupe, des stratégies d'investissements et financières,
- le suivi et le contrôle des activités du Groupe,
- le suivi et la gestion des risques,
- les décisions d'investissements et de cessions.

Au cours de l'année 2012, il y a eu 20 réunions et l'ensemble des membres du comité a été présent à chaque séance.

Des comités financiers de nature technique se tiennent également entre certains membres du comité. Par ailleurs, les directeurs généraux des divisions du Groupe participent ponctuellement au comité de direction pour des points particuliers.

### 1.3.3. Rémunération

La rémunération brute des quatre personnes du comité de direction s'est élevée à 1 264,9 milliers d'euros en 2012.

### 1.3.4. Stock-options et bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité de direction

Il ne restait qu'un seul plan de stock-options, émis en 2006, et celui-ci a expiré le 7 août 2012. 15 770 options avaient été attribuées à certains des membres du comité de direction, dont 7 885 ont été exercés en 2012 par l'un des membres du comité de direction. Au 31 décembre 2012, il ne reste aucun stock-option au profit de membres du comité de direction.

En 2008, la société avait émis des bons de souscription d'actions (BSA). À l'exception de Stephen PONAK, les membres du comité de direction ne détiennent aucun des 22 500 BSA émis toujours valides. À la date de ce jour, les 22 500 BSA sont devenus caducs.

Le 2 février 2007, le Conseil de gérance a émis des obligations à bons de souscription d'actions remboursables (OBSAR). Au 31 décembre 2012 et à la connaissance de la société, aucun des membres du comité de direction ne détient de BSAR. Il est rappelé que des BSAR avaient été cédés en 2010 par Raphaël WALEWSKI à la Société Holding de Gestion et de Location et, en 2011 par Fabrice WALEWSKI à la Société Holding de Gestion et de Participation. Les BSAR ne sont pas dans la monnaie à la date de rédaction de ce rapport.



## 1.4. Le Conseil de Surveillance

### 1.4.1. Composition du Conseil de Surveillance

En vertu des dispositions légales et statutaires, le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de douze au plus nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée d'un an. Il n'est pas prévu d'échelonner le renouvellement des mandats des membres du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance est actuellement composé de 6 membres, tous réélus en 2012 pour une année.

La qualification de membre du Conseil de Surveillance indépendant est débattue par le Conseil de Surveillance avant la publication du rapport annuel. Le Conseil de Surveillance a procédé en mars 2013 à l'examen de la situation de chacun des membres par le Conseil de Surveillance et en a conclu que 4 d'entre eux sont considérés comme indépendants, au regard des critères énoncés dans le Code AFEP/MEDEF. Les critères retenus pour qualifier 2 des membres non-indépendants sont explicités au paragraphe 1.5.

Ce code sur la gouvernance d'entreprise précise qu'un membre du Conseil de Surveillance est indépendant et libre d'intérêts dès lors « qu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ». S'ajoute notamment à cette définition un critère de durée : « ne pas être administrateur ou membre du Conseil depuis plus de douze ans ». Les membres indépendants sont listés à la section 1.5 ci-dessous.

Les membres du Conseil de Surveillance ne font pas partie des effectifs du Groupe et n'ont pas d'autres fonctions au sein du Groupe.

### 1.4.2. Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance

Les travaux du Conseil de Surveillance s'organisent autour d'un règlement intérieur qui a pour objet de compléter les règles légales, réglementaires et statutaires auxquelles le Conseil et les membres du Conseil s'astreignent naturellement. Le règlement intérieur précise les modalités de fonctionnement du Conseil, dans l'intérêt de la société et de tous ses actionnaires, et celui de son comité dont les membres sont des membres du Conseil de Surveillance auxquels il confie des missions préparatoires à ses travaux.

Ce règlement est susceptible d'être modifié par le Conseil compte tenu des évolutions des lois et des règlements, mais aussi de son propre mode de fonctionnement. La dernière modification date du 13 décembre 2010 afin de mieux définir le rôle du comité d'audit.

### 1.4.3. Organisation du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance, conformément aux dispositions légales et statutaires, assume un contrôle permanent de la gestion de la société.

Le Président organise les travaux du Conseil. Aux rendez-vous d'examen et de contrôle de gestion et de sincérité des comptes annuels et semestriels arrêtés par les Gérants, à l'analyse du budget, à la revue des activités et à la vérification de la qualité des communiqués de presse sur les résultats avant leur diffusion s'ajoutent les séances dont la tenue est justifiée par la marche des affaires ou que le Conseil juge opportunes. En 2012, à l'ordre du jour des séances, les thèmes non génériques

inscrits ont été : la présentation de l'activité Constructions Modulaires, le renouvellement de conventions réglementées, la revue annuelle du fonctionnement du Conseil, l'égalité professionnelle et salariale et l'acompte sur dividende.

Le Conseil de Surveillance délibère également sur la situation de trésorerie du Groupe et d'engagement de la société.

Le Président :

- reçoit les documents préparés par les services internes à l'entreprise sous l'autorité des Gérants ;
- organise et dirige les travaux du Conseil de Surveillance ;
- s'assure que les membres du Conseil sont en mesure de remplir leur mission et veille notamment à ce qu'ils disposent des informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le Conseil de Surveillance est assisté d'un comité d'audit, lequel a examiné les comptes sociaux et consolidés et a rendu compte de ses conclusions au Conseil de Surveillance.

Il n'existe pas d'autres comités au sein du Conseil de Surveillance. Un comité des nominations ne paraît pas nécessaire dans la mesure où une majorité de membres du Conseil sont indépendants et que les discussions entre les membres donnent toute satisfaction à ce sujet. Un comité des rémunérations n'a pas non plus été institué eu égard aux spécificités de la société en commandite, le Conseil de Surveillance n'ayant pas de missions spécifiques concernant la rémunération des Gérants.

### 1.4.4. Fonctionnement du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est convoqué par son Président ou le Conseil de gérance quinze jours à l'avance par courrier simple ou par email.

Au cours de l'exercice 2012, le Conseil de Surveillance s'est réuni quatre fois. Le taux de participation moyen s'est élevé à près de 92 %, sachant que 2 des 4 conseils ont réuni l'ensemble des membres et lors des 2 autres conseils, un membre était absent.

Participation des membres du Conseil de Surveillance aux réunions du Conseil de Surveillance en 2012 :

Membre du Conseil de Surveillance	Nombre de séances
Jérôme BETHBEZE	4
François SOULET de BRUGIERE	4
Société AQUASOURCA	4
Jean-Jacques OGIER	3
Sophie SERVATY	3
Alexandre WALEWSKI	4

Les Commissaires aux Comptes sont convoqués aux séances du Conseil de Surveillance qui examinent les comptes annuels et semestriels.

La réglementation applicable aux opérations sur titres des personnes initiées est opposable aux membres du Conseil de Surveillance de la société.

Les membres du Conseil de Surveillance ont pu approfondir leurs connaissances sur l'activité Constructions Modulaires à la suite d'une présentation du directeur.

### 1.4.5. Évaluation du fonctionnement du Conseil de Surveillance

En 2011, une évaluation du Conseil a été formalisée, en interne, par le biais d'un questionnaire d'évaluation, lequel portait sur la composition du Conseil, la transmission des informations aux membres, la périodicité des réunions, la durée des réunions, les sujets traités, la qualité des débats, les travaux du comité d'audit et les suggestions d'amélioration. En 2012, il a été procédé à une évaluation selon la même méthode.

Il en ressort que les membres du Conseil sont satisfaits des évolutions positives du fonctionnement du Conseil, notamment sur les axes d'amélioration identifiés en 2011. Ils ont estimé exercer leur totale liberté de jugement. Cette liberté de jugement leur a permis de participer, en toute indépendance, aux travaux puis aux décisions collégiales. Le Conseil de Surveillance a bénéficié, tout au long de l'année, d'une information exhaustive, régulière, fiable et suffisamment préalable aux réunions du Conseil. Il a apprécié la manière et la qualité des présentations faites au cours des réunions. De nouveaux axes d'amélioration ont été déterminés, notamment avec des exposés faits à tour de rôle par les responsables de directions fonctionnelles ainsi que sur la durée des conseils qui sera rallongée afin de permettre des débats plus approfondis.

Le Conseil de Surveillance considère qu'il est en mesure d'exercer de manière constructive sa mission de contrôle.

### 1.4.6. Les comptes rendus de séance du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance nomme son secrétaire à chaque séance. Le secrétaire du Conseil établit le procès-verbal de la réunion qui est arrêté par le Président et soumis à l'approbation du Conseil suivant. Il est retranscrit dans le registre des procès-verbaux après signature du Président et d'un membre du Conseil.

### 1.4.7. Rémunération du Conseil de Surveillance

La rémunération du Conseil de Surveillance s'est élevée à 63 000 euros sur l'exercice 2012, conformément aux montants des jetons de présence fixé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2012.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013 proposera une rémunération de 63 000 euros pour l'exercice 2013.

Les jetons de présence ont été attribués pour 50 % en partie fixe et pour 50 % en fonction de la présence effective au Conseil de Surveillance. Le Président du Conseil de Surveillance bénéficie de jetons de présence double. Des jetons de présence seront attribués au(x) membre(s) indépendant(s) du comité d'audit.

## 1.5. Les mandats en cours des membres du Conseil de Surveillance

### 1.5.1. Alexandre WALEWSKI – Président du Conseil de Surveillance et membre du comité d'audit

Alexandre WALEWSKI	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	<ul style="list-style-type: none"> <li>Administrateur depuis 1977 jusqu'au 30 juin 2005</li> <li>Président Directeur Général de juillet 1977 à décembre 1997</li> <li>Membre du Conseil de Surveillance depuis le 30 juin 2005</li> <li>Président du Conseil de Surveillance depuis le 29 septembre 2005</li> </ul>
Échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Assemblée Générale du 11 juin 2013 statuant sur les comptes de l'exercice 2012. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Non <ul style="list-style-type: none"> <li>lien de parenté avec les Gérants</li> <li>Détient près de 9 % du capital de TOUAX SCA et 15 % des droits de vote</li> </ul>
Membre d'un Comité	Président du Comité d'audit
Mini CV	Alexandre WALEWSKI a été le dirigeant du Groupe pendant 20 ans
Âge	79 ans
Nationalité	Française
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2012	532 787 actions
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	Aucun

### 1.5.2. Jérôme BETHBEZE – membre du Conseil de Surveillance et membre du comité d'audit

Jérôme BETHBEZE	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	<ul style="list-style-type: none"> <li>Administrateur du 28 juin 2004 au 30 juin 2005</li> <li>Membre du Conseil de Surveillance depuis le 30 juin 2005</li> </ul>
Échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Assemblée Générale du 11 juin 2013 statuant sur les comptes de l'exercice 2012. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Oui
Membre d'un Comité	Membre du Comité d'audit
Mini CV	Jérôme Bethbéze a, depuis plus de 25 ans, acquis une compétence financière au sein d'établissements financiers. Depuis une vingtaine d'années, il exerce diverses fonctions de direction au sein du groupe Quilvest.
Âge	51 ans
Nationalité	Française
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2012	350 actions
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	2008 : Président du Directoire de Quilvest Gestion Privée 2009 : Président du Directoire de Quilvest Gestion Privée, membre de la SFAF. 2010 : Président du Directoire de Quilvest Gestion Privée, membre de la SFAF. 2011 : Directeur général de Quilvest Family Office, membre de la SFAF. 2012 : Directeur général de Quilvest Family Office, membre de la SFAF.

## 1.5.3. Jean-Jacques OGIER – membre du Conseil de Surveillance

Jean-Jacques OGIER	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	<ul style="list-style-type: none"> <li>En tant que représentant permanent de la société SALVEPAR du 29 juin 2007 au 9 juin 2009.</li> <li>Membre du Conseil de Surveillance depuis le 10 juin 2009</li> </ul>
Échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Assemblée Générale du 11 juin 2013 statuant sur les comptes de l'exercice 2012. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Oui
Membre d'un Comité	Non
Mini CV	Jean-Jacques Ogier a exercé sa carrière au sein de la Société Générale, essentiellement à des fonctions de directions à l'étranger (Maroc, Hong -Kong, Amériques), tant pour la banque de détail, que la banque d'investissement. Jean-Jacques Ogier est depuis 2 ans, consultant organisationnel et financier d'un projet en Russie.
Âge	65 ans
Nationalité	Française
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2012	250 actions
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	Aucun

## 1.5.4. François SOULET DE BRUGIERE, membre du Conseil de Surveillance

François SOULET DE BRUGIERE	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	Membre du Conseil de Surveillance depuis le 18 juin 2008
Échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Assemblée Générale du 11 juin 2013 statuant sur les comptes de l'exercice 2012. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Oui
Membre d'un Comité	Non
Mini CV	François Soulet de Brugière a fait quasiment toute sa carrière dans le domaine maritime, connaissant très bien les problématiques de ce secteur. Il exerce également des fonctions de direction depuis de très nombreuses années.
Âge	59 ans
Nationalité	Française
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2012	412 actions
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	<p>2008 : Vice-président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Dunkerque et administrateur du groupe École Supérieure de Commerce de La Rochelle</p> <p>2009 : Vice-président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Dunkerque, administrateur du groupe École Supérieure de Commerce de La Rochelle et président de L'Union des ports de France</p> <p>2010 : Vice-président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Dunkerque, administrateur du groupe École Supérieure de Commerce de La Rochelle et président de L'Union des ports de France</p> <p>2011 : Vice-président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Dunkerque, administrateur du groupe École Supérieure de Commerce de La Rochelle et président de L'Union des ports de France</p> <p>2012 : Vice-président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Dunkerque, administrateur du groupe École Supérieure de Commerce de La Rochelle et président délégué de L'Union des ports de France</p>

## 1.5.5. Sophie DEFFOREY-CREPET, représentant de la société AQUASOURCA, membre du Conseil de Surveillance

Sophie DEFFOREY-CREPET	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	En tant que représentant permanent de la société AQUASOURCA depuis le 18 juin 2008
Échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Assemblée Générale du 11 juin 2013 statuant sur les comptes de l'exercice 2012. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Oui
Membre d'un Comité	Non
Mini CV	Sophie Defforey-Crepet a travaillé près de dix ans dans la publicité au sein de l'agence de communication RSCG, avant de rejoindre la société Valon. En 1998, elle a créé la société Aquasourca. Elle est trésorière de la chambre de commerce de Lyon depuis 2010.
Âge	58 ans
Nationalité	Française
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2012	87 425 actions détenues par AQUASOURCA
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	<p>2008 : Président d'Aquasourca et administrateur de GL Events, Chapoutier et Emin Leydier</p> <p>2009 : Président d'Aquasourca et administrateur de GL Events et Chapoutier</p> <p>2010 : Président d'Aquasourca et administrateur de GL Events et Chapoutier</p> <p>2011 : Président d'Aquasourca et administrateur de GL Events et Chapoutier</p> <p>2012 : Président d'Aquasourca et administrateur de GL Events et Chapoutier</p>

### 1.5.6. Sophie SERVATY, membre du Conseil de Surveillance

Sophie SERVATY	
Date de 1ère nomination au sein de TOUAX	Membre du Conseil de Surveillance depuis le 10 juin 2010
Échéance du mandat de membre du Conseil de Surveillance	Assemblée Générale du 11 juin 2013 statuant sur les comptes de l'exercice 2012. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette Assemblée.
Administrateur indépendant	Non • lié au groupe SOFINA, actionnaire détenant plus de 20 % du capital et des droits de vote de la Société
Membre d'un Comité	Non
Mini CV	Sophie Servaty a travaillé au sein de Deloitte Corporate Finance à Bruxelles sur de nombreuses opérations de due diligence, de valorisations d'actifs et de projets spécifiques. Depuis 2004, Sophie Servaty travaille au sein du holding financier Sofina, où elle y occupe la position de Senior Investment Manager
Âge	40 ans
Nationalité	Belge
Nombre d'actions TOUAX détenues au 31 décembre 2012	250 actions
Mandats d'administration, de direction ou de surveillance exercés au cours des 5 dernières années dans d'autres sociétés (hors Groupe TOUAX)	2008 : administrateur des Sylve Invest SA, Vives SA, Capital-E NV et Capital-E Arkiv NV 2009 : administrateur de Sylve Invest SA, Vives SA, Capital-E NV et Capital-E Arkiv NV 2010 : administrateur de Sylve Invest SA, Vives SA, Capital-E NV et Capital-E Arkiv NV 2011 : administrateur de Capital-E NV, Capital-E Arkiv NV et Vives SA 2012 : administrateur de Capital-E NV

### 1.5.7. Proportion de femmes au sein du Conseil de Surveillance

Au 31 décembre 2012, il y avait 2 femmes (en ce compris les représentants des personnes morales) sur 6 membres, soit un taux de représentation des femmes de 33 %. La société respecte d'ores et déjà la recommandation de l'AFEP/MEDEF, laquelle préconise un taux de 20 % à partir de 2013 ainsi que la loi du 27 janvier 2011 sur la représentation des femmes dans les conseils d'administration et de surveillance qui requiert à partir de 2014 au moins 20 % de femmes au sein des conseils.

### 1.6. Le comité d'audit

Le comité d'audit a été mis en place lors de la séance du Conseil de Surveillance du 30 janvier 2006. Sa mission a commencé avec les comptes de 2005.

Le comité d'audit est composé de 2 membres, Monsieur Alexandre WALEWSKI, Président du Conseil de Surveillance et Monsieur Jérôme BETHBEZE, membre du Conseil de Surveillance.

Alexandre WALEWSKI a été Président du Groupe pendant plus de 20 ans et Jérôme BETHBEZE a été Président du directoire, membre du conseil de surveillance de Quilvest Gestion Privée, une société de gestion de Quilvest Banque Privée, elle-même filiale de Quilvest, groupe centré sur la gestion de fortune. Il est aujourd'hui Directeur Général de Quilvest Family Office. Ces membres ont été choisis pour leurs compétences financières et leur expérience du Groupe.

TOUAX, suivant les critères énoncés dans le Code AFEP/MEDEF pour la définition d'indépendance d'un membre du Conseil de Surveillance, constate que le comité d'audit intègre un membre indépendant en la personne de Jérôme BETHBEZE. Il n'est pas prévu de nommer un autre membre indépendant, car la taille de l'entreprise de même que l'expérience de ses membres permettent au comité de remplir correctement sa mission.

Le comité d'audit s'est réuni deux fois en 2012. Le taux de participation a été de 100 %.

Son activité a plus particulièrement porté sur les points suivants :

- l'examen des comptes consolidés annuels et semestriels de l'exercice 2012 ;
- la vérification de la conformité du processus de l'information comptable et financière aux exigences légales et réglementaires ;
- l'assurance de l'existence d'une procédure d'identification et d'analyse et de suivi des risques, notamment financiers ;
- l'assurance que les procédures de contrôle interne sont bien appliquées et garantissent la fiabilité de l'information ;
- l'examen des programmes annuels de révision des Commissaires aux Comptes ;
- l'examen des principaux éléments de communication financière.

Lors de ses réunions, il a notamment entendu les Commissaires aux Comptes, le directeur administratif et financier et les Gérants. Le comité d'audit a la possibilité de recourir à un conseil externe.

Seuls les membres indépendants du comité d'audit perçoivent une rémunération sous forme de jetons de présence. Il est rappelé que les membres du comité d'audit étant membres du Conseil de Surveillance ne font pas partie des effectifs du Groupe.

### 1.7. Les modalités de participations des actionnaires à l'Assemblée

La participation à l'Assemblée Générale est réservée aux actionnaires de TOUAX SCA quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

#### 1.7.1. Justification de la qualité d'actionnaire

#### Actionnaire nominatif

Les actionnaires dont les titres sont inscrits en compte nominatif n'ont aucune démarche à effectuer pour apporter la preuve qu'ils sont actionnaires.

#### Actionnaire au porteur

Les actionnaires au porteur doivent justifier de leur titre de propriété en demandant une attestation de participation auprès de

leur intermédiaire financier (banque ou société de bourse, qui assure la gestion du compte titres sur lequel sont inscrites les actions TOUAX). Cette attestation doit être transmise avec une carte d'admission au service juridique de TOUAX SCA.

L'inscription en compte ou la production de l'attestation doit être effectuée au plus tard le troisième jour ouvré précédant la date de la tenue de l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Une pièce d'identité est exigée à l'entrée de l'Assemblée.

### 1.7.2. Droit de vote

L'actionnaire a quatre possibilités pour exercer son droit de vote :

- assister personnellement à l'Assemblée Générale : une carte d'admission doit être demandée auprès du service juridique de TOUAX SCA. Si toutefois la carte d'admission n'était pas reçue à temps, l'actionnaire au porteur pourra néanmoins se présenter à l'Assemblée muni de l'attestation de participation qui aura été délivrée par l'établissement teneur de compte dans les 3 jours qui précèdent l'Assemblée Générale ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée ;
- donner pouvoir à toute personne de son choix (conjoint, partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, un autre actionnaire de TOUAX SCA ou toute personne physique et morale de son choix) ;
- voter par correspondance.

À défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration est à la disposition de tout actionnaire qui en fera la demande par lettre recommandée avec accusé de réception reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

Pour être pris en compte, ce formulaire, complété et signé, devra être parvenu au siège social trois jours au moins avant la date de l'Assemblée. Les propriétaires d'actions au porteur devront joindre au formulaire l'attestation de participation.

Si la cession de titres intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. À cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société et lui transmet les informations nécessaires. Pour toute cession d'action au-delà de cette date, l'attestation de participation demeurera valable et le vote sera comptabilisé au nom du cédant.

## 2. Le contrôle interne

Suite à la publication par l'Autorité des Marchés Financiers de son cadre de référence pour le contrôle interne, le Groupe TOUAX a mis en place des procédures afin d'intégrer ces recommandations. TOUAX s'appuie sur le cadre de référence pour les valeurs moyennes et petites préconisé par l'AMF en juillet 2010.

### 2.1. L'organisation du contrôle interne

#### 2.1.1. Définition

Le contrôle interne est un dispositif défini et mis en œuvre par la société, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- l'application des instructions et orientations fixées par la direction générale,

- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs,
- la fiabilité des informations financières,

et d'une manière générale, le contrôle interne est un dispositif qui contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

#### 2.1.2. Objectifs de la société en matière de contrôle interne

Le contrôle interne de la société a pour objectif que :

- les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements du personnel s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de la société par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à la société ;
- les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Les procédures impliquent le respect des politiques de gestion, la sauvegarde des actifs, la prévention et la détection des fraudes et erreurs, la réalité et l'exhaustivité des enregistrements comptables, l'établissement dans les délais impartis d'informations comptables et financières fiables.

Le système de contrôle interne de la société ne peut fournir une garantie absolue que les objectifs fixés seront atteints et ce en raison des limites inhérentes à toute procédure.

#### 2.1.3. Composantes du contrôle interne

Les grandes orientations en matière de contrôle interne sont déterminées en fonction des objectifs de la société.

Les objectifs du Groupe sont définis par les Gérants. Ils concernent non seulement la performance économique mais aussi les domaines dans lesquels le Groupe vise à atteindre un degré particulier d'excellence.

Ces objectifs sont déclinés au niveau de l'entité et clairement communiqués aux collaborateurs afin que ces derniers comprennent et adhèrent à la politique de l'organisation en matière de risques et de contrôle.

Les principales composantes du contrôle interne sont (i) l'organisation, (ii) le système d'information, (iii) la gestion des risques, (iv) les activités de contrôle, et (v) la surveillance permanente du dispositif.

Le dispositif de contrôle interne mis en place par la direction générale est en accord avec la stratégie et l'organisation du Groupe. Ce dispositif s'appuie sur les directions opérationnelles et fonctionnelles qui ont pour mission de le relayer au sein de l'organisation.

#### 2.1.4. Périmètre du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne mis en place par la société est adapté à sa taille.

TOUAX SCA veille à l'existence de ce dispositif au sein de ses filiales. Ce dispositif est adapté à leurs caractéristiques propres et aux relations entre la société mère et ses filiales.

#### 2.1.5. Les acteurs du contrôle interne

Le contrôle interne est l'affaire de tous, des organes de gouvernance à l'ensemble des collaborateurs de la société :



## I La Gérance

La Gérance définit, impulse et surveille le dispositif le mieux adapté à la situation et à l'activité du Groupe.

Dans ce cadre, les Gérants se tiennent régulièrement informés de ses dysfonctionnements, de ses insuffisances et de ses difficultés d'application et veillent à l'engagement des actions correctives nécessaires. La Gérance informe le Conseil de Surveillance sur les points importants.

## I Le Conseil de Surveillance

Il appartient à la Gérance de rendre compte au Conseil des caractéristiques essentielles du dispositif de contrôle interne.

Le Conseil peut faire usage de ses pouvoirs généraux pour faire procéder aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns ou prendre toute autre initiative qu'il estimerait appropriée en la matière.

Au sein du Conseil de Surveillance a été constitué un comité d'audit, lequel assure le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et veille à l'existence d'un dispositif de contrôle interne cohérent et compatible avec la stratégie du Groupe et ses risques. Le comité d'audit rend compte de ses travaux au Conseil de Surveillance.

## I L'audit interne

Les divisions opérationnelles sont pleinement responsables du déploiement du dispositif au sein de leur périmètre et de son fonctionnement correct. Le fonctionnement et l'efficacité du dispositif de contrôle interne sont évalués par les contrôleurs financiers de chaque division sur la base de demandes réalisées par la direction. Il existe par ailleurs un service d'audit interne dont la mission est la surveillance permanente du dispositif de contrôle interne.

Le service d'audit interne assiste la Gérance et le Conseil de surveillance sur le dispositif de contrôle interne du Groupe. Les missions d'audit interne font systématiquement l'objet d'un rapport de synthèse qui inclut des recommandations. Les plans d'actions d'amélioration du contrôle interne sont menés par les directions des activités à la suite de ces missions.

## I Les collaborateurs de la société

Chaque collaborateur possède à son niveau de responsabilité la connaissance et l'information nécessaires pour établir, faire fonctionner et surveiller le dispositif de contrôle interne, au regard des objectifs qui lui ont été assignés.

## 2.2. Le recensement des risques

Un risque représente la possibilité qu'un événement survienne et dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs de la société ou sa réputation.

Pour assurer la pérennité de son développement et la réalisation de ses objectifs, le Groupe veille à identifier, analyser et gérer les risques de manière globale, risques auxquels il est exposé dans ses différents domaines d'activité, processus et actifs.

Les objectifs de la gestion des risques sont de :

- créer et préserver la valeur et la réputation du Groupe,
- sécuriser la prise de décision et les processus du Groupe,
- favoriser la cohérence des actions avec les valeurs du Groupe,
- mobiliser les collaborateurs du Groupe autour d'une vision commune des principaux risques.

Ces risques sont identifiés dans le chapitre 4 « Facteurs de risque » page 21 du document de référence. Ces risques, ou l'un de ces risques ou d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par TOUAX,

pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou les résultats de TOUAX, ou le cours de ses actions.

Une cartographie interne des risques est par ailleurs élaborée et suivie avec pour objectif d'organiser la maîtrise des risques du Groupe. Cette cartographie est maintenue par la direction financière du Groupe avec l'aide des Gérants, des directeurs d'activités et de l'audit interne.

## 2.3. Activités de contrôle des risques

La gestion des risques s'attache à identifier et limiter les risques qui pèsent sur les actifs de l'entreprise, ses ressources et son personnel, sa pérennité, sa rentabilité, sa réputation et ses valeurs au sens large.

L'ensemble du personnel met en œuvre chaque jour les actions de gestion des risques dans la réalisation de ses tâches.

La direction des risques « risk management », confiée à la Direction Administrative et Financière, anime le dispositif global de gestion et contrôle des risques.

### *Risques financiers et comptables*

Les risques financiers correspondent aux risques de marché (taux et change), au risque de liquidité et/ou de contrepartie et au risque sur actions. Ils sont gérés par la Direction Administrative et Financière du Groupe.

La Direction Administrative et Financière a pour objectif la production rapide des informations comptables et financières fiables et pertinentes, la communication de ces informations, le suivi des risques notamment financiers, opérationnels et de contrepartie, la mise en place des procédures administratives, comptables et financières, le suivi juridique et fiscal du Groupe, la consolidation des comptes et le respect de l'environnement comptable, ainsi que la mise en œuvre de la politique financière du Groupe et la gestion de la trésorerie.

La gestion du risque financier fait partie intégrante de la gestion du Groupe. Pour assurer un meilleur suivi du risque et optimiser le contrôle interne, la Direction Administrative et Financière est aujourd'hui organisée autour de quatre services financiers d'activité (conteneurs maritimes, constructions modulaires, barges fluviales et wagons) et de quatre services corporate (holding, financements et trésorerie, reporting et consolidation, communication financière juridique et fiscal). Cette organisation permet d'associer une expertise métier et une expertise technique et ainsi de mieux apprécier les risques.

L'ensemble des dossiers financiers est géré de manière centralisée par le département Trésorerie et Financements rattaché à la Direction Administrative et Financière qui suit et revoit quotidiennement les informations. Ces informations sont transmises au comité de direction. Le département Trésorerie et Financements met en place les moyens nécessaires pour limiter les risques financiers.

### *Autres risques*

Le suivi des risques fait l'objet d'une délégation aux différentes directions opérationnelles et fonctionnelles qui mettent en œuvre de manière opérationnelle cette gestion des risques. Les directions opérationnelles et fonctionnelles sont redevables des risques inhérents à leurs activités et rendent compte à la direction générale de l'identification de ces risques aux plans d'action mis en place pour réduire leurs expositions. La Direction Administrative et Financière du Groupe et l'audit interne sont associés à la gestion et au contrôle de ces risques.



## 2.4. Pilotage et surveillance du dispositif du contrôle interne

### 2.4.1. Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne repose sur des procédures formalisées, les systèmes d'information, la compétence et la formation du personnel. Les cycles principaux sont les revenus et les clients, les charges et les fournisseurs, les actifs corporels, la trésorerie et les financements. Les cycles secondaires correspondent aux stocks et à la fonction paie-personnel.

### 2.4.2. Rôle des services financiers

Les services financiers opérationnels (conteneurs maritimes, constructions modulaires, wagons de fret et barges fluviales) et les services financiers corporate (holding, financement...) ont, entre autres, pour mission le suivi de la cartographie des risques, la gestion des procédures administratives et comptables et la production périodique des informations financières.

Le rôle de l'audit interne s'inscrit dans un processus d'amélioration continue du contrôle interne et consiste principalement à auditer les processus en place, contrôler la mise en œuvre des standards de contrôle interne du Groupe et à préconiser des améliorations permettant d'atténuer les risques.

L'audit interne se conforme aux normes professionnelles en vigueur (IFACI) et sa démarche s'inscrit dans le cadre d'une charte de l'audit interne.

### 2.4.3. Limites du contrôle interne et de la gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne peut fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs. Il existe en effet des limites inhérentes à tout système de contrôle interne comme par exemple les incertitudes de l'environnement extérieur et l'exercice de la faculté de jugement ou de dysfonctionnements pouvant survenir en raison de défaillances techniques ou humaines ou de simples erreurs.

En outre, lors de la mise en place des contrôles, il est nécessaire de tenir compte du rapport coût/bénéfice et de ne pas développer des systèmes de contrôle interne inutilement coûteux quitte à accepter un certain niveau de risque.

### 2.4.4. Description générale des procédures

#### ■ Les revenus et les clients

Les objectifs principaux sont de s'assurer de la réalité des revenus, de la valorisation des comptes clients, de l'exhaustivité des encaissements et de suivre le risque de contrepartie.

Pour remplir ces objectifs, la direction générale a mis en place l'organisation suivante :

- Service exploitation : Distinct des services commerciaux et marketing, il est essentiellement chargé du traitement et du suivi de l'exécution de la commande clients,
- Service crédits clients : Rattaché au département administratif et financier, il est chargé de donner son opinion avant le traitement de la commande. L'activité de contentieux lui est rattachée. Il prend en charge l'établissement des factures à partir d'informations saisies dans le système d'information par le service Exploitation. L'enregistrement en comptabilité des factures est automatisé et intégré.

Les principes fondamentaux du cycle revenus-clients sont :

- l'existence systématique de contrats de location saisis dans

le système d'information,

- l'intégration du système de gestion et de facturation avec le système comptable,
- la séparation des tâches entre le service crédit, les services d'exploitation et la trésorerie,
- la supervision régulière du montant des crédits clients (DSO – Days Sales Outstanding) par la direction générale.

#### ■ Les charges et les fournisseurs

Les objectifs principaux sont de s'assurer de l'exhaustivité des commandes et leurs correspondances avec les livraisons, l'exhaustivité des charges, la valorisation des comptes fournisseurs et la réalité des paiements.

L'organisation mise en place est la suivante :

- Service exploitation : initiateur de la commande, il émet des "demandes d'achat" dans des limites strictement définies par la direction. Il réceptionne la commande une fois approuvée et s'assure de la conformité de la livraison.
- Direction d'exploitation : Elle valide les demandes qui sont alors transformées en bons de commande. Elle négocie les prix, choisit les fournisseurs et surveille les conditions de vente.
- Direction opérationnelle de l'activité : Elle a la responsabilité du contrôle et de l'approbation systématique des factures.
- Service Comptable : Il enregistre les factures sur la base des bons de commande et prépare les paiements qui sont approuvés par la direction générale.

Les principes fondamentaux du cycle charges-fournisseurs reposent sur :

- l'approbation de la commande,
- le rapprochement entre le bon de commande avec les bons de livraison, les procès-verbaux de réception de travaux, les lettres de transport et les factures,
- le contrôle systématique des factures par la direction opérationnelle de l'activité,
- la centralisation des paiements par la direction générale.

#### ■ Les actifs corporels

L'objectif majeur est la protection du patrimoine.

La société réalise périodiquement des inventaires en relation avec les services opérationnels et les services administratifs et financiers. Les écarts sont analysés, justifiés et présentés à la direction générale.

#### ■ La trésorerie

Les objectifs sont transverses avec les autres cycles. Ils sont principalement assurés par une stricte séparation des tâches et l'implication de la direction générale.

Le caractère prédominant du contrôle interne du cycle trésorerie-financement est :

- la gestion centralisée des flux de trésorerie grâce au suivi mensuel des flux,
- le suivi des autorisations et des délégations des signatures et des autres engagements bancaires,
- la mesure et la prévision régulière des besoins de trésorerie.

### 2.4.5. Description générale des procédures relative à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable

Les procédures administratives et comptables sont mises en place afin que les opérations traduites dans les comptes

annuels répondent aux objectifs de régularité et de sincérité. Ces procédures sont intégrées dans le contrôle interne décrit précédemment.

Ces procédures de contrôle reposent sur :

- un système de gestion et un système comptable intégré (utilisation d'un package de reporting aux méthodes comptables uniformes arrêtées par le département consolidation),
- une séparation des tâches dans la limite de la taille des services,
- une supervision et un contrôle des directions opérationnelles, fonctionnelles et de la direction générale.

L'ensemble des informations financières et comptables est rapporté mensuellement au service de consolidation qui effectue un contrôle de cohérence des flux et des méthodes appliquées. Le contrôle de gestion vérifie la cohérence des données et assure le suivi. Une consolidation économique des résultats est effectuée mensuellement, une consolidation complète est réalisée trimestriellement. Les procédures mises en place de reporting, de consolidation et de suivi budgétaire visent à garantir tant le respect des principes comptables appliqués par le Groupe que la consolidation des informations accessoires nécessaires à l'établissement du document de référence.

Le suivi mensuel des résultats et des engagements des filiales et du Groupe permet à la direction générale de vérifier la traduction financière de la stratégie donnée aux activités, de contrôler les résultats avec les engagements budgétaires et le business plan du Groupe.

Il est à noter que les filiales font l'objet de visites régulières des directions (générale, financière, opérationnelle) permettant de s'assurer du correct suivi des procédures du Groupe.

L'ensemble du processus de communication financière est placé sous la responsabilité de la Direction Administrative et Financière et de la direction générale. Les services de consolidation et de communication financière produisent l'information nécessaire à la communication financière.

#### 2.4.6. Appréciation du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne et celle relative à l'élaboration de l'information comptable et financière font l'objet d'une démarche continue d'identification, d'évaluation et de gestion et n'ont pas connu de changement significatif en 2012.

L'appréciation du contrôle interne est réalisée aujourd'hui au travers des différentes revues des comptes des filiales et du Groupe lors des Conseils d'administration des sociétés, au travers des Conseils de Surveillance des activités et du comité d'audit ainsi que de missions ponctuelles d'audits internes. Les risques qui ont été révélés au cours de ces appréciations font l'objet de plans d'actions d'amélioration et seront à nouveau audités en 2013.

La Défense, le 27 mars 2013

Alexandre WALEWSKI

Président du Conseil de Surveillance

### 27.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE POUR CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société TOUAX et en application des dispositions de l'article L. 226-10-1 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de cet article au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 226-10-1 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 226-10-1 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

#### Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 226-10-1 du Code de commerce.

#### Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil de Surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 226-10-1 du Code de commerce.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES

Charles LEGUIDE

DELOITTE & ASSOCIES

Alain PENANGUER

# 28. INFORMATIONS COMMUNIQUÉES RÉCEMMENT

## 28.1. COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 26 FÉVRIER 2013

**Chiffre d'affaires 2012 : 358 millions d'euros, en hausse de 7 %**

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2012 s'élève à 358 millions d'euros contre 336 millions d'euros pour l'année 2011, soit une hausse de 7 % (+1 % à devises et périmètre constants).

Données consolidées non auditées (en milliers d'euros)	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	TOTAL	T1 2011	T2 2011	T3 2011	T4 2011	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif (1)	51 349	55 973	57 682	54 030	<b>219 034</b>	51 621	54 364	55 613	59 821	221 419
Ventes de matériels	31 783	48 130	15 474	43 565	<b>138 952</b>	13 708	30 406	13 565	56 716	114 395
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>83 132</b>	<b>104 103</b>	<b>73 157</b>	<b>97 594</b>	<b>357 986</b>	<b>65 329</b>	<b>84 770</b>	<b>69 178</b>	<b>116 537</b>	<b>335 814</b>

(1) Le chiffre d'affaires locatif inclut les prestations de services annexes.

Le chiffre d'affaires locatif diminue de 1 % à 219 millions d'euros comparé à 221 millions d'euros en 2011, mais le chiffre d'affaires ventes augmente de 21 % à 139 millions d'euros en 2012 comparé à 114 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires locatif baisse compte tenu de l'arrêt des activités de transport fluvial, de la baisse temporaire des taux d'utilisation des activités constructions modulaires et wagons de fret, conséquence de la faiblesse de l'économie européenne particulièrement marquée au 2nd semestre 2012. Cependant cette baisse est limitée à 1 % compte tenu de la hausse des

activités de location internationale de conteneurs maritimes.

L'augmentation du chiffre d'affaires ventes de 21 % correspond à la progression des syndications de conteneurs maritimes à des investisseurs et des ventes de constructions modulaires et de barges fluviales. Les ventes de conteneurs maritimes augmentent grâce au dynamisme de leur marché dans un contexte de croissance des flux mondiaux. Les ventes de constructions modulaires et de barges fluviales correspondent à des prises de part de marché en Europe et à la nouvelle implantation du Groupe en Afrique.

### Analyse de la contribution des quatre divisions du Groupe

Données consolidées non auditées (en milliers d'euros)	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	TOTAL	T1 2011	T2 2011	T3 2011	T4 2011	TOTAL
Chiffre d'affaires locatif (1)	20 222	21 518	23 323	22 281	<b>87 344</b>	19 037	18 873	19 335	19 692	<b>76 937</b>
Ventes de matériels	22 466	27 749	3 990	32 153	<b>86 358</b>	7 523	22 482	844	18 613	<b>49 462</b>
<b>Conteneurs maritimes</b>	<b>42 688</b>	<b>49 268</b>	<b>27 312</b>	<b>54 434</b>	<b>173 702</b>	<b>26 560</b>	<b>41 355</b>	<b>20 179</b>	<b>38 305</b>	<b>126 399</b>
Chiffre d'affaires locatif (1)	17 844	21 015	21 203	18 823	<b>78 885</b>	18 301	20 754	22 701	20 334	<b>82 090</b>
Ventes de matériels	9 125	9 810	9 463	9 329	<b>37 727</b>	4 682	4 526	6 895	13 644	<b>29 746</b>
<b>Constructions modulaires</b>	<b>26 969</b>	<b>30 825</b>	<b>30 666</b>	<b>28 152</b>	<b>116 611</b>	<b>22 983</b>	<b>25 282</b>	<b>29 595</b>	<b>33 976</b>	<b>111 836</b>
Chiffre d'affaires locatif (1)	4 104	3 585	3 517	3 509	<b>14 715</b>	5 597	5 669	4 555	4 549	<b>20 370</b>
Ventes de matériels	2	8 151	1 718	1 248	<b>11 119</b>	2	3 166		2	<b>3 170</b>
<b>Barges fluviales</b>	<b>4 106</b>	<b>11 736</b>	<b>5 235</b>	<b>4 757</b>	<b>25 834</b>	<b>5 599</b>	<b>8 835</b>	<b>4 555</b>	<b>4 551</b>	<b>23 540</b>
Chiffre d'affaires locatif (1)	9 158	9 826	9 614	9 279	<b>37 877</b>	8 686	9 067	9 022	15 163	<b>41 938</b>
Ventes de matériels et divers	210	2 450	330	971	<b>3 962</b>	1 501	230	5 827	24 543	<b>32 101</b>
<b>Wagons de fret</b>	<b>9 368</b>	<b>12 275</b>	<b>9 944</b>	<b>10 251</b>	<b>41 839</b>	<b>10 187</b>	<b>9 297</b>	<b>14 849</b>	<b>39 706</b>	<b>74 039</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ</b>	<b>83 132</b>	<b>104 103</b>	<b>73 157</b>	<b>97 594</b>	<b>357 986</b>	<b>65 329</b>	<b>84 770</b>	<b>69 178</b>	<b>116 537</b>	<b>335 814</b>

(1) Le chiffre d'affaires locatif inclut les prestations de services annexes.

La croissance constante des marchés émergents a continué de dynamiser le marché des Conteneurs Maritimes en 2012. Ce dynamisme a soutenu de nouveaux investissements. Le chiffre d'affaires de la division augmente de 37 % (27 % à dollar constant). La flotte de conteneurs a progressé de 14 % par rapport à fin décembre 2011 et le chiffre d'affaires locatif a augmenté de 10,4 millions d'euros en 2012. Les tarifs locatifs ont légèrement diminué mais les taux d'utilisation sont restés élevés à 95 %. Les ventes s'élèvent à 86 millions d'euros comparé à 49 millions d'euros en 2011.

La situation économique de l'Europe en 2012 a pesé sur le marché des Constructions Modulaires et la rentabilité de la division. Le chiffre d'affaires locatif recule de 4 % (en baisse de 3,2 millions d'euros) tandis que les ventes progressent de 27 % pour atteindre 38 millions d'euros en 2012. L'implantation de la division en Afrique avec l'acquisition en juillet 2012 du leader marocain de la construction modulaire produira ses premiers effets en 2013.

Le transport ferroviaire européen de marchandises a diminué en 2012 pesant sur l'activité de location de Wagons de Fret et sur la rentabilité de la division. Des investissements sélectifs

ont été effectués mais, compte tenu des volumes plus modestes, aucune cession n'a été réalisée à des investisseurs entraînant une baisse des ventes de 23,6 millions d'euros sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012. Aux États-Unis, l'activité reste bonne avec des taux d'utilisation toujours élevés.

L'activité Barges Fluviales poursuit la mise en œuvre de son nouveau positionnement. L'arrêt de l'activité transport libère des actifs qui sont mis en location ou en vente. En conséquence, le chiffre d'affaires locatif qui inclut le chiffre d'affaires de transport diminue de 6 millions d'euros mais les ventes progressent de 8 millions d'euros. Le chiffre d'affaires de la division augmente ainsi de 10 %. En fin d'année, les taux d'utilisation étaient proches de 90 %. L'année 2012 correspond à un nouvel élan dans l'activité Barges Fluviales avec des nouveaux investissements en Amérique du Sud et le développement du négoce d'actifs fluviaux.

## • Perspectives

**Conteneurs maritimes :** Les dernières études Clarkson Research de janvier 2013 prévoient une croissance des trafics conteneurisés de 6,1 % en 2013 et de 6,8 % en 2014, après une hausse de 3,7 % en 2012. Le dynamisme de l'activité de location et vente de conteneurs maritimes devrait continuer, notamment grâce à son positionnement géographique (plus de 50 % de son chiffre d'affaires locatif est réalisé auprès de clients asiatiques).

**Constructions modulaires :** L'ancrage actuel de la division qui réalise près de 95 % de son activité en Europe ne permet pas d'éviter la crise économique européenne et la rentabilité de l'activité continuera d'être temporairement impactée.

Pour faire face à cette situation, le Groupe a lancé en 2013 un plan d'actions visant à renforcer son développement tout en diminuant ses coûts avec notamment :

- l'optimisation des usines pour accroître la productivité et baisser les points morts pour gagner en flexibilité,
- la rationalisation du réseau d'agences pour mutualiser les ressources et optimiser les coûts opérationnels,
- la cession des matériels d'occasion pour améliorer les taux d'utilisation,
- le lancement de nouveaux produits « low cost » et le développement sur de nouveaux segments de marchés pour augmenter les marges de vente,
- la création d'un cluster « Europe de l'Est » permettant d'accroître les synergies et de renforcer notre développement sur cette zone pour augmenter les volumes de ventes.

TOUAX poursuit d'autre part son développement international et la récente acquisition du leader marocain de la construction modulaire ouvre la voie à un fort potentiel de croissance en Afrique qui contribuera à hauteur de plus de 10 % du chiffre d'affaires de la division en 2013. La division va poursuivre en 2013 sa croissance sur d'autres pays émergents.

**Wagons de fret :** Le transport ferroviaire de marchandises ne présente pas d'amélioration à court terme en Europe et le Groupe n'anticipe en conséquence pas d'amélioration de la rentabilité en 2013. Pour faire face à cette situation, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- ralentissement des investissements en Europe avec une forte sélectivité des nouveaux investissements,

- optimisation des coûts de gestion et de maintenance en partenariat avec les ateliers ferroviaires,
- démarche commerciale personnalisée privilégiant la relocation de matériels existants,
- développement de nouvelles offres de services autour de la location (sale & lease back, gestion technique de flottes appartenant à des clients utilisateurs, négoce de wagons neufs et d'occasion).

La fabrication de wagons neufs sera pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive largement en dessous du seuil structurel de remplacement en Europe. Nous prévoyons ainsi un rebond du marché et de la demande de matériels ferroviaires en Europe dès 2014. La division poursuit par ailleurs sa diversification géographique en s'implantant sur le continent asiatique dont les perspectives restent très prometteuses. L'année 2013 devrait être marquée par les premiers investissements sur cette zone qui feront l'objet d'annonces spécifiques. Le Groupe entend aussi profiter du redémarrage de l'économie américaine en y lançant de nouvelles productions de wagons au travers de sa joint-venture Cfcl-TOUAX.

**Barges fluviales :** Le nouveau positionnement de l'activité va s'affirmer avec le développement de l'activité locative en Europe et en Amérique du Sud et le développement des nouveaux services, dont le négoce d'actifs fluviaux en Europe, Amérique du Sud et Afrique.

L'EBITDA après distribution aux investisseurs du Groupe (tel que défini dans le document de référence) est prévu (avant audit) en hausse de 7 % proche de 62 millions d'euros en 2012, et le résultat net part du Groupe autour de 9 millions d'euros en baisse par rapport à 2011 (13 millions d'euros). Le Groupe prévoit une activité européenne toujours faible en 2013 et une amélioration à partir de 2014.

Fabrice et Raphaël WALEWSKI, les gérants de TOUAX, précisent : « Malgré la faiblesse de l'économie européenne, le Groupe reste profitable. Nous travaillons activement au redressement de cette zone car les perspectives s'améliorent à horizon 2014, et nous poursuivons notre stratégie de croissance à l'international au travers de nouvelles diversifications dans les économies émergentes d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique ».

TOUAX a distribué un acompte sur dividende identique à l'année dernière de 0,50 euro par action le 11 janvier 2013.

## 28.2. COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 27 MARS 2013

### Résultat net part du Groupe 2012 : 9,1 M€

Eléments significatifs des comptes consolidés <i>[en millions d'euros - normes IFRS]</i>	2012	2011	variation 2012-2011
Chiffre d'affaires	358,0	335,8	6,6 %
dont Conteneurs maritimes	173,7	126,4	37,4 %
Constructions modulaires	116,6	111,8	4,3 %
Barges fluviales	25,8	23,5	9,7 %
Wagons de fret	41,8	74,0	-43,5 %
<b>Marge Brute d'Exploitation - EBITDA<sup>(1)</sup></b>	<b>118,3</b>	<b>118,9</b>	<b>-0,5 %</b>
EBITDA après distribution aux investisseurs	61,8	57,7	7,0 %
Résultat opérationnel	29,0	31,5	-7,7 %
Résultat net part du Groupe	9,1	13,4	-31,9 %
Bénéfice net par action (€)	1,60	2,35	-31,9 %
<b>Total actif non courant</b>	<b>563,8</b>	<b>410,6</b>	<b>37,3 %</b>
<b>TOTAL BILAN</b>	<b>776,1</b>	<b>606,6</b>	<b>27,9 %</b>
Capitaux propres de l'ensemble	173,0	146,3	18,2 %
Endettement net bancaire <sup>(2)</sup>	432,6	318,8	35,7 %

(1) L'EBITDA [earnings before interest taxes depreciation and amortization] calculé par le Groupe correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations

(2) Incluant 178,9 millions d'euros de dettes sans recours en 2012

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le Conseil de gérance le 27 mars 2013 et ont été audités par les Commissaires aux Comptes. Les rapports d'audit sont en cours d'émission.

#### • Année 2012

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2012 s'élève à 358 millions d'euros contre 336 millions d'euros pour l'année 2011, soit une hausse de 7 % (+1 % à devises et périmètre constants).

Le Groupe affiche une hausse des activités de location internationale de conteneurs maritimes qui augmentent grâce au dynamisme de leur marché dans un contexte de croissance des flux mondiaux.

La hausse des ventes de constructions modulaires et de barges fluviales correspond à des prises de part de marché en Europe et pour l'activité constructions modulaires, à la nouvelle implantation du Groupe en Afrique.

À parité constante, les actifs gérés augmentent de 9 %. Au global, le Groupe gère à fin 2012, 1,6 milliard d'euros d'actifs (conteneurs maritimes, constructions modulaires, wagons de fret et barges fluviales) qu'il loue à plus de 5 000 clients. La part des actifs en propriété a progressé et représente désormais 45 % du total des actifs gérés.

L'EBITDA avant distribution aux investisseurs est stable et l'EBITDA après distribution aux investisseurs augmente de 7 % à 61,8 millions d'euros.

Le résultat opérationnel s'établit à 29 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 31,5 millions d'euros à fin 2011.

Le résultat net du Groupe s'élève à 9,1 millions d'euros pour l'année 2012 en baisse comparé à 13,4 millions d'euros en 2011. Cette baisse résulte de la dégradation économique européenne non encore compensée par les activités internationales du Groupe.

#### • Analyse de la contribution des quatre divisions du Groupe

**Conteneurs Maritimes :** La division a bénéficié d'un bon niveau d'activité du commerce mondial en 2012. La demande en conteneurs des compagnies maritimes est restée forte et les taux d'utilisation se sont maintenus à un niveau élevé. Le Groupe a augmenté sa flotte sous gestion de 14 % par rapport à fin 2011 et fait progresser son chiffre d'affaires de 37 %. 50 % du chiffre d'affaires est réalisé avec des clients asiatiques.

**Constructions Modulaires :** Le ralentissement de l'activité économique européenne a pesé sur la rentabilité et les résultats de la division. Pour remédier à cette situation, le Groupe a pris des mesures visant à diminuer ses coûts et optimiser son organisation. TOUAX s'est aussi positionnée sur le marché africain grâce à l'acquisition du leader marocain de la construction modulaire pour accentuer sa diversification sur les pays émergents.

**Barges Fluviales :** Le Groupe a accéléré son implantation en Amérique du Sud et continué de développer de nouveaux services sur la plupart des bassins où il est présent, entraînant une hausse de son chiffre d'affaires de 10 %.

**Wagons de Fret :** Le ralentissement économique de l'activité européenne a entraîné une baisse des investissements et donc de ventes de wagons en 2012 expliquant la baisse du chiffre d'affaires à 41,8 millions d'euros.

#### • Une situation financière maîtrisée

L'endettement net bancaire du Groupe s'élève à 432,6 millions d'euros comparé à 318,8 millions d'euros en 2011. Cette augmentation s'explique pour moitié par l'intégration de la société SRF Railcar Leasing Ltd dans la consolidation du Groupe et pour le solde, principalement par le financement de l'acquisition de nouveaux matériels et son développement en Afrique.



TOUAX a réalisé des investissements nets en propre à hauteur de 103,9 millions d'euros en 2012 et enregistré près de 80 millions d'euros d'actifs supplémentaires avec l'intégration dans son périmètre de consolidation de SRF Railcar Leasing Ltd. Le taux moyen de la dette financière brute au 31 décembre 2012 est en baisse par rapport à 2011 et ressort à 3,66 % (3,73 % au 31 décembre 2011). TOUAX dispose de 59 millions d'euros de lignes disponibles au 31 décembre 2012.

Les fonds propres consolidés du Groupe passent de 146,3 millions d'euros à 173 millions d'euros.

En 2012, le Groupe a diversifié ses sources de financement avec l'émission d'obligations pour 22 millions d'euros, des financements désintermédiés d'actifs pour 11 millions de dollars et des financements de projet de développement avec des partenaires minoritaires pour 10 millions d'euros.

Le Gearing avec recours (ratio d'endettement excluant la dette sans recours sur fonds propres consolidés) s'élève à 1,47. Le leverage avec recours (dettes financières avec recours sur EBITDA annuel) s'élève à 4,01.

• *Dividende proposé : 0,50 € par action et distribution d'actions gratuites*

Le Conseil de gérance proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires devant se réunir le 11 juin prochain, de fixer le montant du dividende au titre de 2012 à 0,50 euro par action. Sachant qu'un acompte du même montant a été versé en janvier 2013, aucun solde ne serait versé.

Afin de récompenser ses actionnaires, le Conseil de gérance proposera à l'Assemblée Générale une distribution gratuite d'actions pour un montant équivalent à 0,50 euro par action sous la forme d'une augmentation de capital par incorporation de réserves.

• *Perspectives*

**Conteneurs maritimes :** Avec une activité entièrement tournée vers l'international, le Groupe devrait bénéficier d'un environnement de croissance favorable. Après une hausse de 3,7 % en 2012, les dernières prévisions de croissance des trafics conteneurisés de Clarkson Research Services Ltd s'élèvent à 6,1 % pour 2013 et de 6,8 % en 2014.

**Constructions modulaires :** Avec son ancrage principalement européen, la division ne profitera pas d'un environnement économique favorable en 2013. Pour faire face à cette situation, le Groupe compte développer son implantation en Afrique et renforcer sa compétitivité en Europe.

**Wagons de fret :** Le transport ferroviaire de marchandises en Europe ne présente pas d'amélioration en 2013 mais la demande en wagons de fret pourrait progresser significativement en 2014 compte tenu des faibles investissements effectués par le secteur depuis 2009.

**Barges fluviales :** La reprise structurelle du transport fluvial en Europe et aux États-Unis ainsi que les besoins élevés de transports de matières premières en Amérique du Sud devraient être favorables à la croissance des activités de location et de vente de barges fluviales.

Les gérants, Fabrice et Raphaël WALEWSKI s'attendent à « une stagnation des activités européennes entraînant un faible 1er semestre 2013 dans la continuité du 2<sup>ème</sup> semestre 2012. Il est en revanche prévu une hausse du chiffre d'affaires en 2013 et

2014 compte tenu de la croissance et des investissements dans les pays émergents ».

• *Les atouts de TOUAX*

La stratégie de création de valeur du Groupe TOUAX repose principalement sur la récurrence de ses revenus (70 % du chiffre d'affaires locatif - hors prestations de services - en contrats pluriannuels), la diversification de ses activités et une stratégie de développement à l'international :

- Une diversification à travers ses métiers de location et de vente déclinés sur 4 types d'actifs (Conteneurs Maritimes, Constructions Modulaires, Barges Fluviales et Wagons de Fret) et deux modes de gestion (la gestion pour compte propre et la gestion pour compte de tiers),
- Une demande structurellement porteuse pour ses actifs : les prévisions de croissance du commerce mondial (+3,5 %, FMI, janvier 2013) et du transport sont positives, ce qui est favorable à la location de conteneurs maritimes ; le besoin de flexibilité, de rapidité, et de coûts attractifs favorise les constructions modulaires par rapport à la construction traditionnelle ; la prise de conscience environnementale, la hausse des trafics de matières premières et agricoles, et la libéralisation du fret ferroviaire dans de nombreux pays sont favorables à la location de barges fluviales et de wagons au niveau international,
- Un parc en propriété (710 millions d'euros en propriété) de matériels standardisés et mobiles, qui bénéficient d'une longue durée de vie entre 15 ans et 50 ans permettant de générer une rentabilité locative récurrente grâce à des contrats long terme et d'une faible obsolescence représentant un potentiel de valorisation du Groupe en créant à terme des opportunités de plus-values sur cession,
- Une activité transverse de gestion pour compte de tiers (871 millions d'euros d'actifs gérés pour compte de tiers sur des contrats de gestion de longue durée) permettant d'améliorer la rentabilité des fonds propres du Groupe sans immobiliser de capitaux, d'accompagner la croissance du Groupe et la demande de ses clients,
- Une politique de développement résolument tournée vers l'international pour profiter des échanges mondiaux et des nouvelles zones de croissance (plus de 50 % du chiffre d'affaires est réalisé en dehors de l'Europe au 31 décembre 2012). TOUAX est présent sur les 5 continents.

## 28.3. PRÉSENTATION DES PERSPECTIVES EXPOSÉES LORS DE LA RÉUNION SFAF DU 2 AVRIL 2013

Le chapitre 6 « Aperçu des activités », le chapitre 12 « tendance connue » dans son paragraphe 12.2 et l'évolution prévisible décrite dans le rapport de gestion page 118 sont complétés par les informations suivantes, présentées à l'occasion de l'annonce des résultats annuels du Groupe.

À court terme, la stratégie du Groupe est de consolider ses acquis et de continuer sa croissance :

- en augmentant son parc de conteneurs maritimes. En 2012, le Groupe a augmenté de 14 % sa flotte sous gestion par rapport à fin décembre 2011 et va continuer à réaliser des opérations de location-vente et de trading et investir en 2013 pour son propre compte et pour le compte d'investisseurs ;



- en développant de nouveaux produits permettant de répondre au potentiel de croissance de certains marchés et en profitant des opportunités dans les pays émergents, notamment en Afrique, grâce à l'acquisition de SACMI. En Europe, le Groupe a pris des mesures afin de s'adapter au contexte économique et a notamment pour objectif de baisser le point mort des 2 centres d'assemblages, réorganiser le réseau d'agences, lancer de nouvelles gammes de produits sur certains pays et développer des offres concernant les matériels d'occasion ;
- en se développant en Amérique du Sud et en Afrique. Le Groupe se positionne sur des contrats de location de longue durée auprès des principaux industriels mondiaux et va continuer à développer les ventes et le trading d'actifs fluviaux ;
- en réalisant pour les Wagons de Fret, des investissements sélectifs en Europe afin de prévoir le rebond attendu en 2014, et aux États-Unis du fait du redémarrage du marché lié au secteur de l'énergie et des produits agricoles. Le Groupe attend les premiers investissements en Asie au second semestre 2013. En Europe, le Groupe a pris des mesures afin de tenir compte du contexte économique.

À moyen terme, le Groupe prévoit également d'obtenir une position mondiale significative dans chaque division en renforçant ses économies d'échelle :

- L'objectif de la division Conteneurs Maritimes est de croître afin d'atteindre une part de 7 % du marché mondial contre 3,6 % avec un parc en gestion de 800 000 conteneurs contre 565 000 environ à fin 2012. Dans un contexte de croissance mondiale estimée par le Fonds Monétaire International à 3,5 % dont 5,5 % par les pays émergents et en développement,

le Groupe anticipe le maintien à un niveau élevé des taux d'utilisation ;

- L'objectif de la division Constructions Modulaires est de croître afin d'atteindre une part de marché sur la location de 15 % en Europe avec un renforcement en Europe de l'Est. Le Groupe envisage d'augmenter son chiffre d'affaires vente à 150 millions d'euros dans 5 ans contre 37,7 millions d'euros en 2012. Le développement du Groupe en Afrique ainsi qu'en Amérique du Sud contribuera à cet objectif. Le Groupe n'anticipe pas de reprise en Europe alors que la demande en Afrique est forte pour des bases vie, des logements à bas coûts ou des bâtiments modulaires pour les entreprises et les collectivités locales ;
- L'objectif de la division Barges Fluviales est de développer de nouveaux marchés, notamment en Amérique du Sud et en Afrique. Les besoins élevés des pays émergents en matières premières et agricoles ainsi que les besoins de renouvellement de la flotte en Europe ou d'équipement en actifs fluviaux en Afrique confortent le Groupe dans ses objectifs de doubler sa flotte notamment en Amérique du Sud et de tripler le chiffre d'affaires des prestations annexes ;
- L'objectif de la division Wagons de Fret est de croître afin de dépasser les 15 000 wagons en gestion, dont 10 000 en Europe et 5 000 aux États-Unis et en Asie. L'âge moyen des wagons européens étant élevé, il existe aussi un marché important sur le remplacement du parc existant. Les trains en circulation sont aussi progressivement exploités sur de plus longues distances rendant le transport ferroviaire plus efficace et compétitif par rapport au transport routier.

## 29. PROJET DES RESOLUTIONS

### ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 11 JUIN 2013

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. Elle statue à la majorité des voix.

#### PREMIERE RESOLUTION

(approbation des comptes sociaux de l'exercice 2012)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance, des rapports du Conseil de Surveillance et du président du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012, tels qu'ils lui ont été présentés, faisant apparaître un bénéfice net comptable de 5 000 534,09 euros. L'Assemblée Générale approuve les dépenses et les charges non déductibles des bénéfices telles que visées à l'article 39-4 du Code général des impôts dont le montant s'élève à 19 536 euros ainsi qu'une économie d'impôt de 216 433 euros liée à l'intégration fiscale.

#### DEUXIEME RESOLUTION

(approbation des comptes consolidés de l'exercice 2012)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance, des rapports du Conseil de Surveillance et du président du Conseil de Surveillance et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes, faisant ressortir un bénéfice part du Groupe de 9 145 954 euros.

#### TROISIEME RESOLUTION

(quitus des mandats)

L'Assemblée Générale ordinaire donne au Conseil de gérance, au Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux Comptes quitus de l'exécution de leurs mandats respectifs pour l'exercice 2012.

#### QUATRIEME RESOLUTION

(affectation du bénéfice et fixation du dividende)

L'Assemblée Générale, approuvant les propositions du Conseil de gérance, décide d'affecter le résultat comme suit :

Résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2012	5 000 534,09 €
Diminué de la rémunération statutaire des commandités	-892 150,59 €
Diminué de la dotation à la réserve légale	-250 026,70 €
Augmenté du report à nouveau bénéficiaire	215 067,00 €
<b>Soit un bénéfice distribuable de</b>	<b>4 073 423,80 €</b>
Distribution d'un montant global de 0,5 € par action, soit la somme de déjà versée en janvier 2013 au titre de l'acompte sur dividende	2 867 516,50 €
Affectation du solde au report à nouveau	1 205 907,30 €

L'Assemblée Générale fixe le dividende net pour l'exercice 2012 à 0,50 euro par action. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,50 euro net par action versé le 11 janvier 2013, à valoir sur le dividende de l'exercice 2012, il ne sera pas versé d'autres dividendes.

Conformément à l'article 158-3 du Code Général des impôts, ce dividende ouvre droit, pour les résidents fiscaux français per-

sonnes physiques, à un abattement de 40 %.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les montants des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Rémunération statutaire des commandités	Nature*	Dividende par action	Nombre d'actions ayant perçu la distribution	Total de la distribution
2010		acompte	0,50	5 691 522	2 845 761
	935 798	solde	0,50	5 697 901	3 784 749
<b>TOTAL</b>			<b>1,00</b>		<b>6 630 510</b>
2011		acompte	0,50	5 735 033	2 867 517
	935 798	solde	0,50	5 712 507	3 792 052
<b>TOTAL</b>			<b>1,00</b>		<b>6 659 568</b>
2012		acompte	0,50	5 735 033	2 867 517
	892 151				892 151
<b>TOTAL</b>			<b>0,50</b>		<b>3 759 667</b>

\* Montant éligibles à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques, fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158 du Code général des impôts

## CINQUIEME RESOLUTION

### (option pour le paiement d'acomptes sur dividende en numéraire ou en actions)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance et conformément à l'article 20.1 des statuts, constatant que le capital est entièrement libéré, décide d'accorder à chaque actionnaire pour chaque acompte sur dividende qui pourrait être décidé par le Conseil de gérance, conformément à l'article L.232-12 du Code de commerce, la possibilité d'opter pour le paiement en actions de tout ou partie du montant de l'acompte sur dividende net de tout prélèvement obligatoire lui revenant au titre des actions dont il est propriétaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.232-19 du Code de commerce, les actions nouvelles, en cas d'exercice de la présente option, seront émises à un prix égal à 100 % de la moyenne des cours d'ouverture de l'action de la Société sur le marché NYSE Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision de mise en distribution de l'acompte sur dividende diminuée du montant net de l'acompte sur dividende.

Chaque actionnaire pourra opter pour l'un ou l'autre des modes de paiement pour chaque acompte sur dividende.

Si le montant de l'acompte sur dividende net pour lequel l'actionnaire a exercé l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourra :

- soit obtenir le nombre entier d'actions immédiatement inférieur complété d'une soultte en espèces à la date d'exercice de l'option,

- soit obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant la différence en numéraire.

Les actionnaires qui souhaiteraient opter pour le paiement de l'acompte sur dividende en actions disposeront d'un délai maximum de 2 mois après la décision de distribution de chaque acompte sur dividende pour en faire la demande auprès des intermédiaires financiers habilités à payer le dividende. En conséquence, tout actionnaire qui n'aurait pas opté en faveur du paiement en actions au terme de ce délai percevra le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire.

Pour les actionnaires qui opteront pour un versement en numéraire, les sommes leur revenant seront mises en paiement à l'issue du délai visé ci-avant et fixé par le Conseil de gérance. La livraison des actions nouvelles pour les actionnaires qui auront opté pour le paiement de l'acompte sur dividende en actions interviendra à l'issue du délai visé ci-avant et à la date fixée par le Conseil de gérance.

L'Assemblée Générale donne au Conseil de gérance tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à l'effet notamment de fixer le délai d'option des actionnaires, prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations liées ou consécutives à l'exercice de l'option, effectuer toute formalités utiles à l'émission, à la cotation des actions émises, à la bonne fin et au service financier des actions, constater le nombre d'actions émises, la réalisation de l'augmentation de capital, modifier les statuts en conséquence et de procéder aux formalités de publicité.

## SIXIEME RESOLUTION

### (conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 226-10 du Code de commerce, prend acte dudit rapport et approuve les conventions décrites dans celui-ci.

## SEPTIEME RESOLUTION

### (fixation des jetons de présence)

L'Assemblée Générale fixe à 63 000 euros le montant global des jetons de présence annuels à allouer au Conseil de Surveillance.

Cette décision, applicable à l'exercice en cours, sera maintenue jusqu'à décision contraire.

## HUITIEME RESOLUTION

### (renouvellement d'un membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Alexandre WALEWSKI vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## NEUVIEME RESOLUTION

### (renouvellement d'un membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-Jacques OGIER vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## DIXIEME RESOLUTION

### (renouvellement d'un membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jérôme BETHBEZE vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## ONZIEME RESOLUTION

### (renouvellement d'un membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur François SOULET de BRUGIERE vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## DOUZIEME RESOLUTION

### (renouvellement d'un membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société AQUASOURCA représentée par Madame Sophie DEFFOREY-CREPET vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## TREIZIEME RESOLUTION

### (renouvellement d'un membre du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance Madame Sophie SERVATY vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## QUATORZIEME RESOLUTION

### (Autorisation d'un programme de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance, autorise le Conseil de gérance, conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce, à acquérir, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital social dans les conditions suivantes :

Prix maximal d'achat par action : .....40 €  
Montant maximal : .....22 961 068 €

Ce montant maximal pourra être, le cas échéant, ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Conformément à l'article L. 225-210 du Code de commerce, l'acquisition d'actions de la société ne peut avoir pour effet d'abaisser les capitaux propres à un montant inférieur à celui du capital augmenté des réserves non distribuables.

Ces actions pourront être acquises, cédées, transférées, échangées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, y compris le cas échéant de gré à gré, par cession de blocs ou par utilisation de produits dérivés, en vue de la réalisation d'une ou plusieurs finalités prévues par la loi, notamment :

- d'assurer l'animation du marché secondaire et la liquidité de l'action TOUTAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers conclu avec un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante ;
- de consentir des options d'achat d'actions et/ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés et dirigeants de la société et/ou des sociétés qui lui sont liées ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe, au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ;

- de consentir la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre réglementaire en vigueur ;
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société ; et/ou
- de procéder à leur annulation, sous réserve, dans ce dernier cas, de l'adoption par la présente Assemblée Générale Extraordinaire de la 20<sup>ème</sup> résolution.

Dans le cadre du premier objectif, les actions de la société seront achetées pour le compte de la société par un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

La présente autorisation prend effet dès acceptation par la présente Assemblée. Elle est donnée pour une durée de 18 mois. Elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2012, dans sa 13<sup>ème</sup> résolution.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil de gérance, avec faculté de subdélégation, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, notamment ajuster le prix d'achat susvisé en cas d'opérations modifiant les capitaux propres, le capital social ou la valeur nominale des actions, passer tous ordres en bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités et généralement faire tout le nécessaire.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant droit de vote. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix.

## QUINZIEME RESOLUTION

**(augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission et modifications corrélatives des statuts)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil de gérance et conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce :

- 1) décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à la somme de 45 922 136 euros et divisé en 5 740 267 actions de 8 euros de valeur nominale chacune, d'une somme de 1 148 048 euros pour le porter à 47 070 184 euros par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le compte « Prime d'émission »,
- 2) décide que cette augmentation de capital est réalisée par voie de création de 143 506 actions nouvelles de 8 euros de valeur nominale chacune, attribuées gratuitement aux actionnaires à raison de une (1) action nouvelle pour 40 actions anciennes,
- 3) décide que les actions nouvelles seront dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes étant pré-

cisé que le droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit,

- 4) décide que les droits formant rompus ne seront pas négociables ni cessibles, que les actions correspondant à l'ensemble des rompus seront vendues sur le marché et que les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des rompus proportionnellement à leurs droits au plus tard trente jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées,
- 5) constate la réalisation définitive, à compter de ce jour, de l'augmentation de capital susvisée et confère tous pouvoirs au Conseil de gérance à l'effet de prendre toutes mesures nécessaires, et notamment les mesures de protection des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, et en général faire le nécessaire,
- 6) décide, comme conséquence de ce qui précède, de modifier l'article 6 des statuts de la manière suivante :

« Le capital social est fixé à quarante-sept millions soixante-dix mille cent quatre-vingt-quatre euros (47 070 184 €) et est divisé en cinq millions huit cent quatre-vingt-trois mille sept cent soixante-treize (5 883 773) actions d'une valeur nominale de huit (8) euros chacune ». Le reste de l'article restant inchangé.

## SEIZIEME RESOLUTION

**(délégation de compétence à la Gérance en vue d'augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription)**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions des articles L. 229-129, L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de commerce :

- 1) décide de déléguer au Conseil de gérance, sa compétence pour décider, sur ses seules délibérations, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, en euros ou dans une autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires et/ou des titres de créances et/ou plus généralement de valeurs mobilières de la société, composées ou non y compris des bons, donnant accès immédiatement ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, au capital ou donnant droit à un titre de créance, par souscription soit en numéraire soit par compensation de créances, par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, étant précisé que l'émission d'actions de préférence ainsi que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclue de la présente délégation.

Conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;

- 2) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et à terme est fixé à vingt millions (20 000 000) d'euros, sous réserve de la 18<sup>ème</sup> résolution. Au plafond ci-dessus s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des émissions éventuellement requises pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles ;
- 3) Décide qu'en cas d'usage de la présente délégation, le Conseil de gérance pourra instituer, le cas échéant un droit de souscription à titre réductible, pour les titres de capital nouveaux non souscrits à titre irréductible. Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, le Conseil de gérance pourra, dans l'ordre qu'il estimera opportun, répartir les valeurs mobilières non souscrites en totalité ou en partie au profit des personnes de son choix, offrir au public tout ou partie des titres non souscrits et/ou limiter l'émission au montant des souscriptions reçues dès lors qu'elles atteindront au moins les ¾ de l'émission décidée ;
- 4) Constate que la présente délégation emporte, au profit des porteurs des titres émis, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) Donne tous pouvoirs au Conseil de gérance pour décider et réaliser la ou les augmentations de capital qui lui paraîtront opportunes et :
  - fixer les conditions de la ou des émissions, et en particulier les formes et caractéristiques des actions et/ou des valeurs mobilières, déterminer le montant à émettre dans les limites visées ci-dessus, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime d'émission, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
  - constater la réalisation de ces augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière, et
  - plus généralement prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités utiles et faire le nécessaire pour parvenir et à la bonne fin des émissions envisagées en vertu de la présente délégation.

Cette délégation est donnée pour une période de 26 mois à compter de la présente Assemblée, elle annule et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 27 juin 2011 dans sa 18<sup>ème</sup> résolution.

## DIX-SEPTIEME RESOLUTION

**(délégation de compétence à la Gérance en vue d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public mais avec délai de priorité au bénéfice des actionnaires existants)**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport

du Conseil de gérance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et constaté que le capital est entièrement libéré, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce :

- 1) décide de déléguer au Conseil de gérance, sa compétence pour décider, sur ses seules délibérations, l'émission par offre au public avec suppression du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, sur les marchés français et/ou international, en euros ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires de la société et/ou plus généralement de valeurs mobilières de la société, composées ou non y compris des bons, donnant accès immédiatement ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, au capital par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ou donnant droit à un titre de créance, au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, par souscription soit en numéraire, soit par compensation de créances, étant précisé que l'émission d'actions de préférence ainsi que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclue de la présente délégation ;
- 2) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et à terme est fixé à vingt millions (20 000 000) euros sous réserve de la 18<sup>ème</sup> résolution, étant précisé que le montant nominal des actions susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond visé à la 16<sup>ème</sup> résolution. À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des porteurs d'autres droits donnant droit à des titres de capital de la société ;
- 3) décide de remplacer le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre des émissions visées dans la présente délégation par un délai de priorité obligatoire, au profit des actionnaires, pour la souscription auxdites émissions et à cet effet, supprime le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières à émettre, étant entendu que le Conseil de gérance, devra conférer au profit des actionnaires une faculté de souscription par priorité sur la totalité desdites émissions pendant un délai et selon des modalités qu'il fixera. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables, et pourra s'exercer à titre irréductible et éventuellement réductible ;
- 4) décide que le prix d'émission des titres de capital sera au moins égal au prix minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de la fixation du prix d'émission ;

Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;



5) décide qu'en cas d'insuffisance des souscriptions, le Conseil de gérance pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés énoncées dans l'article L. 225-134 du Code de commerce, à savoir : (i) les actions ou les titres financiers non souscrits pourront être répartis en totalité ou en partie par le Conseil de gérance au profit des personnes de son choix, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, (ii) lesdites actions ou lesdits titres financiers pourront être offerts au public, ou (iii) l'émission pourra également être limitée au montant des souscriptions reçues dès lors qu'elles atteindront au moins les  $\frac{3}{4}$  de l'émission décidée ;

6) Constate que la présente délégation emporte, au profit des porteurs des titres émis, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;

6) Donne tous pouvoirs au Conseil de gérance pour décider et réaliser la ou les émissions d'actions ou de valeurs mobilières qui lui paraîtront opportunes et notamment :

- fixer les conditions de la ou des émissions, et en particulier les formes et caractéristiques des actions et/ou des valeurs mobilières, déterminer le montant à émettre dans les limites visées ci-dessus, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime d'émission, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
- constater la réalisation de ces augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts,
- procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence de l'opération sur le capital de la société et fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de titres financiers donnant à terme accès au capital social conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres ajustements,
- imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière, et
- plus généralement prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités utiles et faire le nécessaire pour parvenir et à la bonne fin des émissions envisagées en vertu de la présente délégation.

Il est précisé que le Conseil de gérance pourra, dans le cadre de la mise en œuvre de la présente délégation, modifier, pendant la durée de vie des valeurs mobilières concernées, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables.

Cette délégation est donnée pour une période de 26 mois à compter de la présente Assemblée, elle annule et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 27 juin 2011 dans sa 19<sup>ème</sup> résolution.

## DIX-HUITIEME RESOLUTION

### (délégation de compétence à la Gérance en vue d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et statuant conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, autorise le Conseil de gérance à décider, dans les délais et limites prévus par la loi et la réglementation applicables au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale), pour chacune des émissions décidées en application des 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> résolutions, à augmenter le nombre de titres à émettre, sous réserve du respect du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée Générale.

## DIX-NEUVIEME RESOLUTION

### (délégation de compétence à la Gérance en vue d'augmenter le capital social au profit des salariés du Groupe avec suppression du droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de la gérance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, statuant en application des articles L.3332-18 à 3332-24 du Code du travail et des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce

- 1) délègue au Conseil de gérance sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues à l'article L. 3332-18 et suivants du Code du travail, à une augmentation du capital social en numéraire d'un montant maximum de 600 000 euros réservée aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce) adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- 2) Décide que la présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de ce jour ;
- 3) Décide que le nombre total des actions qui pourront être souscrites par les salariés ne pourra être supérieur à 3 % du capital social au jour de la décision du Conseil de gérance, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation de capital ;
- 4) Décide que le prix de souscription des actions sera fixé conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 et suivants du Code du travail ;
- 5) Confère tous pouvoirs au Conseil de gérance pour mettre en œuvre la présente autorisation et, à cet effet :
  - fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance ;
  - fixer, sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes, le prix d'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits ;
  - fixer les délais et modalités de libération des actions nouvelles ;



- constater la réalisation de (des) l'augmentation(s) de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de (des) l'augmentation(s) de capital.

Cette autorisation comporte au profit des salariés visés ci-dessus, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises.

## VINGTIÈME RÉSOLUTION

**(autorisation d'annulation de tout ou partie des actions achetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce)**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes, et conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce,

- (1) autorise pour une période de vingt-quatre mois à compter de la présente Assemblée Générale, le Conseil de gérance à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un montant maximum de 10 % du capital social, calculé au jour de la décision d'annulation, par périodes de vingt-quatre mois, par l'annulation de tout ou partie des actions propres, acquises dans le cadre du programme de rachat adopté par, antérieurement ou postérieurement à la présente Assemblée par les actionnaires de la société ;
- (2) autorise le Conseil de la gérance à imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale calculée au moment de leur annulation, sur les primes et réserves disponibles ;
- (3) donne tous pouvoirs au Conseil de gérance pour fixer les conditions et les modalités de cette ou de ces annulations,

pour modifier, le cas échéant les statuts de la Société, pour effectuer toutes déclarations, remplir toutes autres formalités, et d'une manière générale faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation prend effet dès acceptation par la présente Assemblée. Elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2012, dans sa 15<sup>ème</sup> résolution.

## VINGT-ET-UNIÈME RÉSOLUTION (modification statutaire)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de gérance, décide de modifier l'article 2 objet social et d'ajouter un avant-dernier alinéa, ainsi qu'il suit :

« La société a pour objet, en tous pays :

[...]

- la possibilité de réaliser des prestations de toute nature à l'égard du groupe Touax, pouvant se rattacher aux objets ci-dessus énoncés et à tous objets similaires ou connexes et pouvant être utiles au développement des affaires de la société et de ses filiales,

[...] ».

## VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION (pouvoirs)

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée en vue de l'accomplissement des formalités légales et réglementaires.

## 30. INCLUSION PAR RÉFÉRENCE

En application de l'article 28 du Règlement européen (CE) n° 809/2004 pris en application de la Directive 2003/71/CE dite Directive « Prospectus », les documents suivants sont inclus par référence dans ce document déposé le 9 avril 2013 :

- le document de référence portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2009, déposé le 12 avril 2010 sous le numéro D.10-0247 ;
- le document de référence portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2010, déposé le 8 avril 2011 sous le numéro D.11-0264 ;
- le document de référence portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2011, déposé le 5 avril 2012 sous le numéro D.12-0294.

## 31. GLOSSAIRE

### **Barge fluviale :**

bateau métallique à fond plat non motorisé utilisé pour le transport fluvial de marchandises.

### **BTP :**

Bâtiment Travaux Publics.

### **Conteneur maritime :**

caisse métallique de dimensions normalisées pour le transport de marchandises.

### **Construction modulaire :**

bâtiments composés d'éléments standards (modules) se superposant et se juxtaposant dans l'espace sans retouche lors de leur pose.

### **EBITDA :**

Earnings Before Interests, Tax, Depreciation and Amortization. L'EBITDA utilisé par le Groupe correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations.

### **EVP (Equivalent vingt pieds) :** voir TEU

**Location opérationnelle** – par opposition à la location financière, la location opérationnelle ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif.

### **Pool :**

groupement de matériel.

### **Pousseur :**

bateau à moteur assurant le poussage des barges fluviales.

### **TEU (Twenty Foot Equivalent Unit) :**

équivalent vingt pieds – unité de mesure des conteneurs. Cette unité peut être physique (un 40 pieds égal deux 20 pieds) ou financière (le prix d'un 40 pieds égal 1,6 fois le prix d'un 20 pieds). L'unité de mesure utilisée dans le rapport est l'unité physique (TEU) sous réserve d'indication contraire (unité financière – CEU). Un conteneur de 20 pieds vaut 1 EVP et un conteneur de 40 pieds compte pour 2 EVP.

### **Titrisation d'actifs (« asset-back securitization ») :**

la titrisation d'actif est une méthode de financement d'une entreprise consistant à transférer des actifs de leur propriétaire (un « vendeur ») à une entité à désignation spécifique qui finance l'acquisition en émettant des titres (« billet ») à diverses parties (« investisseurs »).

### **Transport intermodal :**

transport de marchandises utilisant plusieurs modes de transport intégrés sur de longues distances et dans un même contenant.

### **Wagon de fret :**

Véhicule ferroviaire employé au transport de marchandises.

# Table des matières

<b>1. Personnes responsables .....</b>	<b>18</b>
1.1. Personnes responsables des informations contenues dans le document de référence et le rapport financier annuel.....	18
1.2. Attestation des personnes responsables du document de référence contenant un rapport financier annuel.....	18
<b>2. Contrôleurs légaux des comptes .....</b>	<b>19</b>
2.1. Coordonnées des contrôleurs légaux des comptes .....	19
2.2. Changement des contrôleurs légaux.....	19
<b>3. Informations financières sélectionnées .....</b>	<b>20</b>
3.1. Informations financières historiques sélectionnées.....	20
3.2. Informations financières sélectionnées des périodes intermédiaires.....	20
<b>4. Facteurs de risque .....</b>	<b>21</b>
4.1. Les risques juridiques.....	21
4.1.1. Les enjeux et contraintes liés à la législation et la réglementation.....	21
4.1.2. Les risques avérés et consécutifs au non-respect d'engagement contractuel - litiges.....	21
4.2. Les risques liés à l'environnement et au marché .....	22
4.2.1. Risque économique .....	22
4.2.2. Risque géopolitique.....	22
4.2.3. Exposition à une concurrence soutenue.....	23
4.3. Les risques liés à l'activité .....	23
4.3.1. Risque commercial .....	23
4.3.2. Risque de contrepartie des clients.....	23
4.3.3. Risque de dépendance.....	24
4.3.4. Risque d'approvisionnement.....	24
4.3.5. Risque de positionnement et de perte des conteneurs maritimes .....	24
4.3.6. Risque technique et qualitatif des constructions modulaires .....	24
4.3.7. Risque de sous-traitance.....	25
4.3.8. Risque environnemental.....	25
4.3.9. Saisonnalité.....	25
4.3.10. Risque de gestion.....	25
4.4. Risques financiers.....	25
4.4.1. Les risques de liquidité.....	25
4.4.2. Les risques de taux.....	25
4.4.3. Le risque de change.....	26
4.4.4. Le risque sur actions et autres instruments financiers.....	26
4.4.5. Risque de contrepartie bancaire et financière.....	26
4.4.6. Risque de volatilité des prix des matières premières.....	26

4.5. Assurance – couverture des risques .....	26
<b>5. Informations concernant l'émetteur .....</b>	<b>27</b>
5.1. Histoire et évolution de la société .....	27
5.1.1. Raison sociale et nom commercial .....	27
5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement .....	27
5.1.3. Date de constitution et durée de vie .....	27
5.1.4. Forme juridique et législation .....	27
5.1.5. Rappel historique .....	28
5.2. Investissements .....	28
5.2.1. Principaux investissements.....	28
5.2.2. Principaux investissements en cours .....	30
5.2.3. Engagements fermes d'investissements.....	30
5.2.4. Répartition des actifs gérés.....	30
<b>6. Aperçu des activités .....</b>	<b>31</b>
6.1. Principales activités .....	31
6.1.1. Nature des opérations et principales activités .....	31
6.1.2. Nouveau produit ou service .....	33
6.2. Principaux marchés .....	33
6.3. Événements exceptionnels .....	33
6.4. Dépendance brevets, licences ou contrats .....	33
6.5. Position concurrentielle.....	33
<b>7. Organigramme .....</b>	<b>34</b>
7.1. Organigramme du Groupe .....	34
7.2. Relations mère filles .....	35
<b>8. Propriétés immobilières, usines et équipements .....</b>	<b>38</b>
8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles .....	38
8.2. Politique environnementale.....	38
<b>9. Examen de la situation financière et du résultat .....</b>	<b>38</b>
9.1. Situation financière .....	38
9.2. Résultat d'exploitation .....	38
9.2.1. Facteurs inhabituels .....	38
9.2.2. Changements importants.....	38
9.2.3. Facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique .....	38
<b>10. Trésorerie et capitaux.....</b>	<b>38</b>
10.1. Capitaux du Groupe.....	38
10.2. Flux de trésorerie.....	38
10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement.....	39
10.4. Restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur .....	39

10.5. Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements d'investissements .....	39	19. Opérations avec des apparentés.....	47
<b>11. Recherche et développement, brevets et licences .....</b>	<b>39</b>	<b>20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur .....</b>	<b>48</b>
<b>12. Informations sur les tendances .....</b>	<b>40</b>	20.1. Comptes consolidés .....	48
12.1. Principales tendances jusqu'à la date du document d'enregistrement.....	40	20.2. Comptes sociaux .....	97
12.2. Tendances connues, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement pour l'exercice en cours .....	40	20.3. États financiers .....	110
<b>13. Prévisions ou estimations du bénéfice ....</b>	<b>40</b>	20.4. Commissariat aux comptes .....	110
13.1. Principales hypothèses .....	40	20.4.1. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés .....	110
13.2. Rapport des Commissaires aux Comptes – éléments prévisionnels .....	40	20.4.2. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels.....	110
13.3. Base de prévision .....	40	20.4.3. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés ..	111
13.4. Prévision en cours.....	40	20.4.4. Honoraires des Commissaires aux Comptes .....	112
<b>14. Organes d'administration, de direction, de Surveillance et de direction générale .</b>	<b>41</b>	20.5. Date des dernières informations financières.....	112
14.1. Coordonnées des organes d'administration, de direction, de Surveillance et de direction générale .....	41	20.6. Informations financières intermédiaires et autres ..	112
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction, de surveillance et de direction générale .....	41	20.7. Politique de distribution des dividendes.....	112
<b>15. Rémunérations et avantages .....</b>	<b>41</b>	20.7.1. Historique de la politique de distribution.....	112
15.1. Rémunération des mandataires sociaux.....	41	20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage .....	113
15.2. Retraite et autres avantages.....	40	20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale.....	113
<b>16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction.....</b>	<b>43</b>	<b>21. Informations complémentaires .....</b>	<b>113</b>
16.1. Durée des mandats .....	43	21.1. Capital social .....	113
16.2. Conventions réglementées .....	43	21.1.1. Capital souscrit .....	114
16.3. Informations sur les divers comités .....	43	21.1.2. Action non représentative du capital.....	114
16.4. Déclaration de conformité au régime de gouvernance d'entreprise .....	43	21.1.3. Composition du capital .....	114
<b>17. Salariés.....</b>	<b>43</b>	21.1.4. Capital potentiel .....	114
17.1. Répartition de l'effectif.....	43	21.1.5. Capital non libéré .....	114
17.2. Participations et stock-options.....	43	21.1.6. Accord conditionnel ou inconditionnel .....	114
17.3. Participation des salariés dans le capital.....	44	21.1.7. Historique du capital.....	114
<b>18. Principaux actionnaires .....</b>	<b>44</b>	21.2. Données boursières.....	114
18.1. Répartition du capital et des droits de vote .....	44	21.2.1. Historique boursier .....	114
18.2. Les différents droits de vote .....	46	21.2.2. Le cours de l'action TOUAX.....	114
18.3. Description de la nature du contrôle .....	46	21.2.3. Évolution des transactions au cours des 18 derniers mois.....	115
18.4. Actions auto détenues.....	46	21.2.4. Conditions strictes de modification des droits des actionnaires .....	116
		21.2.5. Conditions régissant les Assemblées Générales ....	116
		21.2.6. Dispositions limitant le changement de contrôle ....	116
		21.2.7. Franchissements de seuil.....	116
		21.2.8. Dispositions strictes limitant les modifications du capital .....	116
		21.3. Dispositions statutaires (extraits) .....	116
		<b>22. Contrats importants.....</b>	<b>117</b>

<b>23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts.....</b>	<b>118</b>
23.1. Coordonnées des experts .....	118
23.2. Attestation de conformité des déclarations d'experts.....	118
<b>24. Documents accessibles au public .....</b>	<b>118</b>
<b>25. Informations sur les participations .....</b>	<b>118</b>
<b>26. Rapports des Gérants .....</b>	<b>118</b>
26.1. Rapport de gestion .....	118
3.3.3. Sous-traitance et fournisseurs .....	136
3.3.4. Loyauté des pratiques.....	136
3.3.5. Annexe de la partie sociétale .....	136
26.2. Rapport spécial des Gérants sur les options.....	140
<b>27. Rapport du Conseil de Surveillance et du Président du Conseil de Surveillance ....</b>	<b>141</b>
27.1. Rapport du Conseil de Surveillance.....	141
27.2. Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société .....	142
27.3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.....	152
<b>28. Informations communiquées récemment .</b>	<b>153</b>
28.1. Communiqué de presse du 26 février 2013 .....	153
28.2. Communiqué de presse du 27 mars 2013 .....	155
28.3. Présentation des perspectives exposées lors de la réunion SFAF du 2 avril 2013 .....	156
<b>29.Projet des résolutions .....</b>	<b>157</b>
<b>30.Inclusion par référence .....</b>	<b>164</b>
<b>31.Glossaire.....</b>	<b>164</b>



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 avril 2013 conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais, auprès de TOUAX SCA, Tour Franklin – 23<sup>e</sup> étage – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 La Défense cedex, ainsi que sur le site Internet de TOUAX : [www.touax.com](http://www.touax.com) et sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers.



Retrouvez l'intégralité du Rapport annuel 2012 (incluant le document de référence)  
sur notre site **[www.touax.com](http://www.touax.com)**



Imprim'Vert® est une marque collective ayant pour objectif la mise en place par les entreprises exerçant des activités d'impression, d'actions concrètes conduisant à une amélioration volontaire de l'environnement, fondée sur trois critères simples : la bonne gestion des déchets dangereux, la sécurisation de stockage des liquides dangereux et la non-utilisation des produits toxiques, respectant ainsi le protocole de Kyoto.

Ce rapport a été réalisé avec du papier labélisé FSC (Forest Stewardship Council) provenant de forêts aménagées de façon durable.

**Touax®**

Tour Franklin, 23<sup>ème</sup> étage

100-101 Terrasse Boieldieu - 92042 La Défense Cedex - France

Tél. +33 (0)1 46 96 18 00 - Fax +33 (0)1 46 96 18 18

touax@touax.com - [www.touax.com](http://www.touax.com)